STALINE

Œuvres – Tome I

(septembre 1901 - avril 1907)

Préface de l'auteur au tome 1er (p. 2) • Note de la rédaction (p. 5) • Le Parti social-démocrate de Russie et ses tâches immédiates (p. 10) • Comment la social-démocratie comprend-elle la question nationale ? (p. 20) • Lettre de Koutaïs (p. 33) • Lettre de Koutaïs (Du même camarade) (p. 36) • Classe des prolétaires et parti des prolétaires (p. 39) • Ouvriers du Caucase, il est temps de se venger ! (p. 45) • Vive la fraternité internationale ! (p. 49) • Aux Citoyens. Vive le drapeau rouge ! (p. 51) • Coup d'œil rapide sur les divergences dans le parti (p. 54) • L'insurrection armée et notre tactique (p. 80) • Le gouvernement provisoire révolutionnaire et la social-démocratie (p. 84) • Réponse au Social-démocrate (p. 96) • La réaction se renforce (p. 104) • La bourgeoisie tend un piège (p. 108) • Citoyens ! (p. 112) • A tous les ouvriers (p. 114) • Tiflis, le 20 novembre 1905 (p. 116) • Deux batailles (p. 118) • La Douma d'Etat et la tactique de la social-démocratie (p. 124) • La question agraire (p. 129) • A propos de la question agraire (p. 138) • Sur la révision du programme agraire (p. 141) • Sur la situation actuelle (p. 143) • Marx et Engels à propos de l'insurrection (p. 144) • La contre-révolution internationale (p. 148) • La situation actuelle et le Congrès d'unification du parti ouvrier (p. 150) • La lutte des classes (p. 166) • La "législation du travail" et la lutte prolétarienne (p. 171) • Anarchisme ou socialisme ? (p. 176)

---

*Edition électronique réalisée par le camarade **Ysengrin** pour www.marxisme.fr à partir de l'ouvrage publié aux Editions sociales en 1953.*

WWW.MARXISME.FR

Préface de l'auteur au tome 1er

Les écrits qui composent le tome premier remontent au début de l'activité de l'auteur (1901-1907), époque où l'idéologie et la politique du léninisme n'étaient pas encore tout à fait au point. Cette remarque s'applique aussi en partie au tome II.

Pour comprendre et apprécier correctement ces écrits, il ne faut pas oublier qu'il s'agit des oeuvres d'un jeune marxiste qui n'était pas encore devenu un marxiste-léniniste accompli. Aussi conçoit-on qu'il y subsiste des traces de certaines thèses des anciens marxistes, vieillies dans la suite et rejetées par notre parti. Je veux parler de deux questions : celle du programme agraire et celle qui a trait aux conditions de la victoire d'une révolution socialiste.

Comme il ressort du tome premier (voir les articles sur la question agraire), l'auteur soutenait alors le point de vue du partage des grandes propriétés foncières et de leur remise en propriété aux paysans. Au congrès d'unification du parti, où l'on discuta de la question agraire, la majorité de ceux des délégués bolchéviks qui étaient des praticiens, tenaient pour le partage, la majorité des menchéviks pour la municipalisation. Quant à Lénine et aux autres délégués bolchéviks, ils se prononçaient pour la nationalisation du sol ; mais au cours de la lutte qui se livra à propos des trois projets, lorsqu'il devint clair que le congrès n'adopterait pas le leur, Lénine et les autres partisans de la nationalisation joignirent leurs voix à celles des partisans du partage.

Contre la nationalisation, les partisans du partage mettaient en avant trois considérations :

a) les paysans n'accepteraient pas la nationalisation des grandes propriétés foncières, parce qu'ils voulaient les posséder en propre ;

b) les paysans s'opposeraient à la nationalisation parce qu'ils y verraient une mesure abolissant la propriété privée des terres qui leur appartenaient déjà en propre ;

c) même si l'on parvenait à triompher des objections élevées contre la nationalisation, nous n'aurions pas, nous marxistes, à plaider en faveur de la nationalisation, car après la victoire de la révolution démocratique bourgeoise, l'Etat en Russie ne serait pas socialiste, mais bourgeois, et l'existence d'un important fonds de terres nationalisé aux mains de l'Etat bourgeois renforcerait démesurément la bourgeoisie au détriment des intérêts du prolétariat.

Les partisans du partage partaient de cette prémisse admise par les marxistes russes, y compris les bolchéviks, qu'après la victoire de la révolution démocratique bourgeoise s'ouvrirait une période d'intervalle entre la révolution bourgeoise victorieuse et la future révolution socialiste, au cours de laquelle le capitalisme pourrait se développer avec plus de liberté et de vigueur en s'étendant également à l'agriculture ; la lutte des classes s'approfondirait et prendrait toute son ampleur ; la classe des prolétaires grandirait en nombre, la conscience et l'esprit d'organisation du prolétariat s'élèveraient au niveau voulu, et c'est seulement après cela que s'ouvrirait la période de la révolution socialiste.

Il faut noter que cette prémisse : l'existence d'un long intervalle entre les deux révolutions, ne rencontra, au congrès, d'objection d'aucun côté : les partisans de la nationalisation et du partage, comme ceux de la municipalisation, estimaient que le programme agraire de la

social-démocratie russe devait contribuer à un développement ultérieur, encore plus vigoureux, du capitalisme en Russie.
Savions nous, nous les bolchéviks praticiens, que Lénine professait à l'époque le point de vue de la transformation de la révolution bourgeoise en Russie en une révolution socialiste, celui de la révolution ininterrompue ? Oui, nous le savions. Nous le savions par sa brochure : Deux tactiques (1905) et aussi par son célèbre article "L'attitude de la social-démocratie à l'égard du mouvement paysan" (1905), où il déclarait : "nous sommes pour la révolution ininterrompue", "nous ne nous arrêterons pas à mi-chemin". Mais, nous les praticiens, n'approfondissions pas le problème, nous n'en saisissions pas toute la portée par suite de l'insuffisance de notre préparation théorique, et par suite aussi de l'insouciance, propre aux praticiens, en matière de théorie. On sait que Lénine ne développa point alors et n'utilisa pas au congrès, à l'appui de la thèse de la nationalisation, des arguments tirés de la théorie de la transformation de la révolution bourgeoise en une révolution socialiste. Sans doute estimait-il que la question n'était pas encore mûre et que la majorité des bolchéviks praticiens du congrès n'étaient pas préparée à comprendre et à s'assimiler la théorie de la transformation de la révolution bourgeoise en une révolution socialiste ?

Ce n'est qu'un peu plus tard, quand la théorie léniniste de la transformation de la révolution bourgeoise en Russie en une révolution socialiste fut devenue la ligne directrice du Parti bolchéviks, que les divergences sur la question agraire disparurent dans le parti, car il était devenu évident que, dans un pays comme la Russie où les conditions particulières de développement créaient un terrain propice à la transformation de la révolution bourgeoise en une révolution socialiste, un parti marxiste ne pouvait avoir d'autre programme agraire que celui de la nationalisation de la terre.

La deuxième question concerne le problème de la victoire de la révolution socialiste. Comme il ressort de ce tome premier (voir les articles : "Anarchisme ou socialisme?"), l'auteur s'en tenait alors à la thèse, bien connue des marxistes d'après laquelle une des conditions essentielles de la victoire de la révolution socialiste est que le prolétariat constitue la majorité de la population, en sorte que, dans les pays où le prolétariat ne constitue pas encore la majorité de la population, par suite de l'insuffisance du développement capitaliste, la victoire du socialisme est impossible.

Cette thèse était alors généralement admise par les marxistes russes, y compris les bolchéviks, aussi bien que dans les partis social-démocrates des autres pays. Pourtant le développement ultérieur du capitalisme en Europe et en Amérique, le passage du capitalisme pré-impérialiste au capitalisme impérialiste, enfin la loi, découverte par Lénine, du développement économique et politique inégal des différents pays ont montré que cette thèse ne correspondait plus aux nouvelles conditions du développement ; que la victoire du socialisme était parfaitement possible dans des pays où le capitalisme n'avait pas encore atteint le point culminant de son développement et où le prolétariat ne constituait pas la majorité de la population, mais où le front du capitalisme était assez faible pour être rompu par le prolétariat. C'est ainsi que naquit en 1915-1916, la théorie léniniste de la révolution socialiste.

Comme on le sait, elle part de ce point de vue que la révolution socialiste ne triomphera pas nécessairement dans les pays où le capitalisme est le plus développé, mais avant tout là où

son front est faible, où il est plus facile au prolétariat de le rompre et où le développement du capitalisme a atteint au moins un niveau moyen.

Là se bornent les remarques de l'auteur sur les écrits rassemblés dans le tome premier.

J. Staline.
Janvier 1946.

Note de la rédaction[1]

Persuadés que, pour les lecteurs géorgiens conscients, une publication périodique libre est une question essentielle, persuadés que cette question doit être résolue dés aujourd'hui et que tout retard ne peut être que préjudiciable à la cause commune ; persuadés que tout lecteur conscient accueillera avec satisfaction une publication de cette nature et lui apportera pour sa part toute l'aide possible, nous, groupe de social-démocrates révolutionnaires géorgiens, allons au devant de ce besoin, en nous efforçant, dans la mesure de nos moyens, de satisfaire le désir des lecteurs. nous publions le premier numéro de la Brdzola[2], premier journal libre de Géorgie.

Pour que le lecteur puisse se faire une opinion sur notre publication, et sur nous-mêmes en particulier, nous ajouterons quelques mots.

Il n'est pas un seul point du pays qui n'ait été touché par le mouvement social-démocrate. Ce coin de Russie que nous appelons le Caucase n'y a pas échappé, ni, au Caucase, notre géorgie. Le mouvement social-démocrate est, en Géorgie, chose récente : il ne compte que quelques années ; plus précisément, les bases de ce mouvement n'ont été jetées qu'en 1896. Chez nous, comme partout, le travail ne dépassait pas au début le cadre de l'action clandestine. Une agitation et une large propagande , comme celles que nous constatons ces derniers temps, étaient impossibles ; toutes les forces, bon gré mal gré, étaient concentrées dans un petit nombre de cercles. Cette période est aujourd'hui révolue ; les idées social-démocrates se sont répandues dans les masses ouvrières ; le travail lui aussi, est sorti de son cadre étroitement clandestin et touche une partie considérable des ouvriers. La lutte ouverte a commencé. Elle a posé aux premiers militants quantité de problèmes qui, jusqu'alors, étaient restés dans l'ombre sans qu'on éprouvât un besoin très vif de les élucider. Tout d'abord s'est posée dans toute sa force la question suivante : de quels moyens disposons-nous pour développer plus largement la lutte ? En paroles, rien de plus simple et de plus facile que de répondre à cette question. En fait, c'est tout différent.

Il va de soi que pour un mouvement social-démocrate organisé, l'agitation et une large propagande des idées révolutionnaires constituent le moyen essentiel. Mais les conditions dans lesquelles un révolutionnaire doit militer sont si contradictoires, si dures, elles demandent de si lourds sacrifices que la propagande et l'agitation deviennent souvent impossibles sous la forme qui serait indispensable au début du mouvement.

Les études dans les cercles à l'aide de livres et de brochures deviennent impossibles, d'abord par suite des conditions policières, et ensuite par cause de la manière même dont ces études sont organisées. Le travail d'agitation se relâche dés les premières arrestations. Il devient impossible de rester en contact avec les ouvriers et de leur rendre fréquemment visite : or, l'ouvrier attend des éclaircissements sur maintes questions d'actualité. Autour de lui, c'est une lutte acharnée, toutes les forces du gouvernement se tournent contre lui ; il n'a pas la possibilité d'envisager d'un oeil critique la situation présente, il ignore tout du fond des choses ; souvent il suffit d'un échec minime dans quelque usine du voisinage pour qu'un ouvrier à l'esprit révolutionnaire se refroidisse, perde la foi en l'avenir, et que le dirigeant soit obligé de l'entraîner à nouveau au travail.

l'agitation par les brochures, qui ne donnent de réponses qu'à telle ou telle question concrète, est, dans la plupart des cas, peu efficace. Il devient indispensable d'avoir une littérature susceptible de répondre aux questions quotidiennes. Cette vérité bien connue n'a pas besoin d'être démontrée. Pour le mouvement ouvrier de Géorgie est venu le moment où une publication périodique apparaît comme l'un des moyens les plus importants du travail révolutionnaire.

Afin d'éclairer certains lecteurs non avertis, nous croyons nécessaire de dire quelques mots sur la presse légale. L'ouvrier qui verrait dans un journal légal, quelles que soient les conditions où il paraît et quelle que soit sa tendance, l'expression de ses intérêts à lui, ouvrier, commettrait, selon nous, une grande erreur. Avec un gouvernement "rempli de sollicitude" pour les ouvriers, tout va à merveille pour les journaux légaux. Une meute de fonctionnaires qu'on appelle censeurs est attachée à ces journaux ; ils exercent sur eux une surveillance spéciale, recouvrant à l'encre rouge et aux ciseaux dés qu'un rayon de vérité vient à se glisser par quelque fente. L'une après l'autre, les circulaires s'abattent sur le comité des censeurs : "Ne rien laisser passer concernant les ouvriers, ne rien publier sur tel ou tel évènement, ne pas permettre l'examen de ceci ou cela", etc..., etc... Dans ces conditions, il ne saurait naturellement être question de mettre sur pied un journal convenable : l'ouvrier chercherait en vain dans ses colonnes et même entre les lignes, des informations et une appréciation juste sur la cause qui est la sienne. A ceux qui estiment que l'ouvrier pourrait tirer parti du petit nombre de lignes qui, dans tel ou tel journal légal, traitent en passant de ses intérêts et que les bourreaux de la censure ont laissé passer par mégarde, nous répondrons : placer ses espoirs dans ces bribes et édifier sur pareille bagatelle un système quelconque de propagande, ce serait ne rien comprendre à la question.

Encore une fois, nous ne disons cela que pour éclairer certains lecteurs non avertis.

Donc, un périodique géorgien libre est pour le mouvement social-démocrate une nécessité pressante. Il ne s'agit plus que de savoir comment mettre sur pied cette publication, de quels principes elle doit s'inspirer et ce qu'elle doit apporter au social-démocrate géorgien.

A ne voir que du dehors le problème de l'existence d'un journal géorgien, et en particulier celui de son contenu et de son orientation, il peut sembler que ce problème se résout de lui-même, d'une manière simple et naturelle : le mouvement social-démocrate géorgien ne constitue pas un mouvement ouvrier isolé, uniquement géorgien, avec son programme particulier ; il marche la main dans la main avec tout le mouvement de Russie et, par conséquent, il est subordonné au Parti social-démocrate de Russie. Il s'ensuit donc qu'un journal social-démocrate géorgien ne doit être qu'un organe local, traitant surtout de questions locales et reflétant le mouvement local. Mais cette réponse cache une difficulté que nous ne pouvons esquiver, à laquelle nous allons inévitablement nous heurter. Nous voulons parler de la difficulté qui découle de la langue. S'il est vrai que le Comité central du Parti social-démocrate de Russie a la possibilité, grâce à l'organe central du parti, d'expliquer toutes les questions d'ordre général, en laissant à ses comités régionaux le soin d'éclairer les seules questions locales, le journal géorgien, lui, ne s'en trouve pas moins placé dans une situation difficile en ce qui concerne son contenu. Il doit jouer à la fois le rôle d'organe central du parti et celui d'organe régional, local. La majorité des lecteurs ouvriers de Géorgie

ne pouvant user couramment d'un journal russe, les dirigeants du journal géorgien n'ont pas le droit de laisser dans l'ombre toutes les questions que traite, et que doit traiter, l'organe central russe. Le journal géorgien a donc le devoir d'éclairer le lecteur sur toutes les questions de principe, de théorie et de tactique. Il doit en même temps guider le mouvement local, éclairer de façon juste chaque évènement, sans laisser inexpliqué un seul fait, et répondre à toutes les questions qui préoccupent les ouvriers de nos régions. Le journal géorgien doit lier entre eux et unir les ouvriers en lutte, géorgiens et russes. Il doit informer les lecteurs de tous les évènements de la vie locale, russe et étrangère, qui les intéressent.

Tel est, en gros, notre point de vue sur un journal géorgien.

Quelques mots au sujet du contenu et de l'orientation du journal.

Nous devons exiger de lui, comme il est naturel d'un journal social-démocrate, que les ouvriers en lutte soient l'objet principal de son attention. Nous croyons superflu de dire que seul le prolétariat révolutionnaire, en Russie comme partout, est appelé par l'histoire à libérer l'humanité et à donner au monde le bonheur. Il est clair que seul le mouvement ouvrier possède une base solide et que seul il est exempt de toute fantaisie utopique. En conséquence, le journal, en tant qu'organe social-démocrate, doit guider le mouvement ouvrier, lui montrer le chemin, le préserver des erreurs. En un mot, le premier devoir du journal est de se tenir aussi près que possible de la masse ouvrière, de pouvoir l'influencer constamment, d'être son centre conscient et dirigeant.

Mais comme, dans les conditions présentes de la Russie, il est possible que des éléments de la société autres que les ouvriers engagent aussi le combat "pour la liberté", et comme cette liberté est le but immédiat de la lutte des ouvriers de Russie, le journal doit réserver une place à tout mouvement révolutionnaire, même s'il se situe en dehors du mouvement ouvrier. Nous disons : "réserver une place", mais pas seulement à titre d'informations courantes ou de simple chronique, — non, le journal doit prêter une attention particulière au mouvement révolutionnaire qui se produit ou qui se produira parmi d'autres éléments de la société. Il doit expliquer chaque phénomène social et exercer ainsi son influence sur tous ceux qui combattent pour la liberté. Aussi doit-il accorder une attention toute particulière à la situation politique de la Russie, tenir compte de toutes les conséquences de cette situation et envisager de la façon la plus large la nécessité de la lutte politique.

Nul ne pourra, nous en sommes persuadés, arguer de nos paroles pour prétendre que nous sommes partisans de liens et de compromis avec la bourgeoisie. Une appréciation juste, la mise en évidence des points faibles et des erreurs d'un mouvement dirigé contre l'ordre établi, même si ce mouvement se produisait dans un milieu bourgeois, ne peuvent entacher d'opportunisme un social-démocrate. Seulement, nous ne devons pas oublier en l'occurrence les principes social-démocrates et les méthodes révolutionnaires de lutte. Si nous mesurons chaque mouvement à cette échelle, nous serons prémunis contre tous les radotages bernsteiniens.

Ainsi, le journal social-démocrate de Géorgie doit fournir une réponse précise à toutes les questions relatives au mouvement ouvrier, expliquer les questions relatives au mouvement

ouvrier, expliquer les questions de principes, expliquer au point de vue théorique le rôle de la classe ouvrière dans la lutte et éclairer à la lumière du socialisme scientifique tous les faits qui intéressent l'ouvrier.

Le journal doit aussi représenter le Parti social-démocrate de Russie et faire connaître en temps utile à ses lecteurs toutes les conceptions tactiques de la social-démocratie révolutionnaire russe. Il doit renseigner ses lecteurs sur la vie des ouvriers des autres pays, sur ce qu'ils font pour améliorer leur condition et comment ils le font ; il doit appeler au moment voulu les ouvriers géorgiens à entrer dans la lutte. d'autre part, il ne doit laisser passer aucun mouvement social sans en rendre compte et sans en faire une critique social-démocrate.

Voilà comment nous concevons le journal géorgien.

Nous ne pouvons abuser ni nous-mêmes ni nos lecteurs en promettant de nous acquitter entièrement de ces tâches avec nos forces actuelles. Pour organiser le journal comme il convient, une aide est nécessaire de la part des lecteurs eux-mêmes et des sympathisants. Le lecteur notera dans le premier numéro de la Brdzola bien des imperfections, mais ce sont là des imperfections qui pourront être corrigées pour peu qu'il nous vienne en aide. Nous soulignons, en particulier, la faiblesse de la chronique locale. Nous trouvant loin du pays, nous n'avons pas la possibilité de suivre le mouvement révolutionnaire de Géorgie ni de donner en temps voulu des informations et des éclaircissements sur les problèmes de ce mouvement. Il faut donc qu'une aide nous vienne de la Géorgie même. Quiconque désire nous apporter aussi son concours littéraire, trouvera sans nul doute le moyen d'établir un contact, direct ou indirect, avec la rédaction de la Brdzola.

Nous invitons tous les militants social-démocrates de Géorgie à s'intéresser vivement au sort de la Brdzola, à prêter tout leur concours à sa publication et à sa diffusion, et à faire ainsi, de la Brdzola, premier journal libre de Géorgie, une arme de lutte révolutionnaire.

La Brdzola [la Lutte] n°1, septembre 1901
Article non signé.
Traduit du géorgien.

[1] Edition de la Brdzola [la Lutte], journal social-démocrate clandestin. (N.R.)
[2] La Brdzola [la Lutte], premier journal géorgien illégal du groupe iskriste-léniniste de l'organisation social-démocrate de Tiflis. C'est Staline qui prit l'initiative de sa fondation. La parution de la Brdzola fut l'aboutissement de la lutte engagée, à partir de 1898, par la minorité révolutionnaire de la première organisation social-démocrate géorgienne "Messami-Dassi" (J. Staline, V. Ketskhovéli, A. Tsouloukidzé) contre la majorité opportuniste (Jordania et autres) pour la création d'une presse marxiste révolutionnaire clandestine. La Brdzola était tirée à Bakou, dans une imprimerie clandestine, montée sur mandat de l'aile révolutionnaire de l'organisation social-démocrate de Tiflis par le plus proche collaborateur de Staline, V. Ketskhovéli. C'est à lui encore qu'incombait, pratiquement la tâche de faire paraître le journal. Les articles leaders sur les questions de programme et de tactique du parti marxiste révolutionnaire furent rédigés par Staline. La Brdzola eut quatre numéros : le

n°1, en septembre 1901 ; le N°2-3, en novembre décembre 1901, et le n°4, en décembre 1902. La Brdzola, le meilleur journal marxiste de Russie après l'Iskra [l'Etincelle], préconisait une liaison étroite entre la lutte révolutionnaire du prolétariat de Transcaucasie et la lutte révolutionnaire de la classe ouvrière de toute la Russie. Défendant les principes théoriques du marxisme révolutionnaire, la Brdzola, de même que l'Iskra léniniste, affirmait la nécessité pour les organisations social-démocrates de passer à l'agitation politique de masse, à la lutte politique contre l'autocratie ; elle défendait l'idée léniniste de l'hégémonie du prolétariat dans la révolution démocratique bourgeoise. Bataillant contre les "économistes", elle expliquait la nécessité de créer un parti révolutionnaire unique de la classe ouvrière, dénonçait la bourgeoisie libérale, les nationalistes et les opportunistes de tout acabit. L'Iskra léniniste salua la parution du n°1 de la Brdzola comme un évènement d'importance. (N.R.)

Le Parti social-démocrate de Russie et ses tâches immédiates

I

La pensée humaine a dû passer par bien des épreuves, des tourments et des vicissitudes avant d'aboutir au socialisme fondé et élaboré sur une base scientifique. Les socialistes de l'Europe occidentale ont dû très longtemps errer à l'aveuglette dans le désert du socialisme utopique (chimérique, irréalisable) avant de se frayer un chemin, d'analyser et de dégager les lois de la vie sociale et, par suite, de conclure à la nécessité du socialisme pour l'humanité. Depuis le début du siècle dernier, L'Europe a donné nombre de chercheurs scientifiques honnêtes, courageux, remplis d'abnégation, qui ses sont efforcés d'élucider et de résoudre ce problème : comment sauver l'humanité du fléau qui grandit et s'aggrave sans arrêt à mesure que se développent le commerce et l'industrie ? Bien des tempêtes, bien des torrents de sang ont déferlé sur l'Europe occidentale pour abolir l'oppression de la majorité par la minorité, mais le mal subsistait, les plaies demeuraient aussi vives et les souffrances se faisaient chaque jour plus intolérables. Il faut voir l'une des principales raisons de cette situation dans le fait que le socialisme utopique n'expliquait pas les lois de la vie sociale ; il planait au-dessus de la vie, se perdait dans l'empyrée, alors qu'il fallait de solides attaches avec le réel. Les socialistes utopiques se proposaient de réaliser le socialisme dans l'immédiat, alors que la vie n'offrait aucune base à sa réalisation : et, chose plus affligeante encore par ses conséquences, les utopistes attendaient la réalisation du socialisme des puissants de ce monde, qui devaient, d'après eux, facilement se convaincre de la justesse de l'idéal socialiste (Robert Owen, Louis Blanc, Fourier et d'autres). Cette conception perdait complètement de vue le mouvement ouvrier réel et la masse ouvrière, seul représentant naturel de l'idéal socialiste. Les utopistes ne pouvaient le comprendre. Ils voulaient créer le bonheur sur la terre à coups de lois de proclamations, sans l'aide du peuple lui-même (des ouvriers). Ils n'accordaient pas d'attention particulière au mouvement ouvrier, et souvent même ils en niaient l'importance. Aussi leurs théories restaient-elles des théories ; elles ne faisaient que passer à côté de la masse ouvrière, au sein de la quelle mûrissait, tout à fait indépendamment de ces théories, la grande idée annoncée au milieu du siècle dernier par la bouche de ce génie que fut Karl Marx : "L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes... Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !"

Ces paroles ont rendu claire cette vérité, maintenant évidente même pour des "aveugles" : l'idéal socialiste ne peut se réaliser que par l'action propre des ouvriers et leur union en une force organisée, indépendamment de la nationalité et du pays. Il fallait démontrer cette vérité, comme l'ont magnifiquement fait Marx et son ami Engels, afin de donner une base solide au puissant Parti social-démocrate qui, aujourd'hui, tel un destin inexorable, se dresse au-dessus du régime bourgeois en Europe , en menaçant de l'anéantir pour édifier sur ses décombres le régime socialiste.

Le développement de l'idée socialiste en Russie a suivi à peu près la même voie qu'en Europe occidentale. En Russie également, les socialistes ont dû longtemps errer à l'aveuglette avant d'aboutir à la conscience social-démocrate, au socialisme scientifique. Ici aussi, il y avait des socialistes, il y avait un mouvement ouvrier, mais ils suivaient des voies indépendantes, chacun allant de son côté : les socialistes, vers un rêve utopique ("Terre et liberté", "la Volonté du peuple"), le mouvement ouvrier vers des révoltes spontanées. Tous

deux luttaient à la même époque (1870-1890), mais s'ignoraient. Les socialistes n'avaient pas de base dans la population laborieuse ; aussi leur action restait-elle abstraite, sans fondement. Les ouvriers, eux, manquaient de dirigeants, d'organisateurs ; aussi, leur mouvement aboutissait-il à des révoltes désordonnées. C'est là la raison essentielle pour laquelle la lutte héroïque des socialistes pour le socialisme est demeurée stérile et leur courage légendaire s'est brisé contre les murs solides de l'autocratie. Les socialistes russes ne se sont rapprochés de la masse ouvrière que depuis 1890. Ils ont vu que le salut ne pouvait venir que de la classe ouvrière, et que seule, elle réaliserait l'idéal socialiste. Dés lors, la social-démocratie russe a concentré tous ses efforts et toute son attention sur le mouvement qui se produisait , à cette époque, parmi les ouvriers russes. Encore insuffisamment conscient et non préparé à la lutte, l'ouvrier russe s'efforçait de sortir petit à petit de sa situation désespérée et d'améliorer quelque peu son sort. il n'existait évidemment pas alors, au sein de ce mouvement, un travail d'organisation ordonné : le mouvement était spontané.

Et voilà que la social-démocratie s'est chargée de guider ce mouvement inconscient, spontané, inorganisé. Elle s'est efforcée de développer la conscience des ouvriers, de coordonner la lutte éparse, décousue, qu'engageaient différents groupes isolés d'ouvriers contre des patrons isolés, de les fondre dans une lutte de classe commune afin que cette lutte fût celle de la classe ouvrière russe contre la classe des oppresseurs de la Russie, en s'attachant à conférer à cette lutte un caractère organisé.

Au début, la social-démocratie ne pouvait étendre son activité au sein de la masse ouvrière : aussi se contentait-elle d'agir dans des cercles de propagande et d'agitation. L'étude dans les cercles constituait alors sa seule forme d'activité. Ces cercles avaient pour objet de créer parmi les ouvriers eux-mêmes un groupe capable de diriger par la suite le mouvement. Aussi étaient-ils composés d'ouvriers avancés : une élite ouvrière avait seule la possibilité d'y étudier.

Mais la période des cercles prit rapidement fin. La social-démocratie ressentit bientôt le besoin de ce cadre étroit et d'étendre son influence aux larges masses ouvrières. Les conditions extérieures s'y prêtaient également. A cette époque, le mouvement spontané s'était particulièrement développé parmi les ouvriers. Qui de vous ne se souvient de l'année où ce mouvement spontané s'étendit à Tiflis presque tout entier ? Des grèves non organisées se succédaient dans les manufactures de tabac et les ateliers de chemins de fer. Cela se passait chez nous en 1897et en 1898 ; en Russie, un peu plus tôt. Il fallait venir à la rescousse en temps opportun ; c'est ce que fit la social-démocratie. La lutte commença pour la diminution de la journée de travail, pour la suppression des amendes, pour l'augmentation des salaires, etc. La social-démocratie savait très bien que le mouvement ouvrier dans son développement ne se limitait pas à ces menues revendications, qu'elles n'étaient pas le but du mouvement, mais seulement un moyen d'atteindre le but. Sans doute, ces revendications étaient minimes ; sans doute, les ouvriers des diverses villes et régions luttaient alors séparément ; mais cette lutte même leur apprenait que la victoire totale ne sera remportée que le jour où la classe ouvrière tout entière constituée en force unique, puissante, organisée, livrera assaut à son ennemi. Cette lutte leur montrait également qu'en dehors de leur ennemi direct, le capitaliste, ils en ont un autre, encore plus vigilant : la force organisée de toute la classe bourgeoise, l'Etat capitaliste actuel, avec son

armée, ses tribunaux, sa police, ses prisons, sa gendarmerie. Si, même en Europe occidentale, là où les droits de l'homme sont déjà conquis, l'ouvrier doit engager une lutte directe contre le pouvoir, l'ouvrier de Russie, à plus forte raison, est contraint à se heurter, dans son mouvement, au pouvoir autocratique, cet ennemi toujours en éveil de tout mouvement ouvrier, non seulement parce que ce pouvoir défend les capitalistes, mais aussi parce que, en sa qualité de pouvoir autocratique, il ne peut admettre aucune activité propre des classes sociales, et surtout d'une classe comme la classe ouvrière, plus opprimée et plus accablée que les autres. C'est ainsi que la social-démocratie de Russie concevait la marche du mouvement, et elle consacrait tous ses efforts à diffuser ces idées parmi les ouvriers. Là résidait sa force, et c'est ce qui explique son grand et triomphal développement. dés le premier jour, comme on l'a vu par la grève grandiose des ouvriers du textile de 1896 à Pétersbourg.

Mais les premières victoires ont désorienté quelques esprits faibles et leur ont tourné la tête. Si jadis les socialistes utopiques ne prenaient en considération que le but final et, aveuglés par lui, ne remarquaient aucunement ou niaient le mouvement ouvrier réel qui se développait sous leurs yeux, certains social-démocrates russes, en revanche, ne prêtaient uniquement attention qu'au mouvement ouvrier spontané, à ses besoins quotidiens. La conscience de classe des ouvriers russes étaient alors (il y a cinq ans) très faible. L'ouvrier russe sortait à peine de sa torpeur séculaire et ses yeux, habitués aux ténèbres, ne remarquaient évidemment pas tout ce qui se passait devant lui. Il n'avait pas de grands besoins et ses revendications étaient minimes. Il n'allait pas encore au delà d'une insignifiante augmentation de son salaires ou d'une diminution de ses heures de travail. Quant à la nécessité de changer le régime existant, de supprimer la propriété privée, d'organiser un régime socialiste, la masse des ouvriers russe n'en avait pas même l'idée. Elle n'osait guère non plus envisager la suppression de l'esclavage dans lequel tout le peuple russe végète sous le régime autocratique, ni la liberté du peuple, ni sa participation à l'administration de l'Etat. Et tandis qu'une partie de la social-démocratie russe considérait de son devoir d'introduire dans le mouvement ouvrier ses idées socialistes, l'autre partie, toute à la lutte économique, à la lutte pour une amélioration partielle de la situation des ouvriers (par exemple, une diminution des heures de travail et une augmentation des salaires), était prête à oublier totalement son grand devoir, ses grands idéals.

A l'instar de leurs congénères d'Europe occidentale (ceux qu'on appelle les bernsteiniens), ils disaient : "Pour nous, le mouvement est tout, le but final n'est rien". Ce pour quoi la classe ouvrière lutte, ne les intéressait aucunement ; il suffisait qu'elle luttât. Une politique à la petite semaine s'instaurait. On en arriva un beau jour à ce que la Rabotchaïa Mysl[1], journal de Pétersbourg, déclara : "Notre programme politique, c'est la journée de 10 heures, le rétablissement des jours fériés abolis par la loi du 2 juin[2]" (!!!)[3]

Au lieu de guider le mouvement spontané, d'introduire dans la masse l'idéal social-démocrate et de l'orienter vers notre but final, cette partie de la social-démocratie russe est devenue un instrument aveugle du mouvement ; elle a suivi aveuglément la fraction des ouvriers insuffisamment développés et s'est bornée à formuler les besoins, les nécessités, dont la masse ouvrière avait déjà pris conscience. En un mot, elle restait devant une porte ouverte et frappait sans oser entrer dans la maison. Elle s'est montrée incapable d'expliquer à la masse ouvrière son but final : le socialisme, ou même, au moins, son but immédiat : le

renversement de l'autocratie ; le plus triste, c'est qu'elle considérait tout cela comme inutile et même nuisible. Elle regardait l'ouvrier russe comme un enfant et craignait de l'effrayer avec des idées aussi hardies. Bien plus, selon une fraction de la social-démocratie, le socialisme ne nécessite aucune lutte révolutionnaire ; ce qu'il faut, c'est uniquement une lutte économique : des grèves et des syndicats, des coopératives de consommation et de production, — et voilà le socialisme tout prêt. Elle tenait pour erronée la théorie de l'ancienne social-démocratie internationale d'après laquelle, aussi longtemps que le pouvoir politique ne passe pas entre les mains du prolétariat (dictature du prolétariat), la transformation du régime existant est impossible, et impossible l'affranchissement total des ouvriers. A l'en croire, le socialisme par lui-même n'offre rien de nouveau et, à proprement parler, ne diffère pas du système capitaliste existant : le socialisme s'y intégrera facilement ; chaque syndicat, et même chaque boutique de coopérative ou chaque société de production, est déjà, d'après ces gens là, "un fragment de socialisme". Et c'est avec ce stupide ravaudage de vieux habits, qu'ils pensaient confectionner un vêtement neuf pour l'humanité souffrante ! Mais la chose la plus triste et par elle-même incompréhensible pour des révolutionnaires, c'est que cette partie de la social-démocratie russe a élargi l'enseignement de ses maîtres occidentaux (Bernstein et consorts) au point de déclarer cyniquement : la liberté politique (le droit de grève, la liberté d'association, la liberté de parole, etc...) est compatible avec le tsarisme ; une lutte politique spéciale, une lutte pour le renversement de l'autocratie, est donc absolument superflue ; car pour atteindre le but, il suffit que les grèves soient plus fréquentes, en dépit de l'interdiction des autorités ; celles-ci se lasseront alors de châtier les grévistes ; le droit de grève et la liberté de réunion viendront d'eux-mêmes.

Ainsi ces soi-disant "social-démocrates" s'attachaient à démontrer que l'ouvrier russe ne devait consacrer tout son effort, toute son énergie qu'à la lutte économique, sans poursuivre de "vastes idéals". Dans la pratique, leur action s'inspirait de l'idée que leur devoir était de se borner à un travail local dans telle ou telle ville. L'organisation d'un parti ouvrier social-démocrate de Russie ne présentait aucun intérêt : au contraire, l'organisation d'un parti leur apparaissait comme un jeu comique et puéril, qui les détournait de leur "devoir" direct : la lutte économique. La grève, et encore la grève, la collecte de gros sous pour le fonds de lutte, tel était l'alpha et l'oméga de leur activité.

On pensera certainement que puisque ces adorateurs du "mouvement" spontané avaient tellement rétréci leurs tâches, puisqu'ils avaient renoncé aux idées de la social-démocratie, ils faisaient du moins beaucoup pour ce mouvement. Mais là encore une déception nous attend. L'histoire du mouvement à Pétersbourg nous en convainc. Son brillant développement et ses progrès audacieux à l'origine, en 1895-1897, ont fait place par la suite à d'aveugles tâtonnements et, en fin de compte, le mouvement est arrivé à un point mort. A cela, rien d'étonnant : tous les efforts des "économistes" pour créer une solide organisation en vue de la lutte économique se sont invariablement heurtés au mur épais du pouvoir, contre lequel ils se sont toujours brisés. Les terribles conditions policières excluaient toute possibilité d'avoir des organisations économiques quelconques. les grèves ne servaient à rien, car sur 100 grèves, 99 étaient étouffées dans l'étau de la police ; les ouvriers étaient impitoyablement expulsés de Pétersbourg, les murs des prisons et les glaces de la Sibérie les vidaient implacablement de leur énergie révolutionnaire. Nous sommes profondément convaincus que les conditions extérieures, policières, ne sont pas seules responsables du

retard (évidemment tout relatif) du mouvement ; la faute en incombe tout autant à un retard dans le progrès des idées elles-mêmes, de la conscience de classe, — d'où l'affaiblissement de l'énergie révolutionnaire des ouvriers.

Tandis que leur mouvement se développait, les ouvriers restaient incapables de comprendre pleinement les buts élevés et le sens profond de leur lutte, le drapeau sous lequel devait lutter l'ouvrier russe n'étant qu'un vieux chiffon défraîchi avec son mot d'ordre mesquin de lutte économique ; c'est pourquoi les ouvriers devaient nécessairement apporter à cette lutte moins d'énergie, moins d'entrain, moins d'aspirations révolutionnaires : une grande énergie ne naît que pour un grand but.

Mais le danger qui de ce fait menaçait le mouvement aurait été plus grand encore si les conditions mêmes de notre vie n'avaient poussé obstinément, chaque jour davantage, les ouvriers russes à la lutte politique directe. Une simple petite grève posait de front devant l'ouvrier la question de l'absence, chez nous, de tout droit politique ; elle le mettait aux prises avec le pouvoir et la force armée, et lui prouvait l'insuffisance manifeste d'une lutte exclusivement économique. Voilà pourquoi, contrairement aux voeux de ces mêmes "social-démocrates", la lutte prenait de jour en jour un caractère plus nettement politique. Chaque tentative des ouvriers sortis de leur torpeur pour exprimer ouvertement leur mécontentement de la situation économique et politique, dont le joug fait aujourd'hui gémir l'ouvrier russe ; chaque tentative de s'affranchir de ce joug poussait les ouvriers à des manifestations qui ressemblaient de moins en moins à une lutte économique. Ce sont les fêtes du 1er Mai qui, en Russie, ont frayé le chemin à la lutte politique et aux manifestations politiques. L'ouvrier russe a ajouté à la grève, autrefois son unique moyen de lutte, un moyen neuf et puissant, — la manifestation politique, — essayé pour la première fois lors de la grandiose journée du 1er Mai 1900 à Kharkov.

C'est ainsi qu'en vertu de son développement interne, le mouvement ouvrier russe est passé de la propagande dans les cercles et de la lutte économique par la grève à la lutte politique et à l'agitation.

Ce passage s'est sensiblement accéléré quand la classe ouvrière a vu apparaître dans l'arène des éléments d'autres classes sociales de Russie, fermement résolus à conquérir la liberté politique.

II

La classe ouvrière n'est pas seule à gémir sous le joug du régime tsariste. la lourde poigne de l'autocratie étouffe encore d'autres classes sociales. On entend gémir la paysannerie russe, tenaillée par une famine permanente, réduite à la misère par des charges fiscales accablantes et livrée aux trafiquants bourgeois et aux propriétaires "nobles". On entend gémir le menu peuple des villes, les petits employés des administrations publiques et des établissements privés, les petits fonctionnaires, bref toute cette nombreuse population citadine de petites gens dont l'existence n'est pas plus assurée que celle de la classe ouvrière et qui a sujet d'être mécontente de sa situation sociale. On entend gémir une fraction de la

petite et même moyenne bourgeoisie, qui ne peut se résigner au knout et à la nagaïka du tsar, et surtout la partie instruite de la bourgeoisie, ceux qu'on appelle les représentants des professions libérales (membres de l'enseignement, médecins, avocats, étudiants et, d'une façon plus générale, la jeunesse des écoles). On entend gémir les nations et les confessions opprimées en Russie, entre autres les Polonais, chassés de leur patrie et blessés dans leurs sentiments les plus sacrés, et les Finlandais, dont l'autocratie foule insolemment aux pieds les droits et la liberté, que leur a octroyés l'histoire. On entend gémir les Juifs, perpétuellement persécutés et insultés, privés même des pitoyables droits dont jouissent les autres sujets russes : le droit de vivre partout, celui de fréquenter les écoles, de remplir un emploi public, etc... On entend gémir les Géorgiens, les Arméniens, et les membres d'autres nation, privés du droit d'avoir leurs écoles, de travailler dans les administrations publiques, contraints de se soumettre à la politique honteuse et oppressive de la russification , qui est pratiquée avec tant de zèle par l'autocratie. On entend gémir les millions d'adeptes des sectes russes, qui veulent croire et pratiquer selon leur conscience, et non comme le désirent les popes orthodoxes. On entend gémir... mais il est impossible d'énumérer tous ceux que l'autocratie russe opprime et persécute. Ils sont si nombreux que si tous s'en rendaient compte, si tous comprenaient où est leur ennemi commun, le pouvoir despotique ne pourrait subsister un jour de plus en Russie. malheureusement, la paysannerie russe est encore accablée par l'esclavage, la misère et l'ignorance séculaires ; elle ne fait que s'éveiller, elle n'a pas compris où est son ennemi. Les nations opprimées de Russie ne peuvent pas même songer à se libérer par leurs propres forces tant qu'elles ont contre elles non seulement le gouvernement russe, mais même le peuple russe qui ne s'est pas encore rendu compte que leur ennemi commun est l'autocratie. Restent la classe ouvrière, les petites gens des villes et la fraction instruite de la bourgeoisie.

Mais la bourgeoisie de tous les pays et de toutes les nations sait fort bien s'approprier les fruits de la victoire que d'autres ont remportée ; elle sait fort bien faire tirer aux autres les marrons du feu. Elle n'a jamais le désir de risquer sa situation relativement privilégiée dans la lutte contre un ennemi puissant , dans une lutte où il n'est pas encore facile de triompher. Bien qu'elle soit mécontente, elle ne vit pas mal : aussi cède-t-elle avec plaisir à la classe ouvrière, et en général au simple peuple, le droit de présenter le dos aux nagaïkas des cosaques et aux balles des soldats, de combattre sur les barricades, etc... Quant à elle, elle "sympathise" avec la lutte et, dans le meilleur des cas, elle "s'indigne" (à part soi) de la cruauté avec laquelle l'ennemi déchaîné réprime le mouvement populaire. Elle craint les actes révolutionnaires, et c'est seulement aux derniers moments de la lutte, quand elle se rend nettement compte de l'impuissance de l'ennemi, qu'elle passe elle-même aux mesures révolutionnaires. Voilà ce que nous apprend l'expérience de l'histoire... Seuls, la classe ouvrière et le peuple en général, qui dans leur lutte n'ont rien à perdre que leurs chaînes, constituent une force révolutionnaire réelle. Et l'expérience de la Russie, tout indigente qu'elle soit encore, confirme cette vieille vérité que l'histoire de tous les mouvements révolutionnaires nous enseigne.

Parmi les représentants de la société privilégiée, seule une partie des étudiants s'est montrée résolue à lutter jusqu'au bout pour ses revendications. Mais nous ne devons pas oublier que cette fraction des étudiants est, elle aussi, composée de fils de citoyens opprimés et que les étudiants, la jeunesse des écoles, tant qu'ils ne sont pas plongés dans

l'océan de la vie n'y occupent pas une situation sociale déterminée, sont plus que quiconque enclins à des aspirations idéales, qui les appellent à la lutte pour la liberté.

Quoi qu'il en soit, les étudiants apparaissent à l'heure actuelle, dans le mouvement de la "société", presque comme des chefs de file, comme une avant-garde. Autour d'eux se groupe aujourd'hui la partie mécontente de diverses classes sociales. Au début, les étudiants s'efforçaient de lutter à l'aide d'un moyen emprunté aux ouvriers : les grèves. Mais lorsque le gouvernement eut riposté à leurs grèves par une loi, une loi scélérate ("le Règlement provisoire"[iv]), en vertu de laquelle les étudiants en grève étaient incorporés dans l'armée comme simples soldats, il ne resta plus aux étudiants qu'un seul moyen de lutte : appeler la société russe à l'aide et passer des grèves aux manifestations de rue. C'est ce qu'ils firent. Ils ne déposèrent pas les armes ; au contraire, ils poursuivirent la lutte avec encore plus de courage et de résolution. Autour d'eux se groupèrent les citoyens opprimés, la classe ouvrière leur tendit une secourable, et le mouvement, plus vigoureux , devint une menace pour le pouvoir. Voici deux ans déjà que le gouvernement de Russie, avec tous ses soldats, sa police et se gendarmes, soutient une lutte acharnée, mais stérile, contre les citoyens récalcitrants.

Les évènements des derniers jours montrent que la défaite des manifestations politiques est impossible. Ce qui s'est passé dans les premiers jours de décembre à Kharkov, Moscou, Nijni-Novgorod, Riga, etc..., montre qu'à l'heure actuelle le mécontentement social se manifeste déjà de façon consciente et que la société mécontente est prête à passer de la protestation muette à l'action révolutionnaire. Mais les revendications présentées par les étudiants, — un drapeau dont le sens soit clair et familier à tous, capable d'unir toutes les revendications. Ce drapeau, c'est le renversement de l'autocratie. C'est uniquement sur les ruines de l'autocratie qu'il sera possible d'édifier un ordre social fondé sur la participation du peuple à l'administration de l'Etat et garantissant la liberté de l'enseignement, des grèves, de paroles, de religion, des nationalités, etc..., etc... Ce régime seul assurera au peuple le moyen de se défendre contre tous les oppresseurs, contre les trafiquants et les capitalistes, contre le clergé, la noblesse ; ce régime seul ouvrira la voie à un avenir meilleur, à une lutte libre pour l'établissement d'un régime socialiste.

Certes, les étudiants réduits à leur propres forces ne peuvent engager cette lutte grandiose ; leurs faibles mains seront incapables de tenir ce lourd drapeau. Il faut pour cela des mains plus fortes, et dans les conditions actuelles ce ne saurait être que celles des travailleurs unis. Par conséquent, la classe ouvrière doit prendre des mains débiles des étudiants, le drapeau de toute la Russie et, après y avoir inscrit : "A bas l'autocratie ! Vive une constitution démocratique !", conduire le peuple russe à la liberté. Quant aux étudiants, nous devons leur savoir gré de la leçon qu'ils nous ont donnée : ils ont montré toute l'importance que revêt la manifestation politique dans la lutte révolutionnaire.

La manifestation de rue présente cet intérêt qu'elle a tôt fait d'entraîner dans le mouvement une partie considérable de la population, qu'elle la familiarise d'emblée avec nos revendications et prépare un vaste terrain favorable où nous pouvons hardiment semer le bon grain des idées socialistes et de la liberté politique. La manifestation de rue entraîne l'agitation de rue, qui touche forcément jusqu'à la partie arriérée et timide de la société[v]. Il suffit de sortir dans la rue au moment d'une manifestation pour voir des combattants

courageux, pour comprendre les buts de leur lutte, pour entendre une parole libre, appelant tout le monde à la lutte, un chant de combat dénonçant le régime établi et mettant à nu nos plaies sociales. C'est pourquoi les autorités craignent par-dessus tout la manifestation de rue. Aussi menacent-elles de punir sévèrement non seulement les manifestants, mais même les "curieux". Et ces "curieux" se comptent aujourd'hui par dizaines de milliers dans chaque grande ville. désormais, en Russie, on ne court plus se cacher, comme auparavant, quand on entend dire que des troubles ont éclaté quelque part ("Pourvu que je n'y sois pas impliqué ; le mieux est de filer", disait-on autrefois). Aujourd'hui, on se hâte vers le lieu des troubles, on "est curieux" de connaître la cause de ces troubles, de savoir pourquoi tant de gens présentent le dos à la nagaïka des cosaques.

Dans ces conditions, les "curieux" cessent d'écouter avec indifférence le sifflement des nagaïkas et des sabres. Ils voient les manifestants se rassembler dans la rue pour proclamer leurs désirs et leurs revendications, tandis que les autorités leur répondent par des matraquages et une répression féroce. Le "curieux" ne se sauve plus devant le sifflement des nagaïkas ; au contraire, il s'approche et la nagaïka ne peut plus distinguer le simple "curieux" de "l'émeutier". Avec une "égalité parfaitement démocratique", sans distinction de sexe, d'âge, ni même de catégorie sociale, la nagaïka s'abat, désormais, sur le dos des uns et des autres. Elle nous rend ainsi un grand service, elle accélère la transformation du "curieux" en révolutionnaire. D'instrument de la paix publique, elle devient éveilleuse de conscience.

Aussi, qu'importe si les manifestations de rue ne nous donnent pas de résultats directs ! Qu'importe si la force des manifestants est encore trop débile aujourd'hui pour imposer au pouvoir des concessions immédiates aux revendications populaires ! Les sacrifices que nous faisons aujourd'hui dans les manifestations de rue nous seront payés au centuple. Chaque combattant tombé dans la lutte ou arraché à nos rangs en fait lever des centaines d'autres. Plus d'une fois encore nous serons matraqués dans les rues, plus d'une fois encore le gouvernement sortira vainqueur des batailles de rue. Mais ce seront des "victoires à la Pyrrhus". Encore quelques unes comme celles-là, et la défaite de l'absolutisme est certaine. Sa victoire d'aujourd'hui prépare la défaite. Quant à nous, fermement convaincus que ce jour viendra, que ce jour n'est plus éloigné, nous affrontons les nagaïkas pour semer le bon grain de l'agitation politique et du socialisme.

Le pouvoir n'en est pas moins convaincu que nous : l'agitation de rue signifie sa condamnation à mort, il suffit de deux ou trois ans encore pour qu'il voie se dresser devant lui le spectre de la révolution populaire. Le gouvernement a déclaré l'autre jour, par la bouche du gouverneur d'Ekaterinoslav, qu'il "ne reculerait pas même devant des mesures extrêmes pour écraser les moindres tentatives de manifestation de rue". Cette déclaration, on le voit, sent les balles, et peut-être même les obus, mais nous pensons que la balle ne suscite pas moins de mécontentement que la nagaïka. Nous ne croyons pas que le gouvernement puisse, même par ces "mesures extrêmes", faire longtemps obstacle à l'agitation politique et en entraver le développement. Nous espérons que la social-démocratie révolutionnaire saura adapter son agitation aux conditions nouvelles que le gouvernement créera en appliquant ces "mesures extrêmes". Quoi qu'il en soit, la social-démocratie doit suivre les évènements avec vigilance ; elle doit sans retard tirer la leçon des évènements et savoir conformer ses actes aux conditions changeantes.

Mais pour cela la social-démocratie a besoin d'une organisation forte, étroitement unie ; plus précisément, d'une organisation de parti, unie non seulement par le nom, mais encore par les principes fondamentaux et les conceptions tactiques. Notre tâche est de travailler à la création de ce parti fort, armé de principes fermes et d'un appareil clandestin indestructible. Le Parti social-démocrate doit mettre à profit de ce nouveau mouvement, — la manifestation de rue, — qui vient de naître ; il doit prendre en main le drapeau de la démocratie russe et le conduire à la victoire désirée par tous !

Ainsi s'ouvre devant nous une période de lutte essentiellement politique. Cette lutte est pour nous inévitable, car dans les conditions politiques existantes, la lutte économique (les grèves) ne peuvent rien apporter de substantiel. les grèves même dans les Etats libres, sont une arme à double tranchant : même dans les pays où les ouvriers possèdent pourtant des moyens de lutte, — liberté politique, fortes organisations syndicales, moyens financiers, — les grèves se terminent souvent par leur défaite. Chez nous, où la grève est un délit puni d'emprisonnement et réprimé par la force armée, où les associations ouvrières, quelles qu'elles soient, sont interdites — chez nous les grèves ne revêtent qu'un caractère de protestation. Mais les manifestations sont, pour protester, une arme plus puissante. Dans les grèves, la force des ouvriers est dispersée : n'y participent que les ouvriers d'une ou de quelques usines ; dans le meilleur des cas, ceux d'une même profession. L'organisation d'une grève générale est très difficile, même en Europe occidentale ; chez nous, elle est absolument impossible. En revanche, dans les manifestations de rue les ouvriers unissent d'emblée leurs forces.

On mesure par là l'étroitesse de vues dont font preuve les "social-démocrates" qui veulent enfermer le mouvement ouvrier dans le cadre de la lutte économique et des organisations économiques, en laissant la lutte politique aux "intellectuels", aux étudiants, à la société, et en n'attribuant aux ouvriers que le rôle d'une force auxiliaire. l'histoire nous enseigne que, dans ces conditions, les ouvriers devront tirer les marrons du feu pour la bourgeoisie, et pour elle seule. D'ordinaire, la bourgeoisie a volontiers recours aux bras musclés des ouvriers pour lutter contre le pouvoir autocratique et, la victoire acquise, elle s'en approprie les résultats, laissant les ouvriers les mains vides. S'il en va de même chez nous, les ouvriers ne tireront rien de cette lutte. Quant aux étudiants et autres protestataires de la société, ne font-ils pas partie de cette même bourgeoisie ? Qu'on leur donne une "Constitution loqueteuse", parfaitement inoffensive, n'accordant au peuple que des droits infimes, et tous ces protestataires changeront de ton et vanteront le "nouveau" régime. La bourgeoisie vit dans la peur continuelle du "spectre rouge" du communisme ; elle s'efforce, dans toutes les révolutions, d'en finir d's le début. Sitôt qu'elle a obtenu la moindre concession avantageuse pour elle, la bourgeoisie, qui tremble devant les ouvriers, tend au pouvoir une main conciliante et trahit sans vergogne la cause de la liberté[vi].
Seule, la classe ouvrière est un appui sûr pour la démocratie véritable. Seule, elle refusera de pactiser avec l'autocratie au prix d'une concession, et ne se laissera pas endormir au doux son du luth constitutionnel.

C'est pourquoi il importe éminemment pour la cause démocratique en Russie de savoir si la classe ouvrière saura prendre la tête du mouvement démocratique général, ou si elle mettra à la remorque du mouvement comme force auxiliaire des "intellectuels", c'est-à-dire de la bourgeoisie. Dans le premier cas, le renversement de l'autocratie aura pour résultat une

large Constitution démocratique, qui accordera des droits égaux à l'ouvrier, et au paysan accablé et au capitaliste. Dans le second cas, nous aurons cette "Constitution loqueteuse" qui, tout autant que l'absolutisme, saura fouler aux pieds les revendications ouvrières et n'accordera au peuple qu'un semblant de liberté.

Mais pour jouer de ce rôle de dirigeant, la classe ouvrière doit s'organiser en parti politique indépendant. Alors, elle n'aura à redouter, dans la lutte contre l'absolutisme, ni trahison, ni perfidie de la part de "la société", son alliée provisoire. Dés que cette "société" trahira la cause de la démocratie, la classe ouvrière fera toute seule, par ses propres forces, progresser cette cause : un parti politique indépendant lui en donnera la force.

La Brdzola [la Lutte],
n°2-3, novembre-décembre 1901.
Article non signé.
Traduit du géorgien.

[1] La Rabotchaïa Mysl [la Pensée ouvrière], journal professant ouvertement les idées opportunistes des "économistes", parut d'octobre 1897 à décembre 1902. Seize numéros virent le jour. (N.R.)
[2] La loi du 2 juin 1897 instituait pour les ouvriers des entreprises industrielles et des chemins de fer la journée de travail de onze heures et demie ; elle diminuait en même temps le nombre des jours fériés pour les ouvriers. (N.R.)
[3] Il faut noter que ces derniers temps "l'Union de lutte" de Pétersbourg et la rédaction de son journal ont renoncé à leur ancienne tendance exclusivement économiste et s'efforcent d'introduire dans leur action de idées de lutte politique. (J.S.)
[iv] Le "Règlement provisoire sur l'accomplissement du service militaire par les élèves des établissements d'enseignement supérieur", promulgué par le gouvernement le 29 juillet 1899, prescrivait que les étudiants qui auraient participé à des manifestations collectives contre le régime policier en vigueur dans les établissements d'enseignement supérieur, en seraient exclus et incorporés comme simples soldats dans l'armée du tsar pour une durée d'un an à trois ans. (N.R.)
[v] Dans les conditions actuelles de la Russie, le livre illégal, le tract d'agitation n'atteignent que très difficilement chaque habitant. Bien que la diffusion de la littérature illégale porte de beaux fruits, elle n'atteint dans la plupart des cas qu'une minorité de la population. (J.S.)
[vi] Bien entendu, nous ne parlons pas ici des intellectuels qui ont rompu avec leur classe et luttent dans les rangs des social-démocrates. Mais ces intellectuels constituent une exception ; ce sont des "merles blancs". (J.S.)

Comment la social-démocratie comprend-elle la question nationale ?

I

Tout change... La vie sociale et, avec elle, la "question nationale". Aux différentes époques, des classes diverses entrent en lice, dont chacune comprend la "question nationale" à sa façon. Par conséquent, aux différentes époques la "question nationale" sert des intérêts divers, prend des nuances différentes suivant le moment et suivant la classe qui la pose.

C'est ainsi qu'il a existé chez nous ce qu'on a appelé la "question nationale" de la noblesse géorgienne sentit ce qu'elle avait perdu en ayant été dépossédée des anciens privilèges et de la puissance dont elle jouissait sous les rois géorgiens ; l'état de "simples sujets" leur paraissant une atteinte à leur dignité, les nobles souhaitèrent "l'affranchissement de la Géorgie". Il s'agissait par là de mettre à la tête de la "Géorgie" les rois et les nobles géorgiens, et de leur confier ainsi les destinées du peuple géorgien ! Ce fut le "nationalisme" monarchiste et féodale. Ce "mouvement" n'a laissé aucune trace notable dans la vie des Géorgiens ; il ne s'est signalé par aucun fait glorieux, à moins de considérer comme tels quelques complots de nobles géorgiens contre les gouvernants russes du Caucase. Il a suffi que les évènements de la vie sociale effleurent ce "mouvement", déjà faible par lui-même, pour le détruire de fond en comble. En effet, le développement de la production marchande, l'abolition du servage, la fondation d'une banque de la noblesse, l'aggravation de l'antagonisme des classes à la ville et, à la campagne, le renforcement du mouvement de la paysannerie pauvre etc., tout cela a porté un coup mortel à la noblesse géorgienne et, avec elle, au "nationalisme monarchiste et féodal". La noblesse géorgienne s'est scindée en deux groupes. Le premier a abjuré tout "nationalisme", il a tendu la main à l'autocratie russe afin d'obtenir des sinécures, des crédits à bon marché, du matériel agricole, et de s'assurer la protection du gouvernement contre les "émeutiers" des campagnes, etc... L'autre groupe de la noblesse géorgienne, plus faible, s'est lié d'amitié avec les évêques et les archimandrites géorgiens; il a, de cette façon, abrité sous l'aile du cléricalisme un "nationalisme" condamné par la vie. Ce groupe s'occupe, avec beaucoup de zèle, de reconstruire les églises géorgiennes détruites (c'est là le principal article de son "programme" !), — "ces monuments de la grandeur d'antan", — et il attend pieusement le miracle qui réalisera ses "voeux" monarchistes et féodaux.

Ainsi, le nationalisme monarchiste et féodal a revêtu, à ses derniers moments, une forme cléricale.

D'autre part, la vie sociale contemporaine a posé chez nous la question nationale de la bourgeoisie. Quand la jeune bourgeoisie a connu toutes les difficultés d'une libre concurrence avec les capitalistes "étrangers", elle s'est mise, par la bouche des national-démocrates géorgiens, à parler timidement d'une Géorgie indépendante. La bourgeoisie géorgienne voulait élever une barrière douanière autour du marché géorgien, en chasser de force la bourgeoisie "étrangère", faire monter artificiellement le prix des marchandises et s'enrichir par ces manoeuvres "patriotiques".

Tel fut et tel demeure, le but du nationalisme de la bourgeoisie géorgienne. Inutile d'ajouter que pour atteindre ce but, il fallait être fort ; or, la force réside dans le prolétariat. Seul le prolétariat pouvait insuffler la vie au "patriotisme" creux de la bourgeoisie. Il lui était indispensable de gagner le prolétariat, et c'est alors qu'entrent en scène les "national-démocrates". Ils se sont donnés bien du mal pour réfuter le socialisme scientifique ; ils ont violemment dénigré les social-démocrates et conseillé aux prolétaires géorgiens, l'exhortant, "dans l'intérêt des ouvriers eux-mêmes", à renforcer, d'une manière ou d'une autre, la bourgeoisie géorgienne. Ils ont adjuré les prolétaires géorgiens : Ne menez pas à sa perte la "Géorgie" (ou la bourgeoisie géorgienne ?), oubliez les "divergences intérieures", liez-vous d'amitié avec la bourgeoisie géorgienne, etc... Mais en vain ! Les contes doucereux des publicistes bourgeois n'ont pu endormir le prolétariat géorgien ! Les attaques impitoyables des marxistes géorgiens, et surtout les puissantes actions de classe qui ont soudé en un même détachement socialiste les prolétaires russes, arméniens, géorgiens et autres, ont porté un coup terrible à nos nationalistes bourgeois et les ont chassés du champ de bataille.

"Pour redorer leur blason déshonoré", nos patriotes en déroute devaient "au moins en changer la couleur", au moins s'affubler d'un habit socialiste, s'ils ne pouvaient s'assimiler les idées socialistes. Effectivement, un organe illégal... nationaliste bourgeois, "socialiste" s'il vous plaît, le Sakartvélo[1], fit tout à coup son apparition. On voulait par là gagner les ouvriers géorgiens ! Mais il était trop tard ! Les ouvriers géorgien sont appris à distinguer le noir du blanc ; ils ont deviné sans peine que les nationalistes bourgeois "s'étaient bornés à changer la couleur" de leurs idées sans rien y changer pour l'essentiel, et que le Sakartvélo n'avait de socialiste que le nom. Ils l'ont compris et ont tourné en ridicule les "sauveurs" de la Géorgie ! Les espoirs des Don Quichotte du Sakartvélo ont été déçus !

D'autre part, notre développement économique jette peu à peu un pont entre les milieux avancés de la bourgeoisie géorgienne et "la Russie" ; il lie économiquement et politiquement ces milieux à "la Russie", ébranlant ainsi les bases déjà chancelantes du nationalisme bourgeois. Et voilà un deuxième coup porté au nationalisme bourgeois.

Une nouvelle classe, le prolétariat est entrée en lice, et dés lors une nouvelle "question nationale" a surgi, la "question nationale" du prolétariat. Autant le prolétariat se distingue de la noblesse et de la bourgeoisie, autant la "question nationale" telle que la pose le prolétariat se distingue de la "question nationale" de la noblesse et de la bourgeoisie.

Voyons maintenant ce qu'est ce "nationalisme"

Comment la social-démocratie comprend-elle la "question nationale" ?

Il y a longtemps que le prolétariat de Russie a commencé à parler de lutte. Comme on sait, le but de toute lutte, c'est la victoire. Mais pour que le prolétariat soit victorieux, il faut que tous les ouvriers s'unissent, sans distinction de nationalité. Il est évident que la victoire du prolétariat de Russie a pour condition indispensable la destruction des barrières nationales et l'union étroite des prolétaires russes, géorgiens, arméniens, polonais, juifs et autres.

Tels sont les intérêts du prolétariat de Russie.

Mais l'autocratie russe, ce pire ennemi du prolétariat de Russie, ne cesse de s'opposer à l'union des prolétaires . Par des procédés de forban, elle persécute la culture nationale, la langue , les coutumes et les institutions des nationalités "allogènes" de Russie. L'autocratie les prive des droits civiques indispensables, les opprime dans tous les domaines, sème hypocritement entre elles la méfiance et l'inimitié, les pousse à des conflits sanglants, montrant ainsi qu'elle n'a d'autre but que de brouiller entre elles les nations qui peuplent la Russie, d'envenimer les animosités nationales, de consolider les barrières nationales pour diviser plus sûrement les prolétaires, morceler plus sûrement tout le prolétariat de Russie en petits groupements nationaux et porter de cette façon un coup mortel à la conscience de classe des ouvriers, à leur union de classe.

Tels sont les intérêts de la réaction russe, telle est la politique de l'autocratie russe.

Il est évident que, tôt ou tard, les intérêts du prolétariat de Russie devaient nécessairement se heurter à la politique réactionnaire de l'autocratie tsariste. C'est ce qui est arrivé, et c'est sur ce terrain que la "question nationale", s'est posée au sein de la social-démocratie.

Comment abattre les barrières nationales dressées entre les nations, comment mettre fin au particularisme national, afin de rapprocher davantage les uns aux autres, de grouper plus étroitement les prolétaires de Russie ?

Tel est le contenu de la "question nationale" pour la social-démocratie.

Il faut se scinder en partis nationaux distincts et créer une "fédération libre" de ces partis, répondent les social-démocrates fédéralistes.

C'est aussi ce que répète "l'Organisation ouvrière social-démocrate d'Arménie"[2].

Comme on le voit, on nous conseille non pas de nous grouper en un seul parti de toute la Russie, ayant à sa tête un centre unique, mais de nous diviser en plusieurs partis ayant plusieurs centres de direction, et tout cela pour renforcer l'unité de classe ! Nous voulons rapprocher les uns des autres les prolétaires des différentes nations. Que devons-nous faire ? Eloignez les prolétaires les uns des autres et vous atteindrez votre but ! répondent les social-démocrates fédéralistes. Nous voulons rassembler les prolétaires dans un même parti. Que devons-nous faire ? Morcelez le prolétariat de Russie en partis distincts, et vous atteindrez votre but ! répondent les social-démocrates fédéralistes. Nous voulons abattre les barrières nationales. Quelles sont les mesures à prendre ? renforcez les barrières nationales par des barrières d'organisation, et vous atteindrez votre but ! répondent-ils. Voilà ce qu'on nous conseille, à nous prolétaires de Russie, contre un seul et même ennemi commun. En un mot, on nous dit : agissez pour la joie de vos ennemis et de vos propres mains enterrez votre but commun !

Mais admettons pour un instant que les social-démocrates fédéralistes aient raison et suivons-les pour voir où ils nous mènent. Ne dit-on pas en effet : poursuis le menteur jusqu'au seuil du mensonge.

Supposons que nous ayons écouté nos fédéralistes et fondé des partis nationaux distincts. Qu'en résulterait-il ?

Il est facile de le prévoir. Si, jusqu'à présent, tant que nous étions des centralistes, nous prêtions principalement attention aux conditions communes de la situation des prolétaires, à l'identité de leurs intérêts ; si nous ne parlions de leurs "différences nationales" que dans la mesure où cela ne contredisait pas leurs intérêts communs ; si jusqu'à présent, la question primordiale était pour nous de savoir sur quoi s'accordent les prolétaires des nationalités de Russie, ce qu'ils ont de commun, afin de bâtir en tenant compte de ces intérêts communs un parti unique, centralisé, des ouvriers de toute la Russie, — maintenant que "nous" sommes devenus des fédéralistes, une nouvelle question des plus importantes retient notre attention : par quoi se distinguent entre eux les prolétaires des diverses nationalités de Russie, par quoi diffèrent-ils entre eux, afin de fonder, en tenant compte des "différences nationales", des partis nationaux distincts. Ainsi, les "différences nationales", dont l'importance est secondaire pour le centraliste, deviennent pour le fédéraliste le fondement même des partis nationaux.

Si nous persévérons dans cette voie, nous serons, tôt ou tard, forcés de conclure que les "différences nationales" et autres qui caractérisent le prolétariat arménien, par exemple, sont aussi celles qui caractérisent la bourgeoisie arménienne ; que le prolétariat et le bourgeois arménien ont des coutumes et un caractère identiques ; qu'ils constituent un seul peuple, une "nation" unique[3]. De là il n'y a pas loin au "terrain unique d'action conjointe" sur lequel doivent se placer bourgeois et prolétaires, en se tendant amicalement la main comme membres d'une seule et même "nation". Ainsi, la politique pharisaïque du tsar autocrate peut sembler une "nouvelle" preuve de cette amitié, alors que parler d'antagonisme des classes apparaîtra comme la marque d'un "esprit doctrinaire déplacé". Là dessus, quelque main poétique touchera "plus hardiment" les cordes étroitement nationales qui existent encore chez les prolétaires des nationalités de Russie, et les fera vibrer sur le ton voulu. On fera crédit (confiance) au charlatanisme chauvin, les amis apparaîtront comme des ennemis, les ennemis comme des amis ; ce sera la confusion, et la conscience de classe du prolétariat de Russie s'amenuisera.

Ainsi, au lieu d'abattre les barrières nationales, nous allons par la grâce des fédéralistes, les renforcer par des barrières d'organisation ; au lieu de faire progresser la conscience de classe du prolétariat, nous la ferons reculer et la soumettrons à des épreuves périlleuses. Et le coeur du tsar autocrate "tressaillira d'allégresse", car jamais il n'aurait pu s'assurer le concours d'auxiliaires bénévoles tels que nous.

Est-ce là ce que nous voulions ?

Enfin, alors que nous avons besoin d'un parti unique, souple et centralisé, dont le Comité central pourrait instantanément mobiliser les ouvriers de toute la Russie et les conduire à l'assaut décisif contre l'autocratie et la bourgeoisie, on nous fourre dans la main "une union fédérale" informe, morcelée en partis distincts ! Au lieu d'une arme acérée, on nous en donne une toute rouillée et l'on nous assure : ainsi, vous en finirez plus vite avec vos ennemis jurés !

Voilà où nous mènent les social-démocrates fédéralistes !

Mais comme nous travaillons non à "consolider les barrières nationales", mais à les abattre ; comme nous avons besoin non d'une arme rouillée, mais d'une arme acérée pour extirper l'injustice actuelle ; comme nous voulons non pas réjouir l'ennemi, mais l'accabler d'amertume et l'anéantir, il est clair que nous avons le devoir de tourner le dos aux fédéralistes et de trouver une meilleure solution de la "question nationale".

II

Jusqu'ici nous avons montré comment il ne fallait pas résoudre la "question nationale". Voyons maintenant comment on doit la résoudre, c'est-à-dire comment l'a résolue le Parti ouvrier social-démocrate[4].

Avant tout, nous devons nous rappeler que le Parti social-démocrate qui lutte s'est appelé Parti ouvrier social-démocrate de Russie (et non pas russe). il a voulu évidemment nous montrer par là qu'il se proposait de grouper sous son drapeau non seulement les prolétaires russes, mais aussi ceux de toutes les nationalités de le Russie, et qu'il prendrait par conséquent toutes les mesures nécessaires pour abolir les barrières nationales dressées entre eux.

Ensuite, notre parti a dégagé la "question nationale" des brouillards qui l'enveloppaient et lui donnaient un aspect mystérieux ; il a décomposé cette question en ses éléments, donné à chacun d'eux le caractère d'une revendication de classe et les a exposés dans son programme sous forme d'articles distincts. Il nous a montré clairement par là que, considérés en eux-mêmes, les "intérêts nationaux" et les "revendications nationales" n'ont pas de valeur particulière, que ces "intérêts" et "revendications" ne méritent de retenir l'attention que dans la mesure où ils font ou peuvent faire progresser la conscience de classe du prolétariat, son développement comme classe.

De la sorte, le parti ouvrier social-démocrate de Russie a nettement indiqué la voie dans laquelle il s'engageait et la position qu'il adoptait pour résoudre la "question nationale".

De quels éléments se compose la "question nationale" ?

Que demandent messieurs les social-démocrates fédéralistes ?

1° "L'égalité civique des nationalités de Russie" ?

Vous êtes émus par l'inégalité civique qui règne en Russie ? Vous voulez restituer aux nationalités de Russie les droits civiques dont le gouvernement les a dépouillés, et c'est pour cette raison que vous revendiquez pour elles l'égalité civique ? Mais sommes-nous contre cette revendication ? Nous comprenons parfaitement toute l'importance des droits civiques pour les prolétaires. Les droits civiques sont une arme de lutte ; leur enlever ces droits, c'est leur enlever une arme ; et qui donc ignore que sans armes, les prolétaires ne peuvent lutter efficacement ? Or, il est nécessaire pour le prolétariat de Russie que les prolétaires de toutes

les nationalités du pays se battent bien, car mieux ces prolétaires se battront, et plus grande sera leur conscience de classe ; plus grande sera leur conscience de classe, et plus étroite deviendra l'unité de classe du prolétariat de Russie. Oui, nous savons tout cela, et c'est pourquoi nous luttons de toutes nos forces pour l'égalité civique des nationalités de Russie ! Lisez l'article 7 du programme de notre parti, où l'on parle de "la complète égalité en droits de tous les citoyens, sans distinction de sexe, de race et de nationalité", et vous verrez que le Parti ouvrier social-démocrate de Russie se charge de faire aboutir ces revendications.

Que demandent encore les social-démocrates fédéralistes ?

2° "La liberté de la langue pour les nationalités de Russie" ?

Vous êtes émus par le fait qu'il est à peu près interdit aux prolétaires des nationalités "allogènes" de Russie d'étudier dans leur langue maternelle, de la parler dans les établissements publics, administratifs et autres ? En effet, il y a de quoi s'émouvoir ! La langue est un moyen de se développer et de lutter. Les langues diffèrent avec les nations. les intérêts du prolétariat de Russie exigent que les prolétaires de nationalités de ce pays aient le droit absolu de se servir de la langue dans laquelle ils peuvent s'instruire avec le plus de facilité, combattre le mieux leurs ennemis dans les réunions, les établissements publics, administratifs et autres. Il est reconnu que cette langue, c'est la langue maternelle. On prive de leur langue maternelle les prolétaires des nationalités "allogènes", et nous garderions le silence ? disent-ils. Mais voyons ce que répond au prolétariat de Russie, sur ce sujet, le programme de notre parti. Lisez l'article 8, dans lequel notre parti revendique "le droit pour la population de recevoir l'instruction dans sa langue maternelle, droit garanti par la création, aux frais des écoles nécessaires à cet effet ; le droit pour chaque citoyen de s'expliquer dans sa langue maternelle aux réunions ; l'usage de la langue maternelle, à l'égal la langue d'Etat, dans tous les établissements publics et administratifs locaux". Lisez tout cela, et vous vous convaincrez que le Parti ouvrier social-démocrate de Russie se charge de faire aboutir cette revendication également.

Que demandent encore les social-démocrates fédéralistes ?

3° "L'autonomie administrative pour les nationalités de la Russie" ?

Vous voulez dire par là qu'on ne peut appliquer de façon identique les mêmes lois aux différentes parties de l'Etat russe, qui se distinguent les unes des autres par leurs conditions d'existence particulières et la composition de leur population ? Vous voulez qu'on donne à chacune de ces régions le droit d'adapter les lois générales de l'Etat à ses conditions particulières ? S'il en est ainsi, si tel est bien le fond de votre revendication, il faut lui donner une forme appropriée, il faut la débarrasser du brouillard, de la confusion nationaliste, il faut appeler les choses par leur nom. Et si vous suivez ce conseil, vous vous convaincrez que nous ne sommes nullement opposés à cette revendication. Nous ne doutons nullement que les différentes parties de l'Etat russe, qui se distinguent les unes des autres par leurs conditions d'existence particulières et la composition de leur population, ne sauraient appliquer de la même manière la constitution de l'Etat, et qu'il est nécessaire de leur donner le droit d'appliquer la constitution générale de l'Etat sous la forme dont elles tireront le plus d'avantages, qui leur permettra de développer au maximum les forces politiques existantes

dans le peuple. C'est ce qu'exigent les intérêts de classe du prolétariat de Russie. Et si vous relisez l'article 3 du programme de notre parti, où celui-ci revendique "une large autonomie administrative locale, autonomie régionale pour les contrées qui se distinguent par des conditions d'existence particulières et la composition de leur population", vous verrez que le Parti ouvrier social-démocrate de Russie a dégagé d'emblée cette revendication du brouillard nationaliste et ensuite qu'il s'est chargé de la faire aboutir.

4°Vous nous montrez l'autocratie tsariste qui persécute férocement "la culture nationale" des nationalités "allogènes" de Russie ; qui s'immisce comme un bandit dans leur vie intérieure et les opprime de toutes les manières ; qui a détruit (et continue de détruire) d'une façon barbare les institutions culturelles des Finlandais ; qui s'est comportée pirate des biens nationaux arméniens, etc. ? Vous demandez des garanties contre les brigandages de l'autocratie ? mais ne voyons-nous pas les violences de l'autocratie tsariste et ne les avons-nous pas toujours combattues ? Chacun peut aujourd'hui constater à quel point l'actuel gouvernement de la Russie opprime et étouffe les nationalités "allogènes". Il est également hors de doute que, jour après jour, cette politique du gouvernement corrompt et soumet à une dangereuse épreuve la conscience de classe du prolétariat de Russie. par conséquent, nous combattrons toujours et partout la politique corruptrice du gouvernement tsariste. Par conséquent, nous défendrons toujours et partout, contre les violences policières de l'autocratie, les institutions utiles et mêmes inutiles de ces nationalités, car les intérêts du prolétariat de Russie nous enseignent que seules les nationalités elles-mêmes ont le droit de supprimer ou de développer tels ou tels éléments de leur culture nationale. Lisez l'article 9 de notre programme. n'est-ce pas de cela qu'il s'agit dans l'article 9 du programme de notre parti, qui du reste a suscité bien des commentaires parmi nos ennemis comme parmi nos amis ?

Mais ici on nous interrompt et l'on nous conseille de ne plus parler de l'article 9. Pourquoi ? demandons-nous. "Parce que", nous dit-on, cet article de notre programme "contredit foncièrement" les articles 3,7 et 8 de ce même programme : si l'on accorde aux nationalités le droit de régler à leur gré toutes leurs affaires nationales (voir l'article 9), doit en être évidemment retranché. C'est sans nul doute, ce que dit à peu près le Sakartvélo[5] quand il demande avec la légèreté dont il est coutumier : "La belle logique que de dire à une nation : je t'accorde l'autonomie administrative régionale, et de lui rappeler en même temps qu'elle a le droit de régler à son gré toutes ses affaires nationales ?" (Voir le Sakartvélo, n°9). "De toute évidence", une contradiction logique s'est glissée dans le programme ; "de toute évidence", pour éliminer cette contradiction, on doit retrancher du programme un ou plusieurs articles ! Oui, il faut "absolument" les retrancher, car, vous le voyez bien, la logique elle-même proteste par la bouche de l'illogique Sakartvélo.

Il me souvient d'une vieille histoire. Il y avait une fois un sage "anatomiste". Il possédait "tout ce qui est indispensable" à un "véritable" anatomiste : diplôme, local, instruments, prétentions excessives. Il ne lui manquait que peu de choses : la connaissance de l'anatomie. Un jour, on lui demanda d'expliquer la liaison qui existe entre les différentes parties du squelette qu'il avait dispersées sur sa table. C'était pour notre "illustre sage" une occasion de se distinguer. Il se mit pompeusement et solennellement "à l'oeuvre". Mais le malheur, c'est qu'il ne connaissait pas le premier mot de l'anatomie, il ne savait pas à quoi il fallait rattacher telle ou telle partie pour reconstituer le squelette entier ! Le pauvre homme se

donna beaucoup de mal, sua sang et eau, mais ce fut peine perdue ! Enfin, quand il eut tout embrouillé et que rien n'alla plus, il saisit quelques parties du squelette et les jeta loin de lui en vitupérant philosophiquement les personnes "mal intentionnées" qui avaient, affirmait-il, mis sur sa table de faux morceaux de squelette. Quant aux spectateurs, ils se moquèrent naturellement du "sage anatomiste".

Pareille "mésaventure" est arrivée au Sakartvélo. L'idée lui est venue d'analyser le programme de notre parti ; mais il s'est trouvé qu'il ignorait ce que représentait notre programme et comment il fallait l'analyser ; sans savoir compris ni le lien qui existait entre les différents articles de ce programme, ni ce que représentait chaque article en particulier, il nous donne "philosophiquement" ce conseil : je n'ai pu comprendre tels ou tels articles de votre programme, il faut donc (?!) les en retrancher.

Mais je ne tiens pas à ridiculiser le Sakartvélo, déjà bien assez ridicule ; on ne frappe pas, dit-on, un homme à terre. Au contraire, je suis même prêt à lui venir en aide pour l'éclairer sur notre programme, mais à la condition : 1° qu'il reconnaisse lui-même son ignorance ; 2° qu'il m'écoute attentivement et 3° qu'il respecte la logique[6].

Voici de quoi il s'agit. Les articles 3, 7 et 8 de notre programme procèdent du centralisme politique. quand le Parti ouvrier social-démocrate de Russie a inscrit ces articles dans son programme , il considérait que d'une façon générale la solution dite "définitive" de la "question nationale" — c'est-à-dire l' "affranchissement" des nationalités "allogènes" de la Russie — est impossible tant que la domination politique est exercée par la bourgeoisie. Et cela pour deux raisons : tout d'abord le développement économique actuel établit progressivement un pont entre "les nationalités allogènes" et "la Russie" ; il crée entre elles un lien de plus en plus étroit et fait naître ainsi des sentiments amicaux dans les cercles dirigeants de la bourgeoisie de ces nationalités, ce qui enlève toute base à leurs aspirations d' "affranchissement national" ; en second lieu, le prolétariat, en thèse générale, ne soutiendra pas le mouvement dit d' "affranchissement national", puisque, jusqu'à présent, tout mouvement de cette nature s'est opéré au profit de la bourgeoisie, corrompant et viciant la conscience de classe du prolétariat. telles sont les considérations qui ont fait naître l'idée du centralisme politique et les articles 3, 7 et 8 du programme de notre parti, qui en découlent.

Mais c'est là, nous l'avons dit plus haut, un point de vue général.

Il n'est pas exclu, malgré cela, que puissent apparaître des conditions économiques et politiques telles que les milieux avancés de la bourgeoisie des nationalités "allogènes" en viennent à souhaiter l' "affranchissement national".

Il peut arriver aussi que ce mouvement favorise le développement de la conscience de clase du prolétariat.

Que doit faire alors notre parti ?

C'est pour de telles éventualités que l'article 9 a été inscrit dans notre programme ; c'est en prévision de ces circonstances que le droit est accordé aux nationalités de régler leurs

affaires nationales conformément à leurs désirs (par exemple) de "s'affranchir" complètement, de se séparer.

Notre parti, qui s'assigne pour but d'être le dirigeant du prolétariat en lutte de toute la Russie, doit se tenir prêt à faire face à de telles éventualités dans la vie du prolétariat , et c'est pour cette raison qu'il lui fallait inscrire un article semblable dans son programme.

Ainsi doit agir tout parti prévoyant et perspicace.

Il se trouve cependant que ce sens de l'article 9 ne satisfait pas les "sages" du Sakartvélo ni certains social-démocrates fédéralistes. Ils exigent une réponse "catégorique", "directe" à la question : "l'indépendance nationale" est elle ou non avantageuse au prolétariat?[7]

Je me souviens des métaphysiciens russes de 1850 à 1860, qui importunaient les dialecticiens d'alors pour savoir si la pluie est utile ou nuisible aux récoltes et exigeaient d'eux un réponse "catégorique". Les dialecticiens n'eurent aucune peine à démontrer que cette façon de poser le problème n'avait rien de scientifique ; que la réponse à faire variait avec les conditions ; que pendant la sécheresse la pluie est utile, mais qu'elle est inutile et même nuisible par temps humide, et que par conséquent exiger une réponse "catégorique à cette question est pure sottise.

Mais ces exemples n'ont pas profité au Sakartvélo.

Les disciples de Bernstein exigeaient des marxistes une réponse "catégorique" du même genre à la question que voici : les coopératives (c'est-à-dire les sociétés de consommation et de production) sont-elles utiles ou nuisibles au prolétariat ? les marxistes n'eurent pas de peine à démontrer que cette façon de poser le problème était dénuée de sens. Ils expliquèrent an termes très simples que tout dépendait du moment et du lieu ; que la où la conscience de classe du prolétariat a atteint le niveau de développement voulu, où les prolétaires sont groupés en un parti politique solide, les coopératives peuvent être très utiles au prolétariat, si c'est le parti lui-même qui se charge de les fonder et de les diriger ; que là, au contraire, où ces conditions font défaut, les coopératives sont nuisibles au prolétariat, car elles font naître chez les ouvriers des tendances mercantiles et un particularisme corporatif, et altèrent ainsi leur conscience de classe.

Mais cet exemple non plus n'a pas profité aux "sakartvélistes". Ils demandent avec encore plus d'insistance : l'indépendance nationale est-elle nuisible au prolétariat ? Donnez une réponse catégorique !

Or, nous voyons que les circonstances susceptibles de provoquer et de développer un mouvement d' "affranchissement national" dans la bourgeoisie des nationalités "allogènes" ne sont pas encore réalisées et qu'elles ne sont pas absolument inéluctables pour l'avenir ; nous ne les admettons que comme des éventualités. D'autre part, on ne saurait dire pour le moment quel degré de développement aura alors atteint la conscience de classe du prolétariat, ni dans quelle mesure ce mouvement lui sera utile ou nuisible ! On se demande sur quoi se fonder[8] pour donner une réponse "catégorique" ?

Il est évident qu'il faut laisser aux nationalités "allogènes" elles-mêmes le soin de résoudre cette question : à nous de conquérir pour elles le droit de la résoudre. Aux nationalités elles-mêmes de décider, le moment venu, si "l'indépendance nationale" leur est utile ou nuisible ; et si elle leur est utile, sous quelle forme il convient de la réaliser ? Elles seules peuvent trancher cette question !

Ainsi, l'article 9 confère aux nationalités "allogènes" le droit de régler leurs affaires nationales conformément à leurs voeux. Et, en vertu du même article, nous devons faire en sorte que les voeux de ces nationalités soient véritablement social-démocrates, qu'ils s'inspirent des intérêts de classe du prolétariat. D'où la nécessité d'éduquer dans l'esprit social-démocrate les prolétaires de ces nationalités, de soumettre à une critique social-démocrate sévère certaines moeurs, coutumes et institutions "nationales" réactionnaires, ce qui ne nous empêchera nullement de défendre ces mêmes moeurs, coutumes et institutions contre les violences policières.

Telle est l'idée fondamentale de l'article 9.

Il est aisé de voir quel lien logique rattache intimement cet article de notre programme aux principes de la lutte de classe prolétarienne. Et comme tout notre programme repose sur ce principe, le lien logique apparaît de lui-même entre l'article 9 et tous les autres articles du programme de notre parti.

Si le stupide Sakartvélo est qualifié de "sage" organe de presse, c'est justement parce qu'il n'arrive pas à digérer des idées aussi simples.

Que reste-t-il encore de la "question nationale" ?

5° "La sauvegarde de l'esprit national et de ses particularités" ?

Mais qu'est-ce que cet "esprit national et ses particularités" ? Par la voix du matérialisme dialectique, la science a depuis longtemps démontré qu'il n'existe point et ne peut exister d' "esprit national". Quelqu'un a-t-il jamais réfuté cette manière de voir du matérialisme dialectique ? L'histoire nous enseigne que non. Par conséquent, nous sommes tenus d'accepter cette manière de voir de la science, nous sommes tenus de répéter avec la science qu'il n'existe point, et qu'il ne peut exister d' "esprit national". Or s'il en est ainsi, s'il n'existe point d' "esprit national", il va de soi que toute défense de ce qui n'existe pas est une absurdité logique, qui entraînera nécessairement certaines conséquences historiques (fâcheuses). Il n'y a que le Sakartvélo, "organe du parti révolutionnaire des social-fédéralistes géorgiens" pour avancer de pareilles absurdités "philosophiques" (voir le Sakartvélo n°9)[9].

*

* *

Voilà comment se présente la question nationale.

Comme on le constate, notre parti l'a décomposée en ses éléments ; il en a extrait le suc vital pour l'infuser dans les veines de son programme, et ce faisant, il a montré comment la

social-démocratie doit résoudre la "question nationale" afin d'abattre entièrement les barrières nationales, sans s'écarter un seul instant de ses principes.

A quoi peuvent servir, se demandent-on, des partis nationaux distincts ? Ou bien : qu'on nous montre la "base" social-démocrate sur laquelle doivent s'édifier les conceptions politiques et les principes d'organisation des social-démocrates fédéralistes restent suspendus en l'air.

Ils peuvent se tirer de cette position incommode de deux façons. Ou bien définitivement au point de vue du prolétariat révolutionnaire et adopter le principe du renforcement des barrières nationales (opportunisme sous la forme fédéraliste) ; ou bien renoncer à tout fédéralisme dans l'organisation du parti, proclamer hardiment la nécessité d'abattre les barrières nationales et se grouper dans un même camp, celui du Parti ouvrier social-démocrate de Russie.

La Proletariatis Brdzola [la Lutte du Prolétariat],
n°7, 1er septembre 1904.
Article non signé.
Traduit du géorgien.

[1] Le Sakartvélo [la Géorgie], journal d'un groupe de nationalistes géorgiens à l'étranger, qui devint le noyau du parti nationaliste bourgeois des social-fédéralistes, parut à Paris en géorgien et en français de 1903 à 1905.

Le parti fédéraliste géorgien (constitué à Genève en avril 1904) comprenait, outre le groupe du Sakartvélo, des anarchistes, des socialistes-révolutionnaires, des national-démocrates. Les fédéralistes présentaient comme principale revendication l'autonomie nationale de la Géorgie dans le cadre de l'Etat des propriétaires fonciers et de la bourgeoisie de Russie. Durant les années de réaction, ils devinrent des adversaires déclarés de la révolution. (N.R.)

[2] "L'Organisation ouvrière social-démocrate d'Arménie" fut fondée par des éléments national-fédéralistes arméniens peu après le IIe congrès du Parti ouvrier social-démocrate de Russie. Lénine a souligné la liaison étroite de cette organisation avec le Bund. "C'est une création du Bund, rien de plus, spécialement imaginée pour alimenter le bundisme caucasien... Les camarades caucasiens sont tous contre cette bande de littérateurs-désorganisateurs", écrivait Lénine aux membres du Comité central le 7 septembre (nouveau style) 1905 (voir Lénine : Oeuvres, tome XXXIV, p 290, 4e édit. russe). (N.R.)

[3] "L'Organisation ouvrière social-démocrate d'Arménie" vient de le faire, ce [qui n'est] pas digne d'éloge. Dans son "Manifeste", elle déclare catégoriquement qu' "on ne saurait séparer le prolétariat (arménien) de la société (arménienne) : le prolétariat (arménien) unifié doit être l'organe le plus raisonnable et le plus fort du plus fort du peuple arménien" ; "le prolétariat arménien, groupé dans le parti socialiste, doit viser à déterminer la pensée sociale arménienne" ; "le prolétariat arménien sera le fils de sa race", etc... (Voir l'article 3 du "Manifeste" de "l'Organisation ouvrière social-démocrate d'Arménie").

Tout d'abord, on ne comprend pas pourquoi "on ne saurait séparer le prolétariat arménien de la société arménienne", puisque cette séparation s'opère à tout moment ? Le prolétariat arménien unifié ne s'est-il pas "séparé" de la société arménienne quand, en 1900,

(à Tiflis) il a déclaré la guerre à la bourgeoisie arménienne et aux Arméniens d'esprit bourgeois ? Qu'est-ce donc que "l'Organisation ouvrière social-démocrate d'Arménie", sinon une organisation de classe des prolétaires arméniens qui se sont "séparés" des autres classes de la société arménienne ? Ou bien peut-être "l'Organisation ouvrière social-démocrate d'Arménie" est-elle une organisation de toutes les classes ? Mais le prolétariat arménien en lutte peut-il se contenter de "déterminer la pensée sociale arménienne" ; n'est-il pas tenu d'aller de l'avant, de déclarer la guerre à cette "pensée sociale" bourgeoise jusqu'à la moelle des os, et de lui insuffler un esprit révolutionnaire ? Les faits attestent qu'il y est tenu. Mais alors, il va de soi que le "Manifeste" aurait dû attirer l'attention du lecteur sur la "détermination de la pensée sociale", mais sur la lutte contre cette pensée, sur la nécessité de la rendre révolutionnaire : il aurait ainsi mieux défini les devoirs du "prolétariat socialiste". Et, enfin, le prolétariat arménien peut-il être "le fils de sa race" quand une partie de cette race, — la bourgeoisie arménienne, — suce son sang comme un vampire, et qu'une autre partie, — le clergé arménien, — non contente de sucer le sang des ouvriers, corrompt systématiquement sa conscience ? Questions très simples et qui se posent inévitablement si l'on envisage les choses du point de vue de la lutte des classes. Mais ces questions, les auteurs du "Manifeste" ne les voient pas, parce qu'ils envisagent tout du point de vue nationaliste et fédéraliste qu'ils ont emprunté au Bund (Union ouvrière juive)*. D'une façon générale, il semble que les auteurs du "Manifeste" se sont fixés pour but d'imiter en tous points le Bund. Ils ont de même introduit dans leur "Manifeste" l'article 2 de la résolution du Ve congrès du Bund "sur la situation du Bund dans le parti". Ils déclarent que "l'Organisation ouvrière social-démocrate d'Arménie" est l'unique défenseur des intérêts du prolétariat arménien (voir l'article 3 dudit "Manifeste"). Il ont oublié que depuis plusieurs années déjà, les Comités de notre parti au Caucase** sont considérés comme les représentants des prolétaires arméniens (et autres) du Caucase ; qu'ils développent en eux la conscience de classe par la propagande et l'agitation orales et écrites en langue arménienne ; qu'ils les dirigent pendant leur lutte, etc., alors que "l'Organisation ouvrière social-démocrate d'Arménie" ne date que d'avant-hier. Tout cela, ils l'ont oublié, et il faut s'attendre à ce qu'ils oublient encore bien des choses, pour peu qu'ils copient fidèlement les conceptions du Bund en matière d'organisation et de politique. (J.S.)

*Le Bund (Union générale des ouvriers juifs de Lituanie, de Pologne et de Russie), organisation petite bourgeoise et opportuniste juive fondée en 1897 au congrès de Vilno. Son action s'exerçait surtout parmi les artisans juifs. Après avoir adhéré au Parti ouvrier social-démocrate de Russie à son 1er Congrès (1898) "comme organisation autonome, indépendante seulement dans les questions ayant trait spécialement au prolétariat juif", le Bund se fit le porte parole du nationalisme et du séparatisme dans le mouvement ouvrier de Russie. La position nationaliste bourgeoise du Bund fut vivement critiquée par l'Iskra léniniste. les iskristes du Caucase soutinrent à fond Lénine dans sa lutte contre le Bund. (N.R.).

**Il s'agit des comités du parti qui s'étaient groupés en mars 1903 à Tiflis, au 1er congrès des organisations ouvrières social-démocrate du Caucase, en une Union caucasienne du Parti ouvrier social-démocrate de Russie. A ce congrès étaient représentées les organisations de Tiflis, de Bakou, de Batoum, de Koutaïs, de la Gourie, etc. Le congrès approuva la ligne politique de l'Iskra léniniste, adopta pour directive le projet de programme de l'Iskra et de la Zaria, mit au point et approuva le statut spécial de l'Union. Le 1er congrès de l'Union caucasienne du Parti ouvrier social-démocrate de Russie, où fut élu Staline, alors

détenu à la prison de Batoum. Après s'être évadé du lieu de sa déportation, Staline de retour à Tiflis au début de 1904, fut placé à la tête du Comité de l'Union caucasienne du P.O.S.D.R. (N.R.).

[4] Il ne sera pas superflu de noter que ce qui suit est un commentaire des articles du programme de notre parti relatifs à la question nationale. (J.S.).

[5] Nous ne parlons ici du Sakartvélo que pour mieux faire ressortir le contenu de l'article 9. l'objet du présent article est de faire la critique des social-démocrates fédéralistes et non des "sakartvélistes", qui s'en distinguent fortement (voir chapitre I). (J.S.)

[6] Je crois devoir informer le lecteur que, dés les premiers numéros le Sakartvélo a déclaré la guerre à la logique, qu'il considère comme une entrave à briser. Si le Sakartvélo parle souvent au nom de la logique, n'y faisons pas attention ; c'est par suite du manque de réflexion et de mémoire dont il est coutumier. (J.S.).

[7] Voir l'article d'un "Vieux révolutionnaire" (c'est-à-dire d'un révolutionnaire vieilli !) dans le numéro 9 du Sakartvélo. (J.S.)

[8] Messieurs les "sakartvélistes" bâtissent toujours leurs revendications sur le sable et n'imaginent pas qu'il puisse exister d'autres gens capables de trouver pour leurs revendications un terrain plus solide ! (J.S.).

[9] Que représente donc ce "parti" qui se donne un nom si étrange ? Le Sakartvélo rapporte (voir l'annexe 1 à son numéro 10) qu' "au printemps dernier les révolutionnaires géorgiens : anarchistes géorgiens, partisans du Sakartvélo, social-révolutionnaires géorgiens, se sont réunis à l'étranger et... se sont groupés... en un "parti" des social-fédéralistes géorgiens". ...Oui, des anarchistes, qui méprisent toute politique du fond du coeur et de l'âme, des social-révolutionnaires qui adorent la politique, des "sakartvélistes" qui répudient toute mesure terroriste et anarchiste, — ces éléments bigarrés, qui sont la négation l'un de l'autre, se sont, paraît-il, groupés... en un "parti" ! Disparité idéale, s'il en fut ! Voilà bien un monde où l'on ne s'ennuiera pas ! Ils se trompent, les organisateurs qui affirment que pour grouper des hommes en un parti, la communauté des principes est nécessaire ! Ce n'est pas sur la communauté des principes, nous dit la gent bigarrée, mais sur l'absence de principes que doit être fondé le "parti" ! Foin de la "théorie" et des principes, ces entraves serviles ! Plus vite nous nous en débarrasserons, et mieux cela vaudra, déclare philosophiquement la gent bigarrée. Et en effet, à peine s'étaient-ils débarrassés des principes qu'ils ont, en un tournemain, bâti... un château de cartes, — pardon, le "parti des social-fédéralistes géorgiens". A ce qu'il paraît, il suffit de "quatre hommes et un caporal" pour fonder à tout moment un "parti", s'ils se trouvent réunis. Comment ne pas rire en voyant philosopher ces ignares, ces "officiers" sans armée : le Parti ouvrier social-démocrate de Russie "est un parti antisocialiste, réactionnaire", etc... ; les social-démocrates russes sont des "chauvins" ; l'Union du Caucase de notre parti obéit "servilement" au Comité central du parti*, etc... (Voir les résolutions de la première conférence des révolutionnaires géorgiens). Mais pouvait-on attendre davantage de ces débris archéologiques du temps de Bakounine ? Tel arbre, tel fruit ; telle fabrique, telle marchandise. (J.S.)

*A noter que certains "individus" anormaux ont cru voir dans l'action concertée des différents éléments de notre parti une "soumission servile". Faiblesse des nerfs, affirmeront les médecins. (J.S.)

Lettre de Koutaïs [1]

Maintenant on a besoin ici de l'Iskra [l'Etincelle][2] (bien qu'elle manque d'étincelle, on en a quand même besoin : elle a du moins sa chronique et, que diable, il faut bien connaître aussi l'ennemi) à partir du numéro 63. Nous avons grand besoin des publications de Bontch-Brouévitch[3] : "La lutte pour le congrès", "Au Parti" (ne s'agit-il pas de la déclaration des 22[4]), "Nos malentendus", "Sur l'essence du socialisme" et "A propos des grèves" de Riadovoï (si elles ont paru), la brochure de Lénine contre Rosa et Kautsky[5], les Procès-verbaux du congrès de la Ligue[6], Un pas en avant[7] (cela peut attendre, si le temps manque). Il nous faut les moindres nouveautés, depuis les simples déclarations jusqu'aux grosses brochures, tout ce qui concerne tant soit peu la lutte actuelle à l'intérieur du parti.

J'ai lu la brochure de Galiorka : A bas le bonapartisme ! Ce n'est pas mal. S'il martelait plus fortement et plus profondément, cela vaudrait mieux. En prenant un ton badin et en demandant grâce, il ôte de la force et du poids à ses coups et gâte l'impression produite sur le lecteur. Ce défaut saute d'autant plus aux yeux que, visiblement, l'auteur comprend fort bien notre position ; il explique et développe parfaitement certains problèmes. Un homme qui professe notre point de vue doit parler d'une voix ferme et résolue. Sous ce rapport, Lénine est un véritable aigle des montagnes.

J'ai lu de même les articles de Plékhanov, dans lesquels il analyse Que faire ?[8] Cet homme a perdu la raison, ou bien ce sont la haine et l'animosité qui parlent en lui. Je pense que l'une et l'autre de ces explications sont valables. Je pense aussi que Plékhanov est en retard sur les nouveaux problèmes. Il se croit toujours en présence de ses anciens contradicteurs et répète comme par le passé : "La conscience sociale est déterminée par l'être social", "les idées ne tombent pas du ciel". Comme si Lénine disait que le socialisme était possible du temps de l'esclavage et du servage ! Aujourd'hui les lycéens eux-mêmes savent que "les idées ne tombent pas du ciel". Mais le fait est qu'il s'agit maintenant de tout autre chose. Il y a beau temps que nous nous sommes assimilé cette question générale. Ce qui nous intéresse aujourd'hui, c'est de savoir comment, à partir d'idées isolées s'élabore un système d'idées (la théorie du socialisme) ;comment des idées isolées et des bribes d'idées s'ordonnent en un système cohérent, — la théorie du socialisme, — et qui les élabore et les relie les unes aux autres. Qui donne un programme et les fondements théoriques du programme : les masses à leurs dirigeants ou les dirigeants aux masses ? Si ce sont les masses elles-mêmes et leur mouvement spontané qui nous donnent la théorie du socialisme, point n'est besoin de les préserver de l'influence néfaste du révisionnisme, du terrorisme, du zoubatovisme[9], de l'anarchisme : "le mouvement spontané engendre de lui-même le socialisme". Mais si le mouvement spontané n'engendre pas de lui-même la théorie du socialisme) c'est donc que cette dernière naît en dehors du mouvement spontané, qu'elle naît de l'observation et de l'étude du mouvement spontané faites par des hommes qui sont armés des connaissances de notre époque. Autrement dit, la théorie du socialisme s'élabore "tout à fait indépendamment du progrès du mouvement spontané", et même à l'encontre de ce mouvement ; c'est ensuite seulement qu'elle est introduite du dehors dans ce mouvement, qu'elle le rectifie conformément à son propre contenu, c'est-à-dire conformément aux exigences objectives de la lutte de classe du prolétariat.

La conclusion (la déduction pratique), la voici : élevons le prolétariat jusqu'à la conscience de ses intérêts de classe véritables, jusqu'à la conscience de l'idéal socialiste, au lieu de galvauder cet idéal en vétilles et de l'accommoder au mouvement spontané. Lénine a établi la base théorique sur laquelle s'édifie précisément cette déduction pratique. Il suffit d'adopter cette prémisse théorique pour être immunisé contre tout opportunisme. En cela réside l'importance de l'idée léniniste, parce que personne, dans les publications russes, ne l'a exprimée avec autant de clarté que Lénine. Plékhanov se croit toujours aux années 1890-1900 et il remâche ce qui a déjà été mâché dix-huit fois : à savoir que deux et deux font quatre. Et il n'a pas honte d'en arriver à reprendre les idées de Martynov...

Tu connais certainement la déclaration des 22... Il est venu ici un camarade de chez vous, qui a emporté les résolutions des comités du Caucase, favorables à un congrès extraordinaire du parti.

Tu as tort de désespérer : seul le comité de Koutaïs hésitait, mais je suis parvenu à les convaincre, et ils ne jurent plus à présent que par le bolchévisme. Il n'a pas été difficile de les convaincre : la politique de duplicité du Comité central est devenue évidente grâce à la déclaration des 22, et après les nouveaux renseignements recueillis là-dessus, le doute n'était plus permis. Il (le C.C.) se rompra le cou, les camarades russes et ceux d'ici feront tout pour cela. Tout le monde a une dent contre lui.

Ecrit en septembre-octobre 1904.
Publié pour la première fois.
Traduit du géorgien.

[1] On a retrouvé, dans la correspondance de Lénine et de Nadiejda Kroupskaïa avec les organisations bolchéviks de Russie, deux lettre de Staline expédiées de Koutaïs. Ces lettres ont été écrites pendant le séjour qu'il y fit en septembre-octobre 1904, et elles sont adressées à un camarade, M. Davitachvili, comme lui militant révolutionnaire de Transcaucasie, qui, résidant alors à Leipzig, en Allemagne, faisait partie du groupe bolchévik de cette ville. Dans ses souvenirs, un autre membre du groupe bolchévik de Leipzig, D. Souliachvili, écrit au sujet de ces lettres : "Nous recevions du camarade Staline des lettres chaleureuses sur Lénine, elles étaient adressées au camarade M. Davitachvili. Il y admirait Lénine, la fermeté de sa tactique, purement marxiste, les solutions qu'il apportait aux problèmes de l'organisation du parti, etc... Dans une de ces lettres, le camarade Staline disait de Lénine qu'il était un "aigle des montagnes" et s'enthousiasmait pour la lutte intransigeante que celui-ci menait contre les menchéviks. Nous avions fait parvenir ces lettres à Lénine et bientôt nous reçûmes de lui une réponse où il appelait Staline "l'ardent Colchidien". (Voir L. Béria : Contribution à l'histoire des organisations bolchéviks de Transcaucasie, 6e édition russe, p. 89). Les originaux géorgiens de ces lettres n'ont pas été retrouvés. (N.R.).
[2] Il s'agit de la nouvelle Iskra, de l'Iskra menchévik. Après le IIe congrès du P.O.S.D.R., les menchéviks, s'étant emparé de l'Iskra avec le concours de Plekhanov, l'utilisèrent pour lutter contre Lénine et les bolchéviks. ils se mirent à diffuser ouvertement dans ses colonnes leurs vues opportunistes. L'Iskra menchévik parut jusqu'en octobre 1905. (N.R.)

[3] Après que les menchéviks se furent emparé de la rédaction de l'Iskra, V. Bontch-Brouévitch, sur mandat de Lénine, organisa en automne 1904 un service d'édition chargé de publier "la littérature du parti, consacrée notamment à la défense de la position de principe de la majorité du IIe congrès du parti". Le Conseil du parti et le Comité central, qui se trouvaient alors aux mains des menchéviks, entravaient de mille manières l'impression et la diffusion de la littérature bolchévik. Aussi la conférence des comités bolchéviks du Caucase, qui se tint en novembre 1904, adopta-t-elle la résolution suivante "Sur la littérature de la majorité" : "La conférence invite le Comité central à fournir aux comités du parti les publications du groupe de Bontch-Brouévitch et de Lénine, en même temps que toutes les autres publications du parti, traitant des divergences dans le parti". A la fin de décembre 1904, c'est le journal V période [En avant], organisé par Lénine, qui se chargea de ce service d'édition. (N.R.)

[4] "La déclaration des 22", est un message Au Parti, rédigé par Lénine. Ce message fut adoptée à une conférence bolchévik qui se tint en Suisse sous la direction de Lénine au mois d'août 1904. La brochure Au Parti, mentionnée dans la lettre de Staline, contient, outre le message Au Parti, les résolutions des comités de Riga et de Moscou, et aussi celle du groupe bolchévik e Genève, qui s'étaient ralliés aux résolutions de la conférence des 22 bolchéviks. Le message Au Parti devint pour les bolchéviks le programme de lutte en vue du IIIe congrès. La plupart des comités du P.O.S.D.R. se solidarisèrent avec les résolutions de la conférence bolchévik. En septembre 1904, le Comité de l'Union caucasienne, les comités de Tiflis et d'Imérétie-Mingrélie se rallièrent à la "Déclaration des 22" et entreprirent un travail d'agitation pour la convocation immédiate du IIIe congrès du parti. (N.R.)

[5] L'article de Lénine : "Un pas en avant, deux pas en arrière", rédigé en septembre 1904, est une réponse à celui de Rosa Luxembourg ; "Les questions d'organisation de la social-démocratie russe", publié dans le n°69 de l'Iskra et dans les n°42 et 43 de la Neue Zeit, ainsi qu'à la lettre de Karl Kautsky, parue dans le n°66 de l'Iskra. Lénine destinait sa réponse à la Neue Zeit , mais la rédaction de celle-ci, qui sympathisait avec les menchéviks, refusa de la publier. (N.R.)

[6] Procès-verbaux du IIe congrès de la Ligue de la social-démocratie révolutionnaire russe à l'étranger, publiés par la Ligue en 1904, à Genève. (N.R.).

[7] Le livre de Lénine : Un pas en avant, deux pas en arrière, écrit en février-mai, parut le 6 (19) mai 1904. (Voir Oeuvres, 4e éd. russe, t. VII, p. 185 à 392, et Oeuvres choisies, en français, t. Ier, p. 324 à 414, Moscou, 1948). (N.T.)

[8] Il s'agit du livre de Lénine : Que faire ? (Voir Oeuvres, 4e éd. russe, t. V, p. 319 à 394 ; Oeuvres choisies, en français, t. Ier, p.173 à 323, Moscou 1948, et Editions sociales, Paris 1947). (N.T.).

[9] Zoubatov (1864-1917) : chef de l'Okhrana (police politique du tsar) de Moscou, inspirateur de ce que l'on a appelé le socialisme politique. Zoubatov créa de prétendus organisations ouvrières, notamment en 1902, des sociétés de secours mutuels dans les usines de Saint-pétersbourg et de Moscou, pour détourner les ouvriers de la lutte révolutionnaire et les placer sous le contrôle de la police. (N.T.).

Lettre de Koutaïs

(Du même camarade)

Il ne faut pas m'en vouloir si j'ai tardé à t'écrire. J'ai été occupé tout le temps. Tout ce que tu as envoyé, je l'ai reçu. (Procès-verbaux de la Ligue ; "Nos malentendus" de Galiorka et Riadovoï ; le Social-démocrate, n°1 ; les derniers numéros de l'Iskra). L'idée de Riadovoï ("Une des conclusions") m'a plu. L'article contre Rosa Luxembourg est également bon. Tout ce monde là, — Rosa, Kautsky, Plékhanov, Axelrod, Vera Zassoulitch et les autres, — semblent avoir établi certaines traditions familiales, en gens qui se connaissent de longue date. Ils ne peuvent "se trahir" l'un l'autre, ils se défendent mutuellement comme jadis, dans les tribus patriarcales, le faisaient les membres du clan, sans tenir compte de la culpabilité ou de l'innocence de leur parent. C'est ce sentiment de famille, "de parenté", qui a empêché Rosa d'envisager objectivement la crise du parti (certes, il y a aussi d'autres raisons : par exemple, une connaissance insuffisante des faits, l'optique de l'étranger, etc...). C'est ainsi, d'ailleurs, que s'expliquent certains procédés indignes de Plékhanov, de Kautsky et des autres.

Les publications de Bontch plaisent ici à tout le monde en tant qu'expression magistrale de la position des bolchéviks. Galiorka ferait bien d'aborder quant au fond des articles de Plékhanov (n°70-71 de l'Iskra). L'idée maîtresse des articles de Galiorka est qu'autrefois Plékhanov disait une chose et qu'il en dit maintenant une autre, qu'il se contredit. La belle affaire ! Comme si c'était... nouveau ! Ce n'est pas la première fois qu'il se contredit. Peut-être même en est-il fier, se considérant comme une vivante incarnation du "processus dialectique". Il va de soi que l'inconséquence est une tache sur la physionomie politique d'un "dirigeant", et elle (cette tache) doit évidemment être signalée. Mais chez nous (c'est-à-dire dans les n°70 et 71), ce n'est pas de cela qu'il s'agit, mais d'une importante question théorique (les rapports entre l'être et la conscience) et tactique (les rapports entre dirigés et dirigeants). Galiorka aurait dû, selon moi, montrer que la lutte théorique de Plékhanov contre Lénine est du pur donquichottisme, une guerre contre des moulins à vent, puisque Lénine, dans son livre, s'en tient rigoureusement à la thèse de Karl Marx sur l'origine de la conscience. Quant à la guerre de Plékhanov au sujet de la tactique, c'est d'un bout à l'autre le confusionnisme caractéristique d'un "individu" qui passe dans le camp des opportunistes. Si Plékhanov avait posé la question clairement, comme ceci par exemple : "Qui formule le programme : les dirigeants ou les dirigés ?", et ensuite : "Qui élève les autres jusqu'à la compréhension du programme : les dirigeants ou les dirigés ?", ou bien : "Peut-être n'est-il pas souhaitable que les dirigeants élèvent les masses jusqu'à la compréhension du programme, de la tactique et des principes d'organisation ?" ; si Plékhanov s'était posé avec autant de clarté ces questions qui, en raison de leur simplicité et de leur caractère tautologique, contiennent en elles-mêmes leur réponse, il se serait peut-être effrayé de ses intentions et ne se serait pas dressé avec tant de fracas contre Lénine. Mais comme Plékhanov ne l'a pas fait, c'est-à-dire qu'il a embrouillé la question par des phrases sur "les héros et la foule", il a dévié vers l'opportunisme tactique. Embrouiller les questions est un trait caractéristique des opportunistes.

Si Galiorka avait posé ces questions et d'autres semblables sur le fond, cela aurait mieux valu, à mon avis. Tu diras que cela regarde Lénine ; mais je ne peux pas être d'accord sur ce point, car les conceptions critiquées de Lénine ne sont pas la priorité de Lénine, et leur

altération concerne les autres membres du parti tout autant que lénine. Certes, Lénine pourrait mieux que quiconque s'acquitter de cette tâche...

Il y a déjà des résolutions en faveur des publications de Bontch. Il y aura peut être aussi de l'argent. Tu as sans doute lu, dans le n°74 de l'Iskra, les résolutions "en faveur de la paix". Si les résolutions des comités d'Iméritie-Mingrélie et de Bakou n'ont pas été mentionnées, c'est qu'elles ne contenaient rien sur la "confiance" dans le Comité central. Les résolutions de septembre, ainsi que je l'ai écrit, réclamaient instamment un congrès. Nous verrons ce qui adviendra, c'est-à-dire que nous verrons les résultats des séances du Conseil du parti[1]. As-tu ou non reçu six roubles ? Tu recevras encore de l'argent ces jours -ci. N'oublie pas d'envoyer par cette personne la brochure Lettre à un camarade[2] : beaucoup ici ne l'ont pas lue. Envoie aussi le numéro suivant du Social-démocrate.

Kostrov[3] nous a encore envoyé une lettre où il parle de l'esprit de la matière (il semble qu'il s'agisse ici d'étoffe de coton[4]). Cet âne ne comprend pas qu'il n'a pas devant lui le public du Kvali[5]. Que lui importent les questions d'organisation ?

Un nouveau numéro (le 7e) de la Prolétariatis Brdzola[6] est sorti. Entre autres, il y a un article de moi contre le fédéralisme en matière de politique et d'organisation[7]. S'il y a moyen, je t'enverrai ce numéro.

Ecrit en octobre 1904.
Publié pour la première fois.
Traduit du géorgien.

[1] Le Conseil du parti était, d'après les statuts adoptés par le IIe congrès du P.O.S.D.R., la plus haute instance du parti. Il se composait de cinq membres : deux étaient désignés par le Comité central, deux par l'organe central, le cinquième étant élu par le congrès. Le Conseil avait essentiellement pour tâche de coordonner et d'unifier les activités du Comité central et de l'organe central. Peu après le IIe congrès, les menchéviks s'assurèrent la majorité au Conseil du parti, dont ils firent leur organisme fractionnel. Le IIIe congrès du P.O.S.D.R. supprima la pluralité des centres dans le Parti et créa un centre unique, le Comité central, divisé en deux parties : celle de l'étranger et celle de Russie. D'après les statuts adoptés au IIIe congrès, le rédacteur en chef de l'organe central était désigné par le Comité central et choisi parmi ses membres. (N.R.)
[2] La brochure de Lénine : Lettre à un camarade sur nos tâches d'organisation, avec préface et postface de l'auteur, parut en 1904 à Genève, aux éditions du Comité central du P.O.S.D.R. (Voir Oeuvres, 4e éd. russe, t. VI, p. 205 à 224 et t. VII, p. 115 à 122. (N.R.).
[3] Kostrov et Ane : pseudonymes de N. Jordania. (N.R.).
[4] jeu de mot intraduisibles : en russe, on emploie le même mot pour dire étoffe et matière. (N.T.).
[5] Le Kvali [le Sillon], hebdomadaire en langue géorgienne de tendance nationaliste libérale, ouvrit de 1893 à 1897 ses colonnes aux écrivains débutants du Messamé-Dassi. A la fin de 1897, le journal passa dans les mains de la majorité du Messamé-Dassi. (N. Jordania, etc...) et devint le porte-parole du "marxisme légal". Après l'apparition des fractions bolchévik et

menchévik au sein du P.O.S.D.R., le Kvali devint l'organe des menchéviks géorgiens. IL fut interdit par le gouvernement en 1904. (N.R.).

[6] La Prolétariatis Brdzola [la Lutte du prolétariat], journal géorgien illégal, organe de l'Union caucasienne du P.O.S.D.R., parut d'avril-mai 1903 à octobre 1905 ; elle fut interdite après la publication du n°12. A son retour de déportation, en 1904, Staline assuma la direction du journal. Faisaient également partie de la rédaction : A. Tsouloukidzé, S. Chaoumian, et d'autres. Les articles leaders étaient de Staline. La Prolétariatis Brdzola succédait à la Brdzola. Le 1er congrès de l'Union caucasienne du P.O.S.D.R. décida de fondre la Brdzola et le journal social-démocrate arménien : le Prolétariat en un seul organe paraissant en trois langues : géorgienne (Prolétariatis Brdzola), arménienne (Prolétariati Kriv) et russe (Borba Prolétariata), la teneur du journal restant la même dans les trois langues. Chacune de ces éditions avait son numérotage propre. La Prolétariatis Brdzola était, après le Vpériod et le Prolétari, le plus important des journaux bolchéviks clandestins ; elle défendait de façon conséquente les principes idéologiques, tactiques et d'organisation du parti marxiste. La rédaction de la Prolétariatis Brdzola se tenait en contact étroit avec Lénine et le centre bolchévik à l'étranger . Quand, en décembre 1904, la parution du journal Vpériod fut annoncée, le Comité de l'Union caucasienne organisa un groupe dit littéraire pour le soutenir. Invité par le Comité de l'Union à collaborer à la Prolétariatis Brdzola, Lénine répondit dans une lettre datée du 20 décembre (nouveau style) 1904 : "Chers camarades, j'ai reçu votre lettre au sujet de la Borba Prolétariata. Je tâcherai d'y écrire et j'en parlerai aux camarades de la rédaction" (voir Lénine : Oeuvres, t. XXXIV, p. 240, 4e éd. russe). La Prolétariatis Brdzola reproduisait régulièrement les articles et les documents de l'Iskra léniniste, puis du Vpériod et du Prolétari, ainsi que des articles de Lénine. Le Prolétari donna à maintes reprises des appréciations et des compte rendus élogieux de la Prolétariatis Brdzola, et lui emprunta des articles et des correspondances. Le n°12 du Prolétari signala la parution du n°1 de la Borba Prolétariata en russe. A la fin de l'article, il était dit : "Nous aurons à revenir sur le contenu de cet intéressant journal. Nous applaudissons vivement à l'activité accrue dont fait preuve l'Union caucasienne en matière de publications, et nous lui souhaitons de nouveaux succès dans le rétablissement de l'esprit de parti au Caucase." (N.R.)

[7] Il s'agit de l'article : "Comment la social-démocratie comprend-elle la question nationale ?" (Voir le présent volume, p. 40). (N.R.).

Classe des prolétaires et parti des prolétaires.

(A propos de l'article premier des statuts du parti)

Le temps n'est plus où l'on proclamait hardiment "la Russie une et indivisible". Même un enfant sait aujourd'hui qu'il n'existe pas de Russie "une et indivisible", que depuis longtemps la Russie est divisée en deux classes opposées : la bourgeoisie et le prolétariat. Ce n'est aujourd'hui un secret pour personne que la lutte entre ces deux classes est devenue l'axe autour duquel tourne notre vie moderne.

Néanmoins, il était difficile jusqu'à présent de s'en rendre compte : en effet, nous ne voyions jusqu'ici dans l'arène que des groupes isolés dans telle ou telle ville, telle ou telle localité ; on ne discernait pas la bourgeoisie et le prolétariat en tant que classes, il était difficile de les apercevoir. mais voici que les villes et les régions s'unissent, différents groupes du prolétariat se tendent la main, des grèves et des manifestations communes éclatent — et devant nous s'étale le tableau grandiose de la lutte entre les deux Russies : la Russie bourgeoise et la Russie prolétarienne. Deux grandes armées s'affrontent sur le théâtre de la lutte : l'armée des prolétaires et l'armée des bourgeois, et la lutte entre ces deux armées embrasse toute notre vie sociale.

Une armée ne pouvant agir sans dirigeants et toute armée ayant une avant-garde qui la précède et lui éclaire la route, il est évident qu'en même temps que ces armées devaient surgir des groupes respectifs de dirigeants, les partis respectifs, selon la terminologie usuelle.

Le tableau se présente donc sous l'aspect suivant : d'un côté, l'armée des bourgeois avec, à sa tête, le parti libéral ; de l'autre, l'armée des prolétaires avec, à sa tête, le parti social-démocrate ; chaque armée est dirigée dans sa lutte de classe par son propre parti[1].

Si nous avons abordé ces questions, c'est pour comparer le parti des prolétaires à la classe des prolétaires et pour en définir ainsi, brièvement, l'aspect général

Ce qui précède montre suffisamment que le parti des prolétaires, en tant que groupe de combat de dirigeants doit en premier lieu, être numériquement beaucoup plus restreint que la classe des prolétaires ; en second lieu, se trouver par sa conscience et son expérience, à un niveau plus élevé que la classe des prolétaires ; en troisième lieu, constituer une organisation bien cohérente.

Tout cela, à notre avis, n'a pas besoin de preuves : il est évident, en effet, que tant qu'existera le régime capitaliste, avec ses corollaires, la misère et l'état arriéré des masses populaires, la prolétariat ne pourra, dans sa totalité s'élever au niveau de conscience désirable ; et qu'il faut, par conséquent, un groupe de dirigeants conscients pour faire l'éducation socialiste de l'armée des prolétaires, l'unir et la guider pendant la lutte. Il est non moins clair que le parti qui s'est donné pour but de diriger le prolétariat en lutte ne doit pas constituer un groupement fortuit d'éléments isolés, mais une organisation bien cohérente, centralisée, afin que son activité puisse être régie par un plan unique.

Telle est, en bref, la physionomie générale de notre parti.

Retenons tout cela et passons à notre question principale : qui pouvons-nous appeler membre du parti ? L'article premier des statuts du parti, à propos duquel ces lignes sont écrites, traite justement de cette question.

Examinons-la donc.

Qui pouvons-nous appeler membre du Parti ouvrier social-démocrate de Russie, c'est-à-dire quels sont les devoirs d'un membre du parti ?

Notre parti est social-démocrate. Cela signifie qu'il possède son programme propre (tâches immédiates et objectifs finals du mouvement), sa tactique propre (moyens de lutte) et son principe d'organisation propre (forme d'association). L'unité de vue sur les principes du programme, de tactique et d'organisation est le terrain sur lequel s'édifie notre parti. Seule cette unité de vues peut unir le adhérents en un même parti centralisé. Que l'unité de vues vienne à disparaître, et le parti s'effondre du même coup. Par conséquent, ne peut être appelé membre du parti que celui qui en accepte intégralement le programme., la tactique et le principe d'organisation. Celui-là seul qui a suffisamment étudié et intégralement accepté les principes de notre parti touchant le programme, la tactique et l'organisation, peut appartenir à notre parti et, du même coup, être un des dirigeants de l'armée des prolétaires.

Mais suffit-il, pour un membre du parti, d'accepter le programme, la tactique et les principes d'organisation du parti ? Peut-on considérer cet homme comme un dirigeant authentique de l'armée des prolétaires ? Non, certes ! D'abord, chacun sait qu'il ne manque pas de bavards qui "accepteront" avec plaisir le programme, la tactique et les principes d'organisation du parti, mais qui ne sont capables de rien d'autres que de bavarder. Ce serait profaner le nom de membres du parti (c'est-à-dire de dirigeant de l'armée des prolétaires !). Et puis, notre parti n'est pas, que je sache, une école philosophique ou une secte religieuse. N'est-il pas un parti de lutte ? Dés lors, n'est-il pas évident que notre parti ne peut se contenter d'une acceptation platonique de son programme, de sa tactique, de ses principes d'organisation ; qu'il exigera certainement de ses adhérents l'application des idées acceptées par eux ? Qui veut être membre de notre parti ne peut donc se contenter d'accepter son programme, sa tactique et ses principes d'organisation : il doit s'engager à appliquer ces principes, à les mettre en oeuvre.

Mais que signifie, pour un membre du parti, appliquer les principes du parti ? Quand peut-il les appliquer ? Uniquement quand il lutte, quand, avec l'ensemble du parti, il marche en tête de l'armée du prolétariat. Peut-on lutter isolément, en ordre dispersé ? Evidemment non ! Il faut d'abord se grouper, s'organiser, et après seulement on marche au combat. Sinon, toute lutte est stérile. Il est évident que les membres du parti ne pourront, eux non plus, lutter et, par conséquent, appliquer les principes du parti qu'une fois unis dans une organisation bien cohérente. Il est non moins évident que plus sera cohérente l'organisation dans laquelle s'uniront les membres du parti, et mieux ils lutteront, mieux ils appliqueront par conséquent le programme, la tactique et les principes d'organisation du parti? Ce n'est pas sans raison qu'on dit de notre parti qu'il est une organisation de dirigeants, et non un conglomérat d'individus isolés. Et si notre parti est une organisation de dirigeants, il est clair que seul pourra être considéré comme membre de ce parti, de cette organisation, celui qui milite

dans cette organisation, et qui, par conséquent, considère de son devoir d'identifier ses aspirations avec celles du parti et d'agir en commun avec lui.

Donc, pour être membre du parti, il faut en appliquer le programme, la tactique et les principes d'organisation ; pour appliquer les principes du parti, il faut lutter en leur faveur ; pour lutter en leur faveur, il faut travailler dans une organisation du parti, travailler en commun avec le parti. Il est clair que pour être membre du parti, il faut adhérer à l'une de ses organisations[2]. Ce n'est qu'en adhérant à une organisation du parti et en identifiant ainsi nos intérêts personnels avec ceux du parti, que nous pouvons devenir membres du parti en même temps que de véritables dirigeants de l'armée des prolétaires.

Si notre parti n'est pas un conglomérat d'isolés et de bavards, s'il est une organisation de dirigeants qui, par l'entremise du Comité central, conduit dignement en avant l'armée des prolétaires, tout ce qui précède va de soi.

Il faut encore noter quelque chose.

Jusqu'à ce jour, notre parti était semblable à une famille patriarcale hospitalière, prête à accueillir tous les sympathisants. Mais maintenant qu'il est devenu une organisation centralisée, il a dépouillé son caractère patriarcal et s'est totalement identifié à une forteresse, dont les portes ne s'ouvrent que devant ceux qui en sont dignes. Et cela a pour nous une grande importance. Au moment où l'autocratie s'efforce de corrompre la conscience de classe du prolétariat par le "trade-unionisme", le nationalisme, le cléricalisme, etc..., et où, d'autre part, les intellectuels libéraux s'obstinent à vouloir anéantir l'indépendance politique du prolétariat et à lui imposer leur tutelle, nous devons, dés lors, faire preuve d'une vigilance extrême et ne pas oublier que notre parti est une forteresse, dont les portes ne s'ouvrent que devant ceux qui ont fait leurs preuves.

Nous avons mis en lumière deux conditions indispensables pour être membre du parti (accepter le programme et travailler dans une organisation du parti). ajoutons-y une troisième : l'obligation pour tout membre du parti de lui apporter son concours matériel, et nous aurons énuméré toutes les conditions qui donnent droit au titre de membre du parti.

Peut donc être appelé membre du Parti ouvrier social-démocrate de Russie celui qui en accepte le programme, lui prête un concours matériel et milite dans une de ses organisations.

C'est ainsi que le camarade Lénine[3] formule l'article premier des statuts du parti.

Pareille formule, on le voit, procède entièrement de cette idée que notre parti est une organisation centralisée et non un conglomérat d'individus isolés.

Et c'est là le très grand mérite de la formule.

Mais il s'est trouvé quelques camarades pour rejeter la formule de Lénine qualifiée d' "étroite" et d' "incommode" et proposer une formule à eux qui, il faut le croire, ne sera ni

"étroite", ni "incommode". Nous voulons parler de la formule de Martov[4], que nous allons analyser maintenant.

D'après la formule de Martov, "est membre du P.O.S.D.R. quiconque accepte son programme, soutient matériellement le parti et lui prête un concours personnel régulier sous la direction de l'une de ses organisations". Comme on le voit, cette formule omet la troisième condition nécessaire pour être membre du parti, celle qui fait un devoir aux membres du parti de militer dans une de ses organisations. Cette condition expresse et nécessaire, Martov l'a, semble-t-il, trouvée superflue, et en échange il a introduit dans sa formule un nébuleux et équivoque "concours personnel sous la direction d'une des organisations du parti". Il s'ensuit que l'on peut être membre du parti sans adhérer à aucune de ses organisations (le beau "parti" que voilà !) et sans se croire tenu de se soumettre à sa volonté (la belle "discipline du parti" !)!
Mais alors, comment le parti peut-il diriger "régulièrement" des personnes qui n'appartiennent à aucune de ses organisations et qui, par conséquent ne se croient pas absolument tenues de se soumettre à la discipline de parti ?

Telle est la question contre laquelle se brise la formule que Martov propose pour l'article premier des statuts du parti, et qui est magistralement résolue dans celle de Lénine, celui-ci posant expressément, comme troisième condition nécessaire pour être adhérent, l'obligation de militer dans une des organisations du parti.

Nous n'avons plus qu'à retrancher de la formule de Martov son expression nébuleuse et dénuée de sens, de "concours personnel sous la direction d'une des organisations du parti". Après quoi, il n'y reste plus que deux conditions (acceptation du programme et concours matériel) qui, par elles-mêmes, n'ont aucune valeur, puisque le premier bavard venu peut "accepter" le programme du parti et prêter à ce dernier un concours matériel, ce qui ne lui donne aucunement le droit d'être membre du parti.

Voilà une formule bien "commode" !

Nous disons que de vrais membres du parti ne doivent en aucune façon se contenter d'accepter le programme du parti, qu'ils doivent s'efforcer obligatoirement d'appliquer ce programme. Martov répond vous êtes extrêmement sévères, car il n'est pas à toute force indispensable pour un membre du parti d'appliquer le programme, du moment qu'il ne lui refuse pas son concours matériel, et ainsi de suite. Martov semble bien ménager certains bavards... "social-démocrates" auxquels il ne veut pas fermer les portes du parti.

Nous disons, ensuite, que puisque la lutte est indispensable pour appliquer le programme, et l'union indispensable pour lutter, le devoir du futur membre du parti est d'adhérer à l'une de ses organisations, d'identifier ses aspirations avec celles du parti, de diriger avec le parti l'armée de combat des prolétaires, c'est-à-dire de s'organiser de manière à former des détachements ordonnés d'un parti centralisé. Martov répond : il n'est pas à toute force indispensable pour les membres du parti de s'organiser en détachements ordonnés, de se grouper en organisations ; on peut se contenter de mener la lutte individuellement.

Mais qu'est-ce donc que notre parti ? demandons-nous. Un conglomérat fortuit d'individus isolés, ou bien une organisation cohérente de dirigeants ? S'il est une organisation de dirigeants, peut-on considérer comme membre de cette organisation celui qui n'y adhère pas et qui, par conséquent, ne se croit pas tenu de se plier à sa discipline ? Martov répond que le parti n'est pas une organisation ou, plutôt, que le parti est une organisation inorganisée (le voilà bien le "centralisme" !)!

On voit que, pour Martov, notre parti n'est pas une organisation centralisée, mais un conglomérat d'organisation locales et d'individualités "social-démocrates" qui ont accepté le programme de notre parti, et... Mais si notre parti n'est pas une organisation centralisée, il ne saurait constituer une forteresse dont les portes ne peuvent ouvrir que devant ceux qui ont fait leurs preuves. Et, en effet, pour Martov, comme le montre sa formule, le parti n'est pas une forteresse, mais un banquet, dont l'entrée est libre pour tous les sympathisants. Un peu de connaissances, autant de sympathie, un léger concours matériel, et l'affaire est dans le sac, vous avez pleinement le droit de vous dire membre du parti. Et Martov de rassurer les "membres du parti" effrayés ; n'écoutez pas, dit-il quelques personnes qui croient qu'un membre du parti est tenu d'adhérer à l'une de ses organisations et de subordonner ainsi ses aspirations à celles du parti. Tout d'abord, il est difficile d'accepter ces conditions, car ce n'est pas une plaisanterie qu de subordonner ses aspirations à celles du parti ! En un second lieu, comme je l'ai déjà fait observer dans mes commentaires, l'opinion de quelques personnes est erronée. Ainsi donc, Messieurs, soyez les bienvenus... au banquet !

Martov semble ménager certains professeurs ou lycéens qui ne peuvent se résoudre à subordonner leurs aspirations à celles du parti. C'est ainsi qu'il ouvre dans la forteresse de notre parti une brèche, par laquelle ces honorables messieurs peuvent se glisser en fraude. Il ouvre la porte à l'opportunisme, et cela au moment même où des milliers d'ennemis s'appliquent à étouffer la conscience de classe du prolétariat !

Mais ce n'est pas tout. La vérité est que la formule équivoque de Martov permet à l'opportunisme de s'introduire dans notre parti d'un autre côté également.

Nous savons que la formule de Martov ne comporte que l'acceptation du programme. De la tactique et de l'organisation, pas un mot : or, pour l'unité du parti, l'accord sur les principes en matières d'organisation et de tactique est aussi nécessaire que l'unité sur les principes du programme. on nous dira que la formule du camarade Lénine n'en parle pas non plus. C'est exact ! Mais la formule du camarade Lénine n'a pas besoin d'en parler ! N'est-il pas évident que celui qui travaille dans une des organisations du parti et, par conséquent, lutte dans ses rangs et se soumet à sa discipline ne peut suivre d'autre tactique ni d'autres principes d'organisation que ceux du parti ? Mais que dire d'un "membre du parti" qui a accepté son programme sans adhérer à aucune de ses organisations ? Où est la garantie que la tactique et les principes d'organisation de cet "adhérent" seront bien ceux du parti, et non pas étrangers au parti ? Voilà ce que la formule de Martov ne peut nous expliquer ! Il en résulterait que nous aurions un drôle de "parti", dont les "adhérents" auraient un programme commun (c'est encore à voir !), mais des conceptions différentes sur la tactique et l'organisation ! Diversité idéale ! En quoi notre parti se distinguerait-il d'un banquet ?

Reste une question : comment se défaire du centralisme idéologique et pratique que nous a recommandé le IIe congrès du parti et que la formule de Martov contredit foncièrement? Si l'on en venait à la nécessité de choisir, on ferait mieux, sans aucun doute, de se défaire de la formule de Martov.

Telle est l'absurde formule que nous sert Martov en opposition à celle du camarade Lénine !

Nous considérons comme une inconséquence la décision du IIe congrès du parti, qui a adopté la formule de Martov, et nous exprimons l'espoir que le IIIe congrès ne manquera pas de réparer l'erreur du IIe, et adoptera la formule du camarade Lénine.

Résumons-nous. L'armée des prolétaires est entrée en lice. Si toute armée a besoin d'une avant-garde, cette armée-là, elle aussi, devait en avoir une. D'où l'apparition d'un groupe de dirigeants prolétariens : le Parti ouvrier social-démocrate de Russie. Avant-garde d'une armée déterminée, ce parti doit, tout d'abord, être doté d'un programme, d'une tactique et d'un principe d'organisation qui lui soient propres ; il doit, en suite, constituer une organisation bien cohérente. Si l'on demande : qui devons-nous appeler membre du Parti ouvrier social-démocrate de Russie ? ce parti ne peut faire que la réponse suivante : celui qui accepte le programme du parti, l'aide matériellement et milite dans une de ses organisations.

C'est cette vérité évidente que le camarade Lénine a exprimée dans son admirable formule.

La Prolétariatis Brdzola [la Lutte du Prolétariat],
n°8, 1er janvier 1905.
Article non signé.
Traduit du géorgien.

[1] Nous ne disons rien des autres partis de Russie, car pour élucider les questions qui nous intéressent ici, point n'est besoin d'en parler. (J.S.).
[2] De même que tout organisme complexe se compose d'une infinité d'organismes simples, ainsi notre parti, organisation complexe et générale, se compose d'une multitude d'organisations régionales, locales, qui portent le nom d'organisation du parti si elles sont validées par le congrès du parti ou le Comité central. Comme on le voit, les comités ne sont pas seuls à porter le nom d'organisations du parti. Pour guider l'activité de ces organisations d'après un plan unique, il existe un Comité central, grâce auquel les organisations locales constituent une seule grande organisation centralisée. (J.S.)
[3] Lénine, éminent théoricien et praticien de la social-démocratie révolutionnaire. (J.S.).
[4] Martov, un des rédacteurs de l'Iskra. (J.S.).

Ouvriers du Caucase, il est temps de se venger !

Les rangs des bataillons du tsar s'éclaircissent, la flotte du tsar est détruite et enfin Port-Arthur s'est honteusement rendu : une fois de plus, la preuve est faite de la décrépitude de l'autocratie tsariste...

La mauvaise nourriture et l'absence de mesures sanitaires favorisent la propagation des maladies contagieuses parmi les soldats. Ces conditions intolérables s'aggravent encore faute d'un logement et d'un équipement plus ou moins passables. Affaiblis, exténués, les soldats tombent comme des mouches. Et ceci, après que des dizaines de milliers d'entre eux ont été fauchés par les balles. D'où l'effervescence, le mécontentement des soldats. Ils secouent leur torpeur, ils commencent à se sentir des hommes, ils ne se soumettent plus aveuglément aux ordres de leurs supérieurs, et souvent ils accueillent par des sifflets et des menaces les officiers trop zélés...

Voici ce que nous écrit un officier d'Extrême-Orient : "J'ai fait une sottise ! Sur les instances de mon chef, j'ai prononcé dernièrement un discours devant les soldats. A peine avais-je commencé à dire qu'il fallait défendre le tsar et la patrie que les coups de sifflet, les jurons, les menaces ont fusé de toutes parts... Force m'a été de filer loin de la foule déchaînée...".

Telle est la situation en Extrême-Orient !

Ajoutez à cela l'effervescence parmi les réservistes en Russie, leurs manifestations révolutionnaires à Odessa, Ekaterinoslav, Koursk, Penza et dans d'autres villes, les protestations des recrues en Gourie, Imérétie, Kartalinie, dans le sud et le nord de la Russie ; notez que ni la prison ni les balles n'arrêtent les protestataires (dernièrement, on a fusillé à Penza plusieurs réserviste qui avaient manifesté), et vous comprendrez sans peine ce que pense le soldat russe...

L'autocratie tsariste perd son principal appui : "sa fidèle armée" !

D'autre part, le trésor du tsar se vide de jour en jour. Les défaites se succèdent. Le gouvernement tsariste perd peu à peu la confiance des Etats étrangers. C'est à grand'peine qu'il se procure l'argent qui lui est nécessaire, et le moment n'est pas loin où il aura perdu tout crédit ! "Qui nous paiera quand on t'aura jeté bas ? Et ta chute sans nul doute, n'est pas très éloignée" : c'est avec cette réponse que l'on renvoie le gouvernement tsariste, en qui personne n'a plus confiance ! Quant au peuple, au peuple déshérité, affamé, que peut-il donner au gouvernement tsariste quand lui-même n'a pas de quoi mangé ?

L'autocratie tsariste perd ainsi son second appui principal : un trésor abondant et le crédit qui l'alimente !

D'autre part, la crise industrielle s'aggrave de jour en jour, les fabriques et les usines ferment, des millions d'ouvriers réclament du travail et du pain. La famine s'attaque avec une force nouvelle à la masse exténuée des paysans pauvres. Les vagues de l'indignation populaire montent de plus en plus haut et battent avec une violence accrue le trône du tsar ; l'autocratie tsariste décrépite est ébranlée jusque dans ses fondements...

L'autocratie tsariste assiégée se dépouille de sa vieille peau, comme un serpent : tandis que la Russie mécontente se prépare à l'assaut décisif, elle laisse là (ou fait mine de laisser là) sa nagaïka et, affublée d'une peau d'agneau, proclame une politique d'apaisement.

Vous entendez, camarades ? Elle nous demande d'oublier le sifflement des nagaïkas et des balles, les centaines de nos héroïques camarades assassinés, leurs ombres glorieuses qui planent au-dessus de nous et qui murmurent : "Vengez-nous"!

Cyniquement, l'autocratie nous tend ses mains ensanglantées et prêche la réconciliation ! Elle a publié un "oukase impérial"[1] où elle nous promet une vague "liberté"... Les vieux brigands ! Ils croient pouvoir repaître de mots les millions de prolétaires affamés de Russie ! Ils comptent pouvoir satisfaire avec des mots les millions et les millions de paysans plongés dans la misère et exténués. ils veulent, par des promesses étouffer les sanglots des familles en deuil, victimes de la guerre ! Les misérables ! Ils se noient en se raccrochant à un fétu de paille !...

Oui, camarades, le trône du gouvernement tsariste est ébranlé jusque dans ses fondements ! Ce gouvernement qui, avec le produit des impôts qu'il nous a extorqués, entretient nos bourreaux — ministres, gouverneurs, chefs de district et directeurs de prison, commissaires de police, gendarmes et espions — ; qui oblige les soldats recrutés parmi nous, nos frères et nos fils, à verser notre propre sang ; qui soutient par tous les moyens les propriétaires fonciers et les patrons dans leur lutte quotidienne contre nous ; qui nous a lié bras et jambes et nous a réduits à l'état de parias ; qui a sauvagement foulé aux pieds et tourné en dérision ce que nous avons de plus sacré : notre dignité d'homme, ce gouvernement chancelle aujourd'hui et sent le sol se dérober sous ses pieds !

le moment est venu de se venger ! Il est temps de venger nos glorieux camarades, sauvagement assassinés par les bachibouzouks du tsar à Iaroslav, à Dombrowa, à Riga, à Pétersbourg, à Moscou, à Batoum, à Tiflis, à Zlatooust, à Tikhoretskaïa, à Mikhaïlov, à Kichinev, à Gomel, à Iakoutsk, en Gourie, à Bakou et ailleurs ! Il est temps de sécher les larmes de leurs femmes et de leurs enfants ! Il est temps d'exiger qu'il réponde des souffrances et des humiliations, des chaînes infamantes dont il nous a chargés depuis longtemps ! Il est temps d'en finir avec le gouvernement du tsar et de déblayer la route du régime socialiste ! Il est temps d'abattre le gouvernement du tsar !

Et nous l'abattrons !

C'est en vain que messieurs les libéraux s'efforcent de sauver le trône croulant du tsar ! En vain qu'ils tendent au tsar une main secourable ! Ils s'appliquent à implorer de lui une aumône, à l'amener à accepter leur "projet de Constitution"[2], pour se frayer, par de menues réformes, un chemin vers la domination politique, faire du tsar leur instrument, substituer à l'autocratie du tsar l'autocratie de la bourgeoisie et étouffer ensuite systématiquement le prolétariat et la paysannerie ! Peine perdue ! Trop tard, messieurs les libéraux ! Regardez autour de vous ce que vous a donné le gouvernement tsariste, voyez l' "oukase impérial" : une petite "liberté" des "institutions provinciales et municipales", une petite "garantie" contre les "restrictions des droits des particuliers", une petite "liberté" de

la "presse" et l'affirmation énergique que les "lois fondamentales de l'Empire resteront intangibles à coup sûr" et que "des mesures efficaces seront prises pour garder pleine force à la loi, soutien principal du trône dans un Etat autocratique" ! Eh bien ? A peine avait-on eu le temps de digérer l' "ordonnance" ridicule d'un tsar ridicule qu'on vit s'abattre comme grêle les "avertissements" aux journaux, se multiplier les coups de filets des gendarmes et des policiers, et interdire jusqu'à de paisibles banquets ! Le gouvernement du tsar s'est lui-même chargé de faire la preuve que dans ses promesses infimes, il n'irait pas au delà de pitoyables paroles.

D'autre part, les masses populaires indignées se préparent à la révolution, et non à la réconciliation avec le tsar. Elles s'en tiennent obstinément au proverbe : "En sa peau mourra le renard". Oui, messieurs, vos efforts sont vains ! La révolution russe est inévitable. Aussi inévitable que le lever du soleil ! Pouvez-vous arrêter le soleil qui se lève ? La force principale de cette révolution est le prolétariat urbain et rural ; son porte-drapeau est le Parti ouvrier social-démocrate, et non pas vous, messieurs les libéraux ! Pourquoi oubliez-vous cette "bagatelle" évidente ?

Déjà se lève la tempête, annonciatrice de l'aurore. Hier et avant-hier encore, le prolétariat caucasien, de Bakou à Batoum, exprimait son mépris unanime pour l'autocratie tsariste. Il est hors de doute que cette glorieuse tentative des prolétaires caucasiens ne restera pas sans écho chez les prolétaires des autres régions de la Russie. Parcourez, ensuite, les innombrables résolutions des ouvriers exprimant leur profond mépris pour le gouvernement tsariste ; prêtez l'oreille à la rumeur sourde, mais puissante, des campagnes, et vous vous rendrez compte que la Russie est un fusil armé, qui peut partir à la moindre secousse. Oui, camarades, le moment n'est plus loin où la Révolution russe hissera ses voiles et "balaiera de la surface de la terre" le trône abject d'un tsar méprisable !

Nous avons un devoir sacré : nous tenir prêts pour ce moment-là. Préparons-nous donc, camarades ! semons le bon grain dans les larges masses du prolétariat. Tendons-nous la main et serrons-nous autour des comités du parti ! Nous ne devons pas oublier un instant que seuls, les comités du parti peuvent nous diriger dignement : eux seuls sauront nous éclairer la route qui mène à cette "terre promise" : le monde socialiste ! Le parti qui nous a ouvert les yeux et montré l'ennemi, qui nous organisés en une armée redoutable et nous a conduits à la lutte contre l'ennemi ; qui ne nous a abandonnés ni dans la joie ni dans la peine et a toujours marché à notre tête, c'est le Parti ouvrier social-démocrate de Russie ! C'est lui, et lui seul, qui continuera de nous guider à l'avenir.

Une Assemblée constituante, élue au suffrage universel, égal, direct et secret : voilà pour quoi nous devons lutter à présent !

Seule une telle assemblée nous donnera la république démocratique dont nous avons tant besoin dans notre lutte pour le socialisme.

En avant donc, camarades ! Au moment où l'autocratie tsariste chancelle, notre devoir est de nous préparer à l'assaut définitif ! Le temps est venu de se venger !

A bas l'autocratie tsariste !

Vive l'Assemblée nationale constituante !
Vive la République démocratique !
Vive le Parti ouvrier social-démocrate de Russie !

Janvier 1905.

Tract édité le 8 janvier 1905 par l'imprimerie clandestine (d'Avlabar[3])
de l'Union caucasienne du Parti ouvrier social-démocrate de Russie.
Signé : le Comité de l'Union.

[1] L' "oukase impérial" du tsar Nicolas II, daté du 12 décembre 1904, fut publié en même temps qu'un communiqué spécial du gouvernement dans les journaux le 14 décembre 1904. Tout en promettant quelques "réformes" d'ordre secondaire, l'oukase déclarait intangible le pouvoir autocratique et contenait des menaces à l'adresse non seulement des ouvriers et des paysans révolutionnaires, mais encore des libéraux qui avaient osé présenter au gouvernement de timides revendications constitutionnelles. Selon le mot de Lénine, l'oukase de Nicolas II était "une véritable gifle pour les libéraux". (N.R.).
[2] Le "Projet de Constitution" avait été élaboré en octobre 1904 par un groupe de libéraux, membres de l' "Union de la Libération" : il parut, en tirage à part, sous le titre de Loi fondamentale de l'Empire de Russie. Projet de Constitution russe. Moscou, 1904. (N.R.)
[3] Quartier populaire de Tiflis. (N.T.).

Vive la fraternité internationale !

Citoyens ! Le mouvement du prolétariat révolutionnaire grandit, les barrières nationales s'écroulent ! Les prolétaires des nationalités de la Russie s'unissent en une armée internationale ; les différents ruisseaux du mouvement prolétarien se fondent en un seul torrent révolutionnaire. Les flots de ce torrent montent de plus en plus haut ; ils viennent battre le trône du tsar avec une force toujours croissante. Le gouvernement tsariste, décrépit chancelle. Ni la prison, ni le bagne, ni la potence, rien n'arrête le mouvement prolétarien, qui grandit sans cesse !

Et voilà que, pour raffermir son trône, le gouvernement tsariste invente un "nouveau" moyen. Il sème la haine entre les nationalités de Russie ; il les dresse les unes contre les autres ; il cherche à diviser le mouvement commun du prolétariat en petits mouvements qu'il voudrait diriger les uns contre les autres ; il organise des pogroms de Juifs, d'Arméniens, etc... Et tout cela pour séparer les unes des autres, dans une guerre fratricides, les nationalités de la Russie et, après les avoir affaiblies, les vaincre sans peine, chacune à tour de rôle !

Diviser pour régner, telle est la politique du gouvernement tsariste. C'est ce qu'il fait dans les villes de Russie (rappelez-vous les pogroms de Gomel, Kichinev et d'autres villes), et il recommence au Caucase. L'infâme ! C'est avec le sang et les cadavres des citoyens qu'il tente de consolider son trône méprisable ! Les gémissements des Arméniens et des Tatars qui meurent à Bakou ; les larmes des femmes, des mères et des enfants ; le sang, le sang innocent de citoyens honnêtes, mais inconscients ; les visages effarés d'hommes sans défense qui fuient la mort ; les maisons détruites, les magasins pillés, le sifflement sinistre et incessant des balles : voilà avec quoi le tsar, assassin de citoyens honnêtes, consolide son trône !

Oui, citoyens ! Ce sont eux, les agents du gouvernement tsariste qui ont excité des Tatars inconscients contre de paisibles Arméniens ! Ce sont eux, les valets du gouvernement tsariste, qui leur ont distribué des armes et des cartouches, qui ont habillé les policiers et les cosaques de costumes tatars, et les ont lancés contre les Arméniens ! Deux mois durant, les serviteurs du tsar ont préparé cette guerre fratricide, et les voilà enfin parvenus à leur fin barbare. Mort et malédiction au gouvernement tsariste !

Aujourd'hui, ces esclaves misérables d'un tsar misérable s'efforcent de même de provoquer chez nous, à Tiflis, une guerre fratricide ! Ils sont avides de votre sang, ils veulent vous diviser et vous dominer. Soyez donc vigilants ! Arméniens, Tatars, Géorgiens, Russes, tendez-vous la main, serrez les rangs et aux tentatives faites par le gouvernement pour vous diviser, répondez d'une seule voix : A bas le gouvernement du tsar ! Vive la fraternité des peuples !

Tendez-vous la main et, unis, ralliez-vous autour du prolétariat, ce fossoyeur véritable du gouvernement tsariste, seul responsable des assassinats de Bakou.

Que vos mots d'ordre soient :

A bas les haines nationales !

A bas le gouvernement du tsar !
Vive la fraternité des peuples !
Vive la République démocratique !

13 février 1905.

Tract édité par l'imprimerie du Comité de Tiflis du P.O.S.D.R.
Signé : le Comité de Tiflis.

Aux Citoyens. Vive le drapeau rouge !

Grands espoirs et grandes déceptions ! Au lieu de haines nationales, l'amour mutuel et la confiance ! Au lieu d'un pogrom fratricide, une grandiose manifestations contre le tsarisme, fauteur de pogroms ! Les espoirs du gouvernement tsariste se sont effondrés : il n'a pas réussi à dresser les unes contre les autres les nationalités de Tiflis !...

Il y a fort longtemps que le gouvernement tsariste s'efforce d'exciter les prolétaires les uns contre les autres, longtemps qu'il cherche à disloquer le mouvement général du prolétariat. C'est pour cela qu'il a organisé des pogroms à Gomel, Kichinev et ailleurs. C'est dans ce but encore qu'il a provoqué à Bakou une guerre fratricide. Et voilà qu'enfin les regards du gouvernement tsariste se sont arrêtés sur Tiflis. Il a décidé de monter ici, au centre du Caucase, une tragédie sanglante pour la faire jouer ensuite dans les provinces ! Pensez donc : exciter les unes contre les autres les nationalités du Caucase et noyer dans son propre sang le prolétariat caucasien ! Le gouvernement tsariste se frottait les mains. Il a même fait diffuser des tracts appelant à courir sus aux Arméniens. Et il comptait bien sur un succès. Mais voilà que tout à coup, le 13 février, une foule de plusieurs milliers d'Arméniens, de Géorgiens, de Tatars et de Russes, comme pour contrecarrer les desseins du gouvernement tsariste, se réunit dans l'enceinte de la cathédrale de Vank ; et là, ils jurent de se soutenir mutuellement "pour lutter contre le démon qui sème entre nous la discorde". L'unanimité est complète. Des discours appelant à "l'union" sont prononcés. La foule applaudit les orateurs. Trois mille exemplaires de nos tracts sont diffusés. On se les arrache. L'enthousiasme grandit. Bravant le gouvernement, on décide de se réunir le lendemain dans l'enceinte de cette même cathédrale pour "jurer", une fois encore, "de s'aimer les uns les autres".

Le 14 février. Toute l'enceinte de la cathédrale et les rues adjacentes sont noires de monde. Nos tracts sont diffusés et lus ouvertement. la masse se scinde en groupes, discute le contenu des tracts. Des discours sont prononcés. L'enthousiasme va croissant. On décide de manifester en défilant devant la cathédrale de Sion et la mosquée, de "jurer de s'aimer les uns les autres", de s'arrêter au cimetière persan, de prêter serment encore une fois puis de se disperser. La foule fait ce qu'elle a décidé. Chemin faisant, près de la mosquée et au cimetière persan, des discours sont prononcés, on distribue nos tracts (il en a été diffusé 12.000 ce jour là). L'enthousiasme de la foule grandit toujours. L'énergie révolutionnaire accumulée cherche à s'extérioriser. La foule décide de manifester rue du Palais, sur la perspective Golovinski, et de ne se disperser qu'ensuite. Notre comité profite des circonstances pour organiser séance tenante un petit noyau dirigeant. Ce noyau, un ouvrier d'avant-garde à sa tête, se met au centre, et un drapeau rouge improvisé est déployé devant le palais même. Le porte-drapeau, juché sur les épaules de manifestants, prononce un discours nettement politique où il demande avant tout aux camarades de na pas se laisser troubler par l'absence d'un appel social-démocrate sur le drapeau. "Non, non , répondent les manifestants, il est dans nos coeurs !" Il explique ensuite la signification du drapeau rouge, critique les orateurs précédents d'un point de vue social-démocrate, dénonce l'insuffisance de leurs discours, affirme la nécessité de renverser le tsarisme et le capitalisme et appelle les manifestants à lutter sous le drapeau rouge de la social-démocratie. "Vive le drapeau rouge !" répond la foule. Les manifestants se dirigent vers la cathédrale de Vank. A trois reprises, ils s'arrêtent en chemin pour écouter le porte-drapeau. Celui-ci appelle de nouveau les

manifestants à lutter contre le tsarisme et demande qu'on prête le serment de se retrouver pour l'insurrection aussi unanimes qu'aujourd'hui à la manifestation. "Nous le jurons !" répond la foule. Puis les manifestants arrivent à la cathédrale de Vank et, après une légère échauffourée avec les cosaques, se dispersent.

Telle a été "la manifestation de 8.000 citoyens de Tiflis".

C'est ainsi que les citoyens de Tiflis ont riposté à la politique pharisaïque du gouvernement tsariste. C'est ainsi qu'ils ont tiré vengeance de ce gouvernement infâme qui a versé le sang des citoyens de Bakou. Gloire et honneur aux citoyens de Tiflis !

Devant les milliers de citoyens de Tiflis rassemblés sous les plis du drapeau rouge et qui ont à plusieurs reprises condamné à mort le gouvernement tsariste, les infâmes valets d'un gouvernement infâme ont dû reculer. Ils ont renoncé au pogrom.

Est-ce à dire, citoyens, que le gouvernement du tsar ne cherchera plus à organiser de pogroms? Tant s'en faut ! Aussi longtemps qu'il subsistera et plus il sentira le sol se dérober sous ses pieds, plus il aura recours aux pogroms. le seul moyen de faire cesser les pogroms, c'est d'abattre l'autocratie tsariste.

Vous tenez à votre vie et à celle de vos proches ? Vous chérissez vos amis, vos parents, et vous ne voulez pas de pogroms ? Sachez alors, citoyens, que c'est seulement en mettant fin au tsarisme que l'on mettra fin aux pogroms et aux effusions de sang qu'ils entraînent !

Renverser l'autocratie tsariste : voilà à quoi vous devez vous efforcer avant tout !

Vous voulez mettre fin à toute haine nationale ? Vous cherchez à réaliser la solidarité complète des peuples ? Sachez alors, citoyens, que c'est seulement en mettant fin à l'inégalité, en supprimant le capitalisme, que l'on mettra fin aux différents nationaux !

Le triomphe du socialisme, voilà en fin de compte à quoi vous devez tendre !

Mais qui balaiera de la surface de la terre l'odieux régime tsariste, qui vous délivrera des pogroms ? Le prolétariat, dirigé par la social-démocratie.

Et qui détruira le régime capitaliste, qui fera régner sur la terre la solidarité internationale ? Encore une fois, le prolétariat, dirigé par cette même social-démocratie.

Le prolétariat, et le prolétariat seul, conquerra pour vous la liberté et la paix.

Ralliez-vous donc autour du prolétariat et rangez-vous sous le drapeau de la social-démocratie!

A bas l'autocratie tsariste !
Vive la République démocratique !
A bas le capitalisme !
Vive le socialisme !

Vive le drapeau rouge !

15 février 1905.

Tract édité par l'imprimerie du Comité de Tiflis du P.O.S.D.R.
Signé : le Comité de Tiflis.

Coup d'œil rapide sur les divergences dans le parti[1]

La social-démocratie, c'est l'union du mouvement ouvrier et du socialisme.
Karl Kautsky.

Ils sont vraiment par trop importuns, nos "menchéviks" ! Je parle des "menchéviks" de Tiflis. Ayant eu vent des divergences dans le parti, les voilà qui vont répétant : qu'on le veuille ou non, partout et toujours nous parlerons de ces divergences ; qu'on le veuille ou non, nous nous en prendrons en toutes circonstances aux "bolchéviks" ! Et ils s'en prennent à nous comme des possédés. A tous les carrefours, entre eux ou devant des étrangers, bref, n'importe où, ils clament la même chose : méfiez-vous de la "majorité", ces gens ne sont pas des nôtres, ils ne sont pas sûrs ! Non contents de leur champ d'action "habituel", ils ont porté "l'affaire" dans les publications légales et par là, ils ont porté "l'affaire" une fois de plus, montré au monde leur... importunité.

De quoi la "majorité" s'est elle rendue coupable ? Pourquoi notre "minorité" est-elle si "en colère" ?

Interrogeons l'histoire.

*
* *

La "majorité" et la "minorité" sont apparues pour la première fois au deuxième congrès du parti (en 1903). C'était le congrès où nos forces dispersées devaient s'unir en un parti unique, en un parti puissant. Nous autres, militants du parti, nous fondions de grands espoirs sur ce congrès. Enfin, nous exclamions-nous avec joie, nous allons pouvoir nous grouper au sein d'un parti unique ; nous pourrons agir suivant un plan d'ensemble !... Sans doute notre action s'était-elle déjà exercée, mais elle était dispersée et inorganisée. Sans doute avions-nous déjà tenté de nous unir, et c'est pour cela que nous avions convoqué le premier congrès du parti (en 1898) ; notre "union" s'était même faite apparemment, mais cette unité n'existait qu'en paroles: le parti demeurait fractionné en groupes distincts ; ses forces toujours éparses demandaient à être réunies. Et voici que le deuxième congrès du parti devait rassembler les forces dispersées, les souder. Nous devions créer un parti unique.

Mais il est apparu en fait que nos espoirs étaient jusqu'à un certain point prématurés. le congrès n'a pu nous donner un parti un et indivisible ; il n'a fait qu'en poser les fondements. En revanche, il nous a montré clairement qu'il existait deux tendances dans le parti : celle de l'Iskra (il s'agit ici de l'ancienne Iskra)[2] et celle de ses adversaires. En conséquence, le congrès s'est scindé en deux parties : la "majorité" et la "minorité". Les premiers se sont ralliés à la tendance de l'Iskra et se sont groupés autour d'elle ; les seconds, en tant qu'adversaires de l'Iskra, ont adopté la position contraire.

De cette façon, l'Iskra est devenue le drapeau de la "majorité" du parti, et sa position celle de la "majorité".

Quelle voie suivait l'Iskra, que défendait-elle ?

Pour le comprendre, il faut savoir dans quelles conditions elle est apparue dans l'histoire.

L'Iskra a commencé à paraître en décembre 1900. C'était à l'époque où une crise s'était ouverte dans l'industrie russe. peu à peu, la prospérité industrielle, qui s'était accompagnée d'une série de grèves corporatives (1896-1898), faisait place à la crise. Celle-ci, s'aggravant de jour en jour, devenait un obstacle aux grèves corporatives. Néanmoins, le mouvement ouvrier se frayait un chemin et continuait à progresser : les petits ruisseaux se mêlaient pour ne former qu'un même torrent, le mouvement prenait une nuance de classe et s'engageait peu à peu dans la voie de la lutte politique. Le mouvement ouvrier grandissait avec une rapidité surprenante... Seulement on ne voyait pas d'avant-garde, une social-démocratie[3] susceptible d'introduire dans ce mouvement une conscience socialiste, de l'unir au socialisme et de donner ainsi à la lutte du prolétariat un caractère social-démocrate.

Que faisaient donc les "social-démocrates" d'alors (on les appelait les "économistes") ? Ils encensaient le mouvement spontané et répétaient avec insouciance : une conscience socialiste n'est pas si nécessaire au mouvement ouvrier, il atteindra bien son but sans elle ; l'essentiel, c'est le mouvement lui-même. Le mouvement est tout, la conscience une vétille. Un mouvement sans socialisme, voilà à quoi ils tendaient.

Quel sera, dans ce cas, le rôle de la social-démocratie de Russie ? Celui d'instrument docile du mouvement spontané, affirmaient-ils. Il ne nous appartient pas d'introduire la conscience socialiste dans le mouvement ouvrier, il ne nous appartient pas de prendre la tête de ce mouvement : simplement de demeurer attentifs au mouvement et de noter avec précision ce qui se passe dans la vie sociale, — nous devons nous mettre à la remorque du mouvement spontané[4]. En un mot, on représentait la social-démocratie comme un poids mort dans le mouvement.

Qui ne reconnaît pas la social-démocratie ne doit pas non plus reconnaître le Parti social-démocrate. Voilà pourquoi les "économistes" répétaient si opiniâtrement que l'existence d'un parti politique du prolétariat était impossible en Russie. Que les libéraux s'occupent de la lutte politique : cela leur sied mieux, disaient-ils. Nous devons exister comme par le passé sous forme de cercles distincts et agir isolément, chacun dans son coin.

Pas de parti, mais un cercle ! disaient-ils.

C'est ainsi que, d'une part, le mouvement ouvrier grandissait et avait besoin d'une avant-garde pour le guider ; et que, d'autre part, la "social-démocratie", en la personne des "économistes", au lieu de prendre la tête du mouvement, se récusait et se mettait à sa remorque.

Il fallait proclamer bien haut que le mouvement ouvrier spontané sans le socialisme n'est qu'un tâtonnement dans les ténèbres, qui peut-être aboutira un jour, mais sait-on quand et au prix de quelles souffrances ; que la conscience socialiste a donc une très grande importance pour le mouvement ouvrier.

Il fallait dire de même que la social-démocratie, qui incarne cette conscience, a le devoir d'introduire la conscience socialiste dans le mouvement ouvrier, d'en prendre toujours la tête au lieu de regarder du dehors le mouvement ouvrier spontané, de se mettre à sa remorque.

Il fallait d'autre part formuler cette idée que la social-démocratie de Russie a expressément le devoir de rassembler les différents détachements d'avant-garde du prolétariat, de les grouper en un parti unique et de mettre fin ainsi, une fois pour toutes, au désarroi du parti.

Et c'est l'élaboration de ces problèmes que l'Iskra avait abordée.

Voici ce qu'elle déclare dans son article-programme (voir l'Iskra n°1) : "La social-démocratie, c'est l'union du mouvement ouvrier et du socialisme"[5], c'est-à-dire qu'un mouvement sans socialisme, ou un socialisme qui reste à l'écart du mouvement, sont des phénomènes indésirables, et que la social-démocratie doit les combattre. Et comme les "économistes" et le groupe du Rabotchéié Diélo s'inclinaient devant le mouvement spontané, qu'ils diminuaient l'importance du socialisme, l'Iskra signalait que "détaché de la social-démocratie, le mouvement ouvrier s'amenuise et s'embourgeoise nécessairement". Dés lors, la social-démocratie a pour devoir d' "indiquer à ce mouvement son but final, ses tâches politiques, de préserver son indépendance politique et idéologique".

Quels sont les devoirs qui incombent à la social-démocratie de Russie ?

De là, poursuit l'Iskra, découle naturellement la tâche que la social-démocratie
russe est appelée à réaliser : faire pénétrer les idées socialistes et la conscience politique dans la masse du prolétariat et organiser un parti révolutionnaire indissolublement lié au mouvement ouvrier spontané,

c'est-à-dire qu'elle doit toujours se trouver à la tête du mouvement et que son premier devoir est de grouper en un parti unique les forces social-démocrates du mouvement ouvrier.

C'est ainsi que la rédaction de l'Iskra[6] motive son programme.

L'Iskra a-t-elle réalisé ce superbe programme ?

Chacun sait avec quelle abnégation elle a appliqué ces idées si importantes. C'est ce qu'a clairement montré le IIe congrès du parti, qui, par une majorité de 35 voix, a reconnu l'Iskra comme organe central du parti.

N'est-il pas ridicule de voir, après cela, certains pseudo-marxistes se mettre à "démolir" la vieille Iskra !

Voici ce qu'écrit au sujet de l'Iskra le Social-démocrate menchévik :

Elle [l'Iskra]aurait dû analyser les idées de "l'économisme", en rejeter les idées fausses, en adopter celles qui étaient justes et lui faire prendre un cours nouveau... Mais il n'en fut point

ainsi. La lutte contre "l'économisme" fit tomber dans un autre extrême : on rabaissa la lutte économique, on prit à son égard une attitude de dédain et on accorda la prédominance à la lutte politique. La politique sans l'économie [probablement : "sans l'économique"], telle est la nouvelle tendance. (Voir le Social-démocrate n°1, "Majorité ou minorité ?").

Mais où, quand, dans quel pays tout cela s'est-il passé, honorable "critique" ? Que faisaient Plékhanov, Axelrod, Zassoulitch, Martov, Starover ? Pourquoi n'ont-ils pas engagé l'Iskra dans la voie de la "vérité" ? N'étaient-ils pas la majorité dans la rédaction ? Et vous même, où étiez-vous jusqu'à présent, très honorable ami ? Pourquoi n'avez-vous pas mis en garde le IIe congrès du parti ? Il n'aurait pas alors reconnu l'Iskra comme organe central.

Mais laissons là le "critique".

La vérité est que l'Iskra a bien noté quelles étaient "les questions d'actualité" ; elle s'est engagée dans la voie dont j'ai parlé plus haut et elle a appliqué son programme avec abnégation.

Lénine, dans son admirable Que faire ? a défini avec encore plus de netteté et de façon plus probante la position de l'Iskra.

Arrêtons-nous sur ce livre.

Les "économistes" se sont inclinés devant le mouvement ouvrier spontané ; mais qui donc ignore que le mouvement spontané est un mouvement sans socialisme, et que "c'est là le trade-unionisme"[7] qui ne veut rien voir au delà du capitalisme ? Qui donc ignore qu'un mouvement ouvrier sans socialisme ne peut que piétiner sur place, dans le cadre du capitalisme, errer à tâtons autour de la propriété privée ; peut-être aboutira-t-il un jour à la révolution sociale, mais sait-on quand et au prix de quelles souffrances ? Est-il différent pour les ouvriers d'entrer dans la "terre promise" très prochainement ou au bout d'un long intervalle de temps, par un chemin facile ou pénible ? Il est clair que quiconque exalte le mouvement spontané et s'incline devant lui, creuse, qu'il le veuille ou non, un fossé entre le socialisme et le mouvement ouvrier, diminue l'importance de l'idéologie socialiste, la bannit de la vie et assujettit, qu'il le veuille ou non, les ouvriers à l'idéologie bourgeoise, parce qu'il ne comprend pas que la "social-démocratie, c'est l'union du mouvement ouvrier et du socialisme[8]", que

tout culte de la spontanéité du mouvement ouvrier, toute diminution du rôle de "l'élément conscient", du rôle de la social-démocratie, signifie par là même, qu'on le veuille ou non, cela n'y fait absolument rien, un renforcement de l'influence de l'idéologie bourgeoise sur les ouvriers[9].

Précisons. Il ne peut exister de nos jours que deux idéologies : l'idéologie bourgeoise et l'idéologie socialiste. Ce qui les différencie, c'est entre autres, que la première, c'est-à-dire l'idéologie bourgeoise, est beaucoup plus ancienne, plus répandue et plus profondément ancrée dans la vie que la seconde ; que l'on se heurte aux conceptions bourgeoises, partout et toujours, dans un milieu étranger et dans le sien propre, alors que l'idéologie socialiste n'en est qu'à ses premiers pas, ne fait que s'ouvrir un chemin. Inutile de dire que s'il s'agit de

la diffusion des idées, l'idéologie bourgeoise, c'est-à-dire la conscience trade-unioniste, se propage bien plus aisément et imprègne bien plus largement le mouvement ouvrier spontané que ne le fait l'idéologie socialiste, encore à ses premiers pas. Cela est d'autant plus vrai que, de lui-même, le mouvement spontané — le mouvement sans socialisme, — "tend précisément à se subordonner à l'idéologie bourgeoise[10]". Or, cette subordination à l'idéologie bourgeoise signifie l'éviction de l'idéologie socialiste, puisqu'elles sont la négation l'une de l'autre.

Comment ! nous demandera-t-on, la classe ouvrière n'est-elle pas attirée vers le socialisme ? Si, elle l'est. Sinon l'action de la social-démocratie resterait vaine. Mais il est vraie qu'à cette attirance s'oppose et fait obstacle une autre attirance : celle de l'idéologie bourgeoise.

Je viens de dire que notre vie sociale est imprégnée d'idées bourgeoises ; aussi est-il beaucoup plus facile de diffuser l'idéologie bourgeoise que l'idéologie socialiste. Il ne faut pas oublier qu'entre temps les idéologues bourgeois ne dorment pas ; qu'à leur manière ils se déguisent en socialistes et s'efforcent inlassablement de soumettre la classe ouvrière à l'idéologie bourgeoise. Si à leur tour les social-démocrates, à l'instar des "économistes", bayent aux corneilles et se mettent à la remorque du mouvement spontané (le mouvement ouvrier est spontané quand la social-démocratie se conduit de la sorte), il va de soi que le mouvement ouvrier spontané suivra ce chemin battu et se soumettra à l'idéologie bourgeoise, bien entendu jusqu'à l'heure où, à force d'errer et de souffrir, il lui faudra bien rompre avec l'idéologie bourgeoise et s'élancer vers la révolution sociale.

Voilà ce qui s'appelle l'attirance de l'idéologie bourgeoise.

Ecoutons Lénine :

La classe ouvrière est attirée spontanément vers le socialisme, mais l'idéologie bourgeoise la plus répandue (et constamment ressuscité sous les formes les plus variées) n'en est pas moins celle qui, spontanément s'impose surtout à l'ouvrier[11].

C'est pourquoi précisément le mouvement ouvrier spontané, tant qu'il est spontané, tant qu'il ne s'est pas uni à la conscience socialiste , demeure soumis à l'idéologie bourgeoise et tend à cette soumission[12]. S'il n'en était pas ainsi, la critique social-démocrate, la propagande social-démocrate seraient superflues, et l' "union du mouvement ouvrier et du socialisme" le serait également.

La social-démocratie a le devoir de lutter contre cette attirance vers l'idéologie bourgeoise et d'en favoriser une autre — vers le socialisme. Certes, un jour, après avoir longtemps erré et souffert, le mouvement spontané, même sans l'aide de la social-démocratie, arrivera à ses fins, se présentera aux portes de la révolution socialiste, car "la classe ouvrière est attirée spontanément vers le socialisme"[13]. Mais comment se comporter d'ici là, que faire en attendant ? Se croiser les bras, à l'exemple des "économistes", et laisser le champ libre aux Strouvé[14] et aux Zoubatov[15] ? Répudier la social-démocratie et favoriser ainsi la domination de l'idéologie bourgeoise, trade-unioniste ? Oublier le marxisme et ne pas "unir le socialisme au mouvement ouvrier" ?

Non ! La social-démocratie est l'avant-garde du prolétariat[16], et elle a pour devoir de marcher toujours à sa tête ; elle a pour devoir de "détourner le mouvement ouvrier de cette tendance spontanée qu'a le trade-unionisme à se réfugier sous l'aile de la bourgeoisie, et de s'attirer sous l'aile de la social-démocratie révolutionnaire[17]". Le devoir de la social-démocratie est de faire pénétrer la conscience socialiste dans le mouvement ouvrier spontané, d'unir le mouvement ouvrier au socialisme, et de donner ainsi à la lutte du prolétariat un caractère social-démocrate.

On dit que, dans certains pays, la classe ouvrière a élaboré elle-même une idéologie socialiste (le socialisme scientifique) et qu'elle en élaborera une elle-même aussi dans les autres pays ; qu'il se(rait donc parfaitement superflu d'introduire du dehors la conscience socialiste dans le mouvement ouvrier. Mais c'est là une erreur profonde. Pour élaborer le socialisme scientifique, il faut être à la pointe de la science, il faut être armé de connaissances scientifiques et savoir analyser à fond les lois du développement historique. Or la classe ouvrière, tant qu'elle reste classe ouvrière, n'est pas de force à se placer à la pointe de la science, à la faire progresser et à analyser scientifiquement les lois historiques : elle n'en a ni le temps ni les moyens. Le socialisme scientifique "ne peut surgir que sur la base d'une profonde connaissance scientifique..." dit Kautsky.

...Cependant le porteur de la science n'est pas le prolétariat, mais les intellectuels bourgeois [souligné par Kautsky]. C'est en effet dans le cerveau de certains individus de cette catégorie qu'est né le socialisme contemporain, et c'est par eux qu'il a été communiqué aux prolétaires intellectuellement les plus développés[18]...

Lénine déclare en conséquence : tous ceux qui s'inclinent devant le mouvement ouvrier spontané et qui, les bras croisés, le regardent de loin ; qui amoindrissent constamment le rôle de la social-démocratie et laissent le champ libre aux Strouvé et aux Zoubatov, se figurent que ce mouvement va, par lui-même, élaborer le socialisme scientifique. "Mais c'est une erreur profonde[19]". Certains pensent que les ouvriers de Pétersbourg qui firent grève de 1890 à 1900 avaient une conscience social-démocrate ; mais c'est encore une erreur ! Cette conscience, ils ne l'avaient pas,

et ne pouvaient pas l'avoir. Elle [la conscience social-démocrate] ne pouvait leur venir que du dehors. L'histoire de tous les pays atteste que, livrée à ses seules forces, la classe ouvrière ne peut arriver qu'à la conscience trade-unioniste, c'est-à-dire à la conviction qu'il faut s'unir en syndicats, mener la lutte contre le patronat, réclamer du gouvernement telles ou telles lois nécessaires aux ouvriers, etc... Quant à la doctrine socialiste, elle est née des théories philosophiques, historiques et économiques élaborées par les représentants instruits des classes possédantes, par les intellectuels. Les fondateurs du socialisme scientifique contemporain, Marx et Engels, étaient eux-mêmes, par leur situation sociale, des intellectuels bourgeois[20].

Certes, il ne s'ensuit pas, continue Lénine,

que les ouvriers ne participent pas à cette élaboration. Mais ils n'y participent pas en qualité d'ouvriers, ils y participent comme théoriciens du socialisme, tels les Proudhon et les Weitling [tous deux étaient des ouvriers] ; en d'autres termes, ils n'y participent que dans la

mesure où ils parviennent à acquérir la connaissance plus ou moins parfaite de leur époque, et à l'augmenter[21].

Toutes ces choses, on peut se les représenter à peu près ainsi. Il existe un régime capitaliste. Il y a des ouvriers et il y a des patrons. Entre eux, c'est la lutte. On ne voit nulle part encore de socialisme scientifique. Il n'en était pas question alors que les ouvriers luttent. mais ils luttent séparément contre leurs patrons, se heurtent aux autorités locales ; là, ils organisent des grèves, ici, ils vont à des meetings et à des manifestations ; là, ils réclament des droits aux autorités, ici, c'est la boycottage ; les uns parlent de lutte politique, les autres de lutte économique, etc... Néanmoins, cela ne veut pas encore dire que les ouvriers ont une conscience social-démocrate ; cela ne veut pas encore dire que leur mouvement se propose d'abattre le régime capitaliste ; qu'ils sont aussi sûrs du renversement du capitalisme et de l'instauration du régime socialiste qu'ils le sont de l'inévitabilité du lever du soleil ; qu'ils considèrent la conquête de leur domination politique (la dictature du prolétariat) comme un moyen indispensable pour faire triompher le socialisme, etc...

Entre temps, la science fait des progrès. Le mouvement ouvrier attire peu à peu son attention. La plupart des savants en arrivent à voir dans le mouvement ouvrier une révolte d'agités qu'on ferait bien de mettre à la raison à coups de nagaïka. D'autres pensent que le devoir des riches est d'accorder aux pauvres quelques miettes, autrement dit que le mouvement ouvrier est un mouvement de mendiants, dont le but est de recevoir une aumône. Et entre mille de ces savants il ne s'en trouvera peut-être qu'un pour aborder scientifiquement l'étude du mouvement ouvrier, pour analyser scientifiquement toute la vie sociale, suivre de près le conflit des classes, prêter l'oreille au murmure de la classe ouvrière et, enfin, démontrer scientifiquement que le régime capitaliste n'est pas le moins du monde quelque chose d'éternel ; qu'il est aussi passager que le fut le féodalisme ; qu'après lui viendra inévitablement sa négation : le régime socialiste, qui ne peut être instauré que par le prolétariat au moyen de la révolution sociale. Bref c'est le socialisme scientifique qui s'élabore.

Certes, s'il n'y avait ni capitalisme ni lutte des classes, il n'y aurait pas non plus de socialisme scientifique. Mais ce qui est vrai aussi, c'est que ces hommes peu nombreux. Marx et Engels par exemple, n'auraient pas élaboré le socialisme scientifique s'ils n'avaient pas possédé des connaissances scientifiques.

Qu'est-ce que le socialisme scientifique sans le mouvement ouvrier ? Une boussole qui, laissée sans emploi, ne pourrait que se rouiller, et ne serait plus bonne qu'à être jetée par-dessus bord.

Qu'est-ce que le mouvement ouvrier sans le socialisme ? Un navire sans boussole qui finira bien par accoster l'autre rive, mais qui, s'il possédait une boussole, accosterait beaucoup plus vite et s'exposerait à moins de périls.

Unissez-les, et vous aurez un excellent navire qui ira droit à la rive opposée et gagnera le port sans dommage.

Unissez le mouvement ouvrier au socialisme, et vous aurez un mouvement social-démocrate qui s'élancera tout droit vers "la terre promise".

Dés lors, le devoir de la social-démocratie (et non seulement des intellectuels social-démocrates) est d'unir le socialisme au mouvement ouvrier, d'introduire dans le mouvement la conscience socialiste et de conférer ainsi au mouvement ouvrier spontané un caractère social-démocrate.

Ainsi parle Lénine.

Certains affirment que, selon Lénine et la "majorité", le mouvement ouvrier, s'il n'est pas lié à l'idéologie socialiste, ira à sa perte, n'aboutira pas à la révolution sociale. Mais c'est là une pure invention, une invention d'oisifs, qui ne pouvait venir à l'esprit que de pseudo-marxistes comme Ane. (Voir "Qu'est-ce qu'un parti ?", le Mogzaouri[22], n°6).

Lénine affirme catégoriquement que "la classe ouvrière est attirée spontanément vers le socialisme"[23]; et s'il ne s'y attarde pas longuement, c'est qu'il estime superflu de démontrer ce qui l'a déjà été suffisamment. En outre, Lénine ne se proposait point d'étudier le mouvement spontané ; il voulait simplement montrer aux praticiens ce qu'ils avaient à faire de façon consciente.

Voici ce que dit Lénine dans un autre passage où il polémise contre Martov :

"Notre parti est l'interprète d'un processus inconscient". C'est bien cela. Et c'est pourquoi l'on aurait tort de vouloir que "chaque gréviste" puisse s'intituler membre du parti ; car si "chaque grève" n'était pas simplement l'expression spontané d'un puissant instinct de classe et de la lutte de classe menant inévitablement à la révolution sociale ; si elle était l'expression consciente de ce processus, alors... notre parti... en finirait d'un seul coup avec toute la société bourgeoise[24].

Comme on le voit, selon Lénine, la lutte de classe et les batailles de classe qui ne sauraient être appelées social-démocrates, n'en conduisent pas moins inévitablement la classe ouvrière à la révolution sociale.

Si l'opinion d'autres représentants de la "majorité" vous intéresse, écoutez bien. Voici ce que dit l'un d'eux, le camarade Gorine, au IIe congrès du parti :

Que se passerait-il si le prolétariat était laissé à lui-même ? Quelque chose d'analogue à ce qui a eu lieu à la veille de la révolution bourgeoise. Les révolutionnaires bourgeois ne possédaient aucune idéologie scientifique. Et néanmoins, le régime bourgeois est né. Le prolétariat sans idéologues aurait, bien entendu, travaillé en fin de compte, dans le sens de la révolution sociale, mais instinctivement... D'instinct aussi, le prolétariat aurait pratiqué le socialisme, mais il n'aurait pas eu de théorie socialiste. Le processus n'aurait été que ralenti et plus laborieux[25].

Cela ne nécessite pas d'éclaircissements.

Ainsi, le mouvement ouvrier spontané, le mouvement ouvrier sans socialisme, dégénère inévitablement et revêt un caractère trade-unioniste : il se soumet à l'idéologie bourgeoise. Peut-on en conclure que le socialisme est tout, et que le mouvement ouvrier n'est rien ? Evidemment non ! Seuls des idéalistes parlent ainsi. Un jour, d'ici très longtemps, le développement économique conduira inévitablement la classe ouvrière à la révolution sociale et, par suite, l'obligera à rompre tout lien avec l'idéologie bourgeoise. Seulement cette voie sera très longue et très douloureuse.

D'autre part, le socialisme sans le mouvement ouvrier, si scientifique que soit le terrain sur lequel il est né, restera une phrase creuse et perdra toute portée. Peut-on en conclure que le mouvement est tout, et que le socialisme n'est rien ? Evidemment non ! Seuls raisonnent ainsi de pseudo-marxistes pour qui la conscience n'a aucune valeur du fait qu'elle naît de la vie sociale elle-même. on peut unir le socialisme au mouvement ouvrier et le transformer ainsi, de phrase creuse, en arme acérée.

La conclusion ?

La voici : le mouvement ouvrier doit être uni au socialisme ; l'activité pratique et la pensée théorique doivent fusionner et conférer au mouvement ouvrier spontané un caractère social-démocrate, car "la social-démocratie est l'union du mouvement ouvrier et du socialisme"[26]. Alors le socialisme, uni au mouvement ouvrier, de phrase creuse, deviendra, entre les mains des ouvriers, une force immense. Alors le mouvement spontané, devenu social-démocrate, marchera dans la bonne voie et à grandes enjambées vers le régime socialiste.

Ainsi, quel est le rôle de la social-démocratie de Russie ?

Que devons-nous faire ?

Notre devoir, le devoir de la social-démocratie, est de détourner le mouvement spontané des ouvriers de la voie trade-unioniste et de l'engager dans la voie de la social-démocratie. Notre devoir est d'introduire dans ce mouvement la conscience socialiste[27] et d'unir les forces d'avant-garde de la classe ouvrière en un parti centralisé. Notre tâche est de marcher toujours à la tête du mouvement, de lutter inlassablement contre tous ceux qui, ennemis ou "amis", s'opposeront à l'accomplissement de ces tâches.

Telle est en gros la position de la "majorité".

La position de la "majorité" ne plaît point à notre "minorité" : elle est, voyez-vous, "non marxiste", elle "contredit foncièrement" le marxisme ! Vraiment, très honorables amis ? Où donc, quand, sur quelle, planète ? Lisez nos articles, disent-ils, et vous verrez que nous avons raison. Soit, lisons-les.

Voici l'article : "Qu'est-ce qu'un parti ?" (Voir le Mogzaouri, n°6). Quelles sont les accusations que le "critique Ane adresse à la "majorité" du parti ?

Elle [la "majorité"]... se proclame la tête du parti... et exige des autres la soumission... et pour justifier sa conduite, elle va jusqu'à inventer de nouvelles théories comme, par exemple : le peuple ouvrier ne peut s'assimiler [souligné par moi] par ses propres moyens les "idéals élevés", etc[28]...

La question se pose maintenant : la "majorité" formule-t-elle, a-t-elle jamais formulé de pareilles "théories" ? Nulle part, jamais ! Au contraire, le représentant des idées de la "majorité", le camarade Lénine, dit tout à fait explicitement que la classe ouvrière s'assimile avec beaucoup d'aisance "les idéals élevés", qu'elle s'assimile avec beaucoup d'aisance le socialisme. Ecoutez :

On dit souvent : la classe ouvrière est attirée spontanément vers le socialisme. Cela est parfaitement juste en ce sens que, plus profondément et plus exactement que toutes les autres, la théorie socialiste détermine les causes des maux de la classe ouvrière : c'est pourquoi les ouvriers se l'assimilent si aisément[29].

On voit que, selon la "majorité", les ouvriers s'assimilent avec aisance les "idéals élevés" que l'on appelle le socialisme.

Mais alors, pourquoi Ane ratiocine-t-il ? Où a-t-il déniché sa singulière "découverte" ? c'est que, lecteur, le "critique" Ane avait en vue tout autre chose. il avait en vue le passage de Que faire ? où Lénine, parlant de l'élaboration du socialisme affirme que la classe ouvrière ne peut élaborer par ses propres moyens le socialisme scientifique[30]. Qu'est-ce à dire, demanderez-vous ? L'élaboration du socialisme est une chose, son assimilation en est une autre. Pourquoi Ane a-t-il oublié les passage où Lénine parle si nettement de l'assimilation des "idéals élevés" ? Vous avez raison, lecteur, mais que voulez-vous que fasse Ane s'il a si grande envie de jouer au "critique" ? Pensez donc, quel exploit héroïque : inventer soi-même une "théorie", l'attribuer à l'adversaire pour pouvoir ensuite bombarder le fruit de sa propre fantaisie ! En voilà une critique ! En tout cas, il est certain qu'Ane "n'a pu s'assimiler par ses propres moyens" le Que faire ? de Lénine.

Ouvrons maintenant le journal qui s'intitule le Social-démocrate. Que dit l'auteur de l'article : "Majorité ou minorité ?" (Voir le Social-démocrate, n°1.)

Ayant pris son courage à deux mains, il part bruyamment en guerre contre Lénine, parce que, selon ce dernier,

le mouvement ouvrier évolue naturellement (il fallait dire : "spontanément") non vers le socialisme, mais vers l'idéologie bourgeoise[31].

L'auteur, on le voit, ne comprend pas que le mouvement ouvrier spontané, c'est le mouvement sans socialisme (à l'auteur de prouver le contraire) ; or, un mouvement de cette nature se soumet nécessairement à l'idéologie bourgeoise et trade-unioniste, il est attiré vers elle, puisque de nos jours il ne peut exister que deux idéologies — l'idéologie socialiste et l'idéologie bourgeoise ; et là où la première fait défaut, la seconde apparaît forcément et prend sa place (prouvez le contraire !). Oui, c'est ainsi que parle Lénine. Mais il n'oublie cependant pas une autre tendance propre au mouvement ouvrier : celle vers le socialisme,

qui n'est éclipsée que pour un certain temps par la tendance vers l'idéologie bourgeoise. Lénine dit explicitement que "la classe ouvrière est attirée spontanément vers le socialisme"[32], et il remarque très justement que le devoir de la social-démocratie est d'accélérer la victoire de cette tendance, entre autres en luttant contre les "économistes". Mais alors, honorable "critique", pourquoi n'avez vous pas cité dans votre article ces paroles de Lénine ? Ne sont-elles pas de ce même Lénine ? Cela n'était pas à votre avantage, n'est-il pas vrai ?

Selon Lénine... l'ouvrier, de par sa situation [souligné par moi], est plutôt un bourgeois qu'un socialiste[33]...

poursuit l'auteur. Voilà une sottise à laquelle je ne m'attendais pas, même chez un tel auteur ! Est-il question chez Lénine de la situation de l'ouvrier ? Affirme-t-il que par sa situation l'ouvrier est un bourgeois ? Quel homme stupide peut dire que, par sa situation, l'ouvrier est un bourgeois, — l'ouvrier privé des instruments de production et ne vivant que de la vente de sa force de travail ? Non ! Lénine dit tout autre chose. La vérité est que je puis être un prolétaire et non un bourgeois par ma situation, sans toutefois prendre conscience de ma situation, et en conséquence me soumettre à l'idéologie bourgeoise. C'est le cas, en l'occurrence, pour la classe ouvrière. Et cela est très différent.

D'une façon générale, l'auteur aime à lancer des paroles en l'air : il explose soudain, sans avoir réfléchi ! Ainsi, il répète obstinément que "le léninisme contredit foncièrement le marxisme[34]" ; il le répète sans comprendre où cette "idée" le conduira. Admettons un instant qu'en effet le léninisme "contredise foncièrement le marxisme". Et après ? Qu'en résultera-t-il ? Ceci : "Le léninisme a entraîné" l'Iskra (la vieille Iskra), — cela l'auteur ne le nie pas, — par conséquent, l'Iskra, elle aussi, "contredit foncièrement le marxisme". Le IIe congrès du parti, par une majorité de 35 voix, a reconnu l'Iskra comme organe central du parti et a rendu vivement hommage à ses mérites[35] ; par conséquent, ce congrès, son programme et sa tactique "contredisent foncièrement le marxisme"... Ne trouvez-vous pas cela ridicule, lecteur ?

L'auteur n'en continue pas moins : "Selon Lénine, le mouvement ouvrier spontané tend à l'union avec la bourgeoisie..." Oui, oui, l'auteur tend assurément à l'union avec la sottise, et il serait fort bon qu'il quitte ce chemin.

Mais laissons là le "critique". Tournons-nous vers le marxisme.

L'honorable "critique" répète obstinément que la position de la "majorité" et de son représentant, Lénine, contredit foncièrement le marxisme, car, à l'en croire, Kautsky, Marx et Engels disent le contraire de ce qu'affirme Lénine ! En est-il bien ainsi ? Examinons cela !

K. Kautsky, nous annonce l'auteur, écrit dans son Programme d'Erfurt : "Les intérêts du prolétariat et de la bourgeoisie sont si contraires que les aspirations de ces deux classes ne peuvent être unies pour un temps plus ou moins long. Dans chaque pays capitaliste, la participation de la classe ouvrière à la politique aboutit tôt ou tard à sa séparation d'avec les partis bourgeois et à la formation d'un parti ouvrier indépendant".

Que s'ensuit-il ? Uniquement ceci, que les intérêts de la bourgeoisie et du prolétariat se contredisent ; que "tôt au tard" le prolétariat se séparera de la bourgeoisie pour former un parti ouvrier indépendant (retenez bien ceci ; un parti ouvrier, et non un parti ouvrier social-démocrate). L'auteur présume que, sur ce point, Kautsky s'écarte de Lénine ! Or, Lénine dit que tôt ou tard le prolétariat non seulement se séparera de la bourgeoisie, mais accomplira la révolution sociale , c'est à dire renversera la bourgeoisie[36]. La tâche de la social-démocratie, ajoute-t-il, est de faire en sorte que cela s'accomplisse le plus tôt possible et s'accomplisse consciemment. Oui, consciemment et non spontanément, car c'est précisément de cette conscience qu'il est question chez Lénine.

...Là où l'on a abouti à la formation d'un parti ouvrier indépendant, poursuit le "critique" en citant le livre de Kautsky, ce parti doit pas une nécessité naturelle s'assimiler tôt ou tard les tendances socialistes, s'il ne s'en est pas pénétré dés le début, et devenir finalement un parti ouvrier socialiste, c'est-à-dire une social-démocratie[37].

Qu'est-ce à dire ? Uniquement ceci, que le parti ouvrier s'assimilera les tendances socialistes. Mais Lénine le nie-t-il ? En aucune manière ! Lénine dit explicitement que non seulement le parti ouvrier, mais toute la classe ouvrière s'assimile le socialisme[38]. Qu'est-ce que cette ineptie que nous débitent le Social-démocrate et son héros enfoncé jusqu'au cou dans le mensonge ? Pourquoi toutes ces balivernes ? Autant, comme on dit, entendre un son de cloche sans savoir d'où il vient. C'est ce qui est arrivé à notre auteur qui s'est complètement embrouillé.

On voit qu'en la circonstance il n'y a pas entre Lénine et Kautsky un iota de divergence. En revanche, tout cela témoigne avec une clarté exceptionnelle de l'étourderie de l'auteur.

Kautsky avance-t-il quelque chose en faveur de la position de la "majorité" ? Voici ce qu'il écrit dans un de ses remarquables articles où il analyse le projet de programme de la social-démocratie autrichienne :

Beaucoup de nos critiques révisionnistes [disciples de Bernstein] imputent à Marx cette affirmation que le développement économique et la lutte de classe créent non seulement les conditions de la production socialiste, mais ils engendrent encore directement la conscience [souligné par Kautsky] de sa nécessité. Et voilà que ces critiques objectent que l'Angleterre, pays au développement capitaliste le plus avancé, est la plus étrangère à cette conscience. Le projet [autrichien] donne à croire que la commission qui a élaboré le programme autrichien partage aussi ce point de vue... Le projet porte : "Plus le prolétariat augmente en conséquence du développement capitaliste, plus il est contraint de lutter contre le capitalisme et en a la possibilité. Le prolétariat vient à la conscience" de la possibilité et de la nécessité du socialisme. Par suite, la conscience socialiste serait le résultat nécessaire, direct, de la lutte de classe prolétarienne. Et cela est entièrement faux... La conscience socialiste d'aujourd'hui ne peut surgir que sur la base d'une profonde connaissance scientifique... Or, le représentant de la science n'est pas le prolétariat, ce sont les intellectuels bourgeois [souligné par Kautsky]. C'est en effet dans le cerveau de certains membres de cette catégorie qu'est né le socialisme contemporain, et c'est par eux qu'il [le socialisme scientifique] a été communiqué aux prolétaires intellectuellement les plus développés qui l'introduisent ensuite dans la lutte de classe du prolétariat... Ainsi donc, la

conscience socialiste est un élément importé du dehors dans la lutte de classe du prolétariat, et non quelque chose qui en surgit spontanément. Aussi le vieux programme de Hainfeld[39] disait-il très justement que la tâche de la social-démocratie est d'introduire dans le prolétariat la conscience de sa situation et la conscience de sa mission[40]...

Ne vous souvenez-vous pas, lecteur, de pensées analogues formulées par Lénine sur cette question, ne vous souvenez-vous pas de la position bien connue de la "majorité" ? Pourquoi le "Comité de Tiflis" et son Social-démocrate ont-ils caché la vérité ? Pourquoi l'honorable "critique", en parlant de Kautsky, n'a-t-il pas cité dans son article ce passage de Kautsky ? Qui trompent-ils, ces très honorables messieurs : pourquoi "traitent-ils avec tant de dédain" le lecteur ? N'est-ce pas... par peur de la vérité qu'ils se cachent de la vérité et pensent que l'on peut aussi cacher la vérité ? Ils sont pareils à cet oiseau qui cache sa tête sous son aile et s'imagine que personne ne le voit ! Mais ils se trompent, tout comme cet oiseau.

Si la conscience socialiste s'est élaborée sur le terrain scientifique, si cette conscience est importée du dehors dans le mouvement ouvrier grâce aux efforts de la social-démocratie[41], il est évident que tout cela se produit parce que la classe ouvrière, aussi longtemps qu'elle reste la classe ouvrière, ne peut se placer à la pointe de la science ni élaborer par ses propres le socialisme scientifique : elle n'en a ni le temps, ni les moyens.

Voici ce que dit Kautsky dans son Programme d'Erfurt :

...Le prolétaire peut, dans le meilleur des cas, s'assimiler une partie des connaissances élaborées par la science bourgeoise et les adapter à ses buts et à ses besoins ; mais tant qu'il reste prolétaire, il n'a ni le loisir, ni les moyens de faire progresser par lui-même la science au delà des limites atteintes par les penseurs bourgeois. Aussi le socialisme ouvrier original devait-il présenter tous les signes essentiels de l'utopisme[42] [utopisme : théorie fausse, non scientifique].

Un socialisme utopique de cette nature prend souvent un caractère anarchiste, continue Kautsky, mais

... On sait que partout où le mouvement anarchiste (nous entendons par là l'utopisme prolétarien. K. Kautsky) a réellement pénétré dans les masses et est devenu un mouvement de classe, il a toujours tôt ou tard, malgré son extrémisme apparent, fini par se transformer en un mouvement purement corporatif des plus étroits[43].

En d'autres termes, si le mouvement ouvrier n'est pas uni au socialisme scientifique, il dégénère inévitablement, prend un caractère "étroitement corporatif" et, par conséquent, se soumet à l'idéologie trade-unioniste.

"C'est rabaisser les ouvriers, c'est glorifier les intellectuels !" clament notre "critique" et son Social-démocrate ! Pauvre "critique", pitoyable Social-démocrate ! Le prolétariat est à leurs yeux une demoiselle capricieuse, et à qui l'on ne peut dire la vérité, qu'il faut toujours complimenter pour qu'elle ne se sauve pas ! Non, chers messieurs ! Nous croyons que le prolétariat fera preuve de plus de fermeté que vous ne le pensez. nous croyons que la vérité

ne lui fera pas peur ! Tandis que vous... Mais que vous dire ? N'avez-vous pas, ici même, eu peur de la vérité et caché au lecteur, dans votre article, les véritables opinions de Kautsky ?...

Ainsi, le socialisme scientifique sans mouvement ouvrier n'est que paroles creuses qu'il est toujours facile de jeter au vent.

D'autre part, le mouvement ouvrier sans socialisme, c'est un tâtonnement trade-unioniste qui, sans aucun doute, aboutira un jour à la révolution sociale, mais au prix de longues souffrances et de longs tourments.

La conclusion ?

Le mouvement ouvrier doit s'unir au socialisme : la social-démocratie, c'est l'union du mouvement ouvrier et du socialisme[44].

Ainsi parle Kautsky, théoricien du marxisme.

Nous avons vu que l'Iskra (l'ancienne) et la "majorité" disent la même chose.

Nous avons vu que telle est aussi la position du camarade Lénine.

Donc la "majorité" s'en tient fermement aux positions marxistes.

Il est évident que "l'attitude de dédain envers les ouvriers", "la glorification des intellectuels", "la position non-marxiste de la majorité" et autres perles du même genre que les critiques menchéviks sèment à profusion, ne sont que des mots ronflants, le fruit de la fantaisie des "menchéviks" de Tiflis.

En revanche, nous verrons que c'est la "minorité" de Tiflis, "le Comité de Tiflis" et son Social-démocrate qui, en réalité, "contredisent foncièrement le marxisme". Mais nous y reviendrons. Pour l'instant, retenons ce qui suit.

Afin de confirmer ses dires, l'auteur de l'article "Majorité ou minorité ?" cite des paroles de Marx (?) :

Le théoricien de telle ou telle classe arrive théoriquement à une conclusion vers laquelle la classe elle-même est déjà pratiquement arrivée[45].

De deux choses l'une. Ou bien l'auteur ne sait pas le géorgien, ou bien il s'agit d'une faute d'impression. Personne, sauf un illettré, ne dira "vers laquelle elle est déjà arrivée". Il faudrait dire : "à laquelle elle est déjà arrivée" ou bien "vers laquelle elle est déjà en marche". Si l'auteur a en vue cette dernière formule (vers laquelle elle est déjà en marche), je dois faire remarquer qu'il traduit inexactement les paroles de Marx, car Marx n'a rien dit de semblable. Et si l'auteur a en vue la première formule, la phrase qu'il rapporte se présentera ainsi : "Le théoricien de telle ou telle classe arrive théoriquement à une conclusion à laquelle la classe elle-même est déjà pratiquement arrivée". Autrement dit, si

Marx et Engels sont arrivés théoriquement à la conclusion que la chute du capitalisme et la construction du socialisme sont inévitables, c'est que le prolétariat a déjà répudié pratiquement le capitalisme, qu'il a déjà détruit le capitalisme et édifié à sa place une vie socialiste !

Pauvre Marx ! Qui sait combien d'absurdités lui attribueront encore nos pseudo-marxistes !

Est-ce bien là ce que dit Marx ? Voici ce qu'il dit en réalité : les théoriciens de la petite bourgeoisie

sont théoriquement poussés aux mêmes problèmes et aux mêmes solutions auxquels leur intérêt matériel et leur situation sociale poussent pratiquement les petits bourgeois. Tel est, d'une façon général, le rapport qui existe entre les représentants politiques et littéraires d'une classe et la classe qu'ils représentent[46].

Comme on le voit, Marx ne dit pas du tout : "est déjà arrivée". Ces paroles "philosophiques", c'est l'honorable "critique" qui les a inventées.

Ici, les paroles de Marx prennent un tout autre sens.

Quelle est la pensée qu'il développe dans ce passage ? Simplement que le théoricien de telle ou telle classe ne peut créer un idéal dont les éléments n'existent pas dans la vie ; qu'il ne peut qu'entrevoir les éléments de l'avenir et créer théoriquement sur ce terrain l'idéal auquel telle ou telle classe arrive pratiquement. La différence est que le théoricien devance la classe et entrevoit avant elle l'embryon de l'avenir. c'est ce qui s'appelle "arriver à une chose théoriquement".

Voici ce que disent Marx et Engels dans leur Manifeste :

Pratiquement, les communistes [c'est-à-dire les social-démocrates] sont donc la fraction la plus résolue des partis ouvriers de tous les pays, la fraction qui entraîne les autres ; théoriquement, ils ont sur le reste du prolétariat l'avantage d'une intelligence claire des conditions, de la marche et de la marche et des fins générales du mouvement prolétarien[47].

Oui, les idéologues "entraînent les autres", ils voient beaucoup plus loin que "le reste du prolétariat" ; tout est là. Les idéologues entraînent les autres, et c'est pour cela que l'idée, la conscience socialiste, a pour le mouvement la plus grande importance.

Est-ce pour cette raison que vous vous en prenez à la "majorité", honorable "critique"? Alors, dites adieu au marxisme, mais sachez bien que la "majorité" est fière de sa position marxiste.

Dans le cas présent, la position de la "majorité" rappelle sur bien des points celle d'Engels après 1890.

L'idée est la source de la vie sociale affirmaient les idéalistes. Selon eux, la conscience sociale est la base sur laquelle s'édifie la société. voilà pourquoi on les a appelés idéalistes.

Il fallait démontrer que les idées ne tombent pas du ciel, qu'elles sont enfantées par la vie elle-même.

Marx et Engels sont apparus dans l'arène de l'histoire et ils se sont parfaitement acquittés de ce rôle. Ils ont démontré que la vie sociale est la source des idées, et que pour cette raison la vie de la société constitue la base sur laquelle s'édifie la conscience sociale. Ils ont ainsi creusé la tombe de l'idéalisme et déblayé la voie du matérialisme.

Certains demi-marxistes ont compris, eux, que la conscience les idées, n'ont qu'une très faible importance dans la vie.

Il fallait démontrer la grande importance des idées.

Et alors Engels entra en lice, et dans ses lettres (1891-1894) il a souligné que les idées, en effet, ne tombent pas du ciel, qu'elles sont enfantées par la vie elle-même, mais qu'une fois nées, elles acquièrent une grande importance, elles unissent les hommes, les organisent et mettent leur empreinte sur la vie sociale qui les a fait naître ; les idées ont une importance considérable dans le mouvement historique.

"Ce n'est pas du marxisme, c'est une trahison du marxisme", se sont alors écriés Bernstein et ses pareils. Les marxistes, eux, se contentaient de sourire...

Il y avait en Russie des demi-marxistes, les "économistes". Ils affirmaient que puisque les idées étaient enfantées par la vie sociale, la conscience socialiste n'avait qu'une importance minime pour le mouvement ouvrier.

Il fallait démontrer que la conscience socialiste a une grande importance pour le mouvement ouvrier ; que sans elle le mouvement n'est que tâtonnement trade-unioniste, dont on ne sait quand le prolétariat s'affranchira pour arriver à la révolution sociale.

Et voilà que parut l'Iskra, qui remplit parfaitement cette mission. Dans Que faire ? Lénine souligna l'importance considérable de la conscience socialiste. Il se forma dans le parti une "majorité" qui s'engagea résolument dans cette voie.

Alors surgirent de petits Bernstein qui se mirent à clamer : ceci "contredit foncièrement le marxisme !".

Savez-vous seulement, petits "économistes", ce qu'est le marxisme ?

*

* *

C'est bien étrange ! dira le lecteur. De quoi s'agit-il donc ? demandera-t-il. Pourquoi Plékhanov a-t-il écrit cet article où il critique Lénine (voir la nouvelle Iskra n°70 et 71) ? De

quoi blâme-t-il la "majorité" ? Les pseudo-marxistes de Tiflis et leur Social-démocrate ne répètent-ils pas les idées émises par Plékhanov ? Si, ils les répètent, mais si gauchement que cela en devient écoeurant? Oui, Plékhanov s'est livré à une critique. Mais savez-vous de quoi il s'agit ? Plékhanov ne se sépare pas de la "majorité" et de Lénine. Et cela est vrai non seulement de Plékhanov, mais aussi de Martov, de Zassoulitch, d'Axelrod. En effet, sur la question dont nous avons parlé plus haut, les chefs de la "minorité" ne se séparent pas de l'ancienne Iskra. Or, l'ancienne Iskra est le drapeau de la "majorité". Ne vous étonnez pas ! Voici les faits.

Nous connaissons l'article-programme de l'ancienne Iskra (voir plus haut). Nous savons qu'il traduit entièrement la position de la "majorité". De qui est cet article ? De l'ancienne rédaction de l'Iskra. Qui faisait partie de cette rédaction ? Lénine, Plékhanov, Axelrod, Martov, Zassoulitch et Starover. De tous ces hommes, Lénine seul fait aujourd'hui partie de la "majorité" ; mais le fait reste : l'article-programme de l'Iskra a paru sous leur responsabilité ; ils ne devraient donc pas se désavouer, s'ils croyaient à ce qu'ils écrivaient.

Mais si vous le voulez bien, laissons là l'Iskra.

Voici ce qu'écrit Martov :

Ainsi donc, l'idée du socialisme est apparue pour la première fois non parmi les masses ouvrières mais dans le cabinet de travail de savants issus de la bourgeoisie[48]

Et voici ce qu'écrit Véra Zassoulitch :

Même l'idée de la solidarité de classe de tout le prolétariat... n'est pas tellement simple qu'elle puisse germer d'elle-même dans le cerveau de chaque ouvrier... Le socialisme..., à plus forte raison, ne saurait surgir "de lui-même" dans le cerveau des ouvriers... La théorie socialiste a été préparée par tout le développement de la vie, de la science... et créée par un esprit génial armé de cette science. De même, la diffusion des idées du socialisme parmi les ouvriers a été entreprise, sur presque tout le continent européen, par des socialistes qui avaient été instruits dans les établissements réservés aux classes supérieures[49].

Ecoutons à présent Plékhanov, qui s'est élevé si gravement et si solennellement contre Lénine dans la nouvelle Iskra (n°70 et 71). Ceci se passe au IIe congrès du parti. Plékhanov polémise contre Martynov et défend Lénine. Il reproche à Martynov de s'être accroché à une phrase de Lénine sans examiner Que faire ? dans son ensemble, et il continue :

Le procédé du camarade Martynov me fait penser à ce censeur qui disait : "Donnez-moi le 'Pater Noster' et laissez-moi en extraire une phrase : je vous prouverai que l'auteur mérite d'être pendu". Mais tous les reproches adressés à cette phrase malencontreuse [de Lénine] non seulement par le camarade Martynov, mais aussi par tant et tant d'autres, proviennent d'un malentendu. Le camarade Martynov cite ces paroles d'Engels : "Le socialisme moderne est l'expression théorique du mouvement ouvrier moderne". Le camarade Lénine est lui aussi d'accord avec Engels... Mais les paroles d'Engels ne sont qu'une thèse générale. Il s'agit de savoir qui formule pour la première fois cette expression théorique. Lénine a écrit non un traité de philosophie de l'histoire, mais un article de polémique contre les "économistes" qui

disaient : nous devons attendre pour voir à quoi la classe ouvrière aboutira d'elle-même, sans le secours du "bacille révolutionnaire" [c'est-à-dire sans la social-démocratie]. Cette dernière s'est vu interdire de parler de quoi que ce soit aux ouvriers justement par ce qu'elle est "un bacille révolutionnaire", c'est-à-dire qu'elle possède une conscience théorique. mais si vous aviez voulu être juste à l'égard de Lénine et si vous aviez lu attentivement tout son livre, vous vous seriez rendu compte que c'est précisément ce qu'il dit[50].

Ainsi parlait Plékhanov au IIe congrès du parti.

Et voilà que quelques mois plus tard, ce même Plékhanov, à l'instigation des mêmes Martov, Axelrod, Zassoulitch, Starover et autres, intervient de nouveau et, s'accrochant à la phrase de Lénine qu'il avait défendue au congrès, déclare : Lénine et la "majorité" ne sont pas des marxistes. Il sait pourtant qu'il suffit d'extraire une phrase du "Pater Noster" lui-même et de l'interpréter en la détachant de son contexte pour que son auteur risque d'être pendu comme apostat. Il sait que ce serait injuste, qu'un critique impartial n'agirait pas ainsi, mais il n'en extrait pas moins contre toute justice et se déshonore lui-même publiquement. Tandis que Martov, Zassoulitch, Axelrod et Starover font chorus, publient dans la nouvelle Iskra qu'ils dirigent l'article de Plékhanov (n°70-71) et ainsi, une fois de plus, se couvrent de honte.

Pourquoi ont-ils fait preuve d'un tel manque de caractère ? Pourquoi ces chefs de la "minorité" se déshonorent-ils ainsi ? Pourquoi renient-ils l'article programme de l'Iskra sous lequel ils avaient apposé leur signature ? Pourquoi se rétractent-ils ? A-t-on jamais vu pareille hypocrisie au sein d'un parti social-démocrate ?

Que s'est-il donc passé durant les quelques mois qui séparent le IIe congrès de la publication de l'article de Plékhanov ?

Ceci. Des six rédacteurs de l'Iskra, le IIe congrès n'en a réélu que trois : Plékhanov, Lénine et Martov. Quant à Axelrod, Starover et Zassoulitch, le congrès leur a confié d'autres postes. le congrès, bien entendu, en avait le droit, et chacun devait se soumettre : le congrès exprime la volonté du parti, il en est l'organe suprême, et quiconque va à l'encontre de ses décisions foule aux pieds la volonté du parti.

Mais ces rédacteurs obstinés ne se sont pas soumis à la volonté du parti, à la discipline du parti (la discipline du parti en est aussi la volonté). Car la discipline du parti, à ce qu'il paraît, n'est faite que pour les simples militants comme nous ! Ils se sont emportés contre le congrès qui ne les avait pas élus rédacteurs, ils se sont retirés à l'écart, ils ont entraîné Martov et formé une opposition. Ils ont boycotté le parti, ont refusé tout travail du parti, ils ont menacé le parti : nommez-nous à la rédaction, au Comité central, au Conseil du parti, sinon nous ferons une scission. Et ce fut le début de la scission. C'est ainsi qu'une fois de plus ils ont foulé aux pieds la volonté du parti.

Voici quelles sont les revendications des rédacteurs en grève :

"La vieille rédaction de l'Iskra sera rétablie [c'est-à-dire : donnez-nous trois sièges à la rédaction].

Feront partie du Comité central un certain nombre de membres de l'opposition [c'est-à-dire de la "minorité"].

Deux sièges, dans le Conseil du parti, seront réservés aux membres de l'opposition, etc...

Nous posons ces conditions comme pouvant seules assurer au parti la possibilité d'éviter un conflit qui menacerait son existence même" [c'est-à-dire : donnez-nous satisfaction sinon nous provoquerons une grave scission dans le parti][51].

Que leur a répondu le parti ?

Le Comité central, qui représente le parti, et les autres camarades leur ont déclaré : nous ne pouvons aller à l'encontre du congrès du parti, les élections sont l'affaire du congrès ; nous essaierons toutefois de rétablir la paix et la concorde, bien qu'à vrai dire, ce soit une honte de se disputer pour des sièges ; c'est pour une question de sièges que vous voulez diviser le parti, etc...

Les rédacteurs en grève se sont vexés ; ils se sentaient mal à l'aise : ils apparaissait en effet qu'ils avaient engagé la lutte pour une question de sièges ; ils gagnèrent Plékhanov à leur cause[52] et commencèrent leur héroïque entreprise. Il leur fallait découvrir une "divergence" plus "marquée" entre la "majorité" et la "minorité", et prouver par là qu'ils ne se battaient pas pour une question de sièges. Ils ont cherché, cherché, et ils ont fini par découvrir dans le livre de Lénine un passage qui, détaché de son contexte et interprété isolément, peut en effet donner matière à chicane. Heureuse idée, se sont dit les chefs de la "minorité" : Lénine est le dirigeant de la "majorité" ; dénigrons Lénine et nous ferons pencher le parti de notre côté. Et voilà Plékhanov qui se met à discourir pour prouver que "Lénine et ses partisans ne sont pas des marxistes". Il est vrai qu'hier encore ils défendaient cette même idée, tirée du livre de Lénine, contre laquelle ils se dressent aujourd'hui, mais qu'y faire ? L'opportuniste est appelé opportuniste parce que la fidélité aux principes n'est pas chez lui en honneur.

Voilà pourquoi ils se déshonorent eux-mêmes, voilà la source de leur hypocrisie.

Mais ce n'est pas tout.

Quelque temps passe. Voyant que personne, en dehors de quelques naïfs, ne fait attention à leur propagande contre la "majorité" et contre Lénine, et que leurs "affaires" vont mal, ils décident une fois de plus de changer leurs batteries. Le 10 mars 1905, ce même Plékhanov, ces mêmes Martov et Axelrod adoptent, au nom du Conseil du parti, une résolution où il est dit entre autres :

Camarades ! [ils s'adressent à la "majorité"]... Les deux parties [c'est-à-dire la "majorité" et la "minorité"] ont plus d'une fois exprimé leur conviction que les divergences existant en matière de tactique et d'organisation ne sont pas de nature à rendre impossible tout travail dans le cadre d'une même organisation de parti[53],

aussi allons-nous réunir une sorte de jury formé de camarades (où entreraient Bebel et d'autres) pour régler notre petit litige.

bref, les divergences au sein du parti ne sont qu'une méchante querelle que ce jury aura à vider : nous n'en formons pas moins un tout.

Comment cela ? On nous invite, nous les "non-marxistes", à entrer dans les organisations du parti, nous formons, paraît-il, un tout, etc... Qu'est-ce à dire ? N'est-ce point de votre part, messieurs de la "minorité", une trahison envers le parti ? Peut-on placer des "non-marxistes" à la tête du parti ? Y a-t-il place pour des "non-marxistes" dans un parti social-démocrate ? Ou peut-être avez-vous à votre tour trahi le marxisme et, par suite, changé de front ?

Mais il serait naïf d'attendre une réponse. Le fait est que ces chefs si remarquables ont chacun des "principes" de rechange, qu'ils exhibent selon les besoins de l'heure. Ils changent d'opinion comme de chemise !...

Tels sont les chefs de ce qu'on appelle la "minorité".

Il est facile d'imaginer ce que doivent être les suiveurs de pareils chefs : la "minorité" dite de Tiflis... Le malheur, c'est que, parfois, ceux qui sont à la queue n'écoutent plus ceux qui sont à la tête et cessent de leur obéir. Ainsi, pendant que les chefs de la "minorité" croient une réconciliation possible et invitent les militants du parti à la concorde, la "minorité" de Tiflis et son Social-démocrate continuent à jeter feu et flamme : entre la "majorité" et la "minorité", déclarent-ils, c'est une" lutte à mort"[54], et nous devons nous exterminer les uns les autres ! Les uns tirent à hue et les autres à dia.

La "minorité" se plaint que nous la traitions d'opportuniste (sans principes). Mais n'est-ce pas de l'opportunisme que de se rétracter, de courir de côté et d'autre, de balancer et d'hésiter constamment et d'autre, de balancer et d'hésiter constamment ? Un vrai social-démocrate peut-il à tout moment changer de convictions ? On ne change pas aussi souvent même de mouchoir.

Nos pseudo-marxistes vont répétant toujours que la "minorité" a un caractère véritablement prolétarien. En est-il bien ainsi ? Voyons cela.

Kautsky dit qu'

il est facile au prolétaire de se pénétrer des principes du parti, qu'il incline à une politique de principe, indépendante des dispositions d'esprit passagères, des intérêts personnels ou locaux[55].

Et la "minorité" ? Incline-t-elle de même à une politique qui ne dépend pas de dispositions d'esprit passagères, et ainsi de suite ? Au contraire : elle hésite toujours, elle balance constamment, elle déteste toute ferme politique de principes, elle préfère l'absence de principes, elle suit les dispositions d'esprit passagères. Les faits nous sont déjà connus.

Kautsky dit que le prolétaire aime la discipline de parti :

Le prolétaire n'est rien, tant qu'il reste un individu isolé. Toute sa force, toutes ses capacités de progrès, tous ses espoirs et toutes ses aspirations, il les puise dans l'organisation...

C'est pourquoi il ne se laisse entraîner ni par un avantage personnel, ni par la gloire personnelle ; il

remplit son devoir à quelque poste qu'il se trouve placé, se soumettant librement à une discipline qui inspire tous ses sentiments, toute sa pensée[56].

Et la "minorité" ? Est-elle tout aussi pénétrée de discipline ? Au contraire, elle méprise la discipline du parti et la raille[57]. Ce sont les chefs de la "minorité" qui ont donné le premier exemple de dérogation à la discipline du parti. Rappelez-vous Axelrod, Zassoulitch, Starover, Martov, et les autres, qui ne sont pas soumis à la décision du IIe congrès.

"Il en va tout autrement pour l'intellectuel", continue Kautsky. C'est à grand'peine qu'il se soumet à la discipline du parti ; encore est-ce par contrainte, et non de plein gré :

Il ne reconnaît la nécessité de la discipline que pour la masse, et non pour les âmes d'élite. Il se range, bien entendu, parmi ces dernières... L'exemple idéal de l'intellectuel qui s'est entièrement pénétré de l'esprit prolétarien, qui... a travaillé à tous les postes qu'on lui a confiés, qui s'est soumis entièrement à notre grande cause et a méprisé ces lâches jérémiades... que nous entendons souvent chez les intellectuels... quand il leur arrive de se trouver en minorité, — l'exemple idéal de cet intellectuel-là... a été Liebknecht. On pourrait aussi nommer Marx lui-même, qui ne s'est jamais poussé aux premières places et s'est soumis de façon exemplaire à la discipline du parti au sein de l'Internationale où il a été plus d'une fois mis en minorité[58].

Et la "minorité" ? A-t-elle fait preuve en quoi que ce soit "d'un état d'esprit prolétarien"? Sa conduite ressemble-t-elle à celle de Liebknecht et de Marx ? Bien au contraire : nous avons vu que les chefs de la "minorité" n'ont pas subordonné leur "moi" à notre cause sacrée ; nous avons vu que c'étaient eux qui s'abandonnaient à de "lâches jérémiades lorsqu'ils se sont trouvés mis en minorité" au IIe congrès ; nous avons vu que c'étaient eux qui ont pleurniché au lendemain du congrès pour se faire attribuer les "premières places", et c'est pour obtenir ces sièges qu'ils ont entrepris de faire la scission au sein du parti.

Est-ce là votre "caractère prolétarien", honorables menchéviks ?

Alors, pourquoi dans certaines villes les ouvriers sont-ils de notre côté ? nous demandent les menchéviks.

En effet, dans certaines villes, les ouvriers sont du côté de la "minorité", mais cela ne prouve rien. Ils suivent de même les révisionnistes (les opportunistes d'Allemagne) dans certaines villes, mais cela ne veut pas encore dire qu'ils ne sont pas opportunistes. Un jour le corbeau trouva une rose ; cela ne signifiait pas encore qu'il était un rossignol. Mais la chanson a bien raison :

Dés qu'il trouve une rose,
Le corbeau se croit un rossignol.

*
* *

On se rend bien compte à présent sur quel terrain ont surgi les divergences dans le parti. Comme on le voit, deux tendances se sont révélées dans notre parti : celle de la fermeté prolétarienne, et celle de l'instabilité propre aux intellectuels. Et l'actuelle "minorité" exprime justement cette instabilité propre aux intellectuels. Le "comité" de Tiflis et son Social-démocrate sont les esclaves dociles de cette "minorité" !

Tout est là.

Il est vrai que nos pseudo-marxistes proclament souvent qu'ils sont contre la "psychologie des intellectuels" et ils accusent la "majorité" de "flottements d'intellectuel" ; mais cela nous rappelle le voleur qui, après avoir fait son mauvais coup, crie : "Au voleur !".

On sait, d'autre part, que la langue va là où la dent fait mal.

Publié d'après le texte de la brochure éditée
par le Comité de l'Union caucasienne
du P.O.S.D.R. en mai 1905.
Traduit du géorgien.

[1] Cette brochure a été écrite à la fin d'avril 1905 en réponse aux articles de N. Jordania : "Majorité ou minorité", paru dans le Social-démocrate, "Qu'est-ce qu'un parti ?", publié dans le Mogzaouri, etc... Le Centre bolchévik à l'étranger en apprit bientôt la parution et, le 18 juillet 1905, Nadiejda Kroupskaïa demandait dans une lettre au Comité de l'Union caucasienne du P.O.S.D.R. qu'on en expédiât des exemplaires à l'étranger. Elle fut largement diffusée parmi les organisations bolchéviks de Transcaucasie ; c'est par elle que les ouvriers avancés apprirent à connaître les divergences à l'intérieur du parti et la position prise par Lénine et les bolchéviks. La brochure avait été publiée en mai 1905 par l'imprimerie clandestine d'Avlabar de l'Union caucasienne du P.O.S.D.R., en géorgien, et au mois d'août en russe et en arménien ; il en fut tiré 1.500 à 2.000 exemplaires dans chaque langue. (N.R.).
[2] L'Iskra [l'Etincelle], premier journal marxiste clandestin pour tous les lecteurs russes, fondé par Lénine en 1900. Le premier numéro parut le 11 (24) décembre 1900 à Leipzig : les suivants parurent à Munich, puis d'avril 1902 au printemps de 1903 à Londres, et ensuite à Genève. Des groupes et des comités du P.O.S.D.R. de tendance léniniste-iskriste se constituèrent dans plusieurs villes de Russie (Pétersbourg, Moscou, etc...). En Transcaucasie, les idées de l'Iskra furent défendues par le journal illégal : la Brdzola [la Lutte], organe de la social-démocratie révolutionnaire géorgienne. (Sur l'importance et le rôle de l'Iskra, voir l'Histoire du parti communiste (bolchévik) de l'U.R.S.S., p. 29 à 33). (N.R.).
[3] La social-démocratie est l'avant-garde du prolétariat. En fait partie tout combattant social-démocrate, qu'il soit ouvrier ou intellectuel. (J.S.).

[4] Notre Social-démocrate* s'est pris d'une belle passion pour la "critique" (voir le n°1 : "Majorité ou minorité ?"), mais je dois noter qu'il donne une définition inexacte des "économistes" et du groupe Rabotchéié Diélo (ils se distinguent fort peu les uns des autres). L'essentiel n'est pas qu'ils "dédaignaient les questions politiques", mais qu'ils se mettaient à la remorque du mouvement et répétaient e que ce dernier leur soufflait. Il fut un temps où il n'y avait que des grèves. Ils prêchaient alors la lutte économique. Vint le temps des manifestations (1901), le sang coula, un vent de déception se mit à souffler, et les ouvriers eurent recours à la terreur, s'imaginant qu'elle les débarrasserait des tyrans. Alors "économistes" et "rabotchédieltsy" se joignirent à ce concert et déclarèrent d'un ton important : il est temps de recourir à la terreur, d'attaquer les prisons, de libérer nos camarades, etc... (Voir "Un tournant historique", le Rabotchéié Diélo**). Comme on le voit, cela ne veut nullement dire qu'ils "dédaignaient les questions politiques". l'auteur a emprunté sa "critique" à Martynov, mais il aurait mieux fait d'apprendre l'histoire. (J.S.).

*Le Social-démocrate, journal clandestin des menchéviks caucasiens, parut en géorgien à Tiflis d'avril à novembre 1905 sous la direction de N. Jordania. Le premier numéro se disait l' "organe du comité de Tiflis du P.O.S.D.R." ; par la suite le journal s'intitula "organe des organisations ouvrières social-démocrates du Caucase". (N.R.).

**Le Rabotchéié Diélo [la Cause ouvrière], organe non périodique de l'Union des social-démocrates russes à l'étranger ("économistes"), parut à Genève de 1899 à 1902. (N.R.).

[5] Voir Lénine : Oeuvres, t. IV, p. 343, 4e édit. russe. (N.R.).

[6] La rédaction de l'Iskra se composait alors de six membres : Plékhanov, Axelrod, Zassoulitch, Martov, Starover* et Lénine. (J.S.)

*Starover, pseudonyme de Potressov. (N.R.)

[7] Lénine : Que faire ? p. 28* (J.S.).

*Voir p. 40, Editions sociales, Paris, 1947. (N.T.).

[8] Kautsky : Le programme d'Erfurt, édit. du Comité central, p. 94. (J.S.).

[9] Lénine : Que faire ? p. 26*. (J.S.).

*p. 40 E.S., Paris, 1947. (N.T.).

[10] Lénine : Que faire ? p. 28*. (J.S.).

*p. 44, E.S., Paris, 1947. (N.T.).

[11] Idem, p. 29*. (J.S.).

*p.42, E.S., 1947. (N.T.).

[12] Idem, p. 28*. (J.S.).

*p.42, E.S., 1947. (N.T.).

[13] [13] Lénine : Que faire ? p. 29*. (J.S.).

*Voir p. 44, E.S., Paris, 1947. (N.T.).

[14] Strouvé Pierre (1870-1944) fut le représentant le plus en vue du marxisme légal durant les dernières années du XIXe siècle. Passé aux libéraux et aux cadets, il se rallia, après le défaite de la révolution de 1905, au nationalisme réactionnaire. Après la Révolution d'Octobre 1917, il participa pendant la guerre civile au gouvernement de Dénikine et fut ministre de Wrangel. Emigré à Prague, puis à Paris, il y fonda en 1925 un journal contre-révolutionnaire et monarchiste. (N.T.).

[15] Voir note in Lettre de Koutaïs.

[16] K. Marx : le Manifeste, p. 15*. (J.S.).

*Karl Marx et Friedrich Engels : Manifeste du Parti communiste, p. 41, Editions sociales, Paris, 1951. (N.T.).

[17] Lénine : Que faire ? p. 28*. (J.S.).

*p. 44, E.S., Paris, 1947. (N.T.).

[18] Idem, p.27* où sont reproduites ces lignes de Kautsky, tirées d'un article bien connu de la Neue Zeit**, 1901-1902, n°3, p. 79. (J.S.).

* p. 41, E.S., Paris, 1947. (N.T.).

**Die Neue Zeit [le temps nouveau], revue de la social-démocratie allemande, parut à Stuttgart de 1883 à 1923. (N.R.).

[19] Lénine : Que faire ? p. 26*. (J.S.).

*p. 40, E.S., Paris, 1947. (N.T.).

[20] Idem, p. 20 et 21*. (J.S.).

*p. 33, E.S., 1947. (N.T.).

[21] Idem, p. 27*. (J.S.).

*p. 42, E.S., 1947. (N.T.).

[22] Le Mogzaouri [le Voyageur], revue d'histoire, d'archéologie, de géographie et ethnographie, qui parut à Tiflis de 1901 à novembre 1905. A partir de janvier 1905, le Mogzaouri devint un organe hebdomadaire, littéraire et politique, des social-démocrates géorgiens, sous la direction de F. Makharadzé. A côté d'articles bolchéviks, le Mogzaouri en publiait d'autres, écrits par des menchéviks. (N.R.).

[23] Lénine : Que faire ? p. 29*. (J.S.).

*p. 44, E.S., Paris, 1947. (N.T.).

[24] Lénine : Un pas en avant, deux pas en arrière*, p. 53. (J.S.).

*Voir Lénine : Oeuvres choisies, tome I, p. 365, Editions en langues étrangères, Moscou, 1948. (N.T.).

[25] Procès-verbaux du IIe congrès du parti, p. 129. (J.S.).

[26] Programme d'Erfurt, édit. du Comité central, p 94. (J.S.).

[27] Qui a été élaborée par Marx et Engels. (J.S.).

[28] Le Mogzaouri, n°6, p. 71. (J.S.).

[29] Lénine : Que faire ? p. 29*. (J.S.).

*p. 44, E.S., Paris, 1947. (N.T.)

[30] Idem, p. 20 et 21*. (J.S.).

*p. 33, E.S., 1947. (N.T.).

[31] Le Social-démocrate, n°1, p. 14. (J.S.).

[32] Lénine : Que faire ? p. 29*. (J.S.).

*p. 44, E.S., Paris, 1947. (N.T.).

[33] Le Social-démocrate, n°1, p. 14. (J.S.).

[34] Le Social-démocrate, n°1, p. 15. (J.S.).

[35] Voir dans les Procès-verbaux du IIe congrès du parti, p. 147, la résolution où l'Iskra est appelée le véritable défenseur des principes social-démocrates. (J.S.).

[36] Lénine : Un pas en avant, deux pas en arrière, p. 53. (J.S.).

[37] Le Social-démocrate, n°1, p. 15. (J.S.).

[38] Lénine : Que faire ? p. 29*. (J.S.).

*p. 44, E.S., Paris, 1947. (N.T.).

[39] Programme adopté au congrès constitutif de la social-démocratie autrichienne, tenu à Hainfeld en 1888. Ce programme renfermait dans sa partie doctrinale une série de thèses qui définissaient correctement le cours du développement social, ainsi que les tâches du prolétariat et du parti prolétarien. Par la suite, au congrès de Vienne de 1901, le programme de Hainfeld fut remplacé par un programme nouveau qui contenait des thèses révisionnistes. (N.T.).

[40] La Neue Zeit, 1901-1902, XX, n°3, p. 79. Cet article remarquable de Kautsky est reproduit par Lénine dans Que faire ? p. 27*. (J.S.).

*p. 41, E.S., Paris, 1947. (N.T.).

[41] Et non pas seulement des intellectuels social-démocrates. (J.S.).

[42] Programme d'Erfurt, édit. du Comité central, p. 93. (J.S.).

[43] Programme d'Erfurt, p. 94. (J.S.).

[44] Idem, p. 94. (J.S.).

[45] Le Social-démocrate, n°1, p. 15. (J.S.)

[46] Si on ne possède pas le 18 Brumaire*, voir les Procès-verbaux du IIe congrès du parti, p. 111, où ce passage de Marx est cité. (J.S.).

*Karl Marx et Friedrich Engels : Les luttes de classes en France 1848-1850. — Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte, p. 201, Editions sociales, Paris, 1948. (N.T.).

[47] Karl Marx et Friedrich Engels : Manifeste du Parti communiste, p. 41, Editions sociales, 1948. (N.T.).

[48] Martov : dans le Krasnoié Znamia [le Drapeau rouge], p. 3. (J.S.).

[49] La Zaria*, n°4, p. 79-80. (J.S.).

*La Zaria [l'Aube], revue théorique de la social-démocratie de Russie. Fondée par Lénine, elle parut en même temps que l'Iskra, sous une direction commune. Editée à Stuttgart d'avril 1901 à août 1902. (N.R.).

[50] Procès-verbaux du IIe congrès du parti, p. 123. (J.S.).

[51] Commentaire aux procès-verbaux de la Ligue, p. 26. (J.S.).

[52] Le lecteur demandera peut-être comment il a pu se faire que Plékhanov ait passé à la "minorité", ce même Plékhanov qui avait été un fervent partisan de la "majorité". C'est qu'un désaccord avait surgi entre lui et Lénine. Quand la "minorité", devenue furieuse, décida le boycottage, Plékhanov soutint qu'il fallait lui céder sur toute la ligne. Lénine n'était pas d'accord. Dés lors, Plékhanov pencha de plus en plus vers la "minorité". Les divergences s'aggravèrent entre eux, tant et si bien qu'un beau jour Plékhanov devint l'adversaire de Lénine et de la "majorité". Voici ce qu'écrit Lénine à ce sujet :

"...Quelques jours plus tard, accompagné d'un membre du Conseil, je me rendis en effet chez Plékhanov. Mon entretien avec Plékhanov prit le tour que voici :

— Vous savez, dit Plékhanov, on rencontre parfois de ces épouses portées à faire du scandale (il voulait parler de la 'minorité'), à qui il faut céder pour éviter des crises d'hystérie et un grand scandale public.

— Peut-être, répondis-je, mais il faut céder de façon à rester assez fort pour ne pas permettre un 'scandale' plus grand encore". (Voir le Commentaire aux procès-verbaux de la Ligue, p. 37, où est reproduite la lettre de Lénine*).

l'accord ne se fit point entre Lénine et Plékhanov. Alors Plékhanov commença à passer du côté de la "minorité".

Nous avons appris, de bonne source, que Plékhanov quitte aussi la "minorité", et qu'il a déjà fondé un organe à lui, les Cahiers du Social-démocrate**. (J.S.).

*Voir Lénine : Oeuvres, t. VII, p. 177, 4e édition russe. (N.R.).

**Les Cahiers du Social-démocrate, revue non périodique éditée à Genève par Plékhanov. Seize numéros parurent de mars 1905 à avril 1912, et il en parut encore un en 1916. (N.R.).

[53] L'Iskra, n° 91, p. 3. (J.S.).

[54] Voir le Social-démocrate n°1. (J.S.).

[55] Programme d'Erfurt, édit. du Comité central, p. 88. (J.S.).

[56] Lénine : Un pas en avant, deux pas en arrière, p. 93 (édit. russe), où sont cités ces paroles de Kautsky. (J.S.).

[57] Voir les Procès-verbaux de la Ligue. (J.S.).

[58] Lénine : Un pas en avant, deux pas en arrière, p. 93 (édit. russe), où sont cités ces paroles de Kautsky. (J.S.).

L'insurrection armée et notre tactique.

Le mouvement révolutionnaire "en est arrivé, à l'heure présente, à la nécessité d'une insurrection armée" : cette idée, formulée par la IIIe congrès de notre parti, se confirme chaque jour davantage. La flamme de la révolution est de plus en plus ardente, provoquant soit ici, soit là des insurrections locales. Trois jours de barricades et de combats de rue à Lodz, la grève de dizaines et de dizaines de milliers d'ouvriers à Ivanovo-Voznessensk conduisant aux inévitables et sanglantes échauffourées avec la troupe, l'insurrection d'Odessa, la "révolte" dans la flotte de la mer Noire et parmi les équipages de la flotte à Libau, la "semaine" de Tiflis : autant de signes avant-coureurs de l'orage imminent. Il se rapproche, il se rapproche irrésistiblement ; du jour au lendemain il éclatera sur la Russie, et de son puissant souffle purificateur il balaiera tout ce qui est caduc et pourri, il lavera le peuple russe de l'autocratie, cette honte plusieurs fois séculaire. Les dernières convulsions du tsarisme, — renforcement des diverses formes de la répression, proclamation de la loi martiale dans la moitié du pays, multiplication des potences et, en même temps, discours engageants aux libéraux et promesses fallacieuses de réformes, — ne le sauveront pas du sort que lui réserve l'histoire. Les jours de l'autocratie sont comptés, l'orage est inévitable. Un ordre nouveau est déjà en gestation, acclamé par le peuple tout entier, qui attend de lui une rénovation et une renaissance.

Quels sont donc les nouveaux problèmes que pose devant notre parti l'orage imminent? Comment devons-nous adapter notre organisation et notre tactique aux nouvelles exigences de la vie, pour participer de façon plus active et plus organisée à l'insurrection, ce point de départ nécessaire de la révolution ? Détachement avancé de la classe qui est non seulement l'avant-garde, mais aussi la principale force motrice de la révolution, devons-nous, pour diriger l'insurrection, créer des appareils spéciaux, ou bien le mécanisme du parti, tel qu'il existe, suffit-il pour cela ? Depuis plusieurs mois déjà, ces questions se posent devant le parti et exigent d'urgence une solution. Pour ceux qui s'inclinent devant la "spontanéité" ; pour qui les buts du parti se réduisent à suivre simplement la marche de la vie ; pour ceux qui sont à la remorque au lieu de marcher en tête comme il sied à un détachement d'avant-garde conscient, ces questions n'existent pas. L'insurrection est spontanée, disent-ils, on ne peut l'organiser ni la préparer ; tout plan d'action élaboré d'avance est une utopie (ils sont hostiles à tout "plan", — car c'est là un phénomène "conscient" et non "spontané" !), une dépense de forces inutile : la vie sociale, qui suit des chemins inconnus, réduira à néant tous nos projets. Aussi devons-nous, à les entendre, nous contenter de diffuser par la propagande et l'agitation l'idée de l'insurrection, l'idée de "l'auto-armement" des masses, nous contenter d'assumer la "direction politique" : qui voudra dirigera "techniquement" le peuple insurgé.

N'avons-nous pas toujours assumé jusqu'ici cette direction ? répondent les adversaires de la "politique du suivisme". Il va sans dire qu'il est absolument nécessaire d'entreprendre un vaste travail d'agitation et de propagande, de diriger politiquement le prolétariat. Mais se limiter à des tâches générales comme celles-là revient à dire ou bien que nous esquivons toute réponse à une question directement posée par la vie, ou bien que nous nous révélons absolument incapables d'adapter notre tactique aux nécessités de la lutte révolutionnaire qui grandi impétueusement. De toute évidence, nous devons aujourd'hui décupler notre agitation politique ; nous devons nous efforcer de gagner à notre influence non seulement le prolétariat, mais aussi ces couches nombreuses du "peuple" qui se joignent peu à peu à la

révolution ; nous devons nous efforcer de répandre dans toutes les classes de la population l'idée que l'insurrection est indispensable. Mais nous ne pouvons en rester là ! Pour que le prolétariat puisse utiliser la révolution qui vient dans le sens de sa lutte de classe ; pour qu'il puisse instaurer un régime démocratique qui favorise au maximum la lutte ultérieure pour le socialisme, il faut que le prolétariat, autour duquel se groupe l'opposition, se trouve non seulement au centre de la lutte, mais qu'il devienne le guide et le dirigeant de l'insurrection. La direction technique et la préparation concrète de l'insurrection dans toute la Russie ; telle est précisément la nouvelle tâche que la vie impose au prolétariat. Et si notre parti veut être le véritable dirigeant politique de la classe ouvrière, il ne peut ni ne doit se dérober à l'accomplissement de ces nouvelles tâches.

Ainsi, que devons-nous entreprendre pour atteindre cet objectif ? Quelles doivent être nos premières démarches ?

Beaucoup de nos organisations ont déjà résolu pratiquement la question en consacrant une partie de leurs forces et de leurs moyens à armer le prolétariat. Notre lutte contre l'autocratie est entrée dans une phase où la nécessité de s'armer est reconnue de tous. Mais à elle seule la conscience de la nécessité de s'armer ne suffit pas : il faut poser clairement et nettement la tâche pratique devant le parti. Voilà pourquoi nos comités doivent tout de suite, sans délai, procéder à l'armement du peuple sur place, créer des groupes spéciaux qui s'en occuperont, organiser des groupes locaux pour se procurer des armes, organiser des ateliers pour fabriquer des explosifs, dresser un plan pour s'emparer des dépôts d'armes publics ou privés et des arsenaux. Nous ne devons pas seulement armer le peuple de "l'ardent désir de s'armer", comme nous le conseille la nouvelle Iskra ; nous devons aussi prendre pratiquement "les mesures les plus énergiques pour armer le prolétariat", comme le IIIe congrès du parti nous en a fait un devoir. Sur la solution de ce problème, il nous est plus facile d'arriver à un accord que sur n'importe quelle autre question, aussi bien avec la fraction dissidente du parti (si elle prend vraiment l'armement au sérieux et ne se borne pas à bavarder sur "l'ardent désir de s'armer") qu'avec les organisations social-démocrates nationales, comme par exemple les fédéralistes arméniens et autres, qui se proposent les mêmes buts. Une tentative de ce genre a déjà été faite à Bakou, où, après le massacre de février, notre comité, le groupe de Balakhany-Bibi-Eibat et le comité des gntchakistes[i] ont constitué une commission pour l'organisation de l'armement. Cette importance et grave entreprise doit à tout prix être organisée en conjuguant les efforts, et nous pensons que les différends entre fractions ne doivent surtout pas empêcher l'union sur cette base, de toutes les forces social-démocrates.

Parallèlement à l'augmentation des stocks d'armes, à l'organisation de la recherche et de la fabrication de ces armes en usine, il faut aussi se préoccuper très sérieusement de former toutes sortes de groupes de combat, qui auront à se servir des armes ainsi obtenues. Il ne faut en aucun cas permettre des actes comme la distribution des armes directement aux masses. Comme nous avons peu de ressources et qu'il est très difficile de soustraire les armes à la vigilance de la police, nous ne réussirons pas à armer des couches quelque peu importantes de la population, et nos efforts seront vains. Il en ira tout autrement si nous constituons une organisation spéciale de combat. Nos groupes de combat apprendrons à manier les armes ; ils seront au cours de l'insurrection, — qu'elle commence spontanément ou qu'elle soit préparée d'avance, — les principaux détachements d'avant-garde, autour

desquels se ralliera le peuple insurgé et sous la direction desquels il ira au combat. Grâce à leur expérience et à leur esprit d'organisation, grâce aussi à leur bon armement, il deviendra possible d'utiliser toutes les forces du peuple soulevé et d'atteindre ainsi notre but immédiat : armer le peuple entier et réaliser le plan d'action établi d'avance. Ils s'empareront rapidement des dépôts d'armes, des établissements publics, etc..., de tout ce qui sera nécessaire aux progrès ultérieurs de la révolution.

Mais ces groupes de combat ne sont pas seulement indispensables quand l'insurrection révolutionnaire a déjà gagné toute la ville : leur rôle n'est pas moins important à la veille de l'insurrection. Nous avons acquis la conviction, depuis six mois, que l'autocratie, discréditée aux yeux de toutes les classes de la population, a consacré toute son énergie à mobiliser les forces ténébreuses du pays : voyous professionnels ou éléments fanatisés et peu conscients parmi les Tatars, pour combattre les révolutionnaires. Armés et protégés par la police, ils terrorisent la population et créent un climat difficile pour le mouvement de libération. Nos organisation de combat doivent toujours se tenir prêtes à riposter comme il convient à toutes les tentatives de ces forces ténébreuses et s'attacher à transformer en un mouvement antigouvernemental l'indignation et la riposte provoquées par leurs agissements. Les groupes de combat armés, prêts à tout instant à descendre dans la rue et à se mettre à la tête des masses populaires, peuvent facilement atteindre le but assigné par le IIIe congrès : "organiser la résistance armée aux Cent-Noirs et, d'une façon générale, à tous les éléments réactionnaires dirigés par le gouvernement" ("Résolution sur la conduite à tenir en face de la tactique du gouvernement à la veille de la révolution". Voir le Communiqué)[ii].

L'une des tâches essentielles de nos groupes de combat et, en général, de toute organisation militaire spéciale, doit être de dresser un plan d'insurrection pour chaque quartier et de le coordonner avec le plan élaboré par le centre du parti pour toute la Russie. Repérer les points faibles de l'adversaire, établir les points de départ de notre attaque, répartir les forces dans le quartier, étudier à fond la topographie de la ville : tout cela doit être fait d'avance pour qu'en aucune circonstance on ne soit pris au dépourvu. Il n'y a pas lieu d'analyser ici en détail ces aspects de l'activité de nos organisations. le strict secret dans l'établissement du plan d'action doit s'allier à la diffusion la plus large, dans le prolétariat, des connaissances militaires spéciales absolument nécessaires pour les combats de rue. A cet effet, nous devons faire appel aux militaires adhérant à notre organisation. nous pouvons aussi faire appel dans ce but à bon nombre d'autres camarades qui, en raison de leurs aptitudes et dispositions naturelles, nous seront très utiles en l'occurrence.

Seule une préparation aussi étendue de l'insurrection peut garantir le rôle dirigeant de la social-démocratie dans les batailles qui viennent entre le peuple et l'autocratie.

Seule une préparation complète au combat permettra au prolétariat de transformer les engagements divers avec la police et l'armée en une insurrection générale du peuple pour substituer au gouvernement tsariste un gouvernement provisoire révolutionnaire.

Le prolétariat organisé, en dépit des adeptes d'une "politique suiviste", mettra tout en oeuvre pour concentrer dans ses mains la direction tant technique que politique de l'insurrection. Condition indispensable qui nous permettra d'utiliser la révolution qui vient dans l'intérêt de notre lutte de classe.

La Proletariatis Brdzola [la Lutte du prolétariat]
n° 10, 15 juillet 1905.
Article non signé.
Traduit du géorgien.

[i] Membres du parti petit-bourgeois arménien "Gntchak", fondé en 1887 à Genève sur l'initiative d'étudiants arméniens. En Transcaucasie, le parti "Gntchak", qui s'était intitulé Parti social-démocrate arménien, fit une politique scissionniste qu sein du mouvement ouvrier. Après la révolution de 1905-1907, il dégénéra en un groupe nationaliste réactionnaire. (N.R.).
[ii] Voir Résolutions et décisions des congrès, conférences et assemblées plénières du Comité central du parti communiste (bolchévik) de l'U.R.S.S., 1ère partie, 6e éd. russe, 1940, p. 45. (N.R.).

Le gouvernement provisoire révolutionnaire et la social-démocratie[i]

I

La révolution populaire grandit. le prolétariat s'arme et brandit le drapeau de l'insurrection. La paysannerie redresse l'échine et se rallie autour du prolétariat. Le moment n'est plus loin où l'insurrection générale éclatera et où le trône exécré d'un tsar exécré sera "balayé de la surface de la terre". Le gouvernement tsariste sera renversé. Sur ses décombres, on instaurera le gouvernement de la révolution, un gouvernement provisoire révolutionnaire, qui désarmera les forces ténébreuses, armera le peuple et procèdera sur-le-champ à la convocation d'une Assemblée constituante. A la domination du tsar se substituera ainsi la domination du peuple. C'est cette voie que suit actuellement la révolution populaire.

Que doit faire le gouvernement provisoire ?

Il doit désarmer les forces ténébreuses, maîtriser les ennemis de la révolution pour les empêcher de rétablir l'autocratie tsariste. Il doit armer le peuple et contribuer à mener la révolution jusqu'au bout. Il doit assurer la liberté de parole, de presse, de réunion, etc... Il doit abolir les impôts indirects et instituer l'impôt progressif sur les profits et l'héritage. Il doit organiser des comités de paysans, qui règleront les questions agraires à la campagne. Il doit de même séparer l'Eglise de l'Etat et l'école de l'Eglise...

En dehors de ces revendications d'ordre général, le gouvernement provisoire doit aussi satisfaire les revendications de classe des ouvriers : liberté de grève et d'association, journée de huit heures, organisation par l'Etat des assurances ouvrières, conditions hygiéniques de travail, création de "bourses du travail", etc...

En un mot, le gouvernement provisoire doit réaliser entièrement notre programme minimum[ii] et procéder à la convocation immédiate de l'Assemblée constituante populaire, qui consacrera "à jamais" les transformations survenues dans la vie publique.

Qui doit faire partie du gouvernement provisoire ?

C'est le peuple qui fera la révolution ; or, le peuple, c'est le prolétariat et la paysannerie. Il est évident qu'ils doivent se charger de faire aboutir la révolution, de juguler la réaction, d'armer le peuple, etc... Il faut pour cela que le prolétariat et la paysannerie aient, au sein du gouvernement provisoire, des défenseurs de leurs intérêts. Le prolétariat et la paysannerie domineront dans la rue, ils verseront leur sang : il va de soi qu'ils doivent aussi dominer dans le gouvernement provisoire.

D'accord, nous dit-on, mais qu'y a-t-il de commun entre le prolétariat et la paysannerie?

Il y a ceci de commun que l'un et l'autre haïssent les survivances du servage ; que l'un et l'autre luttent à mort contre le gouvernement du tsar ; que l'un et l'autre veulent une république démocratique.

Cela ne doit pas cependant nous faire oublier cette vérité que la différence entre eux est beaucoup plus importante que ce qu'ils ont de commun.

En quoi consiste cette différence ?

En ceci que le prolétariat est l'ennemi de la propriété privée ; il hait le régime bourgeois et n'a besoin de la république démocratique que pour rassembler ses forces et renverser ensuite le régime bourgeois, alors que la paysannerie est attachée à la propriété privée, au régime bourgeois et a besoin de la république démocratique pour consolider les fondements du régime bourgeois.

Inutile de dire que la paysannerie[iii] ne marchera contre le prolétariat que dans la mesure où celui-ci voudra abolir la propriété privée. D'autre part, il est clair également que la paysannerie ne soutiendra le prolétariat que dans la mesure où celui-ci voudra renverser l'autocratie. la révolution actuelle est bourgeoise, c'est-à-dire qu'elle ne touche pas à la propriété privée : la paysannerie n'a donc, à l'heure actuelle, aucune raison de tourner ses armes contre le prolétariat. En revanche, cette révolution répudie foncièrement le pouvoir du tsar : la paysannerie a donc intérêt à se joindre résolument au prolétariat, force d'avant-garde de la révolution. Il est clair que le prolétariat, de son côté, a intérêt à soutenir la paysannerie et à marcher avec elle contre l'ennemi commun : le gouvernement tsariste. Le grand Engels dit avec raison que jusqu'à la victoire de la révolution démocratique le prolétariat doit lutter contre le régime existant aux côtés de la petite bourgeoisie[iv]. Et si notre victoire ne peut être appelée victoire tant que les ennemis de la révolution ne seront pas entièrement matés ; si le gouvernement provisoire a pour devoir de mater les ennemis et d'armer le peuple ; s'il doit se charger de parachever la victoire, il va de soi que le gouvernement provisoire doit comprendre dans son sein, outre les défenseurs de la petite bourgeoisie, les représentants du prolétariat, chargés de défendre ses intérêts. Il serait absurde que le prolétariat, après avoir assumé la direction de la révolution, confiât à la petite bourgeoisie seule le soin de la mener jusqu'au bout : ce serait se trahir soi-même. Seulement, il ne faut pas oublier que le prolétariat, ennemi de la propriété privée, doit avoir son propre parti et ne doit pas un instant dévier de sa route.

En d'autres termes, le prolétariat et la paysannerie doivent conjuguer leurs efforts pour en finir avec le gouvernement tsariste ; conjuguer leurs efforts pour mater les ennemis de la révolution ; et c'est pourquoi le prolétariat, au même titre que la paysannerie, doit avoir au gouvernement provisoire des défenseurs de ses intérêts : les social-démocrates.

Cela est si clair, si évident qu'il semble superflu d'en parler.

Mais voilà qu'intervient la "minorité", qui a des doutes et répète obstinément : il ne sied pas à la social-démocratie de participer au gouvernement provisoire, cela est contraire aux principes.

Examinons la question. Quels sont les arguments de la "minorité" ? Elle se réfère, tout d'abord, au congrès d'Amsterdam[v]. Ce congrès, à l'encontre du jauressisme, a décidé que les socialistes ne devaient pas chercher à faire partie d'un gouvernement bourgeois ; or, comme le gouvernement provisoire est un gouvernement bourgeois, il serait inadmissible

que nous y participions. Ainsi raisonne la "minorité" ; elle ne remarque pas qu'une interprétation aussi scolaire de la résolution du congrès implique que nous ne devrions point participer non plus à la révolution. En effet, nous sommes les ennemis de la bourgeoisie ; or, la révolution actuelle est bourgeoise ; par conséquent, nous ne devons prendre aucune part à cette révolution ! C'est dans cette voie que nous pousse la logique de la "minorité". La social-démocratie, en revanche, dit que nous, prolétaires, devons non seulement participer à la révolution actuelle, mais encore nous placer à la tête, la diriger et la mener jusqu'au bout. Or, il est impossible de mener la révolution jusqu'au bout sans faire partie du gouvernement provisoire. Il est incontestable qu'en l'occurrence la logique de la "minorité" boite des deux pieds. De deux choses l'une : ou bien, à l'instar des libéraux, nous devons renoncer à l'idée que le prolétariat est le dirigeant de la révolution, et alors la question de notre participation à un gouvernement provisoire. La "minorité", elle, ne veut rompre ni avec l'un, ni avec l'autre, elle veut faire figure et de libérale et de social-démocrate ! C'est ainsi qu'elle violente impitoyablement l'innocente logique...

Quant au congrès d'Amsterdam, il avait en vue le gouvernement français permanent, et non un gouvernement provisoire révolutionnaire. Le gouvernement français est conservateur et réactionnaire ; il défend ce qui est ancien et combat ce qui est nouveau ; il va de soi qu'un social-démocrate véritable n'en fera pas partie. Alors que le gouvernement provisoire est progressiste et révolutionnaire, qu'il lutte contre ce qui est ancien, fraie la voie à ce qui est nouveau, sert les intérêts de la révolution ; il va de soi qu'un social-démocrate véritable en fera partie et prendra une part active au parachèvement de la révolution. Comme on le voit, ce sont là des choses bien différentes. C'est à tort que la "minorité" se cramponne au congrès d'Amsterdam : il ne la sauvera pas de l'échec.

Il faut croire que la "minorité" elle-même l'a senti : elle fait appel à un autre argument : elle invoque à présent les ombres de Marx et d'Engels. Le Social-démocrate, par exemple, répète obstinément que Marx et Engels "rejettent radicalement" la participation à un gouvernement provisoire. Mais où et quand ? Que dit Marx, par exemple ? En réalité, Marx dit que

...les petits bourgeois démocrates... prêchent au prolétariat... de créer un grand parti d'opposition qui engloberait toutes les nuances dans un parti démocratique... [qu'] une pareille union serait sans aucun doute préjudiciable au prolétariat et leur profiterait exclusivement [au gouvernement provisoire][vi],
etc...[vii].

En un mot, le prolétariat doit avoir un parti de classe distinct. Mais qui donc s'y oppose, "savant critique" ? Pourquoi vous battez-vous contre des moulins à vent ?

Le "critique" n'en continue pas moins à citer Marx.

En cas de lutte contre un ennemi commun, il n'est pas besoin d'une union spéciale. Dans la mesure où une lutte directe contre cet ennemi est nécessaire, les intérêts des deux partis coïncident pour un certain temps, etc... une alliance se réalise alors, qui n'est prévue que pour une période donnée... Pendant et après la lutte, les ouvriers doivent, à chaque occasion, présenter leurs besoins [sans doute : revendications] propres à côté de ceux des

démocrates bourgeois... En un mot, il est indispensable, dés le premier moment de la victoire, de se méfier... de ses alliés d'hier, du parti qui veut exploiter la victoire commune exclusivement à ses fins[viii].

En d'autres termes, le prolétariat doit suivre son chemin propre et en soutenir la petite bourgeoisie que dans la mesure où cela ne contredit pas ses intérêts. Mais qui s'y oppose, étonnant "critique" et qu'aviez-vous besoin de vous référer aux paroles de Marx ? Marx parle-t-il du gouvernement provisoire révolutionnaire ? Il n'en dit pas un mot ! Est-ce que, selon Marx, la participation à un gouvernement provisoire pendant une révolution démocratique est contraire à nos principes ? Il n'en dit pas un mot ! Pourquoi donc notre auteur est-il aux anges? Où a-t-il été dénicher "une contradiction de principe" entre Marx et nous ? Pauvre "critique"! Il se met en quatre pour découvrir une telle contradiction, mais, à son grand déplaisir, sans aucun résultat.

Et que dit Engels, d'après les menchéviks ? Dans sa lettre à Turati, il dit, paraît-il, que la révolution future en Italie sera petite-bourgeoise et non socialiste ; que jusqu'à sa victoire le prolétariat doit marcher aux côtés de la petite bourgeoisie contre le régime existant, tout en ayant obligatoirement son propre parti ; mais qu'après la victoire de la révolution il serait extrêmement dangereux pour les socialistes de faire partie du nouveau gouvernement. Ils répèteraient ainsi l'erreur de Louis Blanc et d'autres socialistes français de 1848, etc[ix]... Autrement dit, puisque la révolution italienne sera démocratique, et non socialiste, ce serait une grave erreur de rêver à la domination du prolétariat et de rester dans le gouvernement même après la victoire ; c'est seulement jusqu'à la victoire que le prolétariat pourrait marcher avec les petits bourgeois contre l'ennemi commun. Mais qui donc le conteste, qui dit que nous devons confondre la révolution démocratique et la révolution socialiste ? Quel besoin avait-on de se référer à Turati, adepte de Bernstein ? Et pourquoi évoquer Louis Blanc ? Louis Blanc était un "socialiste" petit-bourgeois, alors qu'il est question chez nous de social-démocrates. Il n'existait pas de Parti social-démocrate à l'époque de Louis Blanc : or, ici, il est question de ce parti. Les socialistes français avaient en vue la conquête du pouvoir politique ; ce qui nous intéresse, quant à nous, c'est la question de la participation au gouvernement provisoire... Est-ce que, selon Engels, participer à un gouvernement provisoire pendant une révolution démocratique est contraire à nos principes ? Il n'en dit pas un mot ! Mais alors pourquoi fallait-il, ô notre menchévik, disserter si longuement ? Ne comprenez-vous pas qu'embrouiller les questions, ce n'est pas les résoudre ? Quel besoin aviez-vous de déranger inutilement les ombres de Marx et d'Engels ?

La "minorité" a sans doute senti elle-même que les noms de Marx et d'Engels ne la sauveront pas, et la voilà qui se cramponne maintenant à un troisième "argument". Vous voulez mettre une double bride aux ennemis de la révolution, nous dit la "minorité" ; vous voulez que "la pression du prolétariat sur la révolution s'exerce non seulement 'd'en bas', non seulement de la rue, mais encore d'en haut, des palais du gouvernement provisoire"[x]. Mais cela est contraire aux principes, nous reproche la "minorité".

Ainsi, la "minorité" affirme que nous ne devons agir sur la marche de la révolution "que d'en bas". La "majorité", en revanche, estime que nous devons compléter l'action exercée "d'en bas" par une action exercée "d'en haut", afin que la pression s'exerce de toutes parts.

Mais alors, qui donc entre en contradiction avec le principe de la social-démocratie, la "majorité" ou la "minorité" ?

Adressons-nous à Engels. Dans la période de 1870 à 1880, une insurrection éclata en Espagne. La question d'un gouvernement provisoire révolutionnaire se posa. A cette époque, les bakouninistes (anarchistes) étaient là-bas à l'oeuvre. Ils niaient toute action exercée "d'en haut", d'où une polémique entre eux et Engels. Les bakouninistes prêchaient la même chose que la "minorité" aujourd'hui.

Les bakouninistes, dit Engels, avaient prêché depuis des années que toute action de haut en bas est nuisible, que tout doit être organisé et exécuté de bas en haut[xi].

D'après eux,

toute organisation d'un pouvoir politique, dit provisoire ou révolutionnaire, ne peut-être qu'une nouvelle duperie et serait aussi dangereuse pour le prolétariat que tous les gouvernements actuels[xii].

Engels raille cette façon de voir et dit que la vie a cruellement réfuté cette théorie des bakouninistes. Force a été aux bakouninistes de céder aux exigences de la vie et...

en dépit de leurs principes anarchistes, ils ont dû former un gouvernement révolutionnaire[xiii].

Ils ont ainsi,

foulé aux pieds le principe qu'ils venaient eux-mêmes de proclamer : à savoir que l'instauration d'un gouvernement révolutionnaire n'est qu'une nouvelle duperie et une nouvelle trahison envers la classe ouvrière[xiv]

Ainsi parle Engels.

Il apparaît donc que le principe de la "minorité", — n'agir que "d'en bas", — est un principe anarchiste, qui, en réalité contredit foncièrement la tactique social-démocrate. Le point de vue de la "minorité", selon lequel toute participation à un gouvernement provisoire serait néfaste aux ouvriers, est une phrase anarchiste, dont Engels se moquait déjà. Il apparaît aussi que la vie rejettera les conceptions de la "minorité" et les brisera en se jouant, comme ce fut le cas pour les bakouninistes.

Néanmoins, la "minorité" s'obstine : nous n'irons pas, dit-elle, contre les principes. Ces gens-là ont une étrange conception des principes social-démocrates. Prenons, par exemple, leurs principes concernant le gouvernement provisoire révolutionnaire et la Douma d'Etat. La "minorité" se prononce contre la participation à la Douma d'Etat, suscitée par les intérêts de l'autocratie : cela, paraît-il, ne serait pas contraire aux principes ! La "minorité" se prononce contre la participation à un gouvernement provisoire créé et légitimé par le peuple révolutionnaire : ce serait contraire aux principes. Mais elle est pour une participation à la Douma d'Etat, convoquée et légitimée par le tsar autocrate : cela, paraît-il, ne serait pas

contraire aux principes ! La "minorité" est contre une participation à un gouvernement provisoire appelé à enterrer l'autocratie : ce serait contraire aux principes. Mais elle est pour la participation à la Douma d'Etat, appelée à consolider l'autocratie : cela, paraît-il, ne serait pas contraire aux principes !... De quels principes parlez-vous donc, très honorables amis, de ceux des libéraux ou des social-démocrates ? Vous feriez bien de répondre directement à cette question. Nous avons là-dessus quelques doutes.

Mais laissons ces questions.
le fait est que la "minorité", en quête de principes, a glissé sur la pente de l'anarchisme.

Voilà ce qui est clair aujourd'hui.

II

Nos menchéviks n'ont pas trouvé à leur goût les résolutions prises au IIIe congrès du parti. Leur signification révolutionnaire véritable a troublé le "marais" des menchéviks et éveillé leur appétit de "critique". Il est à croire que leur mentalité opportuniste a été surtout choquée par la résolution sur le gouvernement provisoire révolutionnaire ; ils ont donc entrepris de la "démolir". Mais n'y ayant rien trouvé à quoi ils puissent accrocher leur critique, ils ont eu recours à leur moyen habituel et si bon marché : la démagogie ! Cette résolution a été rédigée pour leurrer les ouvriers, pour les mystifier et les aveugler, écrivent ces "critiques". Et ils semblent très satisfaits de leur manège. Ils imaginent leur adversaire frappé à mort ; et, se croyant en posture de critiques vainqueurs, ils s'exclament : "Et ce sont eux (les auteurs de la résolution) qui ont la prétention de diriger le prolétariat!". A regarder ces "critiques", on croit voir ce personnage de Gogol qui, ayant perdu la raison, se prend pour le roi d'Espagne. tel est le sort de ceux qui sont victimes de la folie des grandeurs !

Examinons de près la "critique" que nous trouvons dans le n°5 du Social-démocrate. Comme on le sait déjà, nos menchéviks ne peuvent songer sans effroi au spectre sanglant du gouvernement provisoire révolutionnaire, et ils font appel à leurs saint — les Martynov et les Akimov — pour les délivrer de ce monstre et le remplacer par le "Zemski Sobor[xv]", devenu aujourd'hui la Douma d'Etat. A cette fin, ils portent aux nues le "Zemski Sobor" et essaient de faire passer pour du bon argent cette création pourrie du tsarisme pourri ! "Nous savons que la grande Révolution française a institué la république sans avoir eu de gouvernement provisoire", écrivent-ils. Et c'est tout ? vous ne savez rien de plus "honorables" critiques ? Ce n'est pas beaucoup ! Il faudrait en savoir davantage ! Il faudrait savoir, par exemple, que la grande Révolution française a triomphé en tant que mouvement révolutionnaire bourgeois, alors qu'en Russie "le mouvement révolutionnaire triomphera en tant que mouvement des ouvriers, ou ne triomphera pas du tout", comme le dit à juste titre Plékhanov. En France, la bourgeoisie était à la tête de la Révolution ; en Russie, c'est le prolétariat. Là-bas, c'est la bourgeoisie qui présidait au sort de la Révolution ; ici, c'est le prolétariat. Puisque les forces révolutionnaires dirigeantes sont autres, n'est-il pas évident que les résultats ne sauraient être les mêmes pour l'une et l'autre classes ? Si en France la bourgeoisie, qui se trouvait à la tête de la révolution, en a recueilli les fruits, doit-il en être de même en Russie ? Oui, disent nos menchéviks, ce qui s'est passé là-bas, en France, doit aussi se produire ici, en Russie. Ces messieurs, pareils à un fabricant de cercueils, prennent les mesures d'un trépassé de longues date et les appliquent aux vivants. Ils ont en outre commis une fraude de taille : ils ont

enlevé la tête de l'objet qui nous intéresse et reporté le centre de la polémique sur la queue. Comme tout social-démocrate révolutionnaire, nous parlons d'instaurer une république démocratique. Eux, ils ont subtilisé le mot "démocratique" et se sont mis à pérorer sur la "république". "Nous savons que la grande Révolution française a instauré la république : mais quelle république, — une république vraiment démocratique ? Telle que la veut le Parti ouvrier social-démocrate de Russie ? Cette république a-t-elle donné au peuple le suffrage universel ? Les élections d'alors étaient-elles absolument directes ? Avait-on établi l'impôt progressif sur le revenu ? Parlait-on d'améliorer les conditions de travail, de diminuer la journée de travail, d'augmenter les salaires etc... ? Non. Il n'y a rien eu de tout cela, et d'ailleurs il n'en pouvait être question, car les ouvriers n'avaient pas alors une éducation social-démocrate. Aussi leurs intérêts, dans la république française de l'époque, ont-ils été oubliés, négligés par la bourgeoisie. Inclineriez-vous, messieurs, vos têtes "vénérables" devant une telle république ? Est-ce cela votre idéal ? Bon voyage ! Mais souvenez-vous bien, honorables critiques, que s'incliner devant une telle république n'a rien de commun avec la social-démocratie et son programme ; c'est du démocratisme de la pire espèce. Et vous faites passer tout cela en fraude, en vous couvrant du nom de la social-démocratie.

D'autre part, les menchéviks devraient savoir que la bourgeoisie de Russie, avec son "Zemski Sobor", ne nous gratifiera pas même d'une république comme celle de la France ; elle n'a pas du tout l'intention d'abolir la monarchie. Connaissant parfaitement "l'insolence" des ouvriers là où il n'existe pas de monarchie, elle s'efforce de conserver cette forteresse intacte et de s'en faire une arme contre son ennemi implacable : le prolétariat. C'est dans ce but qu'au nom du "peuple" elle mène des pourparlers avec le tsar-bourreau et lui conseille dans l'intérêt de la "patrie" et du trône, de convoquer un "Zemski Sobor" pour éviter "l'anarchie". Ignoreriez-vous tout cela, vous autres menchéviks ?
Il nous faut non une république comme celle que la bourgeoisie française a instaurée au XVIIIe siècle, mais une république telle que la veut le Parti ouvrier social-démocrate de Russie, au XXe siècle. or, cette république ne peut naître que d'une insurrection populaire victorieuse ayant à sa tête, le prolétariat et du gouvernement révolutionnaire provisoire qu'elle aura mis en avant. Ce gouvernement provisoire pourra seul réaliser provisoirement notre programme minimum et soumettre les transformations intervenues à l'approbation d'une Assemblée constituante convoquée par lui.

Nos "critiques" ne croient pas qu'une Assemblée constituante, convoquée conformément à notre programme, puisse exprimer la volonté du peuple (et comment pourraient-ils se l'imaginer, eux qui ne veulent pas aller au delà de la grande révolution française survenue il y a 115 ou 116 ans ?).

Ceux qui ont la richesse et l'influence, continuent les "critiques", disposent de tant de moyens de fausser les élections en leur faveur qu'il est parfaitement inutile de parler de la volonté réelle du peuple. Pour que les électeurs pauvres ne deviennent pas les interprètes de la volonté des riches, il faut un grand combat, une longue discipline de parti [celle que les menchéviks ne veulent pas reconnaître !]. Même en Europe [?], malgré une éducation politique déjà ancienne, ce résultat n'est pas atteint. Et nos bolchéviks qui croient que le gouvernement provisoire détient ce talisman !

Voilà le véritable suivisme ! Les voilà, "reposant dans le sein de Dieu", la "tactique-processus" grandeur nature ! Demander pour la Russie ce qui n'a pas encore été réalisé en Europe, il ne saurait en être question, proclament sentencieusement les "critiques" ! Nous savons pourtant que notre programme minimum n'a été complètement réalisé ni en Europe ni même en Amérique ; par conséquent, quiconque l'accepte et lutte pour sa réalisation en Russie après la chute de l'autocratie n'est, selon les menchéviks, qu'un rêveur incorrigible, un pitoyable Don Quichotte ! En un mot, notre programme minimum est faux, utopique, et n'a rien à voir avec la "vie" réelle ! n'est-il pas vrai, messieurs les "critiques" ? C'est bien ainsi, selon vous. Ayez donc le courage de le dire explicitement, sans détours ! Nous saurons alors qui à nous avons affaire et vous vous affranchirez des formalités de programme que vous abhorrez ! Car vous parlez si timidement, avec tant de pusillanimité, du peu d'importance du programme que beaucoup de gens, en dehors de bolchéviks bien sûr, croient encore que vous reconnaissez le programme de la social-démocratie de Russie, voté au IIe congrès du parti. Mais pourquoi ce pharisaïsme ?

Nous touchons là au fond de nos divergences. vous ne croyez pas à notre programme et vous en contestez la justesse. Alors que nous, au contraire, nous nous en inspirons toujours et y conformons tous nos actes !

Nous croyons que "ceux qui ont la richesse et l'influence" ne pourront ni corrompre ni tromper le peuple entier si la propagande électorale est libre. Car, à leur influence et leur or, nous opposerons la parole social-démocrate et sa vérité (dont contrairement à vous, nous ne doutons pas) ; nous atténuerons ainsi l'effet des manoeuvres frauduleuses de la bourgeoisie. Mais vous, vous n'y croyez pas, et c'est pourquoi vous tirez la révolution vers le réformisme.

En 1848, continuent les "critiques", le gouvernement provisoire de la France [encore la France !], dont faisaient également partie des ouvriers, convoqua une Assemblée nationale où pas un délégué du prolétariat parisien ne fut élu.

C'est là, encore une fois, une incompréhension complète de la théorie social-démocrate et une conception schématique de l'histoire ! Pourquoi jeter des phrases au vent ? En France, bien que des ouvriers eussent fait partie du gouvernement provisoire, le résultat a été nul ; c'est pourquoi la social-démocratie doit, en Russie refuser sa participation, car là encore le résultat serait nul, concluent les "critiques". Mais est-ce sur la participation des ouvriers qu'est centré le débat ? Disons-nous que l'ouvrier, quel qu'il soit et quelle que soit sa tendance, doit participer au gouvernement provisoire révolutionnaire ? Non , nous ne sommes pas encore vos adeptes et nous ne décernons pas à chaque ouvrier un brevet de social-démocrate. Quant à faire des ouvriers qui participent au gouvernement provisoire français de membres du Parti social-démocrate, cette idée ne nous est même pas venue à l'esprit ! A quoi bon cette analogie déplacée ? Et d'ailleurs peut-on établir une comparaison entre la conscience politique du prolétariat français de 1848 et celle du prolétariat de Russie à l'heure actuelle ? Le prolétariat français de ce temps s'était-il livré, ne fût-ce qu'une seule fois, à une manifestation politique contre le régime existant ? Avait-il jamais fêté le 1er Mai sous le signe de la lutte contre le régime bourgeois ? Etait-il organisé au sein d'un parti ouvrier social-démocrate ? Avait-il un programme social-démocrate ? Nous savons bien que non. De tout cela, le prolétariat français n'avait pas la moindre idée. La question se pose : le prolétariat français pouvait-il alors cueillir les fruits de la révolution comme en est en mesure

de le faire le prolétariat de Russie, qui est, lui, organisé depuis longtemps au sein d'un parti social-démocrate, a un programme social-démocrate parfaitement défini et se fraie consciemment un chemin vers le but qu'il s'est assigné ? Quiconque est capable de comprendre tant soit peu la réalité répondra par la négative. Et seuls les hommes capables d'apprendre par coeur les faits historiques sans savoir en expliquer l'origine selon le temps et le lieu, peuvent identifier ces deux ordres de faits très différents.

"Il faut, nous enseignent encore et encore les 'critiques', que le peuple use de violence, que la révolution soit ininterrompue, et non se contenter d'élections et rentrer ensuite chacun chez soi." Nouvelle calomnie ! Qui donc vous a dit, très honorable critique, que nous nous contenterons ensuite chacun chez soi ? Nommez-le donc !

Nos "critiques" s'alarment aussi de ce que nous exigions de notre programme minimum, et ils s'exclament : "C'est ne rien comprendre aux choses : car les revendications politiques et économiques de notre programme ne peuvent être réalisées que par la voie législative ; or, le gouvernement provisoire n'est pas un organe législatif." A la lecture de ce réquisitoire contre "les agissements illégaux", un doute se glisse en nous : cet article n'aurait-il pas été adressé au Social-démocrate par quelque bourgeois libéral, adorateur de la légalité ?[xvi]. Comment expliquer autrement ce sophisme bourgeois selon lequel le gouvernement provisoire révolutionnaire n'aurait pas le droit d'abroger les anciennes lois et d'en établir de nouvelles ! Ce raisonnement ne sent-il pas à plein nez le libéralisme le plus plat ? Et n'est-il pas étrange dans la bouche d'un révolutionnaire ? Vraiment, cela rappelle le condamné dont on allait couper la tête et qui suppliait le bourreau de ne pas toucher au bouton qu'il avait sur le cou. Au reste, que ne passerait-on pas à des "critiques" qui ne distinguent pas un gouvernement provisoire révolutionnaire d'un simple cabinet des ministres (ce n'est pas de leur faute : leurs maîtres, les Martynov et les Akimov, les ont amenés là). Qu'est-ce qu'un cabinet des ministres? Le résultat de l'existence d'un gouvernement permanent. Et qu'est-ce qu'un gouvernement provisoire révolutionnaire ? Le résultat de la suppression du gouvernement permanent. Le premier applique les lois existantes avec le concours d'une armée permanente. le second abroge les lois existantes et à leur place, avec le concours du peuple insurgé, consacre la volonté de la révolution. Qu'y a-t-il de commun entre eux ?

Admettons que la révolution ait triomphé et que le peuple vainqueur ait formé un gouvernement provisoire révolutionnaire. La question se pose : que doit faire ce gouvernement, s'il ne peut ni abroger ni promulguer des lois ? Attendre l'Assemblée constituante ? Mais la convocation de cette Assemblée exige, elle aussi, la promulgation de lois nouvelles comme : le suffrage universel, direct, etc..., la liberté de parole, de la presse, des réunions, et ainsi de suite. Tout cela fait partie de notre programme minimum. Et si le gouvernement provisoire révolutionnaire ne peut le réaliser, de quoi s'inspirera-t-il en convoquant l'Assemblée constituante ? Serait-ce du programme élaboré par Boulyguine[xvii] et approuvé par Nicolas II ?

Admettons encore que le peuple vainqueur, après avoir subi de nombreuses pertes par suite du manque d'armes, exige du gouvernement provisoire révolutionnaire le licenciement de l'armée permanente et l'armement du peuple pour lutter contre la contre-révolution. C'est alors que les menchéviks se mettent à prêcher : la suppression de l'armée permanente et l'armement du peuple sont du ressort, non du gouvernement provisoire révolutionnaire,

mais de l'Assemblée constituante. C'est à elle que vous devez en appeler, ne demandez pas d'actes illégaux, etc... Jolis conseillers, il n'y a pas à dire !

Voyons maintenant de quel droit les menchéviks privent le gouvernement provisoire révolutionnaire de toute "capacité". D'abord, parce qu'il n'est pas une institution législative, et puis parce que l'Assemblée constituante n'aurait, paraît-il, plus rien à faire. Voilà à quelle honte en arrivent ces béjaunes en politique ! Il se trouve qu'ils ne savent même pas que la révolution triomphante et l'interprète de sa volonté, le gouvernement provisoire révolutionnaire, sont les maîtres de la situation jusqu'à la formation d'un gouvernement permanent, qu'ils peuvent donc abroger et promulguer des lois ! S'il en était autrement, si le gouvernement provisoire ne possédait pas ces droits, son existence n'aurait plus aucun sens et le peuple insurgé n'aurait pas institué un pareil organisme. Il est tout de même étonnant que les menchéviks aient oublié l'a b c de la révolution.

Les menchéviks demandent : ce que doit donc faire l'Assemblée constituante, si le gouvernement provisoire révolutionnaire applique notre programme minimum ? Vous craignez, honorables critiques, qu'elle ne soit réduite au chômage. Soyez sans crainte, le travail ne lui manquera pas. Elle sanctionnera les transformations que le gouvernement provisoire révolutionnaire aura opérées avec l'aide du peuple insurgé ; elle élaborera la Constitution du pays, dont notre programme minimum ne sera qu'une partie. Voilà ce que nous demanderons à l'Assemblée constituante !

Ils [les bolchéviks] ne peuvent se figurer une scission entre la petite bourgeoisie même et les ouvriers, scission qui aura ses répercussions sur les élections ; par suite, le gouvernement provisoire voudra opprimer au profit de sa classe les électeurs ouvriers, écrivent les "critiques".

Comprenne qui pourra cette sagesse ! Que signifient ces mots : "le gouvernement provisoire voudra opprimer au profit de sa classe les électeurs-ouvriers" !!? De quel gouvernement provisoire parlent-ils, contre quels moulins à vent se battent ces Don Quichotte? Quelqu'un a-t-il jamais dit que si la petite bourgeoisie s'emparait à elle seule du gouvernement provisoire révolutionnaire, elle n'en défendrait pas moins les intérêts des ouvriers ? Pourquoi prêter aux autres sa propre étourderie ? Nous disons qu'on peut admettre, dans certaines conditions, la participation de nos délégués social-démocrates au gouvernement provisoire révolutionnaire à côté des représentants de la démocratie. S'il en est ainsi, s'il s'agit d'un gouvernement provisoire révolutionnaire dont font aussi partie les social-démocrates, comment pourrait-il être de composition petite-bourgeoise ? Nous fondons nos arguments en faveur de la participation au gouvernement provisoire révolutionnaire sur ce fait que la réalisation de notre programme minimum ne contredit pas dans l'essentiel les intérêts de la démocratie : paysannerie et petite bourgeoisie des villes (que vous, menchéviks, invitez à adhérer à votre parti) ; nous estimons donc possible de l'appliquer en commun. Mais si la démocratie s'oppose à l'application de certains points de notre programme, nos délégués, soutenus dans la rue par leurs électeurs, par le prolétariat, s'efforceront d'appliquer ce programme par la force, si cette force existe (si elle fait défaut, nous n'entrerons pas dans le gouvernement provisoire, et d'ailleurs on ne nous y enverra pas siéger). Comme on le voit, la social-démocratie doit participer au gouvernement provisoire

révolutionnaire précisément pour y défendre le point de vue social-démocrate, c'est-à-dire pour ne pas permettre aux autres classes de léser les intérêts du prolétariat.

Les représentants du Parti ouvrier social-démocrate de Russie au gouvernement provisoire révolutionnaire déclareront la guerre non au prolétariat, comme le croient les menchéviks dans leur aberration, mais, en accord avec le prolétariat, aux ennemis du prolétariat. Mais que vous importe tout cela, à vous, menchéviks ? Que vous importent la révolution et son gouvernement provisoire ? Votre place est là-bas, à la "Do[uma d'Etat]"...[xviii]

La première partie de cet article a été
publiée dans la "Prolétariatis Brdzola"
[la Lutte du prolétariat], n°11, 15 août 1905.
La seconde partie paraît ici pour la première fois.
Article non signé.
Traduit du géorgien.

[i] La première partie seulement de cet article parut dans le n°11 de la Proletariatis Brdzola. La seconde partie, comme le montre la maquette manuscrite, établie par Staline et conservée dans les archives, des numéros 12, 13 et 14 de la Proletariatis Brdzola, devait être publiée dans le n°13 du journal. mais la Proletariatis Brdzola ayant cessé de paraître après le n°12, cette seconde partie ne fut pas publiée. Elle n'a été conservée, dans les dossiers de la gendarmerie, que dans une traduction russe manuscrite. Le texte géorgien du manuscrit n'a pas été retrouvé. (N.R.).
[ii] Voir, pour le programme minimum, le Communiqué sur le IIe congrès du P.O.S.D.R. (J.S.).
[iii] C'est-à-dire la petite bourgeoisie. (J.S.).
[iv] Voir l'Iskra, n°96. Ce passage a été reproduit dans le n°5 du Social-démocrate. Voir "La démocratie et la social-démocratie". (J.S.).
[v] Le congrès d'Amsterdam de la IIe Internationale, tenu en août 1904. (N.R.).
[vi] Voir le Social-démocrate, n°5. (J.S.).
[vii] Karl Marx et Friedrich Engels : Adresse du Comité central à la Ligue des communistes. (N.R.).
[viii] Voir le Social-démocrate, n°5. (J.S.).
[ix] Voir le Social-démocrate n°5. Le Social-démocrate cite ces mots entre guillemets. On pourrait croire que ces mots d'Engels sont reproduits textuellement. En réalité, il n'en est rien. Le contenu de la lettre d'Engels y est seulement exposé en d'autres termes. (J.S.).
[x] Voir l'Iskra, n°93. (J.S.).
[xi] Voir le n°3 du Proletari, où sont citées ces paroles d'Engels*. (J.S.).
*Il s'agit de l'étude de Lénine : "Du gouvernement provisoire révolutionnaire" où est cité l'article de Friedrich Engels : "Les bakouninistes à l'oeuvre". (Voir Lénine : Oeuvres, t. VIII, p. 443, 444, 446, 4e édit. russe). (N.R.).
[xii] Voir le n°3 du Prolétari. (J.S.).
[xiii] Idem. (J.S.).
[xiv] Idem. (J.S.).
[xv] Le "Zemski Sobor" ou "assemblée des représentants de la terre russe" correspond aux Etats généraux de l'ancien régime en France. Au début du XVIIe siècle, pendant le "temps des troubles", le "Zemski Sobor" exerça un moment le pouvoir. (N.T.).

[xvi] Cette idée s'impose d'autant plus que, de toute la bourgeoisie de Tiflis, les menchéviks, dans le n°5 du Social-démocrate, ne considèrent comme traîtres à la "cause commune" qu'une dizaine de marchands. On peut en conclure que les autres sont leurs partisans et font "cause commune" avec les menchéviks. Quoi d'étonnant à ce qu'un de ces partisans de la "cause commune" se soit avisé d'envoyer au journal de ses collègues un article "critique contre l'intransigeante "majorité" ? (J.S.).

[xvii] Il s'agit du projet de loi relatif à l'institution d'une Douma d'Etat consultative et du règlement sur les élections à la Douma, élaborés par une commission que présidait le ministre de l'Intérieur Boulyguine. Le projet de loi et le règlement électoral furent publiés en même temps que le manifeste du tsar, le 6 (19) août 1905. Les bolchéviks boycottèrent activement la Douma de Boulyguine. Celle-ci fut balayée par la révolution avant même d'avoir pu se réunir. (N.R.).

[xviii] Ici s'arrête le manuscrit. (N.R.).

Réponse au Social-démocrate[i].

Je dois tout d'abord m'excuser auprès du lecteur d'avoir tardé à répondre. Qu'y faire? Les circonstances m'ayant obligé à travailler dans un autre domaine, force m'a été de différer ma réponse ; nous ne disposons pas de nous-mêmes vous le savez bien.

Je tiens encore à faire remarquer ceci : beaucoup de gens croient que la brochure : Coup d'oeil rapide sur les divergences dans le parti a pour auteur le Comité de l'Union et non une seule personne. Je dois déclarer que cette brochure est de moi. Le Comité de l'Union n'a fait que l'éditer.

Et maintenant, abordons le sujet.

L'adversaire m'accuse de "ne pas apercevoir l'objet du débat", "d'escamoter les questions"[ii]; il prétend que ce sont "les questions d'organisation et non celles de programme qui sont matière à litige" (p. 2).

Il suffit d'être un peu observateur pour découvrir la fausseté des affirmations de l'auteur. En effet, ma brochure est une réponse au premier numéro du Social-démocrate, elle était déjà sous presse quand a paru le second numéro du Social-démocrate. Que disait l'auteur dans le premier numéro ? Simplement que la "majorité" s'est engagée dans la voie de l'idéalisme et que sa position "contredit foncièrement" le marxisme. Ici, pas un mot sur les questions d'organisation. Que devais-je répondre ? Ce que j'ai répondu : que la "majorité" se place sur les positions du marxisme authentique, et que si la "minorité" ne l'a pas compris, c'est qu'elle-même s'est écartée du marxisme authentique. Quiconque entend quelque chose à la polémique aurait agi de même. Mais l'auteur ne fait que répéter : pourquoi ne dis-tu rien des questions d'organisation ? Si je n'en dis rien, honorable philosophe, c'est parce que vous n'en aviez soufflé mot à cette date. Comment répondre à des questions qui n'ont pas encore été posées ? Il est évident que "les problèmes escamotés", "l'objet du débat passé sous silence", etc..., ne sont qu'inventions de l'auteur. J'ai, en revanche, toute raison de croire que c'est lui qui passe sous silence certaines questions. Il déclare que les "problèmes d'organisation sont matière à litige", alors qu'il existe aussi entre nous des divergences de tactique, qui ont beaucoup plus d'importance que les divergences en matière d'organisation. pourtant notre "critique" n'en a pas soufflé mot dans sa brochure. C'est bien ce qui s'appelle "escamoter les problèmes".

Qu'est-il dit dans ma brochure ?

La vie sociale, de nos jours, est organisée sur le mode capitaliste. Il existe deux grandes classes : la bourgeoisie et le prolétariat, engagés dans une lutte à mort. Les conditions de vie de la bourgeoisie l'obligent à consolider le régime. Les conditions de vie du prolétariat l'obligent à saper ce régime, à le détruire. Deux consciences s'élaborent qui correspondent à ces deux classes : l'une bourgeoise, l'autre socialiste. A la situation du prolétariat correspond la conscience socialiste. C'est pourquoi le prolétariat fait sienne cette conscience, se l'assimile est lutte avec une énergie redoublée contre le régime capitaliste. Est-il besoin de dire que, s'il n'y avait ni capitalisme ni lutte des classes, il n'y aurait pas non plus de conscience socialiste? Mais à présent la question est de savoir qui élabore, qui a la possibilité

d'élaborer cette conscience socialiste (c'est-à-dire le socialisme scientifique). Kautsky dit, et je reprends sa pensée, que la masse des prolétaires, tant qu'ils restent des prolétaires, n'a ni le temps, ni la possibilité d'élaborer une conscience socialiste. "La conscience socialiste d'aujourd'hui ne peut surgir que sur la base d'une profonde connaissance scientifique"[iii], dit Kautsky. Or les représentants de la science sont des intellectuels comme Marx, Engels, d'autres encore, qui ont le temps et la possibilité de se placer à la pointe de la science et d'élaborer une conscience socialiste. Il est évident que l'élaboration d'une conscience socialiste est l'oeuvre d'un petit nombre d'intellectuels social-démocrates qui disposent du temps et des moyens nécessaires.

Mais quelle importance a, par elle-même, la conscience socialiste si elle ne s'est pas propagée dans le prolétariat ? Elle restera une phrase creuse, rien de plus ! Il en ira tout autrement si cette conscience se répand dans le prolétariat : d'un pas accéléré vers une vie socialiste. C'est alors qu'intervient la social-démocratie (et non seulement les intellectuels social-démocrates), qui introduit la conscience socialiste dans le mouvement ouvrier. C'est ce que Kautsky a en vue quand il dit que "la conscience socialiste est un élément importé du dehors dans la lutte de classe du prolétariat"[iv].

Ainsi, la conscience socialiste est élaborée par un petit nombre d'intellectuels social-démocrates. Cette conscience est introduite dans le mouvement ouvrier par la social-démocratie dans son ensemble, qui donne à la lutte spontanée du prolétariat un caractère conscient.

C'est de cela qu'il est question dans ma brochure.

Telle est la position du marxisme et aussi de la "majorité".

Qu'oppose à cela mon adversaire ?

A vrai dire, rien de substantiel. Il est bien plus préoccupé d'invectiver que d'élucider la question. Il a l'air joliment fâché ! Il n'ose poser les questions ouvertement, il n'y répond pas directement ; mais ce "foudre de guerre" pusillanime évite l'objet même du débat, estompe hypocritement les questions clairement posées et, par surcroît, assure : j'ai élucidé l'ensemble des questions en un tournemain ! C'est ainsi que l'auteur n'envisage absolument pas l'élaboration de la conscience socialiste, il ne se décide pas à dire franchement de quel côté il se range dans cette question : du côté de Kautsky ou du côté des "économistes". Il est vrai que dans le premier numéro du Social-démocrate notre critique a fait des déclarations assez osées: il parlait alors carrément le langage des "économistes". Mais qu'y faire ? Alors, il disait une chose ; maintenant son "humeur a changé" et, au lieu de critiquer, il élude la question, peut-être parce qu'il s'est rendu compte de son erreur sans toutefois se résoudre à la reconnaître ouvertement. En somme, notre auteur est pris entre deux feux. Il n'arrive pas à savoir de quel côté il doit se ranger. S'il se joint aux "économistes", il lui faudra rompre avec Kautsky et le marxisme ; or, il n'y trouve pas son profit ; s'il rompt avec "l'économisme" et se joint à Kautsky, il devra nécessairement souscrire à ce que dit la "majorité", — et il n'en a pas le courage. Ce qui fait qu'il est pris entre deux feux. Que restait-il à faire à notre "critique" ? Il vaut mieux ne rien dire, décide-t-il : et en effet, il passe lâchement sous silence la question posée plus haut.

Que dit l'auteur au sujet de l'introduction de la conscience ?

Là encore, il fait preuve de la même hésitation, de la même pusillanimité? Il escamote la question et déclare avec beaucoup d'aplomb : Kautsky ne dit pas du tout que "les intellectuels importent du dehors le socialisme dans la classe ouvrière" (p. 7).

Fort bien, mais nous autres, bolchéviks, ne le disons pas non plus, monsieur le "critique" ; quel besoin avez-vous de vous battre contre des moulins à vent ? Comment n'arrivez-vous pas à comprendre que, selon nous, selon les bolchéviks c'est la social-démocratie qui introduit la conscience socialiste dans le mouvement ouvrier[v], et non les seuls intellectuels social-démocrates ? Pourquoi pensez-vous que le Parti social-démocrate est composé uniquement d'intellectuels ? Ignoreriez-vous que la social-démocratie compte dans ses rangs beaucoup plus d'ouvriers que d'intellectuels ? Les ouvriers social-démocrates ne peuvent-ils pas introduire la conscience socialiste dans le mouvement ouvrier ?

L'auteur se rend visiblement compte de la faiblesse de son "argumentation" et il passe à un autre "argument" :

Kautsky écrit, poursuit notre "critique" : "En même temps que le prolétariat, naît avec une nécessité naturelle une tendance socialiste, aussi bien chez les prolétaires que chez ceux qui adoptent le point de vue du prolétariat ; ainsi s'explique la naissance des aspirations socialistes". D'où il résulte, commente notre "critique", que le socialisme n'est pas importé du dehors dans le prolétariat, mais qu'au contraire il sort du prolétariat et entre dans la tête de ceux qui adoptent les conceptions du prolétariat. (Réponse au Comité de l'Union, p. 8).

Ainsi parle notre "critique" qui s'imagine avoir élucidé la question ! Que signifient les termes de Kautsky ? Simplement que l'aspiration socialiste naît d'elle-même dans le prolétariat. Et cela est juste, bien entendu. Notre débat porte non sur l'aspiration socialiste, mais sur la conscience socialiste ! Qu'y a-t-il de commun entre l'une et l'autre ? La conscience et l'aspiration sont-elles une seule et même chose ? L'auteur ne peut-il vraiment distinguer entre la "tendance socialiste" et la "conscience socialiste" ? Et n'est-ce pas indigence de pensée que de conclure des termes de Kautsky que le "socialisme n'est pas importé du dehors"? Quoi de commun entre la "naissance de la tendance socialiste" et l'introduction de la conscience socialiste ? Le même Kautsky ne dit-il pas que la "conscience socialiste est un élément importé du dehors dans la lutte de classe du prolétariat" ? (Voir Que faire ? p. 27)[vi].

Il faut croire que l'auteur se rend compte qu'il s'est mis en fâcheuse posture et, pour terminer, il se voit obligé d'ajouter :

De la citation de Kautsky il ressort en effet que la conscience socialiste est importée du dehors dans la lutte de classe. (Voir la Réponse au Comité de l'Union, p. 7).

Toutefois il ne se décide pas à reconnaître franchement, courageusement, cette vérité scientifique. Notre menchévik fait preuve en face de la logique, ici encore, des mêmes hésitations et de la même pusillanimité que précédemment.

Telle est la "réponse" équivoque que monsieur le "critique" fait aux deux questions principales.

Que dire des autres menues questions qui découlent logiquement de ces deux grandes? Le mieux serait que le lecteur compare lui-même ma brochure à celle de notre auteur ! Il est seulement une question qu'il faut encore examiner. Si l'on en croit l'auteur, il ressort que, selon nous,

la scission s'est produite parce que le congrès... n'a pas désigné comme rédacteurs Axelrod, Zassoulitch et Starover... (Réponse, p. 13) ; [qu'ainsi nous] nions la scission, nous en dissimulons la profondeur de principe et nous présentons toute l'opposition comme l'oeuvre de trois rédacteurs "factieux". (Idem, p. 16).

Là encore, l'auteur brouille tout. La vérité est que deux questions sont ici posées : la cause de la scission et la forme sous laquelle les divergences se sont manifestées.

Je réponds explicitement à la première question :

On se rend bien compte à présent sur quel terrain ont surgi les divergences dans le parti. Comme on le voit, deux tendances se sont révélées dans notre parti : celle de la fermeté prolétarienne et celle de l'instabilité propre aux intellectuels. Et l'actuelle "minorité" exprime justement cette instabilité propre aux intellectuels. (Voir Coup d'oeil rapide, p. 46)[vii].

Comme on le voit j'explique ici les divergences par les tendances, intellectuelle et prolétarienne, qui existent dans notre parti, et non par l'attitude de Martov et d'Axelrod. L'attitude de Martov et des autres n'est que l'expression de l'instabilité propre aux intellectuels. Mais notre menchévik n'a sans doute pas compris ce passage de ma brochure.

En ce qui concerne la deuxième question, j'ai dit en effet, et je dirai toujours que les chefs de la "minorité" ont pleurniché pour se faire attribuer les "premières places" et qu'ils ont donné précisément cette forme-là à la lutte dans le parti. Notre auteur ne veut pas le reconnaître. mais c'est un fait que les chefs de la "minorité" ont boycotté le parti, qu'ils ont réclamé ouvertement des sièges au Comité central, à l'organe central, au Conseil du parti, et qu'ils ont en outre déclaré : "Nous posons ces conditions comme pouvant seules assurer au parti la possibilité d'éviter un conflit qui menacerait son existence même". (Voir le Commentaire, p. 26). Qu'est-ce à dire, sinon que les chefs de la "minorité" ont inscrit sur leur drapeau non pas : lutte d'idées, mais : "lutte pour les places" ? On sait que nul ne les empêchait d'engager une lutte d'idées et de principes. Les bolchéviks ne leur disaient-ils pas : fondez votre organe distinct et défendez vos idées, le parti peut vous donner cet organe ? (Voir le Commentaire). Pourquoi ne l'ont-ils pas accepté, s'ils s'intéressaient vraiment aux principes, et non aux "premières places" ?

C'est ce que nous appelons la veulerie politique des chefs menchéviks. Ne vous formalisez pas, messieurs, si nous appelons les choses par leur nom.

Naguère, les chefs de la "minorité reconnaissaient avec le marxisme et avec Lénine que la conscience socialiste est importée du dehors dans le mouvement ouvrier. (Voir l'article-programme de l'Iskra, n°1). Mais, par la suite, ils ont hésité et engagé la lutte contre Lénine, brûlant aujourd'hui ce qu'ils adoraient hier. J'ai dit que c'était là se jeter d'un côté et de l'autre. Cette fois non plus, il ne faut pas vous formaliser, messieurs les menchéviks.

Hier, vous vous incliniez devant les centres et vous jetiez feu et flamme contre nous : pourquoi, disiez-vous, avoir exprimé de la défiance envers le Comité central ? Mais aujourd'hui, vous sapez non seulement les centres mais aussi le centralisme. (Voir la "Première Conférence de Russie"). C'est ce que j'appelle absence de principes et j'espère que cette fois non plus, vous ne m'en voudrez pas, messieurs les menchéviks.

Si l'on met ensemble veulerie politique, lutte pour les sièges, versatilité, absence de principes et autres traits semblables, on aboutira à une particularité commune ; l'instabilité propre à la gent intellectuelle, dont cette catégorie est affligée plus que tout autre. Il est clair que l'instabilité propre à la gent intellectuelle est le terrain (la base) sur lequel se développent "la lutte pour les sièges", l' "absence de principes", etc... Quant à la versatilité des intellectuels, elle est conditionnée par leur situation sociale. Voilà comment nous expliquons la scission dans le parti. Avez-vous compris enfin, notre auteur, la différence qui existe entre la cause de la scission et ses formes? J'en doute.

Telle est la position absurde et équivoque du Social-démocrate et de son drôle de "critique" qui, en revanche, fait preuve d'une grande vivacité dans un autre domaine. Dans les huit feuillets de sa brochure, il a trouvé le moyen, en parlant des bolchéviks, de mentir huit fois, et de façon à donner le fou-rire. Vous ne me croyez pas ? Voici les faits.

Premier mensonge. Selon l'auteur, "Lénine veut rétrécir le parti, en faire une organisation étroite de professionnels" (p. 2). Or Lénine dit :

Il ne faut pas croire que les organisations du parti ne doivent pas comprendre que des révolutionnaires professionnels. Nous avons besoin des organisations les plus diverses, de toute sorte, de tout rang et de toute nuance, depuis des organisations extrêmement étroites et clandestines, jusqu'à d'autres très larges et très libres. (Procès-verbaux, p. 240).

Deuxième mensonge. Selon l'auteur, Lénine entend "n'introduire dans le parti que les membres du Comité" (p. 2). Or Lénine dit :

Tous les groupes, cercles, sous-comités, etc... doivent relever du Comité ou être ses filiales. Certains de ces groupes exprimeront directement leur désir d'adhérer organiquement au Parti ouvrier social-démocrate de Russie et, sous réserve de ratification par le Comité, ils seront incorporés dans le parti (voir "Lette à un camarade", p. 17)[viii].

Troisième mensonge. Selon l'auteur, "Lénine exige l'hégémonie des intellectuels soit instaurée dans le parti." (p. 5). Or Lénine dit :

Doivent faire partie du Comité... si possible, tous les principaux dirigeants du mouvement ouvrier, ouvriers eux-mêmes (voir "Lettre à un camarade", p. 7-8),

ce qui signifie que non seulement dans toutes les autres organisations, mais aussi dans le Comité aussi doivent prédominer les voix des ouvriers avancés.

Quatrième mensonge. L'auteur dit que la citation reproduite à la page 12 de ma brochure : "la classe ouvrière est attirée spontanément vers le socialisme", etc..., "est inventée de toutes pièces" (p. 6). Or, ce passage, je l'ai tout simplement pris et traduit de Que faire ? Voici ce qu'on y lit à la page 29[ix] :

La classe ouvrière est attirée spontanément vers le socialisme, mais l'idéologie bourgeoise la plus répandue (et constamment ressuscitée sous les formes les plus variées) n'en est pas moins celle qui, spontanément, s'impose surtout à l'ouvrier.

C'est ce passage qui est traduit à la page 12 de ma brochure. Voilà ce que notre "critique" appelle une citation inventée ! Je ne sais s'il faut attribuer cela à la distraction de l'auteur ou à son charlatanisme.

Cinquième mensonge. Selon l'auteur, "Lénine ne dit nulle part que les ouvriers vont "avec une nécessité naturelle" au socialisme" (p. 7). Or, Lénine dit que "la classe ouvrière est attirée spontanément vers le socialisme" (Que faire ? p. 29)[x].

Sixième mensonge. L'auteur m'attribue cette idée que "le socialisme est importé du dehors dans la classe ouvrière par les intellectuels". (p. 7). Alors que je dis que c'est la social-démocratie (et non pas seulement les intellectuels social-démocrates) qui introduit dans le mouvement la conscience socialiste (p. 18).

Septième mensonge. Selon l'auteur, Lénine dit que l'idéologie socialiste est apparue "tout à fait indépendamment du mouvement ouvrier" (p. 9). Or, cette idée n'a évidemment jamais effleuré l'esprit de Lénine. Il dit que l'idéologie socialiste est apparue "d'une façon tout à fait indépendante de la croissance spontanée du mouvement ouvrier" (Que faire ? p. 21)[xi].

Huitième mensonge. L'auteur dit que mon assertion selon laquelle "Plékhanov quitte la "minorité" n'est qu'un ragot." Or, mes paroles se sont vérifiées. Plékhanov a déjà quitté la "minorité"[xii]...

Je ne m'arrête pas aux petits mensonges dont l'auteur a si généreusement assaisonné sa brochure.

Mais l'auteur, il faut le reconnaître, a tout de même énoncé une vérité, une seule. Il nous dit que "lorsqu'une organisation commence à s'occuper de ragots, ses jours sont comptés" (p. 15). C'est, évidemment, la vérité pure. La question est de savoir qui fait des ragots : le Social-démocrate et son étrange paladin, ou le Comité de l'Union ? Au lecteur d'en juger.

Encore une question et nous en resterons là. l'auteur déclare, très docte :

Le Comité de l'Union nous reproche de répéter les idées de Plékhanov. nous considérons, nous, comme un mérite de répéter ce qu'ont dit des marxistes aussi connus que Plékhanov, Kautsky et d'autres (p. 15).

Donc, vous considérez comme un mérite de répéter les paroles de Plékhanov et de kautsky. Fort bien, messieurs. En ce cas, écoutez :

Kautsky déclare que "la conscience socialiste est un élément importé du dehors dans la lutte de classe du prolétariat, et non quelque chose que en surgit spontanément". (Voir ce passage de Kautsky cité dans Que faire ? p. 27[xiii]). Le même Kautsky dit que "la tâche de la social-démocratie est d'introduire dans le prolétariat la conscience de sa situation et la conscience de sa mission" (idem). nous espérons, monsieur le menchévik; que vous répéterez ces paroles de Kautsky et dissiperez nos doutes.

Passons à Plékhanov. Plékhanov dit :

... Je ne comprends pas non plus pourquoi l'on pense que le projet de Lénine[xiv], s'il est adopté, interdirait l'accès de notre parti à une foule d'ouvriers. Les ouvriers désireux d'adhérer au parti ne craindront pas d'entrer dans une organisation. la discipline ne leur fait pas peur. ce sont de nombreux intellectuels, imbus d'individualisme bourgeois, qui craindront d'y adhérer. Mais c'est fort bien ainsi. Ces individualistes bourgeois sont aussi d'ordinaire les représentants de toute espèce d'opportunisme. Nous devons les éloigner de nous. Le projet de Lénine peut être une barrière à leur intrusion dans le parti, et pour cette raison déjà tous les adversaires de l'opportunisme doivent voter en sa faveur. (Voir les Procès-verbaux, p. 246.)

Nous espérons, monsieur le "critique", que vous jetterez le masque et répéterez avec une droiture toute prolétarienne ces paroles de Plékhanov.

Sinon, cela voudra dire que vos déclarations dans la presse sont irréfléchies et faites sans aucun esprit de responsabilité.

La Prolétariatis Brdzola
[la Lutte du prolétariat],
n°11, 15 août 1905.
Article non signé.
Traduit du géorgien.

[i] Cet article, publié dans le n°11 de la Prolétariatis Brdzola, suscita un vif écho dans le centre bolchévik à l'étranger. Lénine écrivait dans le Prolétari, en résumant brièvement l'article de Staline : "Nous noterons dans la 'Réponse au Social-démocrate' que la fameuse question de l' 'introduction de la conscience du dehors' est très bien posée. L'auteur divise cette question en quatre parties distinctes :

1) Le problème philosophique du rapport entre la conscience et l'être : l'être détermine la conscience. Comme il existe deux classes, il s'élabore deux consciences : l'une

bourgeoise, l'autre socialiste. A la situation du prolétariat correspond une conscience socialiste.

2) 'Qui peut élaborer et qui élabore cette conscience socialiste (le socialisme scientifique) ?'

'La conscience socialiste d'aujourd'hui ne peut surgir que sur la base d'une profonde connaissance scientifique' (Kautsky), c'est-à-dire que son élaboration 'est l'oeuvre de quelques intellectuels social-démocrates disposant dans ce but des moyens et des loisirs nécessaires'.

3) Comment cette conscience pénètre-t-elle dans le prolétariat ?

'C'est alors qu'intervient la social-démocratie (et non seulement les intellectuels social-démocrates), qui introduit la conscience socialiste dans le mouvement ouvrier.'

4) Que trouve la social-démocratie dans le prolétariat quand elle va vers lui pour prêcher le socialisme ? Une attirance instinctive vers le socialisme. 'En même temps que le prolétariat naît forcément la tendance socialiste, tant chez les prolétaires eux-mêmes que chez ceux qui font leur le point de vue du prolétariat ; on s'explique ainsi la naissance des aspirations socialistes' (Kautsky).

Le menchévik en tire une conclusion ridicule : 'D'où il ressort que le socialisme n'est pas apporté du dehors au prolétariat, mais qu'au contraire il émane du prolétariat et entre dans le cerveau de ceux qui font leurs les conceptions du prolétariat' !" (Voir le Prolétari, n°22, du 11 (24) octobre 1905, rubrique : "La vie du parti", p. 6. Dans Lénine : Oeuvres, t. IX, p. 357, 4e édit. russe). (N.R.).

[ii] Voir la Réponse au Comité de l'Union*, p. 4. (J.S.).

*La Réponse au Comité de l'Union fut publiée en annexe au n°3 du Social-démocrate du 1er juillet 1905. L'auteur de cette "réponse" était N. Jordania, leader des menchéviks géorgiens, dont Staline critique impitoyablement le point de vue dans sa brochure : Coup d'oeil rapide sur les divergences dans le parti, et ailleurs. (N.R.).

[iii] Voir l'article de Kautsky, cité dans Que faire ?, p. 27*. (J.S.).

*p. 41, E.S., 1947. (N.T.).

[iv] Idem. (J.S.).

[v] Voir Coup d'oeil rapide sur els divergences dans le parti, p. 18. (Voir à la p. 95 du présent volume). (N.R.).

[vi] p. 41, E.S., 1927. (N.T.).

[vii] Voir à la p. 117 du présent volume. (N.R.).

[viii] Comme on le voit, selon Lénine, les organisations peuvent être admises dans le parti non seulement par le Comité central, mais encore par les comités locaux. (J.S.)*.

*Voir Lénine : Oeuvres, t. VI, p. 219, 4e édit. russe, (N.R.).

[ix] Voir p. 44 note, E.S., 1947. (N.T.).

[x] p. 44, E.S., 1947. (N.T.).

[xi] p. 33, E.S., 1947. (N.T.).

[xii] Et cet auteur a l'audace de nous reprocher, dans le n°5 du Social-démocrate, de déformer les faits relatifs au IIIe congrès ! (J.S.).

[xiii] p. 41; E.S., 1947. (N.T.).

[xiv] Il s'agit des deux formules, proposées par Lénine et par Martov pour l'article premier des statuts du parti. (J.S.).

La réaction se renforce.

De sombres nuages s'amassent au-dessus de nous. L'autocratie décrépite relève la tête et s'arme "du glaive et du feu". La réaction est en marche ! Qu'on ne vienne pas nous parler des "réformes" du tsar, appelées à renforcer l'infâme aristocratie : les "réformes" ne servent qu'à masquer les balles et les nagaïkas dont nous régale si généreusement le féroce gouvernement tsariste.

Il fut un temps où le gouvernement s'abstenait de verser le sang à l'intérieur du pays. Il faisait alors la guerre à "l'ennemi du dehors", il lui fallait la "tranquillité intérieure". Aussi faisait-il preuve d'une certaine "tolérance" à l'égard des "ennemis du dedans", il "fermait les yeux" sur le mouvement qui montait.

Maintenant, les temps sont changés. Epouvanté par le spectre de la révolution, le gouvernement du tsar s'est hâté de conclure la paix avec "l'ennemi du dehors", le Japon, afin de rassembler ses forces et de sévir "à fond" contre "l'ennemi du dedans". Ce fut alors le début de la réaction. Le gouvernement avait déjà révélé ses "plans" dans les Moskovskié Viédomosti[i]. Le gouvernement...

a dû faire deux guerres de front... écrivait ce journal réactionnaire, la guerre à l'extérieur et la guerre à l'intérieur. S'il ne faisait ni l'une ni l'autre avec suffisamment d'énergie... cela peut s'expliquer en partie par le fait que ces deux guerres se contrariaient l'une l'autre... Si la guerre se termine maintenant en Extrême-Orient..., [le gouvernement] aura enfin les coudées franches pour en finir victorieusement avec la guerre de l'intérieur... pour écraser sans aucune négociation... les ennemis du dedans... La guerre terminée, toute l'attention de la Russie [lisez: du gouvernement] se portera sur la vie intérieure et principalement sur la répression des troubles. (Voir les Moskovskié Viédomosti du 18 août).

Tels étaient les "plans" du gouvernement tsariste lorsqu'il concluait la paix avec le Japon.

Puis, la paix conclue, il a de nouveau exposé ces mêmes "plans" par la bouche d'un de ses ministres : "Nous noierons dans le sang, disait cet homme, les partis extrêmes de Russie." D'ores et déjà, par l'entremise de ses satrapes et de ses gouverneurs généraux, il applique ces "plans" : ce n'est pas pour rien qu'il a fait de la Russie un camp retranché ; qu'il a inondé les centres du mouvement de ses Cosaques et de ses soldats ; qu'il a tourné ses mitrailleuses contre le prolétariat : c'est à croire que le gouvernement s'apprête à conquérir encore une fois l'immense Russie !

Comme on le voit, le gouvernement déclare la guerre à la révolution et dirige les premiers coups contre son avant-garde, le prolétariat. C'est ainsi qu'il faut comprendre ses menaces à l'adresse des "partis extrêmes". Certes, il ne "lésera" pas non plus la paysannerie et la gratifiera généreusement de coups de nagaïkas et de balles, — si elle ne se montre pas "assez raisonnable" et réclame des conditions de vie humaines ; mais pour l'instant, le gouvernement cherche à la tromper : il lui promet la terre et l'invite à la Douma, faisant miroiter à ses yeux "toutes les libertés" pour plus tard.

Quant au "beau monde", le gouvernement, bien entendu, le traitera "avec plus d'égards" et s'efforcera de s'allier avec lui : la Douma d'Etat n'est-elle pas faite pour cela ? Inutile de dire que MM. les bourgeois libéraux ne refuseront pas des "accords". Dés le 5 août, ils déclaraient par la bouche de leur chef qu'ils étaient ravis des réformes du tsar :

... Tout doit être fait pour que la Russie... ne suive pas la voie révolutionnaire de la France. (Voir les Rousskié Viédomosti[ii] du 5 août, article de Vinogradov).

Est-il besoin de dire que les astucieux libéraux trahiront plutôt la révolution que Nicolas II ? Leur dernier congrès l'a amplement prouvé...

En un mot, le gouvernement du tsar fait tous ses efforts pour réprimer la révolution populaire.

Des balles pour le prolétariat, des promesses fallacieuses à la paysannerie et des "droits" pour la grande bourgeoisie, tels sont les moyens dont s'arme la réaction.

L'écrasement de la révolution ou la mort : voilà quel est aujourd'hui le mot d'ordre de l'autocratie.

De leurs côté, les forces de la révolution ne dorment pas, elles poursuivent leur grande oeuvre. La crise, aggravée par la guerre, et les grèves politiques de plus en plus fréquentes ont mis en effervescence tout le prolétariat de Russie, le dressant face à l'autocratie tsariste. La loi martiale, loin de l'intimider, a versé au contraire de l'huile sur le feu et aggravé encore la situation. Quiconque a entendu les cris répétés des prolétaires : "A bas le gouvernement du tsar, à bas la Douma tsariste !" et a écouté attentivement battre le coeur de la classe ouvrière, ne saurait en douter : l'esprit révolutionnaire du prolétariat, guide de la révolution, ne cesse de s'élever. Quant aux paysans, la mobilisation les avait déjà dressés contre le régime, car en privant les familles de leurs meilleurs travailleurs, elle a détruit leurs foyers. Et si l'on ajoute que la famine a frappé 26 provinces, on comprendra sans peine dans quelle voie doit s'engager la paysannerie si durement éprouvée. Enfin, les soldats, à leur tour, commencent à murmurer, ce murmure prend pour l'autocratie un caractère chaque jour plus redoutable. Les Cosaques, soutiens de l'autocratie, se font haïr des soldats : dernièrement, à Novaïa Alexandria, les soldats en ont tué trois cents[iii]. Les faits de ce genre deviennent de plus en plus fréquents...

En un mot, la vie prépare une nouvelle vague révolutionnaire, qui monte peu à peu et s'élance contre lé réaction. Les derniers évènements de Moscou et de Pétersbourg sont les signes précurseurs de cette vague.

Quelle doit être notre ligne de conduite en face de tous ces évènements ? Que devons-nous faire, nous, social-démocrates ?

Si l'on en croit le menchévik Martov, nous devrions, dés aujourd'hui, élire une Assemblée Constituante pour saper à jamais les bases de l'autocratie tsariste. Selon lui, parallèlement aux élections légales à la Douma, il faut procéder à des élections illégales. Des comités électoraux doivent être constitués, qui appelleront "la population à élire ses représentants

au suffrage universel. Ces représentants doivent, à un moment donné, se réunir dans une ville et se proclamer Assemblée Constituante... [C'est ainsi que] doit s'opérer la liquidation de l'autocratie"[iv]. En d'autres termes, bien que l'autocratie soit encore debout, nous pouvons procéder à des élections générales dans toute la Russie ! L'autocratie a beau sévir, les représentants "illégaux" du peuple peuvent se proclamer Assemblée Constituante et instaurer une république démocratique ! Pas besoin, paraît-il, d'armement, d'insurrection, de gouvernement provisoire : la république démocratique viendra d'elle-même ; il faut seulement que les représentants "illégaux" se donnent le nom d'Assemblée Constituante ! Le bon Martov n'oublie qu'une chose : c'est qu'un beau jour cette fantastique "Assemblée Constituante" se retrouvera à la forteresse Pierre-et-Paul ! Le Martov de Genève ne comprend pas que les praticiens de Russie n'ont guère le loisir de s'amuser aux jonchets de la bourgeoisie.

Non, nous voulons autre chose.

La réaction la plus noire rassemble les forces ténébreuses et cherche à les unir par tous les moyens : notre tâche à nous est de rassembler les forces social-démocrates et de les grouper plus étroitement.

La réaction la plus noire convoque la Douma ; elle veut se faire de nouveaux alliés et renforcer l'armée de la contre-révolution : notre tâche à nous est de boycotter activement la Douma, de montrer à tous son visage contre-révolutionnaire et de grossir les rangs des partisans de la révolution.

La réaction la plus noire déclenche une attaque à mort contre la révolution ; elle veut porter le désarroi dans nos rangs et creuser la tombe de la révolution populaire : notre tâche à nous est de serrer les rangs, de lancer une attaque générale et simultanée contre l'autocratie tsariste et d'en effacer jusqu'au souvenir.

Pas un château de cartes à la Martov, mais l'insurrection générale : voilà ce qu'il nous faut.

Le salut du peuple est dans l'insurrection victorieuse du peuple lui-même.

La victoire de la révolution ou la mort — tel doit être aujourd'hui notre mot d'ordre révolutionnaire.

La Prolétariatis Brdzola
[la Lutte du prolétariat],
n°12, 15 octobre 1905.
Article non signé.
Traduit du géorgien.

[i] Les Moskovskié Viédomosti [les Nouvelles de Moscou], journal paraissant depuis 1756, qui défendait les intérêts des milieux les plus réactionnaires de la noblesse féodale et du clergé. A partir de 1905, organe des Cent-Noirs. Interdit après la Révolution d'Octobre 1917.

[ii] Les Rousskié Viédomosti [les Nouvelles de Russie], journal édité à Moscou depuis 1863 par des professeurs libéraux de l'Université de Moscou et des représentants des zemstvos, défendaient les intérêts des grands propriétaires fonciers libéraux et de la bourgeoisie. A partir de 1905, organe des cadets de droite. (N.R.).

[iii] Voir le Prolétari*, n°17. (J.S.).

* Le Prolétari [le Prolétaire], hebdomadaire bolchévik illégal. Organe central du P.O.S.D.R., dont la création avait été décidée par le IIIe congrès du parti, était édité à Genève. Il en parut 26 numéros, du 14 (27) mai au 12 (25) novembre 1905. Lénine en était le rédacteur en chef. Le Prolétari, dont la ligne était celle de la vieille Iskra léniniste, succéda au journal bolchévik : le Vpériod. Il cessa de paraître quand Lénine partit pour Pétersbourg. (N.R.).

[iv] Voir le Prolétari, n°15 où est exposé le "plan" de Martov. (J.S.).

La bourgeoisie tend un piège.

A la mi-septembre s'est tenu le congrès des "hommes publics des zemstvos[1] et des municipalités". A ce congrès a été fondé un nouveau "parti"[2], ayant à sa tête un Comité central et des organismes locaux dans les différentes villes. Le congrès a adopté un "programme", défini sa "tactique" et rédigé un appel spécial, que ce "parti" frais émoulu doit adresser au peuple. En un mot, les "hommes publics des zemstvos et des municipalité" ont fondé leur propre "parti".

Que sont ces "hommes publics", comment s'appellent-ils ?

Que sont ces bourgeois libéraux ?

Les représentants conscients de la bourgeoisie aisée.

La bourgeoisie aisée est notre ennemi irréductible ; sa richesse repose sur notre pauvreté, sa joie sur nos malheurs. Il est clair que ses représentants conscients seront nos ennemis jurés, qu'ils s'attacheront consciemment à nous écraser.

Ainsi, il s'est formé un "parti" d'ennemis du peuple, qui se propose d'adresser un appel au peuple.

Que veulent ces messieurs, que défendent-ils dans leur appel ?

Ce ne sont pas des socialistes, ils détestent le mouvement socialiste. C'est dire qu'ils consolident l'ordre bourgeois et luttent à mort contre le prolétariat. Aussi jouissent-ils d'une grande sympathie dans les milieux bourgeois.

Ce ne sont pas non plus des démocrates. C'est dire qu'ils consolident le trône du tsar et luttent aussi avec acharnement contre la paysannerie si durement éprouvée. Voilà pourquoi Nicolas II "a daigné"autoriser leurs réunions et leur a permis de convoquer le congrès de leur "parti".

Ils ne veulent qu'amputer un petit peu les droits du tsar, et encore à la condition que ces droits passent dans les mains de la bourgeoisie. Quant au tsarisme, il doit, selon eux, subsister à tout prix comme un sûr rempart de la bourgeoisie aisée, qu'elle utilisera contre le prolétariat. C'est pourquoi, dans leur "projet de constitution", ils disent que "le trône des Romanov doit rester intangible" ; autrement dit, ils veulent une constitution étriquée et une monarchie tempérée.

Messieurs les bourgeois libéraux "ne voient pas d'inconvénient" à l'octroi du droit de vote au peuple, mais seulement à la condition qu'au-dessus de la Chambre des représentants du peuple siège une Chambre des riches qui s'attachera forcément à en rectifier et à en annuler les décisions. C'est pourquoi ils disent dans leur programme : "Il nous faut deux Chambres".

Messieurs les bourgeois libéraux seront "très heureux" de voir octroyer la liberté de parole, de la presse et d'association, pourvu que le droit de grève soit limité. C'est pourquoi ils

dissertent si longuement "sur les droits de l'homme et du citoyen", alors qu'ils ne disent rien d'explicite sur le droit de grève, en dehors de quelques balbutiements pharisaïques au sujet de vagues "réformes économiques".

La sollicitude de ces singuliers personnages s'étend aussi à la paysannerie : ils "ne voient pas d'inconvénient" au passage des terres seigneuriales aux paysans, mais à la condition que ceux-ci les rachètent à leurs propriétaires au lieu de les "obtenir gratuitement". Ils sont vraiment trop bons, ces pseudo-"hommes publics !

S'ils vivent jusqu'à la réalisation de tous ces voeux, les droits du tsar passeront finalement dans les mains de la bourgeoisie, et l'absolutisme du tsar deviendra peu à peu l'absolutisme de la bourgeoisie. Voilà où entendent nous mener les "hommes publics des zemstvos et des municipalités". C'est pourquoi ils ont peur, même en rêve, d'une révolution populaire et parlent de la "pacification de la Russie".

Quoi d'étonnant, après cela, si ces malencontreux "hommes publics" ont placé de grands espoirs dans ce qu'on appelle la Douma d'Etat ? On sait que la Douma tsariste est la négation de la révolution populaire, ce qui fait très bien l'affaire de nos bourgeois libéraux. On sait que la Doum tsariste offre un "certain" champ d'action à la bourgeoisie aisée, ce dont nos bourgeois libéraux ont tant besoin. Voilà pourquoi ils fondent tout leur "programme", toute leur activité sur l'existence de la Douma : son effondrement ferait infailliblement crouler tous leurs "plans". Aussi ont-ils peur d'un boycottage de la Douma et nous conseillent-ils d'y entrer. "Ce serait une grande erreur de ne pas vouloir faire partie de la Douma tsariste", disent-ils par la bouche de leur leader Iakouchkine. Ce serait en effet une "grande erreur", mais pour qui : pour le peuple ou pour ses ennemis ? Là est la question.

Quel rôle est appelée à jouer la Douma tsariste ? Que disent à ce sujet "les hommes publics des zemstvos et des municipalités"?

"... La première et principale tâche de la Douma, c'est de réorganiser la Douma elle-même", déclarent-ils dans leur appel... "Les électeurs doivent faire un devoir à leurs délégués d'élire des candidats désireux, avant tout, de réorganiser la Douma", ajoutent-ils.

En quoi consiste donc cette "réorganisation"? En ceci : la Douma doit avoir "voix délibérative lors de l'élaboration des lois... et lors de la discussion des recettes et dépenses de l'Etat... ainsi que le droit de contrôler l'activité des ministres". Autrement dit, les délégués doivent exiger avant tout l'extension des droits de la Douma. Qui fera partie de la Douma ? Principalement la grande bourgeoisie. Il est clair que l'extension des droits de la Douma renforce la puissance politique de la grande bourgeoisie. Ainsi les "hommes publics des zemstvos et des municipalités" conseillent au peuple d'envoyer à la Douma des bourgeois libéraux et de les charger, avant tout, d'aider à renforcer la grande bourgeoisie ! Nous devons, paraît-il, avant tout et par-dessus tout, nous préoccuper de renforcer de nos propres mains la puissance de nos ennemis — voilà ce que nous conseillent aujourd'hui messieurs les bourgeois libéraux. C'est un conseil d' "amis", il n'y a pas à dire ! Mais qui donc s'occupera des droits du peuple ? Oh ! N'ayez pas peur, messieurs les bourgeois libéraux n'oublieront pas le peuple. Ils assurent qu'une fois à la Douma, une fois qu'ils y auront solidement pris pied, ils demanderont aussi des droits pour le peuple. Grâce à ce pharisaïsme, "les hommes

publics des zemstvos et des municipalités" espèrent arriver à leurs fins... C'est pourquoi, voyez-vous, ils nous conseillent d'étendre avant tout les droits de la Douma...

Bebel a dit : ce que nous conseille l'ennemi nous est nuisible. L'ennemi nous conseille de participer à la Douma, — donc la participation à la Douma nous est nuisible. L'ennemi nous conseille d'élargir les droits de la Douma, — donc l'extension des droits de la Douma nous est nuisible. Saper la confiance dans la Douma et la discréditer aux yeux du peuple, telle est notre tâche. Ce qu'il nous faut, ce n'est pas une extension des droits de la Douma, mais l'extension des droits du peuple. Et si ce même ennemi nous tient pendant ce temps des propos doucereux et nous promet de vagues "droits", c'est qu'il nous tend un piège et veut que, de nos mains, nous lui érigions une forteresse. Nous n'avons rien à attendre d'autre de la part des bourgeois libéraux.

Mais que dire de certains "social-démocrates", qui nous prêchent la tactique des bourgeois libéraux ? Que dire de la "minorité" du Caucase, qui répète mot pur mot les conseils perfides de nos ennemis ? Voici, par exemple, ce que déclare la "minorité" du Caucase : "Nous estimons nécessaire de participer à la Douma d'Etat". (Voir la "IIe Conférence", p. 7). Exactement comme messieurs les bourgeois libéraux.

Cette même "minorité" nous donne le conseil suivant :

Si la commission Boulyguine... accorde aux seuls possédants le droit d'élire les députés nous devons intervenir dans ces élections et obliger révolutionnairement les électeurs à choisir les candidats avancés et à exiger au "Zemski Sobor" la convocation d'une Assemblée constituante. Enfin, par tous les moyens possibles... obliger le "Zemski Sobor" à convoquer une Assemblée constituante ou à se proclamer telle (Voir le Social-démocrate, n°1).

Autrement dit, même si les possédants ont seuls le droit de vote, même si les possédants sont seuls à siéger à la Douma, nous devons exiger les droit d'une Constituante pour cette assemblée de possédants ! Même si les droits du peuple sont amputés, nous n'en devons pas moins nous attacher à étendre le plus possible les droits de la Douma ! Inutile de dire que l'élection de "candidats avancés" restera un mot vide de sens si le droit de vote n'est accordé qu'aux possédants.

Comme on l'a déjà vu, c'est aussi ce que nous prêchent les bourgeois libéraux.

De deux choses l'une : ou bien les bourgeois libéraux sont devenus menchéviks, ou bien la "minorité" du Caucase est devenue libérale.

De toute façon, il est hors de doute que le "parti" frais émoulu des bourgeois libéraux tend adroitement son piège...

Briser ce piège, l'exposer au grand jour, lutter sans merci contre les ennemis libéraux du peuple — telle doit être à présent notre tâche.

La Prolétariatis Brdzola

[la Lutte du prolétariat],
n°12, 15 octobre 1905.
Article non signé.
Traduit du géorgien.

[1] Au lendemain de "l'affranchissement des serfs" (1861), l'appareil administratif fut réorganisé, On institua en 1864 les zemstvos, sorte de conseils généraux, composés de représentants élus séparément par les paysans (au suffrage universel, mais à plusieurs degrés), les bourgeois des villes et les propriétaires fonciers. Ces zemstvos, aux attributions assez larges, comprenaient des délégués de tous les ordres de la société ; ils se trouvaient en réalité sous le contrôle effectif de la noblesse et le contrôle légal de l'administration. (N.T.).
[2] Le parti constitutionnel-démocrate (K.-D., cadet), principal parti de la bourgeoisie monarchiste libérale se constitua en octobre 1905. Sous le couvert d'un démocratisme mensonger, les cadets, qui se disaient le parti de la "liberté du peuple", s'efforçaient de gagner la paysannerie. Ils voulaient conserver le tsarisme sous la forme d'une monarchie constitutionnelle. par la suite, les cadets devinrent le parti de la bourgeoisie impérialiste. Après la victoire de la Révolution socialiste d'Octobre, ils fomentèrent des complots contre-révolutionnaires et des émeutes contre la République des Soviets. (N.R.).

Citoyens !

Le prolétariat de Russie, ce géant vigoureux, s'est de nouveau mis en branle... Un formidable mouvement gréviste déferle sur tout le pays. Comme par l'effet d'un coup de baguette magique, la vie s'est brusquement arrêtée sur les vastes étendues de la Russie. Rien qu'à Pétersbourg, avec ses voies ferrées, plus d'un million d'ouvrier sont en grève. Moscou, la vieille capitale si calme, immobile, fidèle aux Romanov, est toute en proie à l'incendie révolutionnaire. Kharkov, Kiev, Ekaterinoslav et les autres centres intellectuels et industriels, toute la Russie centrale et méridionale, toute la Pologne et, enfin, tout le Caucase se sont arrêtés et fixent, menaçants, l'autocratie.

Que va-t-il se passer ? La Russie tout entière attend, frémissante et retenant son souffle, la réponse à cette question. Le prolétariat lance un défi au monstre bicéphale abhorré. Une bataille en règle va-t-elle suivre ce défi ? La grève tournera-t-elle à l'insurrection armée ou, comme les grèves précédentes, va-t-elle se terminer "paisiblement" et "se calmer" ?

Citoyens ! Quelle que soit la réponse à cette question, quelle que soit l'issue de la grève actuelle, une chose doit être claire et évidente pour tous : nous sommes à la veille d'une insurrection populaire dans toute la Russie, et l'heure est proche où cette insurrection va éclater. La grève politique générale qui déferle actuellement avec une ampleur grandiose, sans précédent, sans exemple, non seulement dans l'histoire de la Russie, mais encore dans celle du monde entier, va peut-être prendre fin aujourd'hui sans avoir abouti à une insurrection générale, mais ce sera pour secouer le pays de nouveau, dés demain, avec une force accrue, et aboutir à une vaste insurrection armée, qui règlera le débat séculaire entre le peuple russe et l'autocratie tsariste et fracassera la tête de ce monstre hideux.

L"insurrection armée générale, tel est le dénouement fatal où nous conduit, conformément aux lois de l'histoire, l'ensemble des évènements de la vie politique et sociale de notre pays dans ces derniers temps ! L'insurrection armée générale, telle est la grande mission qui incombe à l'heure actuelle au prolétariat de Russie et demande impérieusement à être réalisée !

Citoyens ! Votre intérêt à tous, à l'exception d'une poignée d'aristocrates de la finance et de la terre, est de répondre à l'appel du prolétariat et de tendre avec lui à cette insurrection générale dans laquelle réside le salut.

La criminelle autocratie tsariste a conduit notre pays au bord de l'abîme. Cent millions de paysans ruinés en Russie, une classe ouvrière opprimée et réduite à la misère, une dette publique formidable et des impôts écrasants, toute la population privée de droits, un arbitraire sans borne et la violence dans tous les domaines, enfin l'absence complète de garanties pour l'existence et les biens des citoyens : voilà l'effroyable tableau que la Russie offre aujourd'hui. Cela ne peut plus durer ! L'autocratie, responsable de toutes ces sombres horreurs, doit être anéantie ! Et elle le sera ! Elle s'en rend compte ; et plus elle s'en rend compte, plus tragiques deviennent ces horreurs, plus affreuse la danse macabre qu'elle déclenche autour d'elle. Ce n'était pas assez des centaines et des milliers d'ouvriers, paisibles citoyens, qu'elle a massacrés dans les rues des villes ; ni des dizaines de milliers d'ouvriers et d'intellectuels, ces meilleurs d'entre les fils du peuple, qui languissent dans les

prisons et en déportation ; ni des massacres et des violences sans cesse perpétrés par les bachibouzouks du tsar dans les campagnes, parmi les paysans, sur toute l'étendue de la Russie : l'autocratie a imaginé, pour finir, de nouvelles horreurs. Elle s'est mise à semer la discorde et la haine au sein du peuple même, à exciter les unes contre les autres les différentes couches de la population, ainsi que des nationalités entières. Elle a armé des voyous russes pour les lâcher contre les ouvriers et les intellectuels russes, les masses inconscientes et affamées de Russes et de Moldaves de Bessarabie contre les Juifs, et enfin la masse ignorante et fanatisée des Tatars contre les Arméniens. Avec l'aide des Tatars, elle a saccagé Bakou, un des centres révolutionnaires de Russie et le centre le plus révolutionnaire du Caucase et elle a, par la peur, détourné de la révolution toute la province arménienne. Elle a fait de tout le Caucase aux nombreuses peuplades un véritable camp retranché, où la population s'attend à chaque instant à être attaquée non seulement par l'autocratie, mais encore par les peuples voisins, ces malheureuses victimes de l'autocratie. cela ne peut plus durer ! Seule la révolution peut y mettre un terme !

Il serait étrange et ridicule de s'attendre à ce que l'autocratie, responsable de toutes ces horreurs infernales, désire et puisse les faire cesser. Il n'est ni réformes, ni rapiéçage de l'autocratie, dans le genre de la Douma d'Etat, des zemstvos, etc... — toutes mesures dont le parti libéral entend se contenter, — qui puissent mettre un terme à ces horreurs. Au contraire, toute tentative faite dans ce sens et toute résistance à la poussée révolutionnaire du prolétariat contribueront à les aggraver.

Citoyens ! Le prolétariat, la classe la plus révolutionnaire de notre société, qui jusqu'à ce jour a porté tout le poids de la lutte contre l'autocratie dont il restera jusqu'au bout l'ennemi le plus résolu et le plus irréductible, se prépare à une action armée ouverte. Et il vous appelle, il appelle toutes les classes de la société à lui venir en aide, à le soutenir. Armez-vous, aidez-le à s'armer et préparez-vous au combat décisif.

Citoyens ! L'heure de l'insurrection va sonner ! Elle doit nous trouver prêts ! Ce n'est qu'ainsi, ce n'est que par une insurrection armée et généralisée à tout le pays et simultanée, que nous pourrons vaincre notre ennemi infâme, la maudite autocratie tsariste, et sur ses ruines édifier la libre république démocratique qu'il nous faut.

A bas l'autocratie !
Vive l'insurrection armée générale !
Vive la république démocratique !
Vive le prolétariat de Russie en lutte !

Publié d'après le texte du tract édité en octobre 1905
par l'imprimerie du Comité de Tiflis du P.O.S.D.R.
Signé : Le Comité de Tiflis.

A tous les ouvriers.

La révolution gronde ! Le peuple révolutionnaire de Russie est debout ; il presse de toutes parts le gouvernement tsariste pour lui livrer assaut ! Les drapeaux rouges flottent au vent ; on dresse des barricades, le peuple prend les armes et attaque les établissements publics. De nouveau retentit l'appel des braves ; de nouveau gronde la vie qui s'était comme assoupie. Le vaisseau de la révolution, toutes voiles dehors, cingle vers la liberté. C'est le prolétariat de Russie qui le conduit.

Que veulent les prolétaires de Russie et où vont-ils ? Renversons la Douma tsariste et instituons une Assemblée nationale constituante : voilà ce que disent aujourd'hui les prolétaires de Russie. Le prolétariat ne demandera pas au gouvernement de menues concessions ; il ne lui demandera pas d'abroger la "loi martiale" et de mettre un terme aux "exécutions militaires" dans quelques villes et villages, — le prolétariat ne s'abaissera pas à de pareilles bagatelles. Qui demande des concessions au gouvernement ne croit pas à la mort de ce gouvernement ; or le prolétariat est tout pénétré de cette croyance. Qui attend du gouvernement certains "avantages", ne croit pas à la force de la révolution ; or le prolétariat est animé par cette croyance. Non ! le prolétariat ne dispersera pas son énergie en revendications déraisonnables. Il n'a qu'une revendication à présenter à l'autocratie tsariste : à bas l'autocratie, mort à l'autocratie ! Et voici qu'à travers les étendues de la Russie retentit, toujours plus hardi, l'appel révolutionnaire des ouvriers : A bas la Douma d'Etat ! Vive l'Assemblée nationale constituante ! Voilà vers quoi s'oriente aujourd'hui le prolétariat de Russie.

Le tsar n'accorde pas une Assemblée nationale constituante ; le tsar n'abolira pas sa propre autocratie, — non, cela, il ne le fera pas ! La "constitution" étriquée qu'il "octroie" est une concession, nous ne refuserons pas d'arracher la noix à la corneille pour lui casser la tête avec. Mais le fait n'en reste pas moins que le peuple ne peut se fier à la promesse du tsar, qu'il ne doit se fier qu'à lui-même, qu'il ne doit compter que sur sa force : l'émancipation du peuple doit être l'oeuvre du peuple lui-même. Ce n'est que sur les ossements des oppresseurs que peut être édifiée la liberté du peuple ; ce n'est qu'avec le sang des oppresseurs que peut être fertilisé le sol où s'épanouira le pouvoir absolu du peuple ! C'est seulement quand le peuple en armes entrera en action, avec le prolétariat à sa tête, et quand il brandira le drapeau de l'insurrection générale, que pourra être renversé le gouvernement tsariste, fort de ses baïonnettes. Pas de phrases creuses, pas d' "auto-armement" absurde, mais un armement réel et l'insurrection armée : voilà vers quoi s'orientent aujourd'hui les prolétaires de toute la Russie.

L'insurrection victorieuse aboutira à la défaite du gouvernement. Mais plus d'une fois les gouvernements battus se sont relevés. Le nôtre aussi peut le faire. Les forces ténébreuses qui, pendant l'insurrection, se cachent dans les trous, en sortiront dés le lendemain et voudront remettre sur pied le gouvernement. C'est ainsi que les gouvernements vaincus ressuscitent d'entre les morts. Le peuple doit absolument juguler ces forces ténébreuses, les anéantir ! Il faut pour cela que, dés le lendemain de l'insurrection, du plus petit combattant au plus grand, le peuple vainqueur s'arme et devienne une armée révolutionnaire, toujours prête à défendre, les armes à la main, les droits qu'il aura conquis.

C'est seulement quand le peuple vainqueur sera devenu armée révolutionnaire qu'il sera en mesure d'écraser définitivement les forces ténébreuses tapies dans leurs antres. Seule l'armée révolutionnaire peut donner de la force aux actes du gouvernement provisoire ; seul le gouvernement provisoire pourra convoquer l'Assemblée nationale constituante qui doit instaurer la république démocratique. Une armée révolutionnaire et un gouvernement provisoire révolutionnaire, voilà vers quoi s'orientent aujourd'hui les prolétaires de Russie.

Telle est la voie où s'est engagée la révolution russe. Elle conduit au pouvoir absolu du peuple, et le prolétariat appelle tous les amis du peuple à suivre ce chemin.

L'absolutisme tsariste barre la route à la révolution populaire ; il veut par son manifeste d'hier, freiner ce grand mouvement : il est clair que les vagues de la révolution submergeront et balaieront l'absolutisme tsariste...

Mépris et haine pour tous ceux qui ne suivront pas la voie du prolétariat, car ils trahissent bassement la révolution. Honte à ceux qui en fait se sont engagés dans cette voie, mais tiennent un autre langage : ceux-là craignent la vérité par pusillanimité !

Quant à nous, nous ne craignons pas la vérité, nous ne craignons pas la révolution ! Que le tonnerre gronde plus fort, que la tempête se déchaîne avec plus de violence ! L'heure de la victoire est proche !

Proclamons donc avec enthousiasme les mots d'ordre du prolétariat de Russie :

A bas la Douma d'Etat !
Vive l'insurrection armée !
Vive l'armée révolutionnaire !
Vive l'Assemblée nationale constituante !
Vive la république démocratique !
Vive le prolétariat !

Publié d'après le texte du tract édité le 19 octobre 1905
par l'imprimerie clandestine (d'Avlabar)
de l'Union caucasienne du P.O.S.D.R.
Signé : Le Comité de Tiflis.
Traduit du géorgien.

Tiflis, le 20 novembre 1905.

La Grande Révolution Russe a commencé ! Nous avons vu s'accomplir le redoutable premier acte de cette révolution; qui s'est terminé officiellement par le manifeste du 17 octobre. Le tsar autocrate "par la grâce de Dieu" a incliné "sa tête couronnée" devant le peuple révolutionnaire et lui a promis "les bases immuables de la liberté civile"...

Mais ce n'est là que le premier acte. Ce n'est que le commencement de la fin. Nous sommes à la veille de grands évènements, dignes de la Grande Révolution Russe. Ces évènements se rapprochent avec la rigueur inexorable de l'histoire, avec une nécessité impérieuse. Le tsar et le peuple, le pouvoir absolu du tsar et celui du peuple sont deux principes hostiles, diamétralement opposés. La défaite de l'un et la victoire de l'autre ne peuvent être que le résultat d'une bataille décisive, le résultat d'une lutte désespérée, d'une lutte à mort. Ce choc ne s'est pas encore produit. Il viendra. Et le vigoureux titan de la révolution russe, le prolétariat de Russie, s'y prépare de toutes ses forces, par tous les moyens.

La bourgeoisie libérale cherche à conjurer ce choc fatal. Elle estime qu'il est temps désormais de mettre fin à "l'anarchie" et de s'atteler à un paisible travail "constructif", au travail d' "organisation de l'Etat". Elle a raison. Elle est satisfaite par ce que le prolétariat a déjà arraché au tsarisme lors de sa première action révolutionnaire. Maintenant, elle peut sans aucune crainte conclure avec le gouvernement tsariste une alliance, — à des conditions qui lui soient avantageuses, — et marcher, toutes forces unies, contre l'ennemi commun, contre son "fossoyeur", le prolétariat révolutionnaire. La liberté bourgeoise, la liberté d'exploiter est d'ores et déjà garantie, et cela lui suffit amplement. La bourgeoisie russe, qui pas un seul instant n'a été révolutionnaire, se range déjà ouvertement aux côtés de la réaction. A la bonne heure ! Nous n'allons pas nous en affliger outre mesure. Le sort de la révolution n'a jamais été entre les mains du libéralisme. La marche et l'issue de la révolution russe dépendent entièrement de l'attitude du prolétariat révolutionnaire et de la paysannerie révolutionnaire.

Guidé par la social-démocratie, le prolétariat révolutionnaire des villes et, à sa suite, la paysannerie révolutionnaire, en dépit de toutes les manoeuvres des libéraux poursuivront la lutte sans défaillance jusqu'à ce qu'ils aient réussi à renverser entièrement l'autocratie et aient instauré sur ses ruines une république démocratique.

Telle est la mission politique immédiate du prolétariat socialiste, tel est son but dans la révolution actuelle ; et, soutenu par la paysannerie, il atteindra ce but coût e que coûte.

Le chemin qui doit le conduire à la république démocratique, a été également tracé par lui avec netteté et précision :

1. La bataille décisive, désespérée, dont nous avons parlé plus haut ; 2. Une armée révolutionnaire au cours de cette "bataille" ; 3. La dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie sous la forme d'un gouvernement provisoire révolutionnaire instauré à l'issue de cette "bataille" victorieuse ; 4. Une Assemblée constituante, convoquée par ce gouvernement, élue au suffrage universel, direct, égal et secret : telles sont les étapes que doit franchir la Grande Révolution Russe avant d'aboutir au terme souhaité.

Aucune menace du gouvernement, aucun manifeste grandiloquent du tsar ; aucun gouvernement provisoire comme celui de Witte[i], que l'autocratie met en avant pour assurer sa sauvegarde ; aucune Douma d'Etat, même élue au suffrage universel, etc..., mais convoquée par le gouvernement du tsar, ne peuvent détourner le prolétariat de la seule voie juste, la voie révolutionnaire, qu le conduira à la république démocratique.

Le prolétariat sera-t-il assez fort pour suivre cette voie jusqu'au bout ? Sera-t-il assez fort sortir avec honneur de la lutte gigantesque et sanglante qui l'attend sur ce chemin ?

Oui, il sera assez fort pour cela !

C'est ce que pense le prolétariat lui-même qui, avec hardiesse et résolution, se prépare au combat.

Le Kavkazski Rabotchi Listok[ii],
[la Feuille ouvrière du Caucase],
n°1, 20 novembre 1905.
Article non signé.

[i] Witte Serge (1849-1915), ministre d'Alexandre III et de Nicolas II, contribua au développement du capitalisme en Russie par les mesures qu'il prit dans le domaine des finances et de la construction ferroviaire. Partisan de certaines concessions pour briser le mouvement révolutionnaire, il rédigea le manifeste du 17 octobre 1905 et quitta la scène politique après la défaite de la révolution. (N.T.).
[ii] Le Kavkazski Rabotchi Listok [la Feuille ouvrière du Caucase], premier quotidien bolchévik légal au Caucase, parut en russe à Tiflis du 20 novembre au 14 décembre 1905, sous la direction de J. Staline et de S. Chaoumian. La IVe conférence de l'Union caucasienne du P.O.S.D.R. reconnut le Kavkazski Rabotchi Listok comme organe officiel de l'Union. Il en parut 17 numéros, les deux derniers sous le nom de l'Elissavetpolski Viestnik [le Messager d'Elissavetpol].

Deux batailles.

(A propos du 9 janvier)

Vous vous rappelez sans doute le 9 janvier de l'an dernier... Ce jour là, le prolétariat de Pétersbourg s'est heurté de front au gouvernement du tsar et, sans le vouloir, s'est trouvé aux prises avec lui. Oui, sans le vouloir, car étant allé pacifiquement demander au tsar "du pain et la justice", il avait été accueilli en ennemi et criblé de balles. Il plaçait ses espoirs dans les portraits du tsar et les bannières religieuses ; mais on mit en lambeaux les uns et les autres et on les lui jeta à la face ; il put ainsi se convaincre par expérience qu'aux armes, on ne peut opposer que les armes. Il prit donc les armes, — là où il en avait sous la main, — afin d'affronter l'ennemi en ennemi et de se venger. Mais après avoir laissé des milliers de victimes sur le champ de bataille et essuyé des pertes sévères, il dut reculer, la rage au coeur.

Voilà à quoi nous fait penser le 9 janvier de l'an dernier.

En ce jour où le prolétariat de Russie célèbre l'anniversaire du 9 janvier, il n'est pas superflu de se demander pourquoi, l'an dernier, le prolétariat de Pétersbourg a reculé dans la bataille, et en quoi cette bataille diffère de la bataille générale de décembre.

Tout d'abord, il a reculé parce qu'il ne possédait pas encore le minimum de conscience révolutionnaire absolument indispensable pour que l'insurrection triomphât. Un prolétariat qui s'en va, la prière aux lèvres et l'espoir au coeur, trouver le tsar sanglant dont toute l'existence repose sur l'oppression du peuple ; un prolétariat qui s'en va, confiant, demander à son ennemi juré "un grain de charité", peut-il vaincre dans les combats de rue ?...

Il est vrai qu'ensuite, peu de temps après, les fusillades ont ouvert les yeux au prolétariat trompé, lui ont clairement montré la face hideuse de l'autocratie ; il est vrai que, dés ce moment, il s'est écrié avec colère : "Le tsar a cogné sur nous, à nous de cogner sur le tsar !" Mais on est bien avancé si l'on n'a pas d'armes : que peut-on faire dans un combat de rue lorsqu'on a les mains vides, même si l'on est conscient ? La balle de l'ennemi ne fracasse-t-elle pas aussi bien la tête consciente que celle qui ne l'est pas ?

Oui, le manque d'armes a été la seconde cause du recul du prolétariat de Pétersbourg.

Mais que pouvait Pétersbourg seul, à supposer qu'il eût des armes ? Tandis qu'à Pétersbourg le sang coulait et qu'on dressait des barricades, dans les autres villes personne n'a bougé le petit doigt ; voilà pourquoi le gouvernement a pu faire venir des troupes d'ailleurs et inonder les rues de sang. ce n'est qu'après, quand le prolétariat de Pétersbourg eut enterré les camarades tués et repris ses occupations quotidiennes, que retentit dans d'autres villes le cri des ouvriers en grève : Salut aux héros de Pétersbourg ! Mais ce salut tardif pouvait-il donner quelque chose à qui que ce soit ? C'est pourquoi le gouvernement ne prit pas au sérieux ces actions isolées et inorganisées, et dispersa sans beaucoup de peine un prolétariat divisé en différents groupes.

Donc, absence d'une insurrection générale organisée, caractère inorganisé des actions du prolétariat : telle fut la troisième cause du recul du prolétariat de Pétersbourg.

Et puis, qui aurait pu organiser une insurrection générale ? Ce n'est pas le peuple, pris dans son ensemble, qui pouvait s'en charger, et l'avant-garde du prolétariat, — le parti du prolétariat, — était elle-même désorganisée, déchirée par des divergences : la lutte intérieure, la scission l'affaiblissaient de jour en jour. Rien d'étonnant à ce que le jeune parti, coupé en deux, n'ait pu réussir à organiser une insurrection générale.

Donc, absence d'un parti unique et cohérent : telle fut la quatrième cause du recul du prolétariat.

Enfin, si la paysannerie et les troupes ne se sont pas jointes à l'insurrection et ne lui ont pas apporté des forces nouvelles, c'est qu'elles ne pouvaient voir une force dans cette faible et courte insurrection, et, comme on le sait, on ne se joint pas aux faibles.

Voilà pourquoi l'héroïque prolétariat de Pétersbourg a reculé en janvier de l'an dernier.

*

* *

Le temps passait. Le prolétariat, poussé à bout par la crise et l'arbitraire, se préparait à une nouvelle bataille. Ils se trompaient, ceux qui s'imaginaient que les victimes du 9 janvier tueraient dans le prolétariat toute volonté de combat ; lui se préparait au contraire, avec plus de fièvre et d'abnégation encore, à la lutte "finale" ; il se battait avec encore plus de courage et de ténacité contre les troupes et les cosaques. La révolte des marins de la mer Noire et de la Baltique, le soulèvement ouvrier à Odessa, à Lodz et ailleurs, les bagarres incessantes entre les paysans et la police montraient quelle flamme révolutionnaire inextinguible brûlait dans la poitrine du peuple.

La conscience révolutionnaire, qui avait manqué au prolétariat le 9 janvier, il l'acquérait à présent avec une surprenante rapidité. On a dit que dix années de propagande n'auraient pu faire autant pour les progrès de la conscience du prolétariat que les journées d'insurrection. Cela ne pouvait manquer, car le processus des batailles de classe est la grande école où mûrit, chaque jour et à chaque heure, la conscience révolutionnaire du peuple.

L'insurrection armée générale, préconisée d'abord uniquement par un petit groupe du prolétariat ; l'insurrection armée que certains camarades envisageaient même avec scepticisme, gagnait peu à peu les sympathies du prolétariat ; il organisait fiévreusement des détachements rouges, se procurait des armes, etc... La grève générale d'octobre a prouvé la possibilité d'une action simultanée du prolétariat. Il était ainsi démontré qu'une insurrection organisée était possible, et le prolétariat s'engagea résolument dans cette voie.

Il fallait seulement un parti cohérent, un parti social-démocrate un et indivisible, qui dirigeât l'organisation de l'insurrection générale, qui coordonnât la préparation révolutionnaire accomplie isolément dans les différentes villes, et prît l'initiative de l'offensive. D'autant plus que la vie elle-même préparait un nouvel essor : la crise dans les villes, la famine dans les campagnes et d'autres causes analogues rendaient chaque jour de plus en plus inévitable une nouvelle explosion révolutionnaire. Le malheur, c'était que ce parti se constituait alors

seulement ; affaibli par la scission, il ne faisait que reprendre des forces et travaillait à son unification.

C'est alors que le prolétariat de Russie livra sa seconde bataille, la glorieuse bataille de décembre.

Disons maintenant quelques mots sur cette bataille.

Si, quand nous parlions de la bataille de janvier, nous disions que la conscience révolutionnaire avait fait défaut, nous devons dire que cette conscience existait lors de la bataille de décembre. Onze mois de tempête révolutionnaire avaient suffisamment ouvert les yeux au prolétariat de Russie en lutte, et les mots d'ordre : "A bas l'autocratie ! Vive la république démocratique !" étaient devenus les mots d'ordre du jour, les mots d'ordre des masses. Ici, plus de bannières religieuses, ni d'icônes, ni de portraits du tsar, mais des drapeaux rouges flottant au vent, des portraits de Marx et d'Engels. Ici, plus de psaumes, ne de "Dieu protège le tsar ! mais les accents de la Marseillaise et de la Varsovienne, qui déchiraient les oreilles des oppresseurs.

Donc, en ce qui concerne la conscience révolutionnaire, la bataille de décembre différait foncièrement de celle de janvier.

Lors de la bataille de janvier, on manquait d'armes, le peuple allait au combat désarmé. La bataille décembre a marqué un pas en avant ; tous les combattants brûlaient de se procurer des armes, avaient en mains des révolvers, des fusils, des bombes et même, en certains endroits, des mitrailleuses. Se procurer des armes par les armes : tel était le mot d'ordre du jour. Tous cherchaient des armes, tous éprouvaient le besoin d'en avoir ; le malheur, c'était qu'il y en avait très peu et que seul un nombre infime de prolétaires pouvait se battre les armes à la main.

L'insurrection de janvier était toute sporadique et inorganisée ; chacun agissait au petit bonheur. là encore, l'insurrection de décembre a marqué un pas en avant. Les Soviets des députés ouvriers de Pétersbourg et de Moscou, ainsi que les centres de la "majorité" et de la "minorité", ont, autant que possible, "pris des mesures" pour que l'action révolutionnaire fût simultanée : ils ont appelé le prolétariat de Russie à prendre partout l'offensive en même temps. Rien de semblable lors de l'insurrection de janvier. Mais comme cet appel n'avait pas été précédé d'un long et patient travail du parti pour préparer l'insurrection, il fut un appel, rien de plus, et pratiquement l'action resta sporadique, inorganisée. Il n'y eut que tendance à une insurrection simultanée et organisée.

L'insurrection de janvier était "dirigée" surtout par des Gapone[i]. L'insurrection de décembre présentait sous ce rapport l'avantage d'avoir à sa tête des social-démocrates. Malheureusement, ces derniers étaient divisés en plusieurs groupes, ne formaient pas un parti unique et cohérent ; aussi ne pouvaient-ils coordonner leur action. Une fois de plus, l'insurrection trouva le Parti ouvrier social-démocrate de Russie non préparé et divisé...

La bataille de janvier ne comportait aucun plan, ne s'inspirait d'aucune politique définie. La question : attaque ou défense, n'existait pas pour elle. La bataille de décembre a eu le seul

avantage de poser clairement cette question, mais au cours de la lutte seulement, et non à ses débuts. Quant à la réponse qu'il convenait d'y apporter, l'insurrection de décembre a témoigné de la même faiblesse que celle de janvier. Si les révolutionnaires de Moscou avaient, dés le début, appliqué une politique d'offensive, si dés le début, ils avaient, par exemple, attaqué la gare Nikolaevski et s'en étaient emparés, il va sans dire que l'insurrection aurait duré plus longtemps et qu'elle aurait pris une tournure plus favorable. Ou bien si les révolutionnaires lettons, par exemple, avaient appliqué une énergique politique d'offensive et n'avaient pas hésité, ils auraient sans aucun doute commencé par s'emparer des batteries de canons, privant ainsi de tout appui l'administration, qui a d'abord laissé les révolutionnaires s'emparer des villes, puis, reprenant l'offensive, a reconquis grâce à ses canons les localités qu'elle avait perdues[ii]. On peut en dire autant des autres villes. Marx déclarait avec raison : dans une insurrection, c'est l'audace qui triomphe, et ne peut être audacieux jusqu'au bout que celui qui applique la politique de l'offensive.

Voilà à quoi on peut imputer le recul du prolétariat à la mi-décembre.

Si la paysannerie et les troupes, dans leur grande masse, ne se sont pas jointes à la bataille de décembre ; si cette dernière a même provoqué le mécontentement de certains milieux "démocratiques", c'est qu'elle n'a eu ni la force ni la durée, si nécessaires à l'extension de l'insurrection et à sa victoire.

Ce que nous devons faire aujourd'hui, nous, social-démocrates de Russie, ressort clairement de ce qui précède.

Premièrement, notre tâche est d'achever l'oeuvre que nous avons commencée : créer un parti un et indivisible. Les conférences de la "majorité" et de la "minorité"pour toute la Russie ont déjà élaboré les principes d'organisation pour cette unification. Elles ont adopté la formule de Lénine sur les conditions d'admission au parti et le principe du centralisme démocratique. Les centres idéologiques et pratiques ont déjà fusionné, la fusion des organisations locales est à peu près achevée. Il ne faut plus qu'un congrès d'unification qui consacrera officiellement cette unification de fait et nous donnera de la sorte un Parti ouvrier social-démocrate de Russie, un et indivisible. Notre tâche est de contribuer à cette oeuvre qui nous est si chère, et de préparer avec soin le congrès d'unification qui, on le sait, va se tenir prochainement.

Notre tâche consiste, deuxièmement, à aider le parti à organiser l'insurrection armée et à participer activement à cette oeuvre sacrée, à y travailler sans relâche. Notre tâche consiste à multiplier les détachements rouges, à les instruire et à les souder les uns aux autres ; notre tâche consiste à nous procurer des armes par les armes, à étudier la disposition des édifices publics, à dénombrer les forces de l'ennemi, à en reconnaître les points forts et les points faibles, et à dresser en conséquence le plan de l'insurrection. Notre tâche consiste à faire une propagande systématique en faveur de l'insurrection dans l'armée et à la campagne, notamment dans les villages situés près de villes, à armer les éléments sûrs de ces villages, etc..., etc...

Notre tâche, en troisième lieu, consiste à rejeter toute hésitation, à condamner toute indécision, à pratiquer résolument une politique d'offensive...

En un mot, un parti cohérent, une insurrection organisée par le parti et une politique d'offensive, voilà ce qu'il nous faut aujourd'hui pour que triomphe l'insurrection.

Et cette tâche devient d'autant plus pressante, d'autant plus impérieuse, que la famine dans les campagnes et la crise industrielle dans les villes s'aggravent et s'étendent.

Un doute s'est glissé, à ce qu'il paraît, dans quelques esprits quant à la justesse de cette vérité élémentaire, et ces camarades répètent, découragés : que peut faire le parti, si uni soit-il, s'il est incapable de rassembler autour de lui le prolétariat ? Or, le prolétariat est écrasé, il a perdu l'espoir et n'est nullement disposé à faire preuve d'initiative ; nous devons donc, disent-ils, attendre maintenant le salut de la campagne, c'est de là que doit venir l'initiative, etc... Force est de constater que les camarades qui raisonnent ainsi se trompent lourdement. Le prolétariat n'est nullement écrasé, car son écrasement signifierait sa mort ; au contraire, il vit toujours et se renforce de jour en jour. Il n'a reculé que pour mieux rassembler ses forces et engager ensuite la lutte finale contre le gouvernement tsariste.

Quand, le 15 décembre, le Soviet des députés ouvriers de Moscou, — de ce Moscou qui a dirigé en fait l'insurrection de décembre, — déclarait publiquement : nous suspendons la lutte pour nous préparer sérieusement et brandir à nouveau le drapeau de l'insurrection, il traduisait la pensée profonde de l'ensemble du prolétariat de Russie.

Si néanmoins certains camarades contestent les faits, s'ils ne fondent plus leurs espoirs sur le prolétariat et se raccrochent maintenant à la bourgeoisie rurale, il est permis de se demander : à qui avons-nous à faire, à des socialistes-révolutionnaires ou à des social-démocrates, car pas un social-démocrate ne mettrait en doute cette vérité que le prolétariat des villes est le dirigeant effectif (et non seulement idéologique) de la campagne.

On nous a assuré à un moment donné, qu'après le 17 octobre l'autocratie était écrasée, mais nous ne l'avons pas cru non plus, car l'écrasement de l'autocratie aurait signifié sa mort ; or, loin d'être morte, elle a rassemblé de nouvelles forces pour une nouvelle attaque. Nous disions que l'autocratie n'avait fait que reculer. Il s'est trouvé que c'est nous qui avions raison...

Non, camarades ! Le prolétariat de Russie n'est pas écrasé ; il a simplement reculé, et il se prépare maintenant à de nouvelles et glorieuses batailles. Il n'abaissera pas son drapeau rougi de sang, il ne cèdera à personne la direction de l'insurrection ; il sera le seul guide qualifié de la Révolution russe.

7 janvier 1906.
Publié d'après le texte de la brochure éditée
par le Comité de l'Union caucasienne du P.O.S.D.R.
Traduit du géorgien.

[i] Gapone (1872-1906) : pope et agent provocateur qui avait créé à Pétersbourg, en 1904, une organisation ouvrière contrôlée par la police. Lors de la grève de l'usine Poutilov, il

conduisit, le 9 (22) janvier 1905, devant le Palais d'Hiver les ouvriers qui devaient remettre au tsar une pétition : Gapone entendait aider l'Okhrana à provoquer le massacre. La troupe tira : plus de mille ouvriers furent tués en ce "dimanche sanglant". Gapone s'échappa, se réfugia en France, revint en décembre 1905 à Pétersbourg où il fut exécuté par les socialistes-révolutionnaires. (N.T.).

[ii] En décembre 1905, des détachements armés d'ouvriers, de salariés agricoles et de paysans insurgés s'emparèrent de Tukums, Talsi, Rujene, Friedrichstadt et d'autres villes de Lettonie. Une guerre de partisans commença contre les troupes du tsar. En janvier 1906, les soulèvements de Lettonie furent écrasés par les expéditions punitives que dirigeaient notamment les généraux tsaristes Orlov et Sologoub. (N.R.).

La Douma d'Etat et la tactique de la social-démocratie [i].

Vous avez sans doute entendu parler de l'affranchissement des paysans. C'était à l'époque où un double coup avait été porté au gouvernement : au dehors, la défaite de Crimée ; à l'intérieur, le mouvement paysan. Aussi le gouvernement, pressé de deux côtés, fut-il contraint de céder, et il se mit à parler de l'affranchissement des paysans : "Nous devons nous-mêmes affranchir les paysans d'en haut, sinon le peuple se soulèvera et s'affranchira lui-même d'en bas." Nous savons ce qu'a été cet "affranchissement d'en haut"... Et si le peuple s'est alors laissé duper ; si le gouvernement est parvenu à réaliser ses plans pharisaïques ; s'il a pu, par des réformes, raffermir sa situation et retarder ainsi la victoire du peuple, c'est, entre autres, parce qu'à cette époque le peuple n'était pas encore préparé et qu'on pouvait facilement le tromper.

La même histoire se répète aujourd'hui dans la vie de la Russie. On sait qu'aujourd'hui encore un double coup a été porté au gouvernement : au dehors, la défaite en Mandchourie ; à l'intérieur, la révolution populaire. On sait que le gouvernement, pressé de deux côtés, est contraint de céder une fois encore et, comme naguère, parle de "réformes d'en haut" : "Nous devons , d'en haut, donner au peuple une Douma d'Etat, sinon le peuple se soulèvera et convoquera lui-même, d'en bas, une Assemblée constituante." C'est ainsi qu'ils veulent, par la convocation de la Douma, apaiser la révolution populaire, de même qu'ils ont, une fois déjà, apaisé le grand mouvement paysan par "l'affranchissement des paysans".

De là notre tâche : déjouer avec la dernière énergie les plans de la réaction, balayer la Douma d'Etat et faire ainsi place nette pour la révolution populaire.

Mais qu'est-ce que la Douma, comment est-elle composée ?

La Douma est un parlement bâtard. Elle n'aura qu'en théorie voix délibérative ; en fait, elle aura seulement voix consultative, car il y aura au-dessus d'elle, pour la censurer, une Chambre haute et un gouvernement armé jusqu'aux dents. Le manifeste dit expressément qu'aucune décision de la Douma ne pourra être appliquée si elle n'a obtenu l'assentiment de la Chambre haute et du tsar.

La Douma n'est pas un parlement populaire ; c'est le parlement des ennemis du peuple, car les élections à la Douma ne seront ni générales, ni égales, ni directes, ni faites au scrutin secret. Les droits électoraux infimes accordés aux ouvriers n'existent que sur le papier. Des 98 délégués qui doivent élire les députés à la Douma pour le gouvernement de Tiflis, deux seulement peuvent être élus par les ouvriers, les 96 autres doivent appartenir aux autres classes : ainsi le veut le manifeste. Des 32 délégués qui doivent envoyer des députés à la Douma au nom des circonscriptions de Batoum et de Soukhoum, un seul peut être élu par les ouvriers, les 31 autres doivent être désignés par les autres classes : ainsi le veut le manifeste. Il en est de même dans les autres régions. Est-il besoin de dire que seuls des représentants d'autres classes pourront être élus députés ? Pas un député des ouvriers, pas une voix aux ouvriers : tels sont les principes sur lesquels s'organise la Douma. Si l'on ajoute à tout cela la loi martiale ; si l'on tient compte que la liberté de parole, de la presse, de réunion et d'association n'existe pas, on comprendra sans peine ce que seront ceux qui vont se réunir à la Douma tsariste.

Raison de plus, il est inutile de le dire, pour que nous nous appliquions résolument à balayer cette Douma et à lever le drapeau de la révolution.

Comment pouvons-nous balayer la Douma ? En participant aux élections ou en les boycottant? Là est maintenant la question.

Les uns disent : nous devons absolument prendre part aux élections pour empêtrer la réaction dans ses propres filets et faire ainsi définitivement échec à la Douma d'Etat.

Les autres leur répondent : en prenant part aux élections, vous aidez sans le vouloir la réaction à créer une Douma et vous sautez ainsi à pieds joints dans les filets qu'elle vous a tendus. Cela signifie que vous allez d'abord, de concert avec la réaction, aider à instituer une Douma tsariste, pour essayer ensuite, sous la pression de la vie, de détruire cette Douma que vous aurez vous-mêmes créée, chose incompatible avec les exigences de notre politique, qui est une politique de principe. De deux choses l'une : ou bien renoncez à participer aux élections et travaillez à mettre la Douma en échec, ou bien renoncez à faire échec à la Douma et allez voter sans vous proposer de détruire ensuite ce que vous avez vous-mêmes créé.

Il est évident que la seule voie juste, c'est le boycottage actif qui nous permettra d'isoler du peuple la réaction, de faire échec à la Douma et de priver ainsi de tout appui ce parlement bâtard.

Tels sont les arguments des partisans du boycottage.

Qui a raison ?

Deux conditions sont nécessaires pour une tactique social-démocrate véritable : d'abord ne pas être en contradiction avec la marche de la vie sociale ; ensuite, élever sans cesse l'esprit révolutionnaire des masses.

La tactique de la participation aux élections contredit la marche de la vie sociale, car la vie sape les assises de la Doum, alors que la participation aux élections les consolide et, par conséquent, va à l'encontre de la vie.

La tactique du boycottage, elle, découle de la marche de la révolution, car, de concert avec la révolution, elle discrédite et sape dés le début les assises de la Douma policière.

La tactique de la participation aux élections affaiblit l'esprit révolutionnaire du peuple, car les partisans de cette tactique invitent le peuple à prendre part à des élections policières, et non à des actes révolutionnaires ; ils voient le salut dans des bulletins de vote, et non dans l'action du peuple. Les élections policières donneront au peuple une idée fausse de la Doum d'Etat, elles éveilleront en lui des espoirs fallacieux et le pousseront à penser involontairement : il faut croire que la Doum n'est pas une chose si mauvaise ; sinon les social-démocrates ne nous conseilleraient pas d'y participer. Qui sait si la chance ne nous sourira pas et si la Douma ne nous sera pas profitable ?

La tactique du boycottage, elle, ne sème point d'espoirs fallacieux dans la Douma ; elle dit franchement et sans équivoque que le salut réside uniquement dans l'action victorieuse du peuple, que l'affranchissement du peuple ne peut être que l'oeuvre du peuple lui-même ; et que la Douma y faisant obstacle, il faut dés maintenant s'efforcer de la supprimer. Ici, le peuple ne compte que sur lui-même ; il est, dés la début, hostile à la Douma, citadelle de la réaction ; tout cela ne manquera pas d'élever de plus en plus son esprit révolutionnaire, de préparer le terrain pour une action générale victorieuse.

La tactique révolutionnaire doit être claire, nette et précise ; la tactique du boycottage possède justement ces qualités.

On dit : la propagande orale ne suffit pas ; c'est par des faits qu'il faut convaincre la masse de l'incapacité de la Douma, et contribuer ainsi à son échec ; on doit, pour cela, participer aux élections, et non les boycotter activement.

Voici notre réponse. Il va sans dire que la propagande par les faits a beaucoup plus de portée qu'une explication verbale. Si nous allons aux réunions électorales populaires, c'est justement pour que dans la lutte contre les autres partis, dans les conflits qui nous opposent à eux, le peuple voie de ses propres yeux la perfidie de la réaction et de la bourgeoisie, et pour que nous fassions ainsi "de la propagande par les faits" parmi les électeurs. Et si cela ne suffit pas à nos camarades, s'ils veulent avec tout cela que nous participions aux élections, il faut leur faire remarquer que par elle-même l'élection, — le fait de déposer ou non son bulletin dans l'urne, — n'ajoute absolument rien ni à la propagande "par les faits", ni à la propagande "verbale". Mais le préjudice est grand, puisque, par cette "propagande par les faits", les partisans de la participation, sans le vouloir, approuvent l'existence de la Douma et en consolident ainsi les assises. Comment ces camarades entendent-ils compenser ce grave préjudice ? En déposant des bulletins ? Ce n'est même pas la peine d'en discuter.

D'autre part, la "propagande par les faits" doit également avoir des bornes. Quand Gapone[ii] marchait avec la croix et les icônes à la tête des ouvriers de Pétersbourg, il disait aussi : le peuple croit à la bonté du tsar ; il ne s'est pas encore convaincu de la volonté criminelle de l'administration, et il ne nous reste qu'à le conduire au palais du tsar. Assurément Gapone se trompait. Sa tactique était néfaste, ce qui fut confirmé le 9 janvier. Cela signifie que nous devons rejeter la tactique de Gapone. Or la tactique du boycottage est la seule qui écarte radicalement les expédients à la Gapone.

On dit : le boycottage coupera la masse de son avant-garde, car celle-ci seule vous suivra, tandis que la masse restera avec les réactionnaires et les libéraux, qui la gagneront à leur cause.

A cela nous répondrons que partout où des faits de ce genre se produiront, c'est que la masse sympathise évidemment avec d'autres partis et nous aurions beau prendre part aux élections, elle n'élirait pas de délégués social-démocrates. Car ce ne sont pas les élections qui peuvent, par elles-mêmes, rendre la masse révolutionnaire ! Quant à la propagande électorale, elle est faite par les deux tendances, avec cette différence toutefois que les partisans du boycottage font contre la Douma une propagande plus intransigeante et plus

énergique que les partisans de la participation aux élections, car une violente critique de la Douma peut inciter les masses à refuser de voter, ce qui n'entre pas dans les plans des partisans de la participation. Si cette propagande est efficace, le peuple se ralliera autour des social-démocrates, et quand ceux-ci appelleront à boycotter la Douma, le peuple les suivra aussitôt, tandis que les réactionnaires resteront avec leurs fieffées crapules. Si, en revanche, la propagande "ne porte pas", les élections ne peuvent que nous être préjudiciables, car avec la tactique de la participation à la Douma, nous serons obligés d'approuver l'activité de réactionnaires. Le boycottage, on le voit, est le meilleur moyen de rallier le peuple autour de la social-démocratie, bien entendu là où ce ralliement est possible ; là où il ne l'est pas, les élections ne peuvent que nous faire du tort.

D'autre part, la tactique de la participation à la Douma obscurcit la conscience révolutionnaire du peuple. En effet, tous les partis révolutionnaires et libéraux prennent part aux élections. Quelle différence y a-t-il entre eux et les révolutionnaires ? A cette question, la tactique de la participation ne fournit pas de réponse explicite aux masses. Celles-ci peuvent facilement confondre les cadets non révolutionnaires. La tactique du boycottage, elle, trace une frontière très nette entre les révolutionnaires et les non-révolutionnaires qui veulent se servir de la Douma pour sauver les assises de l'ancien régime. Or il importe éminemment, pour l'éducation révolutionnaire du peuple, que cette frontière soit tracée.

On nous dit, enfin, que grâce aux élections nous créerons des Soviets de députés ouvriers et unirons ainsi sur le plan de l'organisation les masses révolutionnaires.

A cela nous répondrons que, dans les conditions actuelles, alors que les participants aux réunions les plus anodines sont arrêtés, l'activité de Soviets de députés ouvriers est absolument impossible et que, par conséquent, se fixer pareille tâche, c'est se leurrer soi-même.

Ainsi la tactique de la participation sert sans le vouloir à fortifier la Douma tsariste ; elle affaiblit l'esprit révolutionnaire des masses, obscurcit la conscience révolutionnaire du peuple ; elle n'est en mesure de créer aucune organisation révolutionnaire ; elle va à l'encontre du développement de la vie sociale et, comme telle, elle doit être rejetée par la social-démocratie.

Quant à la tactique du boycottage, c'est dans cette direction que va maintenant le développement de la révolution. C'est aussi cette direction que doit suivre la social-démocratie.

La Gantiadi [l'Aube],
n°3, 8 mars 1906.
Signé : I. Bessochvili.
Traduit du géorgien.

[i] Cet article a été publié le 8 mars 1906 dans la Gantiadi [l'Aube], organe quotidien du comité unifié de Tiflis du P.O.S.D.R, qui parut du 5 au 10 mars 1906. L'article exprimait le point de vue officiel des bolchéviks sur la tactique à suivre à l'égard des élections à la

Douma. Dans le numéro précédent de la Gantiadi, un article intitulé "Les élections à la Douma d'Etat et notre tactique" et signé X, exposait la position des menchéviks dans cette question. L'article de Staline était accompagné de cette note de la rédaction : "Dans le numéro d'hier, nous avons publié un article qui traduisait l'opinion d'une partie de nos camarades sur la participation à la Douma d'Etat. Aujourd'hui, nous faisons paraître, ainsi que nous l'avons promis, un second article exprimant le point de vue d'une autre partie de nos camarades sur cette même question. Comme le lecteur s'en rendra compte, ces articles se distinguent foncièrement l'un de l'autre : l'auteur du premier article est pour la participation aux élections à la Douma ; l'auteur du second article est contre. Ces deux points de vue ne traduisent pas seulement une opinion personnelle. Ils expriment les conceptions tactiques des deux tendances qui existent dans le parti. Et il en est ainsi non seulement chez nous, mais dans toute la Russie". (N.R.).

[ii] Voir sur Gapone la note de la page 173. (N.T.).

La question agraire.

I

L'ancien régime croule de toutes parts, la campagne commence à bouger. La paysannerie, hier encore opprimée est humiliée, se relève aujourd'hui et redresse l'échine. Le mouvement paysan, hier encore impuissant, s'élance aujourd'hui, tel un torrent impétueux, contre l'ancien régime : ôte-toi de mon chemin, sinon je te balaye ! "Les paysans veulent obtenir les terres seigneuriales", "les paysans veulent supprimer les vestiges du servage", voilà ce qu'on entend dire aujourd'hui dans les bourgs et villages insurgés de Russie.

Ceux qui comptent imposer silence aux paysans avec des balles se trompent : l'expérience nous l'a montré, les balles ne font qu'attiser et exaspérer le mouvement révolutionnaire.

Ceux qui tentent d'apaiser les paysans avec de simples promesses et des "banques paysannes" se trompent aussi : les paysans veulent la terre, ils la voient même en rêve et, naturellement, ils n'auront de cesse qu'ils n'aient mis la main sur les terres seigneuriales. Qu'ont-ils à attendre de promesses creuses et d'on ne sait quelles "banques paysannes" ?

Les paysans veulent s'emparer des terres seigneuriales. Ils entendent supprimer ainsi les vestiges du servage. Et quiconque se refuse à trahir les paysans doit s'appliquer à résoudre précisément de cette façon la question agraire.

Mais comment la paysannerie pourra-t-elle prendre possession de ces terres ?

On prétend que l'unique issue est dans le "rachat" des terres "à des conditions avantageuses". Le gouvernement et les grands propriétaires fonciers possèdent de vastes étendues de terres libres, nous disent ces messieurs ; si les paysans rachètent ces terres, tout s'arrangera : ainsi les loups seront rassasiés et le brebis sauvées. Mais ils ne se demandent pas avec quoi les paysans pourront racheter ces terres, ces paysans qu'on a non seulement dépouillés de leur argent, mais encore écorchés vifs. Ils ne réfléchissent pas à ceci que lors du rachat, on ne remettra aux paysans que de mauvaises terres, et l'on gardera les bonnes pour soi, comme on l'a fait lors de l' "affranchissement des serfs" ! Et puis, pourquoi les paysans rachèteraient-ils les terres qui de tout temps leur ont appartenu ? Est-ce que les terres de l'Etat et des grands propriétaires fonciers n'ont pas été arrosées par la sueur des paysans ?Est-ce qu'elles n'ont pas appartenu aux paysans ? Est-ce que ces biens de leurs pères et de leurs aïeux n'ont pas été enlevés aux paysans ? Où donc est la justice si l'on demande aux paysans de racheter les terres qui leur furent enlevées ? Et la question du mouvement paysan n'est-elle qu'une question de vente et d'achat ? Le mouvement paysan ne vise-t-il pas à affranchir les paysans ? Qui donc affranchira les paysans du joug du servage, sinon les paysans eux-mêmes? Or, ces messieurs nous assurent que les paysans seront affranchis par les grands propriétaires fonciers : il suffit pour cela de leur verser comptant une petite somme. Et le croiriez-vous ? Cet "affranchissement" devra être réalisé, paraît-il, sous la direction de la bureaucratie tsariste, de cette même bureaucratie qui a plus d'une fois accueilli la paysannerie affamée à coups de canon et de mitrailleuse !...

Non ! Le rachat des terres ne sauvera pas les paysans. Ceux qui leur conseillent le "rachat à des conditions avantageuses" sont des traîtres, car ils cherchent à prendre les paysans dans les filets du maquignonnage et ne veulent pas que l'affranchissement des paysans soit l'oeuvre des paysans eux-mêmes.

Si les paysans veulent s'emparer des terres seigneuriales ; s'ils doivent supprimer ainsi les vestiges du servage ; si le "rachat à des conditions avantageuses" ne peut les sauver : si l'affranchissement des paysans doit être l'oeuvre des paysans eux-mêmes, il est hors de doute qu'il n'y a pour eux qu'un seul moyen : enlever les terres aux grands propriétaires fonciers, c'est-à-dire les confisquer.

Là est l'issue.

Une question se pose : jusqu'où doit aller cette confiscation ? A-t-elle une limite ? Les paysans doivent-ils s'emparer de toutes les terres ou d'une partie seulement ?

Certains disent que s'emparer de toutes les terres, ce serait trop ; qu'il suffit d'en prendre une partie pour satisfaire les paysans. Admettons-le. Mais comment fera-t-on si les paysans réclament davantage ? Nous n'allons tout de même pas leur barrer la route : arrêtez-vous, n'avancez pas plus loin ! Voilà qui serait réactionnaire ! Les évènements de Russie n'ont-ils pas prouvé que les paysans réclament effectivement la confiscation de toutes les terres seigneuriales ? Et puis, que veux dire "s'emparer d'une partie" ? Quelle partie doit être enlevée aux grands propriétaires fonciers, la moitié ou le tiers ? Qui doit trancher cette question, les grands propriétaires seuls ou les propriétaires et les paysans tous ensemble ? Comme on le voit, il reste ici une grande marge pour le maquignonnage ; la marchandage demeure possible entre propriétaires fonciers et paysans ; or cela va radicalement à l'encontre de l'affranchissement des paysans. Ceux-ci doivent comprendre une fois pour toutes qu'il ne faut pas marchander avec les grands propriétaires fonciers, mais lutter contre eux. Il faut non pas raccommoder le joug du servage, mais le briser, pour en détruire à jamais les vestiges. "S'emparer d'une partie seulement", c'est travailler à raccommoder les vestiges du servage ; et ceci est incompatible avec l'affranchissement des paysans.

Il est évident que le seul moyen est d'enlever aux grands propriétaires fonciers toutes leurs terres. C'est ainsi seulement qu'on pourra faire aboutir le mouvement paysan, qu'on pourra accroître l'énergie populaire et détruire les vestiges périmés du servage.

Ainsi l'actuel mouvement des campagnes est un mouvement démocratique des paysans. le but de ce mouvement est de supprimer les vestiges du servage. Et, pour les supprimer, il faut confisquer toutes les terres seigneuriales et celles de l'Etat.

Certains messieurs nous lancent l'accusation que voici : pourquoi, jusqu'à présent, la social-démocratie n'a-t-elle pas réclamé la confiscation de toutes les terres ? Pourquoi, jusqu'à présent, n'a-t-elle parlé que de la confiscation des "otrezki"[1] ?

Pour la raison, messieurs, qu'en 1903, lorsque le parti parlait des "otrezki", la paysannerie de Russie n'était pas encore gagnée au mouvement. Le devoir du parti était de lancer à la campagne un mot d'ordre qui enflammât le coeur des paysans, qui soulevât la paysannerie

contre les vestiges du servage. Ce mot d'ordre était celui des "otrezki" : ils rappelaient de façon frappante à la paysannerie de Russie ce qu'il y avait d'injuste dans les vestiges du servage.

Mais les temps ont changé. Le mouvement paysan a grandi. A présent il n'est plus nécessaire de le susciter : il se déchaîne sans cela. Aujourd'hui, il n'est plus question de savoir comment on doit mettre en mouvement la paysannerie, mais ce que doit réclamer la paysannerie déjà en mouvement. Il est clair qu'il faut ici des revendications précises, et le parti déclare à la paysannerie qu'elle doit exiger la confiscation de toutes les terres seigneuriales et de toutes celles de l'Etat.

Ce qui signifie que chaque chose vient en son temps et lieu, aussi bien les "otrezki" que la confiscation de toutes les terres.

II

Nous avons vu que le mouvement actuel à la campagne représente un mouvement de libération des paysans ; nous avons vu aussi que pour libérer les paysans, il faut supprimer les vestiges du servage, et que pour supprimer ces vestiges, il faut enlever toutes leurs terres aux grands propriétaires fonciers et à l'Etat, afin de déblayer le chemin de la vie nouvelle, du libre développement du capitalisme.

Supposons tout cela réalisé. Comment ces terres doivent-elles être réparties ? A qui doivent-elles être remises en propriété ?

Les uns disent que les terres saisies doivent être remises au village, en propriété commune ; la propriété privée de la terre doit être dés maintenant abolie et le village doit jouir de la propriété absolue des terres ; après quoi, il répartira lui-même des "lots" égaux entre les paysans ; de cette façon, le socialisme se trouvera dés maintenant réalisé à la campagne : à la place du salariat s'instituera la jouissance égalitaire du sol.

C'est, nous disent les socialistes-révolutionnaires, ce qui s'appelle la "socialisation de la terre".

Pouvons-nous accepter cette solution ? Examinons le fond de l'affaire. Et d'abord ceci: les socialistes-révolutionnaires veulent commencer par la campagne pour réaliser le socialisme. Cela est-il possible ? La ville, on le sait, est plus développée que la campagne, elle est le guide de la campagne ; toute mesure socialiste doit donc commencer par la ville. Or, les socialistes-révolutionnaires prétendent faire de la campagne le guide de la ville, la forcer à réaliser la première le socialisme, ce qui, bien entendu, est impossible à cause de son état arriéré. D'où l'on voit que le "socialisme" des socialistes-révolutionnaires sera un socialisme mort-né.

Passons maintenant au fait qu'ils entendent réaliser dés maintenant le socialisme à la campagne. Réaliser le socialisme, c'est supprimer la production marchande, abolir l'économie monétaire, détruire de fond en comble le capitalisme et socialiser tous les moyens de production. Les socialistes-révolutionnaires, eux, entendent laisser toutes ces

choses en l'état et ne socialiser que la terre, ce qui est absolument impossible. Si la production marchande reste telle qu'elle est, la terre aussi deviendra une marchandise ; aujourd'hui ou demain elle fera son apparition sur le marché, et voilà le "socialisme" des socialistes-révolutionnaires volatilisé. Il est évident qu'ils veulent réaliser le socialisme dans le cadre du capitalisme, ce qui, bien entendu, est inconcevable. Voilà pourquoi l'on dit que le "socialisme" des socialistes-révolutionnaires est un socialisme bourgeois.

Quant à la jouissance égalitaire du sol, ce n'est tout bonnement qu'une phrase creuse. la jouissance égalitaire du sol exige l'égalité de fortune ; or, entre les paysans, il existe une inégalité de fortune que la révolution démocratique d'aujourd'hui n'est pas en mesure de supprimer. Peut-on croire que le paysan qui possède huit paires de boeufs exploitera la terre dans la même mesure que celui qui n'en possède pas une seule ? Les socialistes-révolutionnaires s'imaginent pourtant que la "jouissance égalitaire du sol" supprimera le salariat et mettra fin au développement du capital, ce qui, bien entendu, est absurde. Evidemment, les socialistes-révolutionnaires entendent lutter contre la continuation du développement capitaliste et faire tourner en arrière la roue de l'histoire : c'est là qu'ils voient le salut. La science, elle, nous dit que la victoire du socialisme dépend du développement du capitalisme, et quiconque lutte contre ce développement lutte contre le socialisme. Voilà pourquoi l'on donne aussi aux socialistes-révolutionnaires le nom de socialistes-réactionnaires.

Sans compter que les paysans entendent lutter pour l'abolition de la propriété féodale, non pas contre la propriété bourgeoise, mais sur la base de la propriété bourgeoise : ils veulent répartir entre eux les terres saisies pour en devenir les propriétaires privés, ils ne se satisferont pas de la "socialisation de la terre".

Comme on le voit, la "socialisation de la terre" est inacceptable.

D'autres disent que les terres expropriées doivent être remises à l'Etat démocratique dont les paysans ne seraient que les affermataires.

C'est ce qu'on appelle la "nationalisation de la terre". La nationalisation de la terre est-elle acceptable ? Si nous prenons en considération le fait que l'Etat futur, si démocratique qu'il soit, sera néanmoins bourgeois, que la remise des terres à cet Etat sera suivie d'un renforcement politique de la bourgeoisie, ce qui extrêmement désavantageux pour le prolétariat rural et urbain ; si nous considérons aussi le fait que les paysans eux-mêmes seront hostiles à la "nationalisation de la terre" et ne se satisferont pas du rôle de simples affermataires, on comprendra aisément que la "nationalisation de la terre" ne répond pas aux intérêts du mouvement actuel.

Par conséquent, la "nationalisation de la terre" est également inacceptable.

D'autres encore disent que la terre doit être remise en propriété aux autorités administratives locales qui l'affermeraient aux paysans.

C'est ce qu'on appelle la "municipalisation de la terre".

La municipalisation de la terre est-elle acceptable ? Que signifie-t-elle ? Elle signifie d'abord que les paysans ne deviendront pas propriétaires des terres qu'ils auront enlevées de haute lutte aux grands propriétaires fonciers et à l'Etat. Qu'en penseront-ils ? Les paysans entendent recevoir la terre en toute propriété, ils entendent partager les terres expropriées, dont ils se voient les propriétaires même en rêve. Et quand on leur dira que les terres doivent être remises non pas à eux, mais aux autorités locales, ils ne seront certainement pas d'accord avec les partisans de la "municipalisation". Cela, nous ne devons pas l'oublier.

Et puis, que faire si les paysans, entraînés par la révolution, s'approprient toutes les terres saisies et ne laissent rien aux autorités locales ? Nous n'allons tout de même pas leur barrer la route et leur dire : arrêtez-vous, ces terres doivent être remises aux autorités locales et non à vous ; l'affermage vous suffira.

En second lieu, si nous acceptons le mot d'ordre de "municipalisation", nous devons dés maintenant le lancer dans le peuple et expliquer tout de suite aux paysans que ces terres pour lesquelles ils luttent et dont ils veulent s'emparer, seront remises en propriété aux autorités locales et non pas à eux. Certes, si le parti a une grande influence sur les paysans, il se peut qu'ils l'approuvent, mais il va sans dire qu'ils ne lutteront plus avec la même énergie, ce qui sera extrêmement préjudiciable à la révolution actuelle. Et si le parti n'a pas une grande influence sur les paysans, ceux-ci s'en écarteront et lui tourneront le dos, ce qui provoquera un conflit entre les paysans et le parti et affaiblira considérablement les forces de la révolution.

On nous dira : souvent les désirs des paysans sont en contradiction avec le développement de l'histoire ; or, nous ne pouvons pas méconnaître la marche de l'histoire et nous conformer toujours aux désirs des paysans, — le parti doit avoir ses principes. Très juste! Le parti doit se guider sur ses principes. Mais le parti qui rejetterait toutes les aspirations paysannes, indiquées ci-dessus trahirait ses principes. Si le désir des paysans de s'emparer des terres seigneuriales et de les partager ne contredit pas la marche de l'histoire ; si ces aspirations, au contraire, découlent entièrement de la révolution démocratique actuelle ; si une lutte véritable contre la propriété féodale n'est possible que sur la base de la propriété bourgeoise ; si les aspirations des paysans expriment précisément cette tendance, alors il va de soi que le parti ne peut rejeter ces revendications des paysans, car refuser de les soutenir équivaudrait à renoncer au développement de la révolution. Au contraire, si le parti a des principes, s'il ne veut pas devenir un frein pour la révolution, il doit contribuer à réaliser ces aspirations des paysans. Or elles sont en contradiction absolue avec la "municipalisation de la terre" !

Comme on le voit, la "municipalisation de la terre" est, elle aussi inacceptable.

III

Nous avons vu que ni la "socialisation", ni la "nationalisation", ni la "municipalisation" ne répondent véritablement aux intérêts de la révolution actuelle.

Comment donc faut-il répartir les terres saisies, à qui faut-il les remettre en propriété ?

Il est clair que les terres saisies par les paysans doivent être remises aux paysans eux-mêmes pour qu'ils puissent se les partager entre eux. C'est ainsi que doit être résolue la question posée plus haut. Le partage des terres entraînera une mobilisation de la propriété. les moins fortunés vendront leurs terres et s'achemineront vers la prolétarisation ; les paysans aisés achèteront de nouvelles terres et s'appliqueront à améliorer la technique de la culture ; la campagne se divisera en classes, une lutte plus aiguë s'allumera entre ces classes et c'est ainsi que sera créée la base pour un développement ultérieur du capitalisme.

Comme on le voit, le partage de la terre découle du développement économique actuel.

D'autre part, le mot d'ordre : "La terre aux paysans, rien qu'aux paysans et à personne d'autre", encouragera la paysannerie, il lui insufflera une force nouvelle et permettra de mener à son terme le mouvement révolutionnaire déjà commencé à la campagne.

Comme on le voit, la marche elle-même de la révolution actuelle exige le partage des terres.

Nos adversaires nous accusent de faire renaître ainsi la petite bourgeoisie, ce qui contredit radicalement la doctrine de Marx. Voici ce qu'écrit la Révolutsionnaïa Rossia[2] :

En aidant la paysannerie à exproprier les grands propriétaires fonciers, vous contribuez inconsciemment à instaurer l'économie petite-bourgeoise sur les ruines des formes plus ou moins développées de l'économie agraire capitaliste. n'est-ce pas là "un pas en arrière" du point de vue du marxisme orthodoxe ? (Voir la Révolutsionnaïa Rossia, n°75).

Je dois dire que messieurs les "critiques" ont embrouillé les faits. Ils ont oublié que l'économie du grand propriétaire foncier n'est pas une économie capitaliste, qu'elle est une survivance de l'économie féodale et que, par conséquent, en expropriant les grands propriétaires fonciers, on détruit les vestiges de l'économie féodale et non l'économie capitaliste. Ils ont oublié également que, du point de vue du marxisme, l'économie féodale n'a jamais été suivie et ne saurait être suivie, immédiatement, par l'économie capitaliste : entre les deux se place l'économie petite-bourgeoise qui succède à l'économie féodale et se transforme ensuite en économie capitaliste. Déjà Karl Marx, dans le livre III du Capital, affirmait que, dans l'histoire, l'économie féodale a été suivie d'abord par l'économie rurale petite-bourgeoise et qu'après seulement s'est développée la grande économie capitaliste ; il n'y a pas eu et il ne pouvait pas y avoir de bond immédiat de l'une à l'autre. Cependant, ces singuliers "critiques" nous disent que, du point de vue marxiste, la saisie et le partage des terres seigneuriales représentent un recul ! Bientôt ils nous jetteront à la tête que "l'abolition du servage" a été, elle aussi, un recul du point de vue marxiste, puisque alors également certaines terres furent "enlevées" aux grands propriétaires fonciers pour être remises aux petits exploitants : les paysans ! Drôle de gens ! Ils ne comprennent pas que le marxisme envisage toutes choses du point de vue historique ; que du point de vue du marxisme, l'économie rurale petite-bourgeoise est progressiste par rapport à l'économie féodale ; que la destruction de l'économie féodale et l'instauration de l'économie petite-bourgeoise sont une condition nécessaire au développement du capitalisme qui, par la suite, évincera cette économie petite-bourgeoise.

Mais laissons en paix les "critiques".

La vérité est que la remise des terres aux paysans, et puis leur partage, sapent les fondements des survivances du servage, préparent le terrain pour le développement de l'économie capitaliste, renforcent considérablement l'essor révolutionnaire : voilà pourquoi ces mesures sont acceptables pour le Parti social-démocrate.

Ainsi, pour supprimer les vestiges du servage, il faut confisquer toutes les terres seigneuriales; les paysans doivent en prendre possession et se les partager entre eux, selon leurs intérêts.

C'est sur cette base que doit être établi le programme agraire du parti.

On nous dira : tout cela concerne les paysans, mais que pensez-vous du prolétariat rural ? Nous répondons que s'il faut aux paysans un programme agraire démocratique, il existe pour les prolétaires des campagnes et des villes un programme socialiste, qui exprime leurs intérêts de classe ; quant à leurs intérêts immédiats, il en a été tenu compte dans les seize points du programme minimum où l'on parle de l'amélioration des conditions du travail. (Voir le Programme du parti, adopté au IIe congrès). Pour l'instant, l'action socialiste immédiate du parti consiste en ceci ; il fait une propagande socialiste parmi les prolétaires ruraux, il les rassemble en des organisations socialistes qui leur sont propres et les unit aux prolétaires des villes en un parti politique distinct. Le parti se tient constamment en rapports avec cette fraction de la paysannerie ; il lui dit : vous devez garder la liaison avec les paysans en lutte et lutter contre les grands propriétaires fonciers ; et pour autant que vous marchez vers le socialisme, vous devez vous unir résolument aux prolétaires des villes et lutter impitoyablement contre tout bourgeois, qu'il soit paysan ou noble. Avec les paysans, pour la république démocratique ! Avec les ouvriers, pour le socialisme ! Voilà ce que dit le parti au prolétariat rural.

Si le mouvement des prolétaires et leur programme socialiste attisent la flamme de la lutte des classes, pour abolir ainsi à jamais toute division en classes, le mouvement paysan et son programme agraire démocratique, de leur côté, attisent à la campagne la flamme de la lutte entre les ordres de la société, pour abolir ainsi jusque dans sa racine toute division en ordres[3].

*

* *

P.S. En terminant cet article, nous ne pouvons laisser passer sans réponse la lettre d'un lecteur qui nous écrit ce qui suit : "Votre premier article ne m'a tout de même pas satisfait. Le parti n'était-il pas hostile à la confiscation de toutes les terres ? Et s'il l'était, pourquoi ne le disait-il pas ?"

Non, estimé lecteur, le parti n'a jamais été hostile à cette confiscation. Dés le IIe congrès, celui où fut précisément adopté le point relatif aux "otrezki", dés ce congrès (en 1903), le parti disait, par la bouche de Plékhanov et de Lénine, que nous soutiendrons les paysans s'ils revendiquent la confiscation de toutes les terres[4]. Deux ans plus tard (en 1905), les deux fractions du parti, les "bolchéviks" au IIIe congrès et les "menchéviks" à leur Ière conférence,

ont déclaré à l'unanimité qu'ils soutiendraient sans réserve les paysans quant à la confiscation de toutes les terres[5]. Ensuite, les journaux des deux tendances du parti, aussi bien l'Iskra et le Prolétari que la Novaïa Jizn[6] et la Natchalo[7], ont appelé maintes fois la paysannerie à confisquer toutes les terres... Comme vous le voyez, le parti était, dés le début, pour la confiscation de toutes les terres et, par conséquent, vous n'avez aucune raison de penser qu'il s'est mis à la remorque du mouvement paysan. celui-ci n'avait pas encore commencé pour de bon, les paysans ne réclamaient pas encore même les "otrezki", que le parti parlait déjà, à son IIe congrès, de la confiscation de toutes les terres.

Si toutefois vous nous demandez pourquoi nous n'avons pas inscrit dans notre programme, en cette même année 1903, la revendication de la confiscation de toutes les terres, nous vous répondrons à notre tour par une question : pourquoi donc les socialistes-révolutionnaires n'ont-ils pas inscrit dés 1900, dans leur programme, la revendication de la république démocratique ? Etaient-ils vraiment contre cette revendication[8] ? Pourquoi ne parlait-on alors que de nationalisation tandis qu'aujourd'hui on nous rebat les oreilles avec la socialisation ? Et si aujourd'hui, nous ne disons rien dans notre programme minimum de la journée de travail de 7 heures, est-ce à dire que nous sommes contre ? Qu'en conclure ? Seulement ceci : c'est qu'en 1903, alors que le mouvement était encore faible, la confiscation de toutes les terres serait restée lettre morte, le mouvement encore faible n'aurait pu faire triompher cette revendication ; voilà pourquoi le mot d'ordre des "otrezki" convenait mieux à cette période. Mais, par la suite, quand le mouvement grandit et mit en avant les questions d'ordre pratique, le parti dut montrer que le mouvement ne pouvait et ne devait pas s'arrêter aux seuls "otrezki", que la confiscation de toutes les terres s'imposait.

Tels sont les faits.

Quelques mots pour finir à propos de la Tznobis Pourtzéli[9] (voir le n°3033). Ce journal débite des insanités sur la "mode" et le "principe" et il assure que le parti, naguère, érigé les "otrezki" en principe. Il s'agit là d'un mensonge, car le parti a, dés le début, publiquement admis le principe de la confiscation de toutes les terres, le lecteur a pu le constater plus haut. Quant au fait que la Tznobis Pourtzéli ne distingue pas entre principes et questions pratiques, le malheur n'est pas grand : avec l'âge, elle apprendra à les distinguer[10].

L'Elva [l'Eclair], n°5, 9 et 10
des 17, 22 et 23 mars 1906.
Signé : I. Bessochvili
Traduit du géorgien.

[1] Le manifeste de 1861 accordait aux serfs la liberté personnelle sans aucun droit sur la terre. Pour qu'ils pussent remplir leurs obligations envers l'Etat et le propriétaire foncier, les paysans recevaient, moyennant le paiement d'un fermage ou d'un droit de rachat, des lots de terre. Les "otrezki" — "coupes" ou "retraits" — étaient des parcelles retranchées des lots attribués aux paysans et conservées par les propriétaires fonciers. l'importance de ces parcelles retranchées a été surtout considérable dans la zone fertile des terres noires. (N.T.).
[2] La Révolutsionnaïa Rossia [la Russie révolutionnaire], organe des socialistes-révolutionnaires, parut de la fin de 1900 à 1905. Editée d'abord par l'Union des socialistes-

révolutionnaires, elle devint à partir de janvier 1902 l'organe central du parti socialiste-révolutionnaire. (N.R.).
[3] La société féodale est caractérisée par la division en ordres. Ainsi, il existait dans la France d'avant 1789 trois ordres : noblesse, clergé, tiers état. La révolution démocratique bourgeoise se dresse contre les ordres privilégiés, elle abat les anciennes barrières pour laisser le champ libre au capitalisme. (N.T.).
[4] Voir les Procès-verbaux du IIe congrès. (J.S.).
[5] Voir les Procès-verbaux du IIIe congrès. (J.S.).
[6] La Novaïa Jizn [la Vie nouvelle], premier journal bolchévik légal, parut à Saint-Pétersbourg du 27 octobre au 3 décembre 1905. Dés que Lénine revint de l'émigration, la Novaïa Zijn passa sous sa direction effective. Maxime Gorki participait activement à sa rédaction. A son n°27, la Novaïa Zijn fut interdite par les autorités. Son dernier numéro, le n°28, parut illégalement. (N.R.).
[7] Le Natchalo [le Commencement] quotidien légal des menchéviks, parut à Pétersbourg du 13 novembre au 2 décembre 1905. (N.R.).
[8] Voir Nos tâches, édition de l'Union des socialistes-révolutionnaires, 1900. (J.S.).
[9] La Tznobis Pourtzéli [la Feuille des nouvelles], quotidien géorgien ; parut à Tiflis de 1896 à 1906. A partir de la fin de 1900, ce journal fut le porte-parole des nationalistes géorgiens ; en 1904, il devint l'organe des social-fédéralistes géorgiens. (N.R.).
[10] Tznobis Pourtzéli a "entendu dire" quelques part que les "social-démocrates de Russie... ont adopté un nouveau programme agraire en vertu duquel... ils soutiennent la municipalisation des terres". Je dois déclarer qu'aucun programme de cette nature n'a été adopté par les social-démocrates de Russie. L'adoption d'un programme est affaire de congrès ; or, notre congrès ne s'est pas encore tenu. Il est clair que quelqu'un ou quelque chose a induit en erreur la Tznobis Pourtzéli. Ce journal ferait bien de ne pas servir à ses lecteurs des on-dits.

A propos de la question agraire.

On se souvient sans doute du dernier article sur la "municipalisation" (voir l'Elva[1], n°12). Nous ne voulons pas examiner toutes les questions soulevées par l'auteur : ce n'est ni intéressant, ni nécessaire. Nous n'aborderons que les deux questions principales : la municipalisation est-elle en contradiction avec la suppression des vestiges du servage et le partage des terres est-il une mesure réactionnaire ? C'est ainsi que notre camarade pose la question. Sans doute la municipalisation, le partage des terres et autres questions analogues lui apparaissent-elles comme des questions de principe, alors que le parti pose la question agraire sur un tout autre terrain.

La vérité est que la social-démocratie ne considère ni la nationalisation, ni la municipalisation, ni le partage des terres, comme des questions de principe ; elle ne soulève à leur égard aucune objection de principe. Voyez le Manifeste de Marx, la Question agraire de Kautsky, les Procès-verbaux du IIe congrès, la Question agraire en Russie du même Kautsky, et vous constaterez qu'il en est bien ainsi. Le parti envisage toutes ces questions d'un point de vue pratique et pose la question agraire sur un terrain pratique : où notre principe trouve-t-il son application la plus complète, dans la municipalisation, la nationalisation ou le partage des terres ?

Voilà sur quel terrain le parti pose le problème.

On conçoit que le principe du programme agraire, — suppression des vestiges du servage et libre développement de la lutte des classes, — demeure invariable ; seuls ont changé les moyens de le réaliser.

C'est ainsi que l'auteur aurait dû poser la question : qu'est-ce qui est préférable pour faire disparaître les vestiges du servage et développer la lutte des classes, la municipalisation ou le partage des terres ? Or, lui s'élance inopinément dans les domaines de principes ; il fait passer les questions pratiques pour des questions de principe et nous demande : ce que l'on appelle la municipalisation "est-il en contradiction avec la suppression des vestiges du servage et le développement du capitalisme ?" Ni la nationalisation, ni le partage des terres ne sont en contradiction avec la suppression des vestiges du servage et le développement du capitalisme ; mais cela ne signifie pas encore qu'il n'y ait pas entre eux de différence, que le partisan de la municipalisation doive être en même temps partisan de la nationalisation et du partage des terres ! Il y a évidemment entre eux une certaine différence d'ordre pratique. Toute l'affaire est là, et c'est pourquoi le parti a posé la question sur un terrain pratique. Mais l'auteur, comme nous l'avons signalé plus haut, a porté la question sur un tout autre terrain ; ; il a confondu le principe avec les moyens de le réaliser et, ce faisant, il a, sans le vouloir, éludé la question posée par le parti.

Ensuite, l'auteur nous assure que le partage des terres est réactionnaire, autrement dit il nous adresse le reproche que nous avons maintes fois entendu dans la bouche des socialistes-révolutionnaires. Quand ces métaphysiciens de socialistes-révolutionnaires nous disent que du point de vue du marxisme le partage des terres est une mesure réactionnaire, ce reproche ne nous étonne nullement, car nous savons fort bien qu'ils n'envisagent pas la chose du point de vue de la dialectique : ils ne veulent pas comprendre que tout vient en son

temps et lieu, que ce qui demain deviendra réactionnaire, peut être révolutionnaire aujourd'hui. Mais lorsque des adeptes de la dialectique matérialiste nous adressent le même reproche, nous ne pouvons nous empêcher de demander : en quoi donc dialecticiens et métaphysiciens se distinguent-ils les uns des autres ? Certes, le partage des terres serait une mesure réactionnaire s'il était dirigé contre le développement du capitalisme ; mais s'il est dirigé contre les vestiges du servage, il est évidemment une mesure révolutionnaire, que la social-démocratie doit soutenir. Contre quoi est dirigé aujourd'hui le partage des terres : contre le capitalisme ou contre les vestiges du servage ? Il est dirigé contre les vestiges du servage, cela ne fait pas de doute. Ainsi, la question se résout d'elle-même.

Bien entendu, une fois le capitalisme suffisamment consolidé à la campagne, le partage des terres deviendra une mesure réactionnaire, car il sera dirigé contre le développement du capitalisme ; mais alors la social-démocratie ne le soutiendra plus. A l'heure actuelle, la social-démocratie défend ardemment la revendication d'une république démocratique en tant que mesure révolutionnaire ; mais, par la suite, quand la question de la dictature du prolétariat se posera pratiquement, la république démocratique sera réactionnaire et la social-démocratie s'efforcera de la détruire. Il faut en dire autant du partage des terres. Le partage des terres et, en général, l'économie petite-bourgeoise sont révolutionnaires quand il y a lutte contre les vestiges du servage ; mais ce même partage des terres est réactionnaire quand il est dirigé contre le développement du capitalisme. Tel est le point de vue dialectique sur le développement social. C'est de ce point de vue dialectique que Karl Marx envisage l'économie rurale petite-bourgeoise quand, dans le livre III du Capital, il la déclare progressiste en comparaison de l'économie féodale.

Et voici, entre autres, ce que Karl Kautsky dit du partage :

Le partage du fonds de terres, c'est-à-dire de la grande propriété terrienne, ce partage que la paysannerie russe réclame et qu'elle commence déjà à réaliser pratiquement... n'est pas seulement inévitable et nécessaire, il est utile au plus haut point. Et la social-démocratie a toutes les raisons de soutenir cette opération[2].

Pour trancher une question, il est très important de la poser correctement. Toute question doit être posée dialectiquement, c'est-à-dire que nous ne devons jamais oublier que tout change, que toute chose vient en son temps et lieu, et que, par conséquent, les questions aussi, nous devons les poser en accord avec les conditions concrètes. Telle est la première condition pour résoudre la question agraire. En second lieu, nous ne devons pas oublier non plus que les social-démocrates de Russie posent aujourd'hui la question agraire sur un terrain pratique ; quiconque veut résoudre ce problème doit se placer sur ce terrain précis. Telle est la deuxième condition pour résoudre la question agraire. Or, notre camarade n'a tenu compte d'aucune de ces conditions.

Bon, répondra le camarade, admettons que le partage des terres soit révolutionnaire. Il est évident que nous nous appliquerons à soutenir ce mouvement révolutionnaire, mais cela ne signifie pas du tout que nous devions inscrire dans notre programme les revendications de ce mouvement ; des revendications de ce genre seraient tout à fait déplacées dans le programme, etc... L'auteur, apparemment, confond le programme minimum et le programme maximum. Il sait que le programme socialiste (c'est-à-dire le programme

maximum) ne doit contenir que des revendications prolétariennes ; mais il oublie que le programme démocratique (c'est-à-dire le programme minimum) et, à plus forte raison, le programme agraire n'est pas socialiste ; par conséquent, on y trouvera nécessairement des revendications démocratiques bourgeoises que nous soutenons. La liberté politique est une revendication bourgeoise ; néanmoins elle occupe dans notre programme minimum une place d'honneur. Au reste, inutile d'aller bien loin ; voyez le deuxième point du programme agraire et lisez : le parti réclame "...l'abrogation de toutes les lois qui gênent le paysan dans la libre disposition de sa terre",— lisez tout cela et répondez : qu'y a-t-il de socialiste dans cet article ? Rien, direz-vous, car cet article réclame la liberté de la propriété bourgeoise, et non sa suppression. Néanmoins, cet article figure dans notre programme minimum. Qu'en conclure ? Seulement ceci : le programme maximum et le programme minimum sont deux choses différentes qu'il ne faut pas confondre. Il est vrai que les anarchistes ne seront pas contents, mais que voulez-vous ? Nous ne sommes pas des anarchistes !...

Quant à l'aspiration des paysans au partage des terres, nous avons déjà dit qu'il faut l'apprécier en fonction de la tendance du développement économique ; or, comme cette aspiration des paysans "découle directement" de cette tendance, notre parti doit la soutenir et non s'y opposer.

L'Elva [l'Eclair], n°14 du 29 mars 1906.
Signé : I. Bessochvili.
Traduit du géorgien.

[1] L'Elva [l'Eclair], quotidien géorgien, organe du Comité unifié de Tiflis du P.O.S.D.R. ; commença à paraître après l'interdiction de la Gantiadi. Le premier numéro de l'Elva parut le 12 mars, le dernier, le 15 avril1906. Les articles leaders publiés dans le journal au nom des bolchéviks furent écrits par Staline. En tout parurent 27 numéros. (N.R.).
[2] Voir la Question agraire en Russie, p. 11. (J.S.).

Sur la révision du programme agraire.

(Discours prononcé à la septième séance du IVe congrès du P.O.S.D.R.[1], le 13 (26) avril 1906.)

Tout d'abord, quelques mots au sujet des méthodes d'argumentation de certains camarades. Le camarade Plékhanov s'est longuement étendu sur les "allures anarchistes" du camarade Lénine, sur le caractère dangereux du "léninisme", etc..., etc..., mais sur la question agraire, il nous dit, en somme, bien peu de choses. Pourtant il est l'un des rapporteurs de la question agraire. J'estime que ce procédé d'argumentation, qui crée une atmosphère de nervosité, outre qu'il est contraire à l'esprit de notre congrès, appelé Congrès d'unification, n'apporte aucun éclaircissement quant à la façon de poser la question agraire. Nous pourrions, nous aussi, dire quelques mots sur les allures de cadet du camarade Plékhanov, mais cela ne nous ferait pas avancer d'un pas dans la solution du problème agraire.

Ensuite, John[2] s'est appuyé sur certaines données tirées de la vie en Gourie, en Lettonie, etc..., pour conclure en faveur de la municipalisation dans toute la Russie. Je dois dire que, d'une façon générale, ce n'est pas ainsi qu'on établit un programme. pour établir un programme, il faut se baser non sur les particularités que présentent certains coins de certaines régions périphériques, mais sur les caractères généraux, propres à la majeure partie de la Russie : un programme sans une ligne directrice n'est pas un programme, mais un amalgame mécanique de thèses diverses. Il en est précisément ainsi du projet de John. En outre, John s'appuie sur des données fausses. D'après lui, le développement même du mouvement paysan plaide en faveur de son projet, parce qu'en Gourie, par exemple, au cours du mouvement, il s'est formé une administration autonome régionale qui gérait les forêts, etc... Mais, d'abord, la Gourie n'est pas une région, c'est un simple district du gouvernement de Koutaïs ; en second lieu, il n'y a jamais eu en Gourie une administration autonome révolutionnaire, unique pour toute la Gourie : il n'y avait que de petites administrations locales qui, par conséquent, n'ont jamais eu l'importance d'une administration régionale autonome ; troisièmement, gérer est une chose, posséder en est une autre. En général, il court bien des légendes sur la Gourie, et les camarades de Russie ont bien tort de les prendre pour des vérités...

En ce qui concerne le fond du problème, je dois dire que notre programme doit avoir pour tout point de départ la thèse suivante : étant donné que nous concluons une alliance révolutionnaire provisoire avec la paysannerie en lutte, étant donné que nous ne pouvons, en conséquence, négliger les revendications de cette paysannerie, nous devons les soutenir si, dans l'ensemble, elles ne contredisent pas la tendance du développement économique et la marche de la révolution. Les paysans réclament le partage ; celui-ci ne contredit pas les conditions indiquées ; donc nous devons soutenir la confiscation totale et le partage. De ce point de vue, la nationalisation et la municipalisation sont au même titre inacceptables. En formulant le mot d'ordre de municipalisation ou de nationalisation, nous rendons impossible, sans rien y gagner, l'alliance de la paysannerie révolutionnaire avec le prolétariat. Ceux qui parlent du caractère réactionnaire du partage confondent deux stades du développement : le stade capitaliste et le stade précapitaliste. Le partage est réactionnaire au stade du capitalisme, cela n'est pas douteux, mais dans les conditions précapitalistes (par exemple dans les conditions de la campagne russe), le partage est, dans l'ensemble, révolutionnaire. Certes, on ne peut partager les forêts, les eaux, etc..., mais on

ne peut les nationaliser, ce qui ne contredit nullement les revendications révolutionnaires des paysans. Quant au mot d'ordre proposé par John : des comités révolutionnaires, au lieu du mot d'ordre : des comités révolutionnaires paysans, il est foncièrement contraire à l'esprit de la révolution agraire. La révolution agraire a pour but, avant tout et principalement, d'affranchir les paysans ; par conséquent, le mot d'ordre : des comités paysans, est le seul qui réponde à l'esprit de la révolution agraire. Si l'affranchissement du prolétariat peut être l'oeuvre du prolétariat lui-même, l'affranchissement des paysans peut être, lui aussi, l'oeuvre des paysans eux-mêmes.

Procès-verbaux du Congrès d'unification du
Parti ouvrier social-démocrate de Russie
tenu à Stockholm, en 1906.
Moscou, 1907, pages 59 et 60.

[1] Le IVe congrès ("Congrès d'unification") du P.O.S.D.R. se tint du 10 au 25 avril (23 avril-8 mai) 1906, à Stockholm. Y assistaient également les représentants des partis social-démocrates nationaux de Pologne , de Lituanie, de Lettonie et ceux du Bund. De nombreuses organisations bolchéviks, détruites par le gouvernement après l'insurrection armée de décembre 1905, n'avaient pu envoyer de délégués. Au congrès, la majorité, bien qu'insignifiante, appartenait aux menchéviks. La prédominance des menchéviks au congrès détermina le caractère des résolutions qui y furent prises sur une série de questions. Staline, délégué par l'organisation bolchévik de Tiflis sous le pseudonyme d'Ivanovitch, intervint lors des débats sur le projet du programme agraire, sur la situation actuelle et sur la Douma d'Etat. En outre, Staline dénonça à plusieurs reprises, en citant des faits à l'appui, la tactique opportuniste des menchéviks de Transcaucasie au sujet de la Douma d'Etat, de l'accord avec le Bund, etc... (N.R.).
[2] John, pseudonyme de P. Maslov. (N.R.).

Sur la situation actuelle.

(Discours prononcé à la quinzième séance du IVe congrès du Parti ouvrier social-démocrate de Russie, le 17 (30) avril 1906.)

Ce n'est un secret pour personne que, dans le développement de la vie sociale et politique de la Russie, deux chemins se dessinent : celui des pseudo-réformes et celui de la révolution. De même, il est évident que les gros industriels et les grands propriétaires fonciers, avec le gouvernement tsariste à leur tête, prennent le premier chemin, tandis que la paysannerie révolutionnaire et la petite bourgeoisie, avec le prolétariat à leur tête, prennent le second. La crise qui s'étend dans les villes et la famine dans les campagnes rendent inévitables une nouvelle explosion. Les hésitations sont donc en l'occurrence inadmissibles : ou bien la révolution monte, et nous ne devons la mener à son terme, ou bien elle décroît, et nous ne pouvons ni ne devons nous assigner une pareille tâche. Roudenko a tort de penser que cette façon de poser le problème n'est pas dialectique. Roudenko cherche une voix médiane ; il veut dire que la révolution monte et ne monte pas, qu'il faut la mener à son terme et qu'il ne le faut pas, car, selon lui, la dialectique oblige précisément à poser ainsi la question ! C'est autrement que nous comprenons la dialectique de Marx...

Ainsi, nous sommes à la veille d'une nouvelle explosion, la révolution monte, et nous devons la mener à son terme. Nous sommes tous d'accord là-dessus. Mais dans quelles conditions pouvons-nous et devons-nous le faire : dans celles de l'hégémonie du prolétariat ou de l'hégémonie de la démocratie bourgeoise ? C'est là que commence la divergence fondamentale.

Déjà dans Deux dictatures, le camarade Martynov déclarait que l'hégémonie du prolétariat dans la révolution bourgeoise actuelle est une utopie dangereuse. La même idée perce dans son discours d'hier. Les camarades qui l'ont applaudi sont, sans doute, d'accord avec lui. S'il en est ainsi, si, d'après les camarades menchéviks, il nous faut non pas l'hégémonie du prolétariat, mais l'hégémonie de la bourgeoisie démocratique, il va de soi que nous ne devons prendre de part active et directe ni à l'organisation de l'insurrection armée, ni à la prise du pouvoir. Tel est le "schéma" des menchéviks.

Au contraire, si les intérêts de classe du prolétariat conduisent à son hégémonie, si le prolétariat doit marcher, non en queue, mais à la tête de la révolution en cours, il va de soi que le prolétariat ne peut renoncer ni à une participation active à l'organisation de l'insurrection armée, ni à la prise du pouvoir. Tel est le "schéma" des bolchéviks.

Ou bien l'hégémonie du prolétariat, ou bien l'hégémonie de la bourgeoisie démocratique, voilà comment se pose la question dans le parti, voilà sur quoi portent nos divergences.

Procès-verbaux du Congrès d'unification du
Parti ouvrier social-démocrate de Russie
tenu à Stockholm, en 1906.
Moscou, 1907, p. 187.

Marx et Engels à propos de l'insurrection.

Le menchévik N. Kh.[1] sait qu'avec de l'audace on prend les villes et... il a l'audace d'accuser une fois de plus les bolchéviks de blanquisme (voir la Simartlé[2], n°7).

Certes il n'y a là rien d'étonnant. Les opportunistes d'Allemagne, Bernstein et Vollmar, traitent depuis longtemps Kautsky et Bebel de blanquistes. Les opportunistes de France, Jaurès et Millerand, accusent depuis longtemps Guesde et Lafargue de blanquisme et de jacobinisme. Cependant la monde entier sait que Bernstein, Millerand, Jaurès et les autres sont des opportunistes, qu'ils trahissent le marxisme, tandis que Kautsky, Bebel, Guesde, Lafargue et les autres sont des marxistes révolutionnaires. Qu'y a-t-il d'étonnant à ce que les opportunistes de Russie et leur disciple N. Kh. imitent les opportunistes d'Europe et nous traitent de blanquistes ? Cela signifie seulement que les bolchéviks, tout comme Kautsky et Guesde, sont des marxistes révolutionnaires[3].

Nous aurions pu arrêter là notre entretien avec N. Kh. Mais il "approfondit" le problème et s'efforce de prouver qu'il a raison. Ecoutons-le donc, pour ne pas le blesser.

N. Kh. n'est pas d'accord avec l'opinion suivante des bolchéviks :

Disons[4] que le peuple des villes est pénétré de haine contre le gouvernement[5], il peut se soulever pour la lutte, si l'occasion s'en présente. Cela signifie que, quantitativement, nous sommes déjà prêts. Mais ce n'est pas encore suffisant. Pour que l'insurrection triomphe, il faut établir à l'avance un plan de lutte, élaborer à l'avance une tactique de combat ; il faut disposer de détachements organisés, etc... (Voir l'Akhali Tskhovréba, n°6).

N. Kh. n'est pas d'accord. Pourquoi ? parce que c'est, selon lui, du blanquisme ! Ainsi N. Kh. ne veut ni d'une "tactique de combat", ni de "détachements organisés", ni d'une action organisée : tout cela, paraît-il, est accessoire et superflu. Les bolchéviks disent que "la haine seule à l'égard du gouvernement ne suffit pas", que la conscience seule "ne suffit pas", qu'il faut encore "des détachements et une tactique de combat". Tout cela, N. Kh. le nie et le qualifie de blanquisme.

Retenons ce point et poursuivons.

N. Kh. n'aime pas l'idée suivante de Lénine :

Nous devons retenir l'expérience des insurrections de Moscou, du Donetz, de Rostov et d'ailleurs, nous devons diffuser cette expérience, préparer avec ténacité et patience de nouvelles forces de combat, les instruire et les aguerrir dans une série d'opérations de partisans. Peut-être la nouvelle explosion ne se produira-t-elle pas encore au printemps, mais son heure arrive, et, probablement, elle n'est plus très éloignée. Elle doit nous trouver armés, organisés militairement, prêts à une action offensive résolue. (Voir les Partïinyé Izviestia)[6].

N. Kh. n'est pas d'accord avec cette pensée de lénine. pourquoi ? Parce que, selon lui, c'est du blanquisme !

Ainsi, d'après N. Kh., nous ne devons pas "retenir l'expérience de l'insurrection de décembre" et nous ne devons pas "la diffuser". Il est vrai que l'explosion approche, mais, d'après N. Kh., elle ne doit pas "nous trouver armés", nous ne devons pas nous préparer à une "action offensive résolue". Pourquoi ? Sans doute parce que nous vaincrons plus vite désarmés et sans préparation ! Les bolchéviks disent qu'on peut s'attendre à une explosion et que, par conséquent, notre devoir est de nous y préparer, tant au point de vue de la conscience qu'au point de vue de l'armement. N. Kh. sait qu'on peut s'attendre à une explosion, mais il n'admet rien d'autre qu'une propagande verbale ; aussi met-il en doute et juge-t-il superflue la nécessité de s'armer. Les bolchéviks disent qu'il faut introduire la conscience et l'esprit d'organisation dans une insurrection qui a éclaté spontanément et sporadiquement. N. Kh. ne reconnaît pas non plus cette nécessité : c'est, selon lui, du blanquisme. Les bolchéviks disent qu'à un moment déterminé, une "action offensive résolue" est nécessaire. Ni l'esprit de résolution, ni l'action offensive ne plaisent à N. Kh. : tout cela est, selon lui, du blanquisme.

Retenons tous ces points et voyons ce que Marx et Engels pensaient de l'insurrection armée.

Voici ce qu'écrivait Marx dans la période de 1850 :

Une fois l'insurrection commencée, il faut agir avec une extrême résolution et passer à l'offensive. la défensive est la mort de toute insurrection armée... Il faut attaquer l'ennemi à l'improviste, tant que ses troupes sont encore dispersées ; il faut obtenir chaque jour des succès nouveaux, fussent-ils minimes ; il faut conserver l'ascendant moral conquis par le premier mouvement victorieux des insurgés ; il faut entraîner les éléments hésitants qui vont toujours vers ceux qui sont les plus forts et se mettent toujours du côté le plus sûr ; il faut contraindre l'ennemi à reculer, avant qu'il ait pu rassembler ses forces contre cous. En un mot, agissez selon les paroles de Danton, le plus grand maître de la tactique révolutionnaire que nous connaissions : De l'audace, encore de l'audace, toujours de l'audace. (Voir Karl Marx : Esquisses historiques, p. 95[7]).

Ainsi parle le plus grand marxiste, Karl Marx.

Comme on le voit, d'après Marx, quiconque veut la victoire de l'insurrection doit prendre le chemin de l'offensive. Or, nous savons que celui qui choisit le chemin de l'offensive., doit avoir des armes, des connaissances militaires et des détachements entraînés, — faute de quoi l'offensive est impossible. Quant aux actions offensives audacieuses, elles sont pour Marx la chair et le sang de toute insurrection. N. Kh., lui, raille et les actions offensives audacieuses, et la politique d'offensive, et les détachements organisés, et la diffusion des connaissances militaires — tout cela, selon lui, c'est du blanquisme ! Il s'ensuit que N. Kh. est un marxiste, et que Marx est un blanquiste ! Pauvre Marx ! S'il pouvait sortir de sa tombe et écouter le bafouillage de N. Kh. !

Et que dit Engels de l'insurrection ? Engels, parlant de l'insurrection espagnole dans une de ses brochures, répond en ces termes aux anarchistes :

Cette insurrection, bien que stupidement commencée, aurait eu encore de grandes chances de succès si elle avait été dirigée de façon tant soit peu raisonnable, ne fût-ce qu'à la manière de ces mutineries militaires espagnoles où la garnison d'une ville se soulève, marche sur la ville voisine, entraîne derrière elle la garnison cette ville déjà travaillée par avance et, grandissant comme une avalanche, se précipite sur la capitale, jusqu'à ce que le succès d'une bataille ou le passage à ses côtés des troupes envoyées contre elle décide de la victoire. Une telle méthode était alors particulièrement indiquée. partout les insurgés s'étaient depuis longtemps déjà organisés en bataillons de volontaires [vous entendez, camarade, Engels parle de bataillons !]. La discipline, sans doute, y était mauvaise, mais certainement pas pire que celle qui régnait dans les débris de la vieille armée espagnole, presque partout en désagrégation. Les seules troupes sur lesquelles le gouvernement pouvait compter étaient les gendarmes (guardias civiles), mais elles se trouvaient dispersées dans tout le pays. Il fallait avant tout empêcher les détachements de gendarmes de se concentrer ; or on ne pouvait y parvenir qu'en attaquant et en osant sortir à découvert... [attention, attention, camarades !] Si l'on voulait vaincre, il n'y avait pas d'autre moyen...

Ensuite Engels tance vertement les bakouninistes qui érigeaient en principe ce qu'on aurait pu éviter :

à savoir le fractionnement et la dispersion des forces révolutionnaires, qui ont permis aux mêmes troupes gouvernementales d'écraser une insurrection après l'autre. (Voir les Bakouninistes au travail d'Engels[8].)

Ainsi parle le marxiste bien connu Friedrich Engels...

Des bataillons organisés, une politique d'offensive, l'organisation de l'insurrection, l'union des différentes insurrections — voilà ce qui, d'après Engels, est nécessaire pour faire triompher l'insurrection.

Il s'ensuit que N. Kh. est un marxiste, et Engels un blanquiste ! Pauvre Engels !

Comme on le voit, N. Kh. ne connaît pas le point de vue de Marx et d'Engels sur l'insurrection.

Si ce n'était que cela ! Nous déclarons que la tactique préconisée par N. Kh. diminue et, en réalité, nie l'importance de l'armement, des détachements rouges, des connaissances militaires. Cette tactique est celle d'une insurrection sans armes. Cette tactique nous conduit à la "défaite de décembre". Pourquoi, en décembre, n'avions-nous ni armes, ni détachements, ni connaissances militaires, etc... ? Parce que la tactique de camarades comme N. Kh. était fort répandue dans le parti...

Or, le marxisme et la vie réelle condamnent tous deux cette tactique sans armes.

Ainsi parlent les faits.

L'Akhali Tskhovréba [la Vie Nouvelle],
n°19, 13 juillet 1906.

Signé : Koba.
Traduit du géorgien.

[1] N. Kh., Noï Khomériki. (N.R.).
[2] La Simartlé [la Vérité], quotidien politique et littéraire des menchéviks géorgiens ; parut à Tiflis en 1906. (N.R.)
[3] A l'époque, K. Kautsky et J. Guesde n'avaient pas encore passé dans le camp des opportunistes. La révolution russe de 1905-1907 avait exercé une énorme influence sur le mouvement révolutionnaire international et, en particulier, sur la classe ouvrière allemande : et Kautsky, sur une série de questions, avait pris position dans l'esprit de la social-démocratie révolutionnaire. (N.R.).
[4] Ici N. Kh. a remplacé le mot "disons" par le mot "quand", ce qui modifie un peu le sens. (J.S.).
[5] Ici N. Kh. a omis les mots "contre le gouvernement" (voir l'Akhali Tskhovréba*, n°6). (J.S.).

* L'Akhali Tskhovréba [la Vie nouvelle], quotidien bolchévik parut à Tiflis du 20 juin au 14 juillet 1906, sous la direction de Staline. Ses collaborateurs permanents étaient M. Davitachvili, G. Télia, G. Kikodzé, d'autres encore. IL parut en tout 20 numéros. (N.R.).
[6] Cette citation est extraite de l'article de Lénine : "La situation actuelle de la Russie et la tactique du Parti ouvrier" (voir Oeuvres, 4e éd. russe, t. X, pages 98 et 99), qui fut publié dans les Partïinyé Izviestia [les Nouvelles du Parti], organe du Comité central unifié du P.O.S.D.R. Les Partïinyé Izviestia, parus illégalement à Pétersbourg à la veille du IVe congrès ("Congrès d'unification") du Parti, eurent deux numéros : le n°1, le 7 février et le n°2, le 20 mars 1906. (N.R.).
[7] On sait, depuis la publication de la correspondance entre Marx et Engels, que ce dernier est le véritable auteur de Révolution et contre-révolution en Allemagne, ensemble d'articles publiés dans le New-York Daily Tribune d'octobre 1851 à décembre 1852 sous la signature de Karl Marx. Voir Friedrich Engels : "Révolution et contre-révolution en Allemagne", dans La Révolution démocratique bourgeoise en Allemagne, p. 290, Editions sociales, Paris, 1952. (N.T.)
[8] Publié dans le Volkstaat, 31 octobre, 2 et 5 novembre 1873. Voir Karl Marx et Friedrich Engels : Oeuvres, t. XV, 1935, pages 118 et 119, éd. russe, et Karl Marx et Friedrich Engels : Contre l'anarchisme, p. 28 et 29. Bureau d'éditions; Paris, 1939. (N.T.).

La contre-révolution internationale.

La Russie d'aujourd'hui rappelle en bien des points la France du temps de la grande révolution. Cette ressemblance se manifeste, entre autres, en ce que, chez nous comme en France, la contre-révolution s'étend et, à l'étroit dans ses propres frontières, s'allie à la contre-révolution des autres Etats ; elle revêt peu à peu un caractère international. En France, l'ancien régime avait conclu une alliance avec l'empereur d'Autriche et le roi de Prusse ; il appela leurs armées à son aide et engagea l'offensive contre la révolution populaire. En Russie, l'ancien régime conclut une alliance avec les empereurs d'Allemagne et d'Autriche ; il entend appeler leurs armées à son aide et noyer dans le sang la révolution populaire.

Il y a à peine un mois, des bruits précis couraient que "la Russie" et "l'Allemagne" menaient des pourparlers secrets. (Voir la Sévernaïa Zemlia[1], n°3). Par la suite, ces bruits se sont répandus avec une insistance croissante. Maintenant les choses en sont venues au point que le journal ultra-réactionnaire la Rossia[2] déclare explicitement que les fauteurs de l'actuelle situation difficile de "la Russie" (c'est-à-dire de la contre-révolution) sont les éléments révolutionnaires. "Le gouvernement impérial allemand, déclare le journal, se rend parfaitement compte de cette situation ; aussi a-t-il pris toute une série de mesures appropriées qui ne manqueront pas d'aboutir aux résultats souhaités". Il s'avère que ces mesures consistent en ceci : "l'Autriche" et "l'Allemagne" se préparent à envoyer des troupes pour venir en aide à "la Russie" au cas où la révolution russe remporterait des succès. Elles se sont déjà entendues à ce sujet et ont déclaré que "dans certaines conditions l'Intervention active dans les affaires intérieures de la Russie, pour réprimer ou limiter le mouvement révolutionnaire, pourrait être désirable et utile..."

Ainsi parle la Rossia.

Comme on le voit, la contre-révolution internationale fait depuis longtemps de grands préparatifs. On sait que, depuis longtemps déjà, elle apporte une aide financière à la Russie contre-révolutionnaire dans sa lutte contre la révolution. Mais elle ne s'en est pas tenue là. Aujourd'hui, visiblement, elle a décidé de lui venir en aide en envoyant aussi des troupes.

Après cela, même un enfant comprendrait sans peine le sens véritable de la dissolution de la Douma, ainsi que des "nouvelles" dispositions de Stolypine[3] et des "vieux" pogroms de Trépov[4]... IL est à présumer qu'après cela se dissiperont les espoirs fallacieux de différents libéraux et autres gens naïfs ; ils se convaincront enfin que nous n'avons pas de "constitution", que nous sommes en guerre civile et que la lutte doit être menée militairement.

Mais la Russie d'aujourd'hui ressemble à la France de jadis à un autre point de vue encore. A cette époque, la contre-révolution internationale avait provoqué un élargissement de la révolution ; la révolution déborda des frontières de la France et, tel un torrent puissant, se répandit sur l'Europe. Si les "têtes couronnées" de l'Europe s'unissaient dans une alliance commune, les peuples de l'Europe, eux aussi, se tendaient la main. Aujourd'hui, nous constatons le même phénomène en Russie. "La taupe creuse bien"... La contre-révolution de Russie, en s'unissant à la contre-révolution européenne, élargit sans cesse la révolution ; elle

unit entre eux les prolétaires de tous les pays et pose les fondements d'une révolution internationale. Le prolétariat de Russie marche à la tête de la révolution démocratique ; il tend une main fraternelle, il s'unit au prolétariat européen qui commencera la révolution socialiste. Comme on le sait, après la manifestation du 9 janvier, de grands meetings se sont déroulés dans toute l'Europe. L'action de décembre a provoqué des manifestations en Allemagne et en France . Sans aucun doute, la prochaine action de la révolution russe fera se lever, d'une façon plus résolue encore, le prolétariat européen. La contre-révolution internationale ne fera que fortifier et approfondir, renforcer et consolider la révolution internationale. Le mot d'ordre : "Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !" trouvera son expression véritable.

Eh bien, messieurs, travaillez, travaillez ! La révolution russe, qui s'élargit sera suivie de la révolution européenne, — et alors... alors sonnera la dernière heure non seulement des survivances du servage, mais aussi de votre capitalisme bien-aimé.

Oui, messieurs les contre-révolutionnaires, vous "creusez bien".

L'Akhali Tskhovréba [la Vie Nouvelle]
n°20, 14 juillet 1906.
Signé : Koba.
Traduit du géorgien.

[1] La Sévernaïa Zemlia [la Terre du Nord], quotidien bolchévik légal ; parut à Pétersbourg du 23 au 28 juin 1906. (N.R.).
[2] La Rossia [la Russie], journal quotidien de caractère policier ultra-réactionnaire, parut de novembre 1905 à avril 1914. Organe du ministère de l'Intérieur.
[3] En juin et juillet 1906, le ministre de l'intérieur P. Stolypine envoya aux autorités locales des instructions en vue de réprimer impitoyablement, par la force armée, le mouvement révolutionnaire des ouvriers et des paysans et de liquider des organisations révolutionnaires. (N.R.).
[4] D. Trépov, gouverneur général de Pétersbourg, dirigea la répression de la révolution de 1905. (N.R.).

La situation actuelle et le Congrès d'unification du parti ouvrier[i].

I

Ce que nous attendions avec tant d'impatience s'est réalisé : le Congrès d'unification a paisiblement terminé ses travaux, le parti a évité la scission, la fusion des fractions a été officiellement consacrée, et par cela même se trouvent posés les fondements de la puissance politique du parti.

Il faut maintenant se rendre compte, prendre une connaissance plus précise de ce qu'a été la physionomie du congrès, et apprécier sainement ses bons et ses mauvais côtés.

Qu'a fait le congrès ?

Que devait-il faire ?

Les résolutions du congrès fournissent une réponse à la première question. En ce qui concerne la seconde, il faut, pour y répondre, savoir dans quelle ambiance le congrès s'est ouvert et quelles étaient les tâches que lui imposait la situation actuelle.

Commençons par la deuxième question.

Il est clair à présent que la révolution populaire n'est pas morte ; que malgré la "défaite de décembre", elle grandit et s'élève vers son point culminant. Nous disons qu'il doit d'ailleurs en être ainsi : les forces motrices de la révolution continuent à vivre et à agir ; la crise industrielle qui a éclaté ne cesse de croître ; la famine qui ruine définitivement les campagnes, s'aggrave de jour en jour. Tout cela signifie que l'heure est proche où déferlera, pareil à un torrent redoutable, le courroux révolutionnaire du peuple. Les faits attestent qu'un nouveau mouvement, plus résolu et plus puissant que celui de décembre, mûrit dans la vie sociale russe. Nous nous trouvons à la veille de l'insurrection.

D'autre part, la contre-révolution, que le peuple exècre, prend des forces et se consolide progressivement. Elle est déjà parvenue à organiser une camarilla, elle enrôle sous son drapeau toutes les forces ténébreuses, elle se place à la tête du "mouvement" des Cent-Noirs, elle prépare une nouvelle agression contre la révolution populaire, elle rallie autour d'elle grands propriétaires fonciers et industriels sanguinaires : elle se prépare donc à écraser la révolution populaire.

Et au fur et à mesure que les choses avancent, le pays se divise nettement en deux camps ennemis, celui de la révolution et celui de la contre-révolution ; l'opposition des deux camps — le prolétariat et le gouvernement du tsar, — devient de plus en plus redoutable, et on voit clairement que tous les ponts ont été coupés entre eux. De deux choses l'une : ou bien la victoire de la révolution et le pouvoir absolu du peuple, ou bien la victoire de la contre-révolution et le pouvoir absolu du tsar. Qui s'assied entre deux chaises trahit la révolution. Qui n'est pas avec nous est contre nous ! La pitoyable Douma, avec ses pitoyables cadets, s'est assise justement entre ces deux chaises . Elle veut réconcilier la révolution et la contre-révolution, pour que loups et brebis paissent ensemble — et mater ainsi "d'un seul coup" la

révolution. C'est pourquoi la Douma n'a fait jusqu'à présent que perdre son temps, c'est pourquoi elle n'a pu rallier le peuple autour d'elle et, n'ayant aucune base sous ses pieds, elle reste suspendue dans le vide.

Comme auparavant, c'est la rue qui demeure l'arène principale de la lutte. Ainsi parlent les faits. Les faits l'attestent : c'est dans la lutte actuelle, dans les combats de rue, et non au sein de la bavarde Douma, que les forces de la contre-révolution s'affaiblissent et se désagrègent chaque jour, tandis que les forces de la révolution grandissent et se mobilisent ; ils attestent que le rassemblement et l'organisation des forces révolutionnaires se font sous l'égide des ouvriers d'avant-garde et non de la bourgeoisie. Cela signifie qu'il est parfaitement possible d'assurer la victoire de la révolution actuelle et de la conduire à son terme. Mais possible seulement si les ouvriers d'avant-garde continuent de marcher à sa tête, si le prolétariat conscient s'acquitte dignement de sa mission de dirigeant de la révolution.

Dés lors on voit clairement quelles tâches la situation actuelle imposait au congrès et ce que ce dernier devait faire.

Engels a dit que le parti ouvrier "est l'interprète conscient d'un processus inconscient", c'est-à-dire que le parti doit s'engager consciemment sur le chemin que suit inconsciemment la vie elle-même ; qu'il doit exprimer consciemment les idées que la vie bouillonnante met en avant inconsciemment.

Les faits attestent que le tsarisme n'a pas réussi) écraser la révolution populaire, qu'au contraire, celle-ci grandit de jour en jour, qu'elle monte toujours plus haut et qu'on va vers une nouvelle action. En conséquence, la tâche du parti est de se préparer consciemment à cette action et de conduire la révolution populaire à son terme.

Il est clair que le congrès devait indiquer cette tâche et engager les membres du parti à la remplir honnêtement.

Les faits attestent qu'il est impossible de concilier la révolution et la contre-révolution ; que la Douma qui, dés le début, a prétendu les concilier, ne pourra rien faire ; qu'une telle Douma ne sera jamais le centre politique du pays, qu'elle ne ralliera pas le peuple autour d'elle et qu'elle deviendra forcément un appendice de la réaction. En conséquence, la tâche du parti est de dissiper espoirs fallacieux que l'on fonde sur la Douma ; de combattre les illusions politiques du peuple et de proclamer à la face du monde entier que l'arène principale de la révolution est la rue et non la Douma ; que la victoire du peuple viendra principalement de la rue, des combats de rue, et non de la Douma, ni du bavardage auquel on s'y livre.

Il est clair que dans ses résolutions, le Congrès d'unification devait indiquer notamment cette tâche, pour déterminer nettement l'orientation de l'activité du parti.

Les faits attestent que la révolution peut vaincre et être conduite à son terme, que le pouvoir absolu du peuple peut être instauré seulement au cas où les ouvriers conscients se placent à la tête de la révolution, où la social-démocratie, et non pas la bourgeoisie, prend la direction de la révolution. En conséquence, la tâche du parti consiste à être le fossoyeur de

l'hégémonie de la bourgeoisie, à rallier autour de lui les éléments révolutionnaires de la ville et de la campagne, à diriger leur lutte révolutionnaire, à prendre la tête de leur action et à consolider ainsi le terrain pour l'hégémonie du prolétariat.

Il est clair que le Congrès d'unification devait consacrer une attention particulière à cette troisième tâche, qui est fondamentale, afin de montrer au parti son énorme importance.

Voilà ce que la situation actuelle imposait au Congrès d'unification et ce qu'il devait faire.

A-t-il rempli ces tâches ?

II

Pour élucider cette question, il est nécessaire de connaître la physionomie du congrès lui-même.

Au cours de ses séances, le congrès a abordé de nombreuses questions : mais la question principale, autour de laquelle gravitaient toutes les autres, était celle de la situation actuelle. La situation actuelle de la révolution démocratique et les objectifs de classe du prolétariat, tel était le noeud de la question, le problème où venaient s'entremêler toutes nos divergences tactiques.

La crise s'aggrave dans les villes, disaient les bolchéviks ; la famine augmente dans les campagnes, le gouvernement se désagrège complètement et le courroux populaire monte chaque jour davantage ; donc, la révolution, loin de décliner, grandit au contraire de jour en jour et se prépare à une nouvelle attaque. D'où notre tâche : aider la révolution montante, la mener jusqu'au bout et la couronner par le pouvoir absolu du peuple. (Voir la résolution des bolchéviks : "La situation actuelle...").

Les menchéviks disaient à peu près la même chose.

Mais comment mener jusqu'au bout la révolution actuelle ? Quelles sont les conditions nécessaires pour cela ?

Selon les bolchéviks, mener jusqu'au bout la révolution actuelle et la couronner par le pouvoir absolu du peuple n'est possible que si les ouvriers conscients se mettent à la tête de cette révolution, que si le prolétariat socialiste, et non des démocrates bourgeois, en prend la direction. "Mener jusqu'au bout la révolution démocratique, disaient les bolchéviks, seul le prolétariat en est capable à la condition qu'il... entraîne derrière lui la masse des paysans en conférant une conscience politique à leur lutte spontanée..." Sinon le prolétariat sera contraint de renoncer au rôle de "chef de la révolution populaire" et se trouvera "à la remorque de la bourgeoisie monarchiste libérale", qui ne s'efforcera jamais de mener la révolution jusqu'au bout. (Voir la résolution : "Les objectifs de classe du prolétariat..."). Certes, notre révolution est une révolution bourgeoise et, à cet égard, elle rappelle la grande révolution française, dont la bourgeoisie a récolté les fruits. Mais il est clair, d'autre part, qu'il y a une grande différence entre ces deux révolutions. A l'époque de la révolution française, la grande production mécanique que nous voyons chez nous aujourd'hui n'existait

pas ; les antagonismes de classe n'étaient pas aussi nettement accusés que chez nous : aussi le prolétariat français était-il faible, tandis que le nôtre est plus fort, plus uni. Il faut également considérer que le prolétariat, là-bas, n'avait pas un parti à lui, tandis qu'il en a un ici, avec son programme et sa tactique propres. Il n'est pas étonnant que les démocrates bourgeois aient dirigé la révolution française et que les ouvriers se soient mis à la remorque de ces messieurs : "Les ouvriers se battaient, et les bourgeois s'emparaient du pouvoir". D'autre part, on conçoit parfaitement que le prolétariat de Russie ne se contente pas de se mettre à la remorque des libéraux, qu'il soit la force dominante de la révolution et appelle sous son drapeau tous les "opprimés et les déshérités". Voilà en quoi notre révolution l'emporte sur la révolution française, et voilà pourquoi nous pensons que notre révolution peut être conduite à son terme et aboutir au pouvoir absolu du peuple. Il faut seulement favoriser consciemment l'hégémonie du prolétariat et rassembler autour de lui le peuple en lutte, pour qu'il soit possible ainsi de conduire à son terme la révolution actuelle. Or, il est nécessaire de conduire la révolution à son terme pour que la bourgeoisie ne soit pas seule à en récolter les fruits, pour que la classe ouvrière, outre la liberté politique obtienne la journée de huit heures, un allègement des conditions de travail, pour qu'elle réalise entièrement son programme minimum et s'ouvre ainsi un chemin vers le socialisme. Voilà pourquoi celui qui défend les intérêts du prolétariat; qui ne veut pas que le prolétariat devienne un appendice de la bourgeoisie et tire pour elle les marrons du feu, celui qui lutte afin que le prolétariat devienne une force indépendante et utilise à ses propres fins la révolution actuelle, doit condamner ouvertement l'hégémonie des démocrates bourgeois; doit consolider le terrain pour l'hégémonie du prolétariat socialiste dans la révolution actuelle.

Ainsi raisonnaient les bolchéviks.

Les menchéviks disaient tout autre chose. Certes, la révolution se renforce et il faut la mener à son terme, mais point n'est besoin pour cela de l'hégémonie du prolétariat socialiste. Que ces mêmes démocrates bourgeois soient les dirigeants de la révolution ! disaient-ils. pourquoi, qu'est-ce à dire ? Parce que la révolution actuelle est bourgeoise et que la bourgeoisie doit en être le chef, répondaient les menchéviks. Mais alors, que doit faire le prolétariat ? Il doit suivre les démocrates bourgeois, "les pousser" et, de cette façon, "faire progresser la révolution bourgeoise". Ainsi parlait le chef des menchéviks, Martynov, qu'ils avaient désigné comme "rapporteur". La même pensée se trouve exprimée, bien que moins nettement, dans la résolution des menchéviks : "Sur la situation actuelle". Déjà dans Deux dictatures, Martynov avait dit que "l'hégémonie du prolétariat est une utopie dangereuse", une fantaisie, que la révolution bourgeoise "doit être dirigée par l'extrême opposition démocratique", et non par le prolétariat socialiste ; que le prolétariat en lutte "doit marcher derrière la démocratie bourgeoise" et la pousser sur le chemin de la liberté (Voir la brochure connue de Martynov : Deux dictatures). Il a développé la même pensée au Congrès d'unification. D'après lui, la grande révolution française est l'original, et notre révolution une pâle copie ; et de même qu'en France la révolution avait à sa tête à ses débuts "l'Assemblée nationale" et ensuite la "Convention nationale", dans lesquelles prédominait la bourgeoisie, de même chez nous le dirigeant de la révolution, qui rassemblera autour de lui le peuple, doit être d'abord la Douma d'Etat et ensuite quelque autre assemblée représentative, plus révolutionnaire que la Douma. A la Douma, comme au sein de cette future assemblée représentative, les démocrates bourgeois prédomineront. En conséquence, il nous faut

l'hégémonie de la démocratie bourgeoise et non celle du prolétariat socialiste. Il faut seulement suivre pas à pas la bourgeoisie et la pousser en avant toujours plus loin, vers la liberté véritable. A noter que les menchéviks ont salué le discours de Martynov par de vifs applaudissements. A noter aussi que pas une de leurs résolutions ne mentionne la nécessité de l'hégémonie du prolétariat ; l'expression "hégémonie du prolétariat" est complètement bannie de leurs résolutions de même que des résolutions du congrès. (Voir les résolutions du congrès.)

Telle a été, au congrès, la position des menchéviks.

Comme on le voit, il y a là deux positions qui s'excluent et c'est de là que partent toutes les autres divergences.

Si le prolétariat conscient est le guide de la révolution actuelle, tandis que dans la Douma actuelle dominent les cadets bourgeois, il est évident que l'actuelle Douma ne pourra se transformer en un "centre politique du pays" ; elle ne pourra rallier autour d'elle le peuple révolutionnaire, ni devenir, quels que soient ses efforts, le guide de la révolution montante. Ensuite, si le prolétariat conscient est le chef de la révolution alors qu'il est impossible de diriger la révolution du sein de la Douma, il apparaît clairement que l'arène principale de notre activité, à l'heure actuelle, doit être la rue et non la salle de la Douma. Ensuite, si le prolétariat conscient est le chef de la révolution et la rue la principale arène de la lutte, il va de soi que notre tâche est de participer activement à l'organisation de la lutte de rue, de porter une attention accrue à l'armement, de multiplier les détachements rouges et de diffuser les connaissances militaires parmi les éléments d'avant-garde. Enfin, si le prolétariat d'avant-garde est le chef de la révolution et s'il doit participer activement à l'organisation de l'insurrection, il va de soi que nous ne pouvons pas nous tenir à l'écart du gouvernement provisoire révolutionnaire en nous en lavant les mains ; nous devrons, en commun avec la paysannerie, conquérir le pouvoir politique et faire partie du gouvernement provisoire[ii] : le chef de la rue révolutionnaire doit être également le chef du gouvernement de la révolution.

Telle était la position des bolchéviks.

Si au contraire, comme le pensent les menchéviks, la direction de la révolution appartient aux démocrates bourgeois — et les cadets de la Douma "se rapprochent de ce genre de démocrates", — il va de soi que la Douma actuelle peut se transformer en "centre politique du pays" ; la Douma actuelle peut rassembler autour d'elle le peuple révolutionnaire, en devenir le guide et se transformer en arène principale de la lutte, il est inutile de porter une attention accrue à l'armement et à l'organisation de détachements rouges ; ce n'est pas notre affaire de porter une attention particulière à l'organisation de la lutte de rue, et moins encore de conquérir, en commun avec la paysannerie, le pouvoir politique et de faire partie du gouvernement provisoire. Que les démocrates bourgeois s'en occupent, eux qui seront les dirigeants de la révolution ! Sans doute ne serait-il pas mauvais d'avoir des armes et des détachements rouges ; c'est même, au contraire indispensable, mais cela n'a pas la grande importance que les bolchéviks y attachent.

Telle était la position des menchéviks.

Le congrès a choisi la seconde voie, c'est-à-dire qu'il a repoussé l'hégémonie du prolétariat socialiste et approuvé la position des menchéviks.

Ce faisant, le congrès a montré clairement qu'il n'avait pas compris les exigences essentielles du moment présent.

Là est l'erreur fondamentale du congrès, erreur qui devait fatalement entraîner toutes les autres.

III

Après que le congrès eut écarté l'idée de l'hégémonie du prolétariat, on comprit clairement comment il allait résoudre les autres questions : "Sur l'attitude envers la Douma d'Etat", "Sur l'insurrection armée", etc..

Passons à ces questions.

Commençons par la Douma d'Etat.

Nous n'allons pas examiner laquelle des deux tactiques était la plus juste, boycottage ou participation aux élections. Notons seulement ce point : si aujourd'hui la Douma ne s'occupe que de bavardages, si elle est restée suspendue entre la révolution et la contre-révolution, cela signifie que les partisans de la participation aux élections se trompaient quand ils appelaient le peuple à voter, en le leurrant d'espoirs mensongers. Mais laissons cela. c'est un fait qu'au moment du congrès, les élections étaient déjà terminées (sauf au Caucase et en Sibérie) ; nous connaissions déjà les résultats des élections et, par conséquent, il ne pouvait être question que de la Douma elle-même, appelée à se réunir quelques jours plus tard. Il est évident que le congrès ne pouvait revenir sur le passé ; il devait porter son attention principalement sur le caractère de la Douma et sur l'attitude que nous devions adopter à son égard.

Qu'est-ce donc que la Douma actuelle et quelle doit être notre attitude à son égard ?

On savait déjà, par le manifeste du 17 octobre, que la Douma n'avait pas de pouvoirs particulièrement importants ; c'est une assemblée de députés qui "a le droit" de délibérer, mais "n'a pas le droit" de passer outre aux "lois fondamentales" existantes. Elle est placée sous la surveillance du Conseil d'Etat qui "a le droit" de casser toute décision de la Douma. Cependant que veille le gouvernement tsariste, armé de pied en cap, qui "a le droit" de dissoudre la Douma si elle outrepasse son rôle consultatif.

Quant à la physionomie de la Douma, nous savions, dés avant l'ouverture du congrès, quelle en serait la composition, nous savions déjà que la Douma serait composée en majorité de cadets. Nous ne voulons pas dire par là que les cadets eux-mêmes allaient constituer la majorité de la Douma ; nous disons simplement que sur les cinq cents membres — à peu près — de la Douma, un tiers serait composé de cadets, un autre tiers de groupes intermédiaires et de la droite ("parti des réformes démocratiques[iii]", éléments modérés parmi les députés sans parti, octobristes[iv], etc...) qui, au moment de la lutte contre

l'extrême gauche (groupe ouvrier et groupes des paysans révolutionnaires), s'uniraient aux cadets et voteraient pour eux : ainsi les cadets seraient les maîtres de la situation à la Douma.

Et que sont les cadets ? Peut-on les qualifier de révolutionnaires ? Non, certes ! Alors, que sont-ils donc ? Les cadets, c'est le parti des conciliateurs : s'ils veulent limiter les droits du tsar, ce n'est pas qu'ils soient partisans de la victoire du peuple, — les cadets entendent remplacer le pouvoir absolu du tsar par le pouvoir absolu de la bourgeoisie, et non par celui du peuple (voir leur programme), — c'est pour que, de son côté, le peuple modère son esprit révolutionnaire, renonce à ses revendications révolutionnaires et s'entende d'une façon ou d'une autre avec le tsar. Les cadets, veulent un accord entre le tsar et le peuple.

Comme on le voit, la majorité de la Douma devait être composée de conciliateurs, et non de révolutionnaires. Cela était évident dés la première quinzaine d'avril.

Ainsi, boycottée et impuissante, dotée de droits insignifiants, d'une part, non révolutionnaire et conciliatrice dans sa majorité, d'autre part, telle était la Douma. Généralement, les faibles sont déjà portés à la conciliation, mais si, en outre, leur orientation n'est pas révolutionnaire, ils y glissent d'autant plus vite. C'est ce qui devait arriver à la Douma d'Etat. Elle ne pouvait prendre entièrement parti pour le tsar, puisqu'elle désire limiter les pouvoirs du tsar, mais elle ne pouvait non plus passer du côté du peuple, puisque le peuple présente des revendications révolutionnaires. C'est pourquoi elle devait se placer entre le tsar et le peuple, s'attacher à les réconcilier, c'est-à-dire perdre son temps. D'une part, il lui fallait persuader le peuple de renoncer à ses "revendications excessives" et de s'entendre d'une façon ou d'une autre avec le tsar ; d'autre part, il lui fallait servir de courtier auprès du tsar, afin qu'il cédât quelque chose au peuple et mit ainsi fin aux "troubles révolutionnaires".

C'est à cette Douma que le Congrès d'unification du parti avait affaire.

Quelle devait être l'attitude du parti à son égard ? Inutile de dire qu'il ne pouvait prendre sur lui de soutenir cette Douma, car soutenir la Douma, c'était soutenir la politique de conciliation; or, la politique de conciliation est en contradiction radicale avec notre objectif d'approfondissement de la révolution. Certes, le parti devait utiliser aussi bien la Douma elle-même que les conflits entre elle et le gouvernement ; mais cela ne signifie pas encore qu'il doive soutenir la tactique non révolutionnaire de la Douma. Au contraire, révéler la duplicité de la Douma, la critiquer impitoyablement, dévoiler au grand jour sa tactique de trahison, telle doit être l'attitude du parti à son égard.

Dans ces conditions, il est clair que la Douma des cadets n'exprime pas la volonté du peuple, qu'elle ne peut remplir le rôle de représentant du peuple, qu'elle ne peut devenir le centre politique du pays ni rallier le peuple autour d'elle.

Le devoir du parti était donc de dissiper les espoirs mensongers que l'on fondait sur la Douma et de proclamer hautement qu'elle n'exprime pas la volonté du peuple, que, par conséquent, elle ne peut devenir l'instrument de la révolution et que, maintenant, la principale arène de la lutte est la rue et non la Douma.

En même temps, il était clair que le groupe paysan "du travail"[v] qui existait à la Douma, groupe peu nombreux par rapport aux cadets, ne pouvait suivre jusqu'au bout la tactique conciliatrice des cadets ; il devait, un jour ou l'autre, engager la lutte contre les cadets, traîtres au peuple, et prendre le chemin de la révolution. Le devoir du parti était de soutenir le "groupe du travail" dans sa lutte contre les cadets, de développer à fond ses tendances révolutionnaires, d'opposer sa tactique révolutionnaire à la tactique non révolutionnaire des cadets et de mettre ainsi en pleine lumière les tendances de trahison des cadets.

Qu'a fait le congrès ? Qu'a-t-il déclaré dans sa résolution sur la Douma d'Etat ?

La résolution proclame que la Douma est une institution issue "du sein de la nation". C'est-à-dire que la Douma, malgré ses défauts, n'en est pas moins, paraît-il, l'interprète de la volonté du peuple.

Il est clair que le congrès n'a pas su donner une appréciation juste sur la Douma des cadets ; il a oublié que la majorité de la Douma est composée de conciliateurs, qui rejettent la révolution, ne peuvent exprimer la volonté du peuple et que, par conséquent, nous n'avons pas le droit d'affirmer que la Douma est sortie "du sein de la nation".

Qu'ont dit les bolchéviks à ce propos au congrès ?

Ils ont dit que

la Douma d'Etat, telle qu'elle apparaît dés maintenant, avec sa composition (essentiellement) cadette, ne peut en aucun cas remplir le rôle de véritable représentant du peuple.

C'est-à-dire que la Douma actuelle n'est pas sortie du sein du peuple, qu'elle est antipopulaire et ne peut donc exprimer la volonté du peuple. (Voir la résolution des bolchéviks).

Le congrès s'est, sur ce point, prononcé contre les bolchéviks.

La résolution du congrès proclame que, malgré son caractère "pseudo-constitutionnel, la Douma", néanmoins, "se transformera en un instrument de la révolution"..., que ses conflits avec le gouvernement peuvent s'étendre "jusqu'à permettre d'en faire le point de départ de larges mouvements de masses, ayant pour but de renverser l'ordre politique existant". C'est-à-dire que la Douma peut, paraît-il, se transformer en un centre politique, rallier autour d'elle le peuple révolutionnaire et brandir l'étendard de la révolution.

Ouvrier, vous entendez : la Douma conciliatrice des cadets peut, paraît-il, se transformer en un centre de la révolution et se trouver à sa tête, — autant dire qu'une chienne peut mettre bas un agneau ! A quoi bon vous tourmenter ? Dorénavant, il n'est plus besoin d'hégémonie du prolétariat, ni que le peuple se rassemble précisément autour du prolétariat : la Douma non révolutionnaire ralliera elle-même autour d'elle le peuple révolutionnaire, et tout ira bien ! Voilà comment il faut, paraît-il, mener jusqu'au bout la révolution actuelle !

Le congrès n'a évidemment pas compris que l'hypocrite Douma, avec ses hypocrites cadets, se trouvera inévitablement placée entre deux chaises : qu'elle cherchera à réconcilier le tsar et le peuple ; et puis qu'elle sera amenée, comme tous ceux qui font preuve de duplicité, à pencher du côté de celui qui promettra le plus !

Qu'ont dit les bolchéviks à ce propos au congrès ?

Ils ont déclaré que

les conditions n'étaient pas encore réunies pour que notre parti s'engageât dans la voie parlementaire,

c'est-à-dire que nous ne pouvons pas encore jouir d'une vie parlementaire tranquille, que la principale arène de la lutte demeure la rue et non la Douma. (Voir la résolution des bolchéviks.)

Sur ce point également, le congrès a repoussé la résolution des bolchéviks.

La résolution du congrès ne dit rien de précis sur la présence au sein de la Douma, d'une minorité de représentants de la paysannerie révolutionnaire ("groupe du travail"), qui seront obligés de rejeter la politique conciliatrice des cadets et de prendre le chemin de la révolution; rien sur la nécessité de les encourager, de les soutenir dans leur lutte contre les cadets et de les aider à s'engager, avec plus d'assurance encore, dans la voie révolutionnaire.

Le congrès n'a évidemment pas compris que le prolétariat et la paysannerie sont les deux forces principales de la révolution actuelle ; qu'au moment présent, le prolétariat, en tant que chef de la révolution, doit soutenir les paysans révolutionnaires dans la rue comme à la Douma, si seulement ils engagent la lutte contre les ennemis de la révolution.

Qu'ont dit les bolchéviks à ce propos au congrès ?

Ils ont déclaré que la social-démocratie doit dénoncer impitoyablement

l'inconséquence et l'inconstance des cadets, observer avec une attention particulière les éléments de la démocratie révolutionnaire paysanne, les unir, les opposer aux cadets, soutenir celles de leurs actions qui répondent aux intérêts du prolétariat. (Voir la résolution.)

Le congrès n'a pas accepté non plus cette proposition des bolchéviks. Sans doute parce que le rôle d'avant-garde du prolétariat dans la lutte actuelle y est trop clairement exprimé ; or, le congrès, comme on l'a vu plus haut, avait marqué sa défiance à l'égard de l'hégémonie du prolétariat, — la paysannerie devant, selon lui, se grouper autour de la Douma, et non autour du prolétariat !

Voilà pourquoi le journal bourgeois Nacha Jizn[vi] loue la résolution du congrès, voilà pourquoi les cadets de Nacha Jizn se sont écriés à l'unisson : enfin les social-démocrates se sont ravisés et ont abandonné le blanquisme ! (Voir Nacha Jizn, n°432.)

Certes, ce n'est pas sans raison que les ennemis du peuple — les cadets — louent la résolution du congrès ! Ce n'est pas sans raison que Bebel disait : ce qui plaît à nos ennemis nous est nuisible !

IV

Passons à la question de l'insurrection armée.

Aujourd'hui, ce n'est plus un mystère pour personne qu'une action populaire est inévitable. Si la crise et la famine s'aggravent dans les villes et les campagnes ; si l'effervescence grandit de jour en jour dans le prolétariat et la paysannerie, si le gouvernement tsariste se décompose ; si, par conséquent, la révolution monte, il est évident que la vie prépare une nouvelle action populaire, plus vaste et plus vigoureuse que celles d'octobre et de décembre. Que cette nouvelle action soit désirable ou non, qu'elle soit un bien ou un mal, il est inutile d'en parler aujourd'hui : car il ne s'agit pas nos désirs, mais du fait que l'action populaire mûrit d'elle-même, qu'elle est inévitable.

Mais il y a action et action. Incontestablement, la grève générale de janvier à Pétersbourg (1905) a été une action populaire. La grève politique générale d'octobre a été, elle aussi, une action populaire. La "bataille de décembre" à Moscou et chez les Lettons a été également une action populaire. Il est clair qu'il existait aussi entre elles une différence. Alors qu'en janvier (1905) la grève jouait le rôle principal, en décembre elle n'a servi que de prologue et s'est transformée par la suite en insurrection armée, à laquelle elle a cédé le rôle principal. Les actions de janvier, octobre et décembre ont montré que si "pacifique" que soit le début d'une grève générale, si "délicate" que soit la façon dont on formule les revendications, si désarmé qu'on se présente sur le champ de bataille, les choses se termineront quand même par un combat (souvenez-vous du 9 janvier à Pétersbourg lorsque le peuple s'avançait avec des croix et le portrait du tsar), le gouvernement recourra quand même aux canons et aux fusils, le peuple prendra quand même les armes, et c'est ainsi que la grève générale se transformera quand même en une insurrection armée. Qu'est-ce que cela signifie ? Ceci seulement : la future action populaire ne sera pas une simple action ; elle prendra nécessairement le caractère d'un conflit armé et, ainsi, l'insurrection armée jouera le rôle décisif. L'effusion de sang est-elle désirable ou non, est-ce un bien ou un mal, il n'y a pas à en parler. Nous le répétons : il ne s'agit pas de nos désirs, mais du fait que l'insurrection armée aura certainement lieu et qu'il n'est pas possible de l'éviter.

Notre objectif aujourd'hui est d'instaurer le pouvoir absolu du peuple. Nous voulons que les rênes du gouvernement soient remises entre les mains du prolétariat et de la paysannerie. Peut-on atteindre ce but par une grève générale ? Les faits attestent que non (rappelez-vous ce qui a été dit plus haut). Mais peut-être que la Douma nous aidera avec ses cadets emphatiques, peut-être que le pouvoir absolu du peuple (rappelez-vous ce qui a été dit plus haut).

Il est clair que la seule voie sûre, c'est l'insurrection armée du prolétariat et de la paysannerie. Seule une insurrection armée peut renverser la domination du tsar et instaurer la domination du peuple, si, bien entendu, cette insurrection se termine par la victoire. D's

lors, si la victoire du peuple est aujourd'hui impossible sans la victoire de l'insurrection et si, d'un autre côté, la vie elle-même prépare une action populaire armée, si cette action est inévitable, il va de soi que la tâche de la social-démocratie est de se préparer consciemment à cette action, de préparer consciemment sa victoire. De deux choses l'une : ou bien nous devons renoncer au pouvoir absolu du peuple (à la république démocratique) et nous contenter d'une monarchie constitutionnelle — et nous serons alors en droit de dire que ce n'est pas notre affaire d'organiser l'insurrection armée ; ou bien nous devons, aujourd'hui comme auparavant, nous assigner pour but d'établir le pouvoir absolu du peuple (la république démocratique) et rejeter résolument la monarchie constitutionnelle, — mais alors nous ne serons pas en droit de dire que ce n'est pas notre affaire d'organiser consciemment l'action qui mûrit spontanément.

Mais comment nous préparer à l'insurrection armée, comment contribuer à sa victoire?

L'action de décembre a montré que nous, social-démocrates, en plus de tous nos autres péchés, sommes coupables devant le prolétariat encore d'un gros péché : nous ne nous sommes pas souciés, ou guère souciés, de l'armement des ouvriers et de l'organisation de détachements rouges. Souvenez-vous de décembre ! Qui ne se rappelle le peuple enfiévré, prêt à se battre à Tiflis, dans le Caucase occidental, dans le sud de la Russie, en Sibérie, à Moscou, à Pétersbourg, à Bakou ? Pourquoi l'autocratie a-t-elle pu si facilement disperser ce peuple déchaîné ? Est-ce vraiment parce que le peuple n'était pas encore convaincu de l'indignité du gouvernement tsariste ? Non, certes ! Alors pourquoi ?

Tout d'abord, parce que le peuple n'avait pas ou n'avait guère d'armes : si conscient qu'on soit, il est impossible de résister aux balles, les mains nues ! Oui, on avait raison de nous prendre à partie en disant : vous vous faites donner de l'argent, mais les armes, on ne les voit pas.

En second lieu, parce que nous ne possédions pas de détachements rouges bien entraînés, capables de mener les autres, de se procurer des armes par les armes et d'armer le peuple : dans les combats de rue, le peuple est un héros, mais s'il n'est pas conduit par des frères en armes qui lui donnent l'exemple, il peut devenir une simple foule.

Troisièmement, parce que l'insurrection était sporadique et inorganisée. Quand Moscou se battait sur les barricades, Pétersbourg restait coi. Tiflis et Koutaïs se préparaient à L'assaut quand Moscou était déjà "soumise". La Sibérie a pris les armes quand le Sud et les Lettons étaient déjà "vaincus". Cela signifie que le prolétariat en lutte s'est trouvé, lors de l'insurrection, fractionné en groupes séparés, de sorte qu'il a été relativement facile au gouvernement de lui infliger une "défaite".

Quatrièmement, parce que notre insurrection s'en est tenue à une politique de défensive et non d'offensive. L'insurrection de décembre a été provoquée par le gouvernement lui-même qui nous a attaqués ; il avait son plan, tandis que son attaque nous a pris au dépourvu ; nous n'avions pas de plan bien arrêté, nous nous sommes vus contraints de nous tenir à une politique d'autodéfense et donc de nous mettre à la remorque des évènements. Si les Moscovites avaient, dés le début, opté pour la politique d'offensive, ils se seraient immédiatement emparés de la gare Nikolaevski, le gouvernement n'aurait pu lancer ses

troupes de Pétersbourg à Moscou, et l'insurrection de Moscou aurait ainsi duré plus longtemps, ce qui aurait exercé une heureuse influence sur les autres villes. Il faut en dire autant des Lettons : si, dés le début, ils avaient choisi l'offensive, ils se seraient d'emblée emparés des canons et auraient porté un coup sensible aux forces du gouvernement.

Ce n'est pas sans raison que Marx a dit :

Une fois l'insurrection commencée, il faut agir avec une extrême résolution et passer à l'offensive. La défensive est la mort de toute insurrection armée... Il faut attaquer l'ennemi à l'improviste tant que ses forces sont encore dispersées ; il faut obtenir chaque jour des succès nouveaux, fussent-ils minimes ; il faut conserver l'ascendant moral acquis par le premier mouvement victorieux des insurgés ; il faut entraîner les éléments hésitants qui vont toujours ver ceux qui sont les plus forts et se mettent toujours du côté le plus sûr ; il faut contraindre l'ennemi à reculer avant qu'il ait pu rassembler ses forces contre vous. En un mot, agissez comme le dit Danton, le plus grand maître de la tactique révolutionnaire que l'on connaisse jusqu'ici : De l'audace, encore de l'audace, toujours de l'audace. (Voir Karl Marx : Esquisses historiques, p. 95)[vii].

C'est cette "audace", cette politique d'offensive qui ont manqué à l'insurrection de décembre.

On nous dira : ce ne sont pas là toute les causes de la "défaite" de décembre ; vous oubliez qu'en décembre la paysannerie n'a pas su s'unir au prolétariat, et c'est là aussi une des causes principales du recul de décembre. C'est la vérité même, et nous n'avons garde de l'oublier. Mais pourquoi la paysannerie n'a-t-elle pas su s'unir au prolétariat, quelle en a été la cause ? On nous dira : le manque de conscience. Bon, mais comment devons-nous rendre les paysans conscients ? par la diffusion de brochures ? Evidemment, cela ne suffit pas ! Alors comment ? Par la lutte, en les entraînant dans la lutte et en les guidant pendant la lutte. Aujourd'hui, la ville est appelée à diriger la campagne, et l'ouvrier à diriger le paysan ; si le travail n'est pas organisé dans les villes en vue de l'insurrection, jamais la paysannerie n'ira à la bataille aux côtés du prolétariat d'avant-garde.

Tels sont les faits.

Dés lors, on voit clairement l'attitude que le congrès devait prendre à l'égard de l'insurrection armée, les mots d'ordre qu'il devait donner aux camarades du parti.

L'armement laissait à désirer dans le parti, on l'avait négligé jusque-là. Donc, le congrès devait dire au parti : armez-vous, portez une attention accrue aux choses de l'armement, pour que l'action révolutionnaire à venir nous trouve tant soit peu préparés.

Poursuivons. L'organisation par le parti, de détachements armés laissait à désirer. Il ne se préoccupait pas suffisamment de multiplier les détachements rouges. Donc, le congrès devait dire au parti : Formez des détachements rouges, diffusez dans le peuple les connaissances militaires, portez une attention accrue à l'organisation de détachements rouges, pour que nous puissions plus tard nous procurer des armes par les armes et étendre l'insurrection.

Poursuivons. L'insurrection de décembre avait trouvé le prolétariat divisé, personne ne pensait sérieusement à organiser l'insurrection. Donc, le congrès devait donner au parti le mot d'ordre de procéder énergiquement au rassemblement des éléments de combat, à leur mise en action suivant un plan unique, à l'organisation active de l'insurrection armée.

Poursuivons. Jusqu'à présent, le prolétariat, dans l'insurrection armée, s'en est tenu à la politique de la défensive, jamais il n'a pris l'offensive, et c'est ce qui a empêché l'insurrection de triompher. Donc, le congrès se devait de signaler aux camarades du parti que le montant de la victoire de l'insurrection approchait et qu'il fallait passer à la politique d'offensive.

Qu'a fait le congrès, et quels mots d'ordre a-t-il donnés au parti ?

Le congrès déclare que

... la tâche essentielle du parti, à l'heure actuelle, est de développer la révolution en élargissant et en renforçant la propagande dans les larges couches du prolétariat, de la paysannerie, de la petite bourgeoisie des villes et parmi les troupes : de les entraîner à la lutte active contre le gouvernement par l'intervention constante de la social-démocratie et du prolétariat qu'elle dirige, dans toutes les manifestations de la vie politique du pays... [Le parti] ne peut assumer l'engagement d'armer le peuple, ce qui susciterait des espoirs mensongers ; il doit se limiter à aider la population à d'armer par elle-même, à organiser et à armer des groupes de combat... Le parti a le devoir de s'opposer à toutes les tentatives d'entraîner le prolétariat à une collision armée quand les conditions sont défavorables..., etc..., etc... (Voir la résolution du congrès.)

Il s'ensuit qu'aujourd'hui, en ce moment précis, où nous sommes à la veille d'une nouvelle action populaire, le plus important pour la victoire de l'insurrection, c'est la propagande, tandis que l'armement et l'organisation de détachements rouges sont choses accessoires ; il ne faut pas nous laisser fasciner par elles, et nous devons, à cet égard, "limiter" notre action à une "aide". Quant à la nécessité d'organiser l'insurrection au lieu de la faire en ordre dispersé, quant à la nécessité d'avoir une politique d'offensive (rappelez-vous les paroles de Marx), le congrès n'en souffle mot. Il est clair que, pour lui, ces questions sont sans importance.

Les faits disent : armez-vous et renforcez par tous les moyens les détachements rouges. Le congrès répond : ne vous laissez pas trop fasciner par l'armement et l'organisation de détachements rouges ; "limitez" votre action dans ce domaine, car le principal est la propagande.

C'est à croire que nous nous sommes beaucoup occupés d'armement jusqu'ici, que nous avons armé une foule de camarades, organisé de nombreux détachements, mais négligé la propagande ! Et ce congrès de nous faire la leçon : cessez de vous armer, cessez de vous occuper de cela ; la tâche principale, voyez-vous, c'est la propagande !

Certes, la propagande demeure en tout temps et en tout lieu une des armes principales du parti; mais est-ce la propagande qui va décide de la victoire de l'insurrection prochaine ? Si le

congrès avait dit cela il y a quatre ans, quand l'insurrection ne figurait pas chez nous à l'ordre du jour, c'eût été encore concevable. mais aujourd'hui nous sommes à la veille d'une insurrection armée, que l'insurrection figure à l'ordre du jour; qu'elle peut éclater sans notre volonté ou contre elle, que peut-on faire "principalement" par la propagande, à quoi peut-on arriver par cette "propagande" ?

Ou encore : admettons que nous ayons élargi la propagande, admettons que le peuple se soit soulevé, et après ? Comment peut-il lutter sans armes ? N'a-t-on pas fait assez couler le sang du peuple désarmé ? D'autre part, à quoi bon des armes au peuple s'il ne sait pas s'en servir, s'il ne possède pas un nombre suffisant de détachements rouges ? On nous dira : nous ne renonçons ni à l'armement, ni aux détachements rouges. Soit, mais si vous ne prêtez pas une attention suffisante à l'armement, si vous le négligez, cela signifie qu'en fait vous y renoncez.

Est-il besoin de dire que le congrès n'a soufflé mot de l'organisation de l'insurrection ni de la politique d'offensive ? Il ne pouvait en être autrement, puisque la résolution du congrès retarde de quatre ou cinq ans sur la vie et que l'insurrection est restée pour le congrès une question théorique.

Qu'est-ce que les bolchéviks ont dit au congrès à ce propos ?

Ils on dit :

...Dans le travail de propagande et d'agitation du parti, une attention accrue doit être accordée à l'étude de l'expérience pratique de l'insurrection de décembre, à sa critique au point de vue militaire et aux enseignements immédiats à en tirer pour l'avenir ; il convient de mener une action encore plus énergique pour augmenter le nombre des groupes de combat, améliorer leur organisation et les pourvoir en armes de toute espèce ; au surplus, ainsi que l'expérience nous le suggère, il faut organiser non seulement des groupes de combat du parti, mais aussi des groupes touchant de près au parti ou sans-parti... ; devant le progrès du mouvement paysan qui peut, dans un avenir très prochain, conduire à une explosion, à une véritable insurrection, il est désirable d'orienter nos efforts vers la coordination des actions des ouvriers et des paysans, afin d'organiser, si possible, des opérations de combat combinées et simultanées ; [par conséquent], étant données la croissance et l'aggravation d'une nouvelle crise politique, la possibilité s'offre de passer des formes défensives de la lutte armée à ses formes offensives ... ; [il est nécessaire d'entreprendre en commun avec les soldats] les actions offensives les plus résolues contre le gouvernement..., etc... (Voir la résolution des bolchéviks.)

Voilà ce qu'ont dit les bolchéviks.

Mais leur position n'a pas été approuvée par le congrès.

Après cela, il n'est pas difficile de comprendre pourquoi les résolutions du congrès ont été accueillies avec tant d'enthousiasme par es cadets libéraux (voir Nacha Jizn, n°432) : ils ont compris que ces résolutions retardaient de plusieurs années sur la révolution actuelle ; qu'elles ne reflétaient nullement les objectifs de classe du prolétariat ; que ces résolutions-là

tendaient à faire du prolétariat un appendice des libéraux plutôt qu'une force indépendante. Ils ont compris tout cela, et voilà pourquoi ils les couvrent d'éloges.

La tâche des camarades du parti est de juger ces résolutions du congrès avec esprit critique et, l'heure venue, d'y introduire les rectifications nécessaires

C'est précisément cette tâche que nous avions en vue en commençant à écrire cette brochure.

Il est vrai que nous n'avons examiné ici que deux résolutions : "Sur l'attitude à l'égard de la Douma d'Etat" et "Sur l'insurrection armée", mais elles sont certainement toutes deux les résolutions fondamentales, celles qui expriment le plus nettement la position tactique du congrès.

Nous voilà arrivés à notre conclusion principale ; nous constatons que, dans le parti, le problème se pose de la façon suivante : le prolétariat conscient doit-il exercer l'hégémonie dans la révolution actuelle, ou bien doit-il se mettre à la remorque des démocrates bourgeois?

Nous avons vu que la solution de ce problème commande la solution de tous les autres.

Nos camarades mettront d'autant plus de soin à peser ce qui constitue le fond des deux thèses en présence.

Conforme au texte de la brochure
publiée par les éditions "Prolétariat", en 1906.
Signé : Camarade K.
Traduit du géorgien.

[i] Cette étude parut en 1906, à Tiflis, en géorgien, aux éditions du Prolétariat. A la brochure étaient annexés trois projets de résolutions des bolchéviks pour le IVe congrès ("Congrès d'unification") : 1. "La situation actuelle de la révolution démocratique" (Voir V. Lénine : Oeuvres, 4e éd. russe, t. X, p. 130-131) ; 2. "Les objectifs de classe du prolétariat dans la situation actuelle de la révolution démocratique" (voir Les résolutions et décisions des congrès, conférences et assemblées plénières du Comité central du P.C. (b) de l'U.R.S.S., 1re partie, 6e éd. russe, 1940, p.65) ; 3. "L'insurrection armée" (voir V. Lénine : Oeuvres, 4e éd. russe, t. X, p. 131-133) ; puis le projet de résolution sur la Douma d'Etat, présenté au congrès par Lénine au nom des bolchéviks (voir V. Lénine : Oeuvres, 4e éd. russe, t. X, p. 266-267). Enfin la résolution du congrès sur l'insurrection armée et le projet de résolution des menchéviks : "Sur la situation actuelle de la révolution et les objectifs du prolétariat". (N.R.).
[ii] Nous n'envisageons pas ici l'aspect de principe de la question. (J.S.).
[iii] Le "parti des réformes démocratiques", parti de la bourgeoisie monarchiste libérale, s'était constitué lors des élections à la 1re Douma d'Etat, en 1906. (N.R.).
[iv] Octobristes, ou "Union du 17 octobre" : parti contre-révolutionnaire de la grosse bourgeoisie industrielle et commerçante et des grands propriétaires fonciers, qui fondé en

novembre 1905, soutenait à fond le régime de Stolypine, la politique intérieure et étrangère du tsarisme. (N.R.).

[v] Troudoviks, ou "groupe du travail" : groupe de démocrates petits-bourgeois, fondé en avril 1906 et composé de députés paysans de la Ire Douma d'Etat. Les troudoviks réclamaient l'abolition de toutes les restrictions découlant de la nationalité ou de l'ordre (voir la note p. 192, N.T.), la démocratisation de l'administration autonome des villes et des zemstvos, le suffrage universel pour les élections à la Douma d'Etat et, avant tout, une solution de la question agraire. (N.R.).

[vi] Nacha Jizn [Notre Vie], journal bourgeois libéral, parut à Pétersbourg, avec des interruptions, de novembre 1904 à décembre 1906.

[vii] Voir la note à la p. 206 du présent tome. (Expressions soulignées par Staline). (N.T.).

La lutte des classes.

"L'union de la bourgeoisie ne peut être ébranlée que par l'union du prolétariat".
Karl Marx.

La vie actuelle est bien compliquée ! Ce n'est, partout que classes et groupes divers : grande, moyenne et petite bourgeoisie ; grands, moyens et petits féodaux ; apprentis, manoeuvres et ouvriers d'usines qualifiés ; haut, moyen et bas clergé ; haute, moyenne et petite bureaucratie ; intellectuels de toute sorte, et d'autres groupes encore, tel est le tableau bigarré que présente notre vie !

Mais ce qui est non moins évident, c'est que plus la vie se développe, et plus clairement s'affirment dans cette vie compliquée deux tendances fondamentales, plus nettement cette vie compliquée se divise en deux camps opposés : celui des capitalistes et celui des prolétaires. Les grèves économiques de janvier (1905) ont montré clairement que la Russie se divise effectivement en deux camps. Les grèves de novembre à Pétersbourg (1905) et les grèves de juin-juillet dans toute la Russie (1906) ont mis aux prises les chefs de l'un et de l'autre camp ; ce faisant, elles ont mis à nu les contradictions de classes actuelles. Depuis lors, le camps des capitalistes veille jour et nuit ; il se livre à une préparation fiévreuse et incessante : des unions locales de capitalistes se créent, les unions locales se groupent en unions régionales, les unions régionales en unions panrusses ; on fonde des caisses et des journaux ; on convoque des conférences et des congrès panrusses de capitalistes...

C'est ainsi que les capitalistes s'organisent en une classe distincte pour mater le prolétariat.

D'un autre côté le camp des prolétaires veille, lui aussi. Ici également on se prépare fiévreusement à la bataille qui vient. Malgré les poursuites de la réaction, ici également on fonde des syndicats locaux ; les syndicats locaux se groupent en syndicats régionaux ; on fonde des caisses syndicales ; la presse syndicale se développe ; on convoque des congrès et des conférences de syndicats ouvriers pour toute la Russie...

Comme on le voit, les prolétaires s'organisent, eux aussi, en une classe distincte pour mater l'exploitation.

Il fut un temps où "le calme et la tranquillité" régnaient dans la vie. Alors, on ignorait ces classes et leurs organisations. Bien entendu, il y avait également lutte à l'époque, mais cette lutte présentait un caractère local, et non un caractère de classe généralisé : les capitalistes n'avaient pas d'union à eux, et chacun d'eux était obligé de venir à bout de "ses" ouvriers par ses propres forces. Les ouvriers non plus n'avaient pas de syndicats ; en conséquence, ceux de chaque usine ne pouvaient compter que sur leurs propres forces. Les organisations social-démocrates locales dirigeaient, il est vrai, la lutte économique des ouvriers, mais chacun conviendra que cette direction était faible et occasionnelle : les organisations social-démocrates n'arrivaient pas même à régler les affaires du parti.

Les grèves économiques de janvier ont marqué un tournant. Les capitalistes se sont inquiétés et ont commencé à organiser des unions locales. Des unions de capitalistes de

Pétersbourg, de Moscou, de Varsovie, de Riga et d'autres villes ont vu le jour à la suite des grèves de janvier. Quant aux capitalistes des industries du pétrole, du manganèse, du charbon et du sucre, ils ont transformé leurs anciennes unions "pacifiques" en unions "de lutte" et se sont mis à fortifier leurs positions. Mais les capitalistes ne s'en sont pas tenus là. Ils ont décidé de constituer une union pour toute la Russie ; et voilà qu'en mars 1905, sur l'initiative de Morozov, ils se sont réunis en un congrès général à Moscou. Ce fut le premier congrès panrusse des capitalistes. Ils y ont conclu un accord, par lequel ils s'engagent à ne faire aucune concession aux ouvriers sans s'être concertés au préalable et, "dans les cas extrêmes", à déclarer le lock-out[1]. Dés lors commence une lutte acharnée des capitalistes contre les prolétaires. Dés lors commence en Russie une série de grands lock-outs. Pour lutter sérieusement, il faut une union sérieuse, et les capitalistes décidèrent de s'assembler encore une fois pour fonder une union plus étroite. C'est ainsi que trois mois après le premier congrès était convoqué à Moscou un second congrès panrusse des capitalistes (juillet 1905). Ils y ont confirmé les résolutions de leur premier congrès ; ils ont reconnu la nécessité des lock-outs et nommé un bureau qui devait élaborer leurs statuts et s'occuper de la convocation d'un nouveau congrès. Entre temps, les résolutions des congrès étaient mises en application. Les faits ont montré que les capitalistes appliquaient exactement leurs résolutions. Si l'on se rappelle les lock-outs déclarés par les capitalistes à Riga, Varsovie, Odessa, Moscou et dans d'autres grandes villes ; si l'on se rappelle les journées de novembre où 72 capitalistes menacèrent d'un lock-out impitoyable 200.000 ouvriers pétersbourgeois, on comprendra facilement quelle force importante représente l'union panrusse des capitalistes et avec quelle exactitude ils appliquent les résolutions de leur union. Puis, après le deuxième congrès, les capitalistes en ont convoqué encore un autre (janvier 1906) ; enfin, en avril de cette année, a eu lieu le congrès constituant des capitalistes de Russie, qui a adopté un statut unique et élu le Bureau central. D'après les journaux, ce statut est déjà approuvé par le gouvernement.

Ainsi, il est hors de doute que la grande bourgeoisie de Russie s'est désormais organisée en une classe distincte ; elle possède ses organisations à l'échelle locale, régionale et centrale et elle peut mobiliser les capitalistes de toute la Russie d'après un plan d'ensemble.

Baisse des salaires, prolongation de la journée de travail, affaiblissement du prolétariat et destruction de ses organisations : tels sont les but que s'assigne l'union générale des capitalistes.

En même temps grandissait et se développait le mouvement syndical des ouvriers. Les grèves économiques de janvier 1905 ont eu, ici aussi, leur effet. Le mouvement a pris un caractère de masse, ses revendications se sont élargies et, avec le temps, il est devenu clair que les organisations social-démocrates ne pouvaient simultanément conduire les affaires du parti et les affaires syndicales. Une sorte de division du travail entre le parti et les syndicats s'imposait. Il devenait nécessaire que les affaires du parti fussent réglées par les organisations du parti, et les affaires syndicales par les syndicats. C'est alors qu'a commencé l'organisation des syndicats. A Moscou, Pétersbourg, Varsovie, Odessa, Riga, Kharkov, Tiflis, partout se sont créés des syndicats. Il est vrai que la réaction y faisait obstacle, mais les nécessités du mouvement l'ont emporté et les syndicats se sont multipliés. Peu après les syndicats locaux, ont apparu des syndicats régionaux et enfin, en septembre de l'année dernière, on a convoqué jusqu'à une conférence des syndicats de toute la Russie. Ce fut la

première conférence des syndicats ouvriers. Elle a eu pour résultat, entre autres, de rapprocher les syndicats des différentes villes ; enfin, elle a élu un Bureau central qui devait préparer la convocation d'un congrès général des syndicats. Vinrent les journées d'octobre, et les forces des syndicats doublèrent. Les syndicats locaux et, enfin, les syndicats régionaux, grandissaient chaque jour. Il est vrai que la "défaite de décembre" a freiné sensiblement la création de syndicats ; mais, par la suite, le mouvement syndical s'est remis à flot et a si bien progressé qu'en février de cette année, une deuxième conférence des syndicats a été convoquée avec une représentation beaucoup plus large et plus complète qu'à la première conférence. La conférence a reconnu la nécessité de créer des centres locaux et régionaux, de même qu'un centre pour toute la Russie; elle a élu une "commission d'organisation", chargée de convoquer le prochain congrès de Russie, et adopté des résolutions sur les questions urgentes du mouvement.

Ainsi, malgré le déchaînement de la réaction, les prolétaires s'organisent sans aucun doute, eux aussi, en une classe distincte ; ils fortifient inlassablement leurs organisations syndicales à l'échelle locale, régionale et centrale ; ils s'attachent avec la même énergie à grouper contre les capitalistes leurs innombrables frères.

Augmenter les salaires, diminuer la journée de travail, améliorer les conditions de travail, mettre un frein à l'exploitation et faire échec aux unions des capitalistes, tels sont les buts que s'assignent les syndicats ouvriers.

Ainsi, la société moderne se trouve scindée en deux vastes camps ; chacun de ces camps s'organise un une classe distincte ; la lutte des classes allumée entre eux s'approfondit et se renforce chaque jour, et autour de ces deux camps se rassemblent tous les autres groupes.

Marx disait que toute la lutte des classes est une lutte politique. Cela signifie que si, aujourd'hui, les prolétaires et les capitalistes soutiennent les uns contre les autres une lutte économique, demain ils seront obligés de soutenir également une lutte politique et de défendre ainsi leurs intérêts de classe sur un double front de lutte. Les capitalistes ont leurs intérêts professionnels particuliers. Et c'est pour sauvegarder ces intérêts que leurs organisations économiques existent. Mais en plus de leurs intérêts professionnels particuliers, ils ont encore des intérêts de classe généraux, qui visent à renforcer le capitalisme. C'est pour défendre ces intérêts généraux qu'ils ont besoin d'une lutte politique et d'un parti politique. Les capitalistes de Russie ont tranché cette question très simplement : ils ont vu que le seul parti défende "ouvertement et sans peur" leurs intérêts est le parti des octobristes ; aussi ont-ils décidé de se grouper autour de ce parti et de se soumettre à sa direction idéologique. Depuis lors, les capitalistes mènent leur lutte politique sous la direction idéologique de ce parti ; avec son appui, ils exercent une influence sur le gouvernement actuel (qui interdit les associations ouvrières, mais se hâte, en revanche,de sanctionner les unions des capitalistes), ils font élire ses candidats à la Douma, etc...

Ainsi, lutte économique à l'aide des unions, lutte politique générale sous la direction idéologique du parti octobriste : telle est la forme que revêt aujourd'hui la lutte de classe de la grande bourgeoisie.

De l'autre côté, dans le mouvement de classe du prolétariat, des phénomènes analogues s'observent à l'heure actuelle. Pour défendre les intérêts professionnels des prolétaires, on fonde des syndicats qui luttent pour l'augmentation des salaires, la diminution de la journée de travail, etc...

Cependant, en plus de leurs intérêts professionnels, les prolétaires ont encore des intérêts de classe généraux qui tendent à la révolution socialiste et à l'instauration du socialisme. Or, il est impossible d'instaurer la révolution socialiste tant que le prolétariat n'aura pas conquis le pouvoir politique, en tant que classe une et indivisible. C'est pour cette raison que le prolétariat a besoin d'une lutte politique et d'un parti politique, qui assume la direction idéologique de son mouvement politique. Sans doute, les syndicats ouvriers sont, pour la plupart, sans-parti et neutres. Mais cela signifie simplement qu'ils ne sont indépendants du parti qu'en ce qui concerne les finances et l'organisation, c'est-à-dire qu'ils ont leurs propres caisses, leurs propres dirigeants, qu'ils tiennent leurs propres congrès et ne sont pas obligés, officiellement, de se soumettre aux décisions des partis politiques. Quant à la dépendance idéologique des syndicats à l'égard de tel ou tel parti politique, elle doit absolument exister, et elle ne peut pas ne pas exister pour la raison, entre autres, que les syndicats comprennent des membres de différents partis, et ceux-ci ne manqueront pas d'y apporter leurs convictions politiques. Il est clair que si le prolétariat ne peut se passer de lutte politique, il ne peut pas davantage se passer de la direction idéologique de tel ou tel parti politique. Bien plus, il doit lui-même rechercher un parti capable de conduire dignement ses syndicats jusqu'à la "terre promise", jusqu'au socialisme. Mais là , le prolétariat doit se tenir sur ses gardes et agir avec circonspection. Il doit étudier attentivement le bagage idéologique des partis politiques et accepter librement la direction idéologique du parti qui défendra ses intérêts de classe avec courage et esprit de suite, qui tiendra plus haut le drapeau rouge du prolétariat et le conduira hardiment à la domination politique, à la révolution socialiste.

Jusqu'à présent, ce rôle est rempli par le Parti ouvrier social-démocrate de Russie ; par conséquent, le devoir des syndicats est d'accepter sa direction idéologique.

Comme on le sait, c'est aussi ce qui se passe en fait.

Donc, batailles économiques à l'aide des syndicats, attaques politiques sous la direction idéologique de la social-démocratie : telle est la forme que revêt aujourd'hui la lutte de classe du prolétariat.

Il est hors de doute que la lutte de classe s'intensifiera sans cesse. Le devoir du prolétariat est d'introduire dans sa lutte un plan systématique et l'esprit d'organisation. Pour cela, il est indispensable de renforcer les syndicats et de les unir : sous ce rapport, un congrès général des syndicats de Russie pourrait être d'une grande utilité. Non pas "un congrès ouvrier sans-parti", mais un congrès des syndicats ouvriers, voilà ce qu'il nous faut aujourd'hui pour que le prolétariat s'organise en une classe une et indivisible. D'autre part, le prolétariat doit s'appliquer par tous les moyens à consolider et à renforcer le parti qui assumera la direction idéologique et politique de sa lutte de classe.

L'Akhali Droéba [le Temps nouveau][2]
n°1, 14 novembre 1906.

Signé : K...
Traduit du géorgien.

[1] Le lock-out est une grève des patrons qui ferment intentionnellement leurs usines pour briser la résistance des ouvriers et enterrer leurs revendications. (J.S.).
[2] L'Akhali Droéba [le Temps nouveau], hebdomadaire syndical légal, parut en géorgien, à Tiflis, du 14 novembre 1906 au 8 janvier 1907, sous la direction de J. Staline, M.. Tskhakaïa et M. Davitachvili. Il fut interdit par ordre du gouverneur de Tiflis.

La "législation du travail" et la lutte prolétarienne.

(A propos de deux lois du 15 novembre)

Il fut un temps où notre mouvement ouvrier se trouvait à son stade initial. Le prolétariat était alors divisé en groupes séparés et ne songeait pas à une lutte commune. Cheminots, mineurs, ouvrier d'usine, artisans, commis employés de bureau, voilà quels étaient les divers groupes du prolétariat de Russie. En outre, chacun de ces groupes se partageai à son tour en ouvriers de différentes villes et localités, entre lesquels n'existait aucun lien ni de parti, ni syndical. Ainsi le prolétariat n'apparaissait pas comme une classe une et indivisible. Par conséquent, il n'y avait pas de lutte prolétarienne en tant qu'offensive de toute une classe. Voilà pourquoi le gouvernement tsariste pouvait, le plus tranquillement du monde, continuer d'appliquer sa politique "ancestrale". Voilà pourquoi, lorsqu'en 1893, le Conseil d'Etat fut saisi d'un "projet d'assurances ouvrières", l'inspirateur de la réaction Pobiédonostsev accueillit les auteurs du projet par des sarcasmes et déclara avec aplomb : "Messieurs, vous vous êtes inutilement donné du mal ; rassurez-vous : chez nous, la question ouvrière n'existe pas..."

Mais le temps passait, la crise économique approchait, les grèves se faisaient plus fréquentes, et le prolétariat dispersé s'organisait peu à peu en une classe unique. Déjà les grèves de 1903 ont montré que "la question ouvrière existe" depuis longtemps "chez nous". Les grèves de janvier-février 1905 ont, pour la première fois, annoncé au monde qu'en Russie, le prolétariat, en tant que classe unique mûrit et atteint l'âge viril. Enfin, les grèves générales d'octobre-décembre 1905 et les grèves "courantes" de juin-juillet1906 ont rapproché en fait les prolétaires des différentes villes ; elles ont, en fait, soudé en une classe unique les commis, les employés de bureau, les artisans et les ouvriers de l'industrie ; ce faisant, elles ont hautement annoncé au monde que les forces d'un prolétariat, autrefois éparpillé, s'étaient d'ores et déjà engagées dans la voie de l'union et s'organisaient en une classe unique. Ici s'est affirmé également la force de la grève politique générale comme méthode de lutte de l'ensemble du prolétariat contre l'ordre actuel... Désormais, il n'était plus possible de nier l'existence de la "question ouvrière" : le gouvernement tsariste se vit obligé de compter avec le mouvement. Et voilà que dans les ministères réactionnaires on commence à former diverses commissions, à préparer des projets de "lois pour les ouvriers de l'industrie": la commission Chidlovski[i], la commission Kokovtsev[ii], la loi sur les associations[iii] (voir le "manifeste" du 17 octobre), les circulaires de Witte-Dournovo[iv], divers projets et plans et, enfin, les eux lois du 15 novembre concernant les artisans et les employés de commerce.

Tant que le mouvement demeurait sans force, tant qu'il n'avait pas pris un caractère de masse, la réaction ne connaissait qu'un moyen contre le prolétariat : ce moyen, c'était la prison , la Sibérie, la nagaïka et la potence. La réaction vise partout et toujours un seul but : diviser le prolétariat en petits groupes, briser son détachement d'avant-garde, intimider et attirer de son côté la masse neutre, pour provoquer ainsi le désarroi dans le camp du prolétariat. Nous avons vu qu'elle atteignait parfaitement ce but par les nagaïkas et les prisons.

Mais la situation se présenta tout différemment quand le mouvement eut pris un caractère de masse. Maintenant, la réaction n'avait plus seulement affaire aux "meneurs" ; devant elle se dressait la masse innombrable, dans toute sa grandeur révolutionnaire. Et c'est avec cette

masse qu'il fallait compter. Or, on ne peut prendre toute la masse, la déporter toute en Sibérie, l'entasser toute dans les prisons. Quant à lui distribuer des coups de nagaïkas, cela n'est pas toujours avantageux pour la réaction qui sent depuis longtemps le terrain se dérober sous ses pieds. Il est évident qu'à côté des vieux moyens, il fallait en trouver un nouveau, "plus civilisé", qui pût, d'après la réaction, approfondir les divergences dans le camp du prolétariat, éveiller de faux espoirs chez les ouvriers arriérés, les déterminer à abandonner la lutte et à se rallier au gouvernement.

Ce moyen nouveau, c'est la "législation du travail".

Ainsi le gouvernement tsariste, sans abandonner le vieux moyen, entend en même temps utiliser la "législation du travail"et, par conséquent, résoudre la "brûlante question ouvrière" par la nagaïka et par la loi. Il veut, par diverses promesses — réduction de la journée de travail, protection du travail des enfants et des femmes, améliorations des conditions d'hygiène, assurances ouvrières, suppression des amendes, et autres bienfaits analogues, — gagner la confiance des ouvriers arriérés et enterrer ainsi l'unité de classe du prolétariat. Le gouvernement tsariste sait fort bien que pareille "activité" ne lui a jamais été plus nécessaire qu'au moment présent, où la grève générale d'octobre a uni les prolétaires des diverses corporations et sapé les bases de la réaction ; où la prochaine grève générale peut se transformer en une lutte armée et jeter bas le vieil ordre de choses ; où, par conséquent, la réaction a besoin, comme de l'air pour vivre, de semer le désarroi dans le camp ouvrier, de gagner la confiance des ouvriers arriérés et de les attirer de son côté.

A cet égard, il est très intéressant de noter que par les lois du 15 novembre, la réaction a daigné exercer sa bienveillance uniquement envers les commis et les artisans, et cela au moment même où elle emprisonne et fait pendre les meilleurs fils du prolétariat de l'industrie. Si l'on y réfléchit bien, il n'y a là rien d'étonnant. D'abord, les commis, les artisans et les employés de commerces ne sont pas concentrées, comme les ouvriers de l'industrie, dans de grandes fabriques et usines ; ils sont disséminés dans toutes sortes de petites entreprises ; ils sont relativement plus arriérés sous le rapport de la conscience et, par conséquent, plus faciles à tromper que les autres. En second lieu, les commis, les employés de bureau et les artisans forment une grande partie du prolétariat de la Russie actuelle et, par conséquent, s'ils abandonnaient les prolétaires en lutte, les forces du prolétariat s'en trouveraient considérablement affaiblies aussi bien pour les élections actuelles que pour l'action à venir. Enfin, tout le monde sait que, dans la révolution actuelle, la petite bourgeoisie citadine a une grande importance ; tout le monde sait que son passage à la révolution, sous l'hégémonie du prolétariat, est une nécessité pour la social-démocratie ; on n'ignore pas non plus que personne ne saura gagner la petite bourgeoisie aussi bien que le feront les artisans, les commis et les employés de bureau, qui sont plus proches d'elle que les autres prolétaires. Il est clair que l'abandon du prolétariat par les commis et les artisans éloignera aussi de lui la petite bourgeoisie et le vouera à l'isolement dans les villes, ce que le gouvernement tsariste désire tant. Dés lors, on conçoit aisément pourquoi la réaction a fabriqué les lois du 15 novembre, qui concernent uniquement les artisans, les commis et les employés de bureau. Quant au prolétariat de l'industrie, de toute façon il n'a pas confiance dans le gouvernement ; la "législation du travail"est pour lui inutile, seules les balles peuvent le mettre à la raison. Ce que ne fera pas loi, la balle y suppléera !...

Ainsi pense le gouvernement du tsar.

Et c'est ce que pense non seulement notre gouvernement, mais tout autre gouvernement antiprolétarien, que ce soit un gouvernement féodal et autocratique, et monarchiste ou bourgeois et républicain. Partout on lutte contre le prolétariat par les balles et la loi, cela durera tant que n'éclatera pas la révolution socialiste, tant que ne sera pas instauré le socialisme. Rappelez-vous la France républicaine des années 1840-1850, époque où l'on parlait d'une "législation du travail", et où, en même temps, le sang des ouvriers rougissait les pavés de Paris. Rappelez-vous tout cela et beaucoup d'autres faits semblables, et vous verrez que les choses sont bien ainsi.

Cela ne signifie pas, toutefois que le prolétariat ne puisse tirer parti des lois en question. La réaction, en promulguant une "législation du travail", a ses plans ; elle entend mater le prolétariat, mais la vie, pas à pas, déjoue ses plans et, dans ces cas-là, il se glisse toujours dans la loi des articles utiles au prolétariat. Cela se produit parce qu'aucune "législation du travail" ne vient au monde sans causes, sans lutte, parce qu'aucune "législation du travail n'est promulguée par le gouvernement tant que les ouvriers n'ont pas engagé la lutte, tant que le gouvernement ne se voit pas contraint de satisfaire leurs revendications. L'histoire montre que chaque "législation du travail" est précédée par une grève partielle ou générale. La loi de juin 1882 (sur l'embauche des enfants, leur journée de travail et la création d'une inspection du travail) a été précédée la même année par les grèves de Narva, Perm, Pétersbourg et Girardov. Les lois de juin-octobre 1886(sur les amendes, les livrets de paie, etc...) ont été le résultat direct des grèves de 1885-1886 dans le centre de la Russie. La loi de juin 1897 (sur la réduction de la journée de travail) a été précédée par les grèves de 1895-1896à Pétersbourg. Les lois de 1903 (sur "la responsabilité des employeurs" et sur les "syndics de fabrique") ont été le résultat direct de des "grèves du Midi" cette même année. Enfin, les lois du 15 novembre 1906 (sur la réduction de la journée de travail et le repos dominical des commis, employés de bureau et artisans) sont le résultat direct des grèves qui ont éclaté en juin-juillet de cette année dans toute la Russie.

Comme on le voit, chaque "législation du travail" a été précédée par un mouvement des masses, qui, d'une manière ou d'une autre, faisaient aboutir leurs revendications, sinon entièrement, du moins partiellement. Il s'ensuit clairement qu'une "législation du travail", si mauvaise soit-elle, contient quand même quelques articles dont le prolétariat tirera parti pour intensifier sa lutte. Inutile de démontrer qu'il doit se saisir de ces articles et les utiliser comme armes pour consolider encore ses organisations et attiser de plus en plus la lutte prolétarienne, la lutte pour la révolution socialiste. Ce n'est pas à tort que Bebel disait : "Il faut trancher la tête du diable avec son propre glaive..."

Sous ce rapport, les deux lois du 15 novembre sont fort intéressantes. Certes, elles contiennent beaucoup de mauvais articles, mais on y trouve aussi des articles que la réaction a introduits inconsciemment et dont le prolétariat doit consciemment tirer parti.

Voici un exemple. Bien que ces deux lois se nomment lois "sur la protection du travail", on y a introduit des articles scandaleux, qui sont absolument contraires à toute "protection du travail" et que même certains patrons répugneront à appliquer. Les deux lois instituent dans les entreprises commerciales et artisanales la journée de 12 heures, bien qu'en maint

endroits la journée de 12 heures aient été abolie et ait fait place à la journée de 10 ou de 8 heures. Les deux lois autorisent deux heures supplémentaires par jour (journée de 14 heures) pendant 40 jours dans les entreprises commerciales et 60 jours dans les ateliers, bien que presque partout le travail supplémentaire soit aboli. En même temps, les patrons ont le droit, après "accord avec les ouvriers", c'est-à-dire en les y obligeant, d'augmenter le nombre des heures supplémentaires, de prolonger la journée de travail jusqu'à 17 heures, etc., etc...

Sans aucun doute, le prolétariat ne cèdera pas aux patrons une once des droits qu'il a conquis, et les élucubrations qu renferment ces eux lois resteront des élucubrations ridicules.

D'autre part, on y trouve des articles que le prolétariat saura utiliser à merveille pour consolide ses positions. Les deux lois disent que là où le travail ne dure pas moins de 8 heures par jour, le travailleur a droit à 2 heures pour son repas ; or, on sait qu'aujourd'hui les artisans, les commis et les employés de bureau ne bénéficient pas partout d'une pause de 2 heures. Les deux lois disent aussi que les personnes âgées de moins de dix-sept ans ont le droit, en plus de ces 2 heures, de quitter le magasin ou l'atelier encore pendant 3 heures par jour pour fréquenter l'école, ce qui évidemment sera d'un grand secours pour nos jeunes camarades...

Il ne fait pas de doute que le prolétariat saura utiliser au mieux ces articles des lois du 15 novembre ; il intensifiera comme il se doit sa lutte prolétarienne et, une fois encore, prouvera au monde qu'il faut trancher la tête du diable avec son propre glaive.

L'Akhali Droéba [le Temps nouveau],
n°4, 4 décembre 1906.
Signé : Ko...
Traduit du géorgien.

[i] La commission du sénateur Chidlovski fut instituée par un oukase du tsar en date du 29 janvier 1905, pour, prétendait-on "élucider sans retard les causes du mécontentement des ouvriers de la ville de Saint-Pétersbourg et de ses environs". On se proposait d'introduire dans cette commission des délégués ouvriers. Les bolchéviks virent dans cette manoeuvre du tsarisme une tentative de détourner les ouvriers de la lutte révolutionnaire ; aussi proposèrent-ils d'utiliser les élections à cette commission pour présenter au gouvernement tsariste des revendications politiques. Le gouvernement ayant repoussé leurs revendications, les électeurs refusèrent d'élire leurs représentants à la commission et appelèrent les ouvriers de Pétersbourg à faire grève. Dés le lendemain, commencèrent des grèves politiques de masse, et le 20 février 1905, le gouvernement tsariste se voyait obligé de dissoudre la commission Chidlovski. (N.R.).
[ii] La commission présidée par le ministre des Finances V. Kokovtsev fut instituée en février 1905. De même que la commission Chidlovski, elle devait étudier la question ouvrière, mais, cette fois, sans la participation des ouvriers. Cette commission fonctionna jusqu'en été 1905. (N.R.).

[iii] La loi du 4 mars 1906sur les associations autorisait l'existence légale des sociétés et associations, sous réserve d'en faire officiellement enregistrer les statuts. Malgré les nombreuses restrictions apportées à l'activité des associations et les pénalités prévues pour toute infraction à la loi, les ouvriers utilisèrent largement les droits qui leur étaient accordés pour créer des organisations syndicales prolétariennes. Pendant la période de 1905 à 1907, pour la première fois en Russie commencent à se constituer des syndicats de masse, qui mènent la lutte économique et politique sous la direction de la social-démocratie révolutionnaire. (N.R.).

[iv] Après la promulgation du manifeste du tsar du 17 octobre 1905, le président du conseil des ministres Witte et le ministre de l'Intérieur Dournovo, dans une série de circulaires et de télégrammes adressés aux gouverneurs des provinces et des villes, leur enjoignirent, malgré les "libertés"officiellement proclamées, de disperser par la force les meetings et les réunions, d'interdire les journaux, de prendre des mesures énergiques contre les syndicats, de déporter par voie administrative toutes les personnes suspectes d'activité révolutionnaire, etc... (N.R.).

Anarchisme ou socialisme ?[i]

La lutte des classes est le pivot de la vie sociale d'aujourd'hui. Au cours de cette lutte, chaque classe s'inspire de sa propre idéologie. La bourgeoisie a la sienne : c'est ce qu'on appelle le libéralisme. Le prolétariat a aussi son idéologie : c'est, nous le savons, le socialisme.

On ne saurait considérer le libéralisme comme quelque chose d'entier et d'indivisible : il comporte diverses tendances suivant les diverses catégories de la bourgeoisie.

Le socialisme non plus n'est ni entier, ni indivisible : il comporte, lui aussi, diverses tendances.

Nous n'allons pas nous livrer ici à l'analyse du libéralisme : mieux vaut remettre cela à une autre fois. Nous tenons simplement à montrer au lecteur ce qu'est le socialisme et ses courants. A notre avis, cela l'intéressera davantage.

Le socialisme comporte trois courants principaux : le réformisme, l'anarchisme et le marxisme.

Le réformisme (Bernstein et autres), qui ne considère le socialisme que comme un but éloigné, et rien de plus ; qui, pratiquement, nie la révolution socialiste et cherche à instaurer le socialisme par la voie pacifique ; le réformisme qui prêche, non la lutte des classes, mais leur collaboration, — ce réformisme-là se désagrège de jour en jour ; il perd de jour en jour toutes les apparences du socialisme ; point n'est besoin, selon nous, de l'analyser ici, dans ces articles, en définissant le socialisme.

Il en va tout autrement pour le marxisme et l'anarchisme : tous deux sont reconnus aujourd'hui pour des courants socialistes ; tous deux se livrent une bataille acharnée, tous deux veulent apparaître aux yeux du prolétariat comme des doctrines authentiquement socialistes, et, bien entendu, l'analyse et la confrontation de ces deux tendances offriront au lecteur un intérêt bien plus vif.

Nous ne sommes pas de ces gens qui, au rappel du mot "anarchisme" se détournent avec mépris et déclarent avec un geste de lassitude : "Vous êtes bien bons de vous en occuper, il ne vaut même pas la peine qu'on en parle !" Nous croyons qu'une telle "critique" est chose indigne et sans utilité.

Nous ne sommes pas non plus de ces gens qui se consolent à l'idée que les anarchistes, voyez-vous, "n'ont pas l'appui des masses et que, par conséquent, ils ne sont pas si dangereux". Il ne s'agit pas de savoir derrière qui marche une "masse" plus ou moins grande : il s'agit de l'essence de la doctrine. Si la "doctrine" des anarchistes exprime la vérité, il va de soi qu'elle se fraiera nécessairement un chemin et ralliera les masses autour d'elle. Mais si elle est inconsistante et repose sur une base erronée, elle ne durera guère et restera suspendu dans le vide. C'est l'inconsistance de l'anarchisme qui doit être démontrée.

Certains estiment que le marxisme et l'anarchisme ont les mêmes principes ; qu'il n'existe entre eux que des divergences de tactique, de sorte que, selon eux, il est tout à fait impossible d'opposer l'un à l'autre ces deux courants.

Mais c'est là une grave erreur.

Nous estimons que les anarchistes sont de véritables ennemis du marxisme. Par conséquent, nous reconnaissons aussi qu'il faut mener une lutte véritable contre de véritables ennemis. Il faut donc analyser la "doctrine" des anarchistes d'un bout à l'autre et l'examiner à fond, sous toutes ses faces.

La vérité est que le marxisme et l'anarchisme reposent sur des principes tout à fait divergents, bien que tous deux entrent dans l'arène en arborant le drapeau socialiste. La pierre angulaire de l'anarchisme est l'individu, dont l'affranchissement est, selon lui, la condition principale de l'affranchissement de la masse, de la collectivité. Selon l'anarchisme, l'affranchissement de la masse est impossible tant que l'individu ne sera pas affranchi, d'où son mot d'ordre : "Tout pour l'individu". Tandis que la pierre angulaire du marxisme, c'est la masse, dont l'affranchissement est, selon lui, la condition principale de l'affranchissement de l'individu. C'est-à-dire que, selon le marxisme, l'individu ne peut être affranchi tant que la masse ne le sera pas, d'où son mot d'ordre : "Tout pour la masse".

Il est évident que nous nous trouvons ici en présence de deux principes qui se nient l'un l'autre, et non de simples divergences tactiques.

Nos articles ont pour objet de confronter ces deux principes opposés, de comparer entre eux le marxisme et l'anarchisme et d'éclairer ainsi leurs qualités et leurs défauts. Nous jugeons utile à ce propos de faire connaître ici au lecteur le plan de ces articles.

Nous donnerons d'abord une définition du marxisme ; chemin faisant, nous rappellerons le point de vue des anarchistes sur le marxisme, puis nous aborderons la critique de l'anarchisme proprement dit. Pour préciser : nous exposerons la méthode dialectique, le point de vue des anarchistes et notre critique (nous parlerons à ce propos de la révolution socialiste, de la dictature socialiste, du programme minimum et, en général, de la tactique) ; la philosophie des anarchistes et notre critique ; le socialisme des anarchistes et notre critique; la tactique et l'organisation des anarchistes ; pour terminer, nous présenterons nos conclusions.

Nous tâcherons de démontrer que les anarchistes, en tant que propagandistes d'un socialisme de petites communautés, ne sont pas des socialistes authentiques.

Nous tâcherons également de démontrer que les anarchistes, pour autant qu'ils nient la dictature du prolétariat, ne sont pas des révolutionnaires authentiques...

Maintenant, abordons le sujet.

I
LA METHODE DIALECTIQUE

Dans l'univers tout se meut... La vie se transforme, les forces productives croissent, les anciens rapports sociaux s'écroulent.
Karl Marx.

Le marxisme n'est pas seulement la théorie du socialisme ; c'est une conception du monde achevée, un système philosophique, d'où découle naturellement le socialisme prolétarien de Marx. Ce système philosophique porte le nom de matérialisme dialectique.

Aussi, exposer le marxisme, c'est également exposer le matérialisme dialectique.

Pourquoi ce système porte-t-il le nom de matérialisme dialectique ?

Parce que sa méthode est dialectique et sa théorie socialiste.

Qu'est-ce que la méthode dialectique ?

On dit que la vie sociale est en état de mouvement et de développement continus. Et cela est juste : on ne peut considérer la vie comme quelque chose immuable, de figé ; elle ne s'arrête jamais à un niveau quelconque ; elle est en perpétuel mouvement, elle suit un processus perpétuel de destruction et de création. C'est pourquoi il existe toujours dans la vie le nouveau et l'ancien, ce qui croît et ce qui meurt, l'élément révolutionnaire et l'élément contre-révolutionnaire.

La méthode dialectique affirme qu'il faut regarder la vie dans son mouvement et poser la question : où va la vie ? en perpétuel mouvement ; nous devons donc considérer la vie dans son mouvement et poser la question : où va la vie ? Nous avons vu que la vie offre le spectacle d'une destruction et d'une création incessantes ; notre devoir est donc de considérer la vie dans sa destruction et sa création, et de poser la question : qu'est-ce qui se détruit, qu'est-ce qui se crée dans la vie ?

Ce qui naît dans la vie et grandit de jour en jour est invincible, on ne saurait arrêter son mouvement en avant. C'est-à-dire que si, par exemple, le prolétariat naît à la vie en tant que classe et grandit de jour en jour, si faible et si peu nombreux qu'il soit aujourd'hui, il finira néanmoins par vaincre. Pourquoi ? Parce qu'il grandit, se fortifie et va de l'avant. En revanche, ce qui dans la vie vieillit et s'achemine vers la tombe doit nécessairement être vaincu, même si cela représente aujourd'hui une force titanesque. C'est-à-dire que si, par exemple, la bourgeoisie sent le sol se dérober peu à peu sous ses pieds et recule de jour en jour, si forte et si nombreuse qu'elle soit aujourd'hui, elle finira par être vaincue. Pourquoi ? Mais parce que, en tant que classe, elle se désagrège, s'affaiblit, vieillit et devient un fardeau inutile dans la vie.

D'où la thèse dialectique bien connue : Tout ce qui existe en réalité, c'est-à-dire tout ce qui grandit de jour en jour, est rationnel, et tout ce qui de jour en jour se désagrège est irrationnel et, par conséquent, n'échappera pas à la défaite.

Un exemple. Dans la période de 1880 à 1890, un grand débat s'était institué parmi les intellectuels révolutionnaires russes. Les populistes affirmaient que la force principale capable de se charger de la "libération de la Russie" était la petite bourgeoisie de la campagne et de la ville. Pourquoi ? leur demandaient les marxistes. Parce que, répondaient les populistes, la petite bourgeoisie de la campagne et de la ville forme aujourd'hui la majorité ; de plus, elle est pauvre et vit dans la misère.

Les marxistes répliquaient : en effet, la petite bourgeoisie de la campagne et de la ville forme aujourd'hui la majorité et elle est vraiment pauvre, mais la question est-elle là ? La petite bourgeoisie forme depuis longtemps déjà la majorité, mais jusqu'à présent elle n'a, sans l'aide du prolétariat, fait preuve d'aucune initiative dans la lutte pour la "liberté". Pourquoi ? Mais parce que la petite bourgeoisie, en tant que classe, ne grandit pas ; au contraire, de jour en jour elle se désagrège et se décompose en bourgeoisie et en prolétariat. D'autre part, il va sans dire que la pauvreté, elle non plus, n'a pas ici une importance décisive : les "va-nu-pieds" sont plus pauvres que la petite bourgeoisie, mais personne ne dira qu'ils peuvent entreprendre la "libération de la Russie".

Comme on le voit, il ne s'agit pas de savoir quelle classe aujourd'hui forme la majorité, ou quelle classe est la plus pauvre, mais bien quelle classe se fortifie et quelle classe se désagrège.

Et comme le prolétariat est la seule classe qui grandisse et se renforce sans cesse, qui fasse progresser la vie sociale et rallie autour de soi tous les éléments révolutionnaires, nous avons le devoir de reconnaître en lui la force principale du mouvement actuel, de rejoindre ses rangs et de faire nôtre ses tendances progressistes.

Ainsi répondaient les marxistes.

Sans dote les marxistes envisageaient-ils la vie dialectiquement, tandis que les populistes raisonnaient en métaphysiciens, puisqu'ils se représentent la vie sociale comme une chose qui s'est figée.

C'est ainsi que la dialectique considère le développement de la vie.

Mais il y a mouvement et mouvement. Il y en a eu un, dans la vie sociale, lors des "journées de décembre[ii]", au moment où le prolétariat, redressant l'échine, attaquait les dépôts d'armes et marchait à l'assaut de la réaction. Mais il faut aussi nommer mouvement social le mouvement des années antérieures, du temps où le prolétariat, dans le cadre d'une évolution "pacifique", se bornait à déclencher des grèves isolées et à créer de petits syndicats.

Il est clair que le mouvement prend des formes diverses.

La méthode dialectique enseigne que le mouvement prend deux formes : la forme évolutive et la forme révolutionnaire.

Le mouvement est évolutif quand les éléments progressistes poursuivent spontanément leur travail quotidien et apportent dans le vieil ordre de choses de menus changements quantitatifs.

Le mouvement est révolutionnaire quand ces mêmes éléments s'unissent, se pénètrent d'une idée commune et s'élancent contre le camp ennemi pour anéantir jusqu'à la racine le vieil ordre de choses, apporter dans la vie des changements qualitatifs, instituer un nouvel ordre de choses.

L'évolution prépare la révolution et crée pour elle un terrain favorable, tandis que la révolution achève l'évolution et contribue à son action ultérieure.

Les mêmes processus ont lieu également dans la vie de la nature. L'histoire de la science montre que la méthode dialectique est une méthode authentiquement scientifique: à commencer par l'astrologie pour finir par la sociologie, partout se confirme l'idée qu'il n'est rien d'éternel dans le monde, que tout change, tout se développe. Par conséquent, tout, doit être envisagé du point de vue du mouvement, du développement. Et cela signifie que l'esprit de la dialectique pénètre toute la science moderne.

Quant aux formes du mouvement, quant au fait que, selon la dialectique, les menus changements quantitatifs aboutissent, en fin de compte, à de grands changements qualitatifs, cette loi garde toute sa valeur pour l'histoire de la nature.

Le "système périodique des éléments" de Mendéléev montre clairement quelle importance a, dans l'histoire de la nature, le fait que les changements de qualité naissent des changements de quantité. Témoin aussi, dans le domaine de la biologie, la théorie du néo-lamarckisme, théorie à laquelle le néo-darwinisme cède la place.

Nous ne disons rien d'autres faits que Friedrich Engels a suffisamment mis en lumière dans son Anti-Dühring.

Tel est le fond de la méthode dialectique.

*
* *

Que pensent les anarchistes de la méthode dialectique ?

On sait que Hegel est le père spirituel de la méthode dialectique. Marx a épuré et amélioré cette méthode. Bien entendu, ce fait est également connu des anarchistes. Ils savent que Hegel fut un conservateur et profitent de l'occasion pour s'attaquer avec véhémence à Hegel, qu'ils traitent de partisan de la "restauration" ; ils démontrent avec entrain que

Hegel est un philosophe de la restauration... qu'il exalte le constitutionnalisme bureaucratique sous sa forme absolue ; que l'idée générale de sa philosophie de l'histoire est subordonnée à la tendance philosophique de l'époque de la restauration et qu'elle la sert, etc..., etc...(Voir le Nobati[iii], n°6 : Article de V. Tcherkézichvili).

L'anarchiste bien connu Kropotkine "démontre" la même chose dans ses ouvrages. (Voir, par exemple, son livre : Science et anarchisme, en langue russe.)

Kropotkine est unanimement soutenu par nos kropotkiniens, depuis Tcherkézichvili jusqu'à Ch. G. (Voir les numéros du Nobati.)

Le fait est que, sur ce point, personne ne discute avec eux. Au contraire, chacun conviendra que Hegel n'était pas un révolutionnaire. Marx et Engels eux-mêmes ont, avant tous les autres, démontré, dans leur Critique de la critique critique, que les conceptions historiques de Hegel contredisent foncièrement l'idée de la souveraineté du peuple. Néanmoins, les anarchistes "démontrent" et tiennent à "démontrer" chaque jour que Hegel était partisan de la "restauration". Pourquoi font-ils cela ? Probablement pour jeter ainsi le discrédit sur Hegel et faire sentir au lecteur que le "réactionnaire" Hegel ne peut avoir qu'une méthode "détestable" et antiscientifique.

C'est ainsi que les anarchistes croient pouvoir réfuter la méthode dialectique.

Nous déclarons que, de cette manière, ils ne démontreront rien, sinon leur propre ignorance. Pascal et Leibniz n'étaient pas des révolutionnaires, mais la méthode mathématique qu'ils ont découverte est reconnue aujourd'hui comme étant une méthode scientifique. Mayer et Helmholtz n'étaient pas des révolutionnaires, mais leurs découvertes, en physique, ont servi de fondement à la science. Lamarck et Darwin n'étaient pas des révolutionnaires ; cependant, leur méthode évolutionniste a mis sur pied la science biologique. Pourquoi ne reconnaîtrait-on pas le fait que, en dépit de son conservatisme, Hegel a pu élaborer la méthode scientifique appelée dialectique ?

Non, de cette manière, les anarchistes ne démontreront rien, sinon leur propre ignorance.

Poursuivons. Selon les anarchistes, "la dialectique, c'est de la métaphysique", et comme ils "veulent débarrasser la science de la métaphysique, la philosophie de la théologie", ils repoussent la méthode dialectique. (Voir le Nobati, n°3 et 9 : Ch. G. Voir aussi Science et anarchisme de Kropotkine.)

Ah ! ces anarchistes ! Autant vouloir, comme on dit, rejeter son péché sur le voisin. La dialectique a mûri dans sa lutte contre la métaphysique, elle s'est couverte de gloire dans cette lutte ; mais, pour les anarchistes, la dialectique, c'est de la métaphysique !

La dialectique affirme qu'il n'y a rien d'éternel dans le monde, que tout passe, que tout change, la nature, la société, les moeurs et les coutumes, les idées de justice ; la vérité elle-même change, et c'est pourquoi la dialectique considère toute chose avec un esprit critique ; c'est pourquoi elle nie la vérité établie une fois pour toute ; par conséquent, elle nie aussi les principes abstraits, les "principes dogmatiques tout faits qu'il ne reste plus, quand on les a découverts qu'à apprendre par coeur." (Voir Friedrich Engels : Ludwig Feuerbach)[iv]

La métaphysique, elle, nous dit tout autre chose. Le monde, pour elle, est quelque chose d'éternel et d'immuable (Voir Friedrich Engels : Anti-Dühring) ; il a été, une fois pour toutes,

défini par quelqu'un ou quelque chose. Voilà pourquoi les métaphysiciens ont toujours à la bouche les mots de "justice éternelle" et de "vérité immuable".

Proudhon, le "père spirituel" des anarchistes, disait qu'il existe dans le monde une justice immanente établie une fois pour toutes, qui doit être mise à la base de la société future. Aussi a-t-on appelé Proudhon un métaphysicien. Marx a combattu Proudhon par la méthode dialectique ; il a démontré que, puisque tout change dans le monde, la "justice" doit également changer et que, par conséquent la "justice immanente" est un délire métaphysique. (Voir Karl Marx : Misère de la philosophie.) Mais les disciples géorgiens du métaphysicien Proudhon nous répètent sans cesse : "La dialectique de Marx, c'est de la métaphysique!"

La métaphysique reconnaît certains dogmes nébuleux comme, par exemple, l' "inconnaissable", la "chose en soi", et, en fin de compte, elle dégénère en une théologie creuse. A l'opposé de Proudhon et de Spencer, Engels a combattu ces dogmes par la méthode dialectique. (Voir Ludwig Feuerbach.) Mais les anarchistes, — disciples de Proudhon et de Spencer, — nous disent que Proudhon et Spencer sont des savants, tandis que Marx et Engels sont des métaphysiciens !

De deux choses l'une : ou bien les anarchistes se leurrent ; ou bien ils ne savent ce qu'ils disent.

En tout cas, une chose est certaine, c'est que les anarchistes confondent le système métaphysique de Hegel et sa méthode dialectique.

Inutile de dire que le système philosophique de Hegel, qui s'appuie sur une idée immuable, est d'un bout à l'autre métaphysique. Mais il n'est pas moins évident que la méthode dialectique de Hegel, qui nie toute idée immuable, est d'un bout à l'autre scientifique et révolutionnaire.

Voilà pourquoi Karl Marx, tout en soumettant le système métaphysique de Hegel à une critique impitoyable, a loué en même temps sa méthode dialectique. "Rien ne saurait lui en imposer, disait Marx, parce qu'elle est essentiellement critique et révolutionnaire." (Voir le Capital, t. I, Postface[v].)

Voilà pourquoi Engels aperçoit une différence notable entre la méthode de Hegel et son système.

Celui qui mettait l'accent sur le système de Hegel pouvait être passablement conservateur dans ces deux domaines ; celui qui, en revanche, considérait la méthode dialectique comme l'essentiel, pouvait, tant en religion qu'en politique, appartenir à l'opposition la plus extrême. (Voir Ludwig Feuerbach)[vi].

Les anarchistes ne voient pas cette différence et répètent, sans réfléchir, que "la dialectique , c'est de la métaphysique".

Poursuivons. Les anarchistes considèrent que la méthode dialectique est un "tissu d'arguties", la "méthode des sophismes", un "saut périlleux de la logique" (Voir le Nobati, n°8 : Ch. G.), une méthode "au moyen de laquelle on prouve avec la même facilité la vérité et le mensonge". (Voir le Nobati, n°4. Article de V. Tcherkézichvili.)

Ainsi, pour les anarchistes, la méthode dialectique prouve tout aussi bien la vérité que le mensonge.

A première vue, il peut sembler que l'accusation lancée par les anarchistes ne soit pas dénuée de fondement. Ecoutez, par exemple, ce que dit Engels du partisan de la méthode métaphysique :

... il dit oui, oui, non, non : ce qui est au delà ne vaut rien. Pour lui, ou bien une chose existe, ou bien elle n'existe pas ; une chose ne peut pas non plus être à la fois elle-même et une autre. Le positif et le négatif s'excluent absolument. (Voir Anti-Dühring. Introduction)[vii].

Comment cela ! s'échauffent les anarchistes. Est-il possible qu'un seul et même objet soit à la fois bon et mauvais ? C'est bien là un "sophisme", un "jeu de mots", cela veut dire que "vous voulez prouver avec la même facilité la vérité et le mensonge" !...

Allons cependant au fond des choses.

Aujourd'hui, nous réclamons une république démocratique. Pouvons-nous dire que la république soit bonne à tous égards ou bien à tous égards mauvaise ? Non, nous ne le pouvons pas ! Pourquoi ? Parce que la république démocratique n'est bonne que d'un côté, quand elle détruit le régime féodal ; en revanche, elle est mauvaise d'un autre côté, quand elle consolide le régime bourgeois. Aussi disons-nous : dans la mesure où la république démocratique détruit le régime féodal, elle est bonne, et nous luttons pour elle ; mais dans la mesure où elle consolide le régime bourgeois, elle est mauvaise, et nous luttons contre elle.

Il s'ensuit q'une seule et même république démocratique est à la fois "bonne" et "mauvaise", — en même temps "oui" et "non".

On peut en dire autant de la journée de huit heures : elle est en même temps "bonne", dans la mesure où elle renforce la prolétariat, et "mauvaise, dans la mesure où elle consolide le système du salariat.

Ce sont précisément ces faits qu'Engels avaient en vue, quand il définissait, dans les termes cités plus haut, la méthode dialectique.

Les anarchistes, eux, ne l'ont pas compris, et cette idée parfaitement claire leur a paru un "sophisme" nébuleux.

Certes, les anarchistes sont libres de remarquer ou de ne pas remarquer ces faits ; ils peuvent même sur un rivage sablonneux ne pas remarquer le sable, c'est leur droit. Mais qu'ils laissent en paix la méthode dialectique qui, à la différence de l'anarchisme, ne regarde

pas la vie avec des yeux fermés ; qui perçoit les pulsations de la vie et dit explicitement : Du moment que la vie change et est en mouvement, chaque phénomène de la vie comporte deux tendances : l'une positive, l'autre négative ; nous devons défendre la première et rejeter la seconde.

Poursuivons encore. Pour nos anarchistes,

le développement dialectique est un développement catastrophique, par lequel d'abord le passé se détruit complètement, puis l'avenir s'affirme tout à fait à part... Les cataclysmes de Cuvier étaient enfantés par des causes inconnues : les catastrophes de Marx et d'Engels, elles, sont enfantées par la dialectique. (Voir le Nobati, n°8: Ch. G.)

Ailleurs, le même auteur écrit :

Le marxisme s'appuie sur le darwinisme et le considère sans esprit critique. (Voir le Nobati, n°6.)

Qu'on y réfléchisse bien !

Cuvier nie l'évolution darwinienne, il n'admet que les cataclysmes ; or, le cataclysme est une explosion inattendue, "enfantée par des causes inconnues". Les anarchistes soutiennent que les marxistes se rallient à Cuvier et, par conséquent, rejettent le darwinisme.

Darwin nie les cataclysmes de Cuvier, il admet l'évolution par degrés. Et voilà que ces mêmes anarchistes prétendent que "le marxisme s'appuie sur le darwinisme et le considère sans esprit critique", c'est-à-dire que les marxistes nient les cataclysmes de Cuvier.

Bref, les anarchistes accusent les marxistes de se rallier à Cuvier et, en même temps, ils leur reprochent de se rallier à Darwin, et non à Cuvier.

La voilà bien, l'anarchie ! Elle donne des verges pour se faire fouetter ! Il est clair que le Ch. G. du n°8 de Nobati a oublié ce que disait le Ch. G. du n°6.

Lequel des deux a raison : le n°8 ou le n°6 ?

Interrogeons les faits. Marx dit :

A un certain stade de leur développement, les forces productives matérielles de la société entrent en contradiction avec les rapports de production existants, ou, ce qui n'en est que l'expression juridique, avec les rapports de propriété... Alors s'ouvre une époque de révolution sociale... [Mais] une formation sociale ne disparaît jamais avant que se soient développées toutes les forces productives qu'elle peut contenir... (Voir Karl Marx : Contribution à la critique de l'économie politique. Préface[viii].)

Si l'on applique cette thèse de Marx à la vie sociale actuelle, il en résultera qu'entre les forces productives modernes, qui ont un caractère social, et la forme d'appropriation des

produits, qui a un caractère privé, il existe un conflit fondamental, lequel doit aboutir à la révolution socialiste. (Voir Friedrich Engels : Anti-Dühring, troisième partie, chapitre II.)

Comme on le voit, ce qui enfante la révolution, selon Marx et Engels, ce ne sont pas les "causes inconnues" de Cuvier, mais des causes sociales, vitales et parfaitement définies, appelées "développement des forces productives".

Comme on le voit, la révolution se produit, selon Marx et Engels, seulement lorsque les forces productives sont suffisamment mûres, et non d'une façon inattendue, comme le pensait Cuvier.

Il est évident qu'il n'y a rien de commun entre les cataclysmes de Cuvier et la méthode dialectique de Marx.

D'autre part, le darwinisme ne rejette pas seulement les cataclysmes de Cuvier, mais aussi le développement compris dans le sens dialectique qui implique la révolution, tandis que du point de vue de la méthode dialectique l'évolution et la révolution, les changements quantitatifs et qualitatifs sont deux formes nécessaires d'un seul et même mouvement.

Il est évident qu'on ne saurait affirmer non plus que "le marxisme... considère le darwinisme sans esprit critique".

Il s'ensuit que le Nobati se trompe dans les deux cas, dans le n°6 comme dans le n°8.

Enfin, les anarchistes nous reprochent que la dialectique... n'offre la possibilité ni de sortir ou de jaillir hors de soi, ni de sauter par-dessus soi-même. (Voir le Nobati n°8 : Ch. G.)

Ceci, messieurs les anarchistes, est la vérité même ; ici, honorables contradicteurs, vous avez parfaitement raison : la méthode dialectique, en effet, n'offre point cette possibilité. Et pourquoi ? Mais parce que "jaillir hors de soi et sauter par-dessus soi-même", c'est l'affaire des chèvres sauvages, tandis que la méthode dialectique a été créée pour les hommes.

Voilà tout le secret !...

Tel est en somme le point de vue des anarchistes sur la méthode dialectique.

Il est évident que les anarchistes n'ont pas compris la dialectique de Marx et d'Engels ; ils ont inventé une dialectique à eux, et c'est elle qu'ils combattent avec tant d'acharnement.

Pour nous, il ne nous reste qu'à rire devant ce spectacle, car on ne peut s'empêcher de rire lorsqu'on voit un homme lutter contre sa propre fantaisie, réfuter ses propres élucubrations et en même temps assurer avec feu qu'il terrasse l'adversaire.

II
LA THEORIE MATERIALISTE

Ce n'est pas la conscience des hommes qui détermine leur être ; c'est, au contraire, leur être social qui détermine leur conscience[ix].
Karl Marx

Nous savons maintenant ce qu'est la méthode dialectique.

Qu'est-ce que la théorie matérialiste ?

Tout change dans le monde, tout se développe dans la vie, mais comment s'opère ce changement et sous quelle forme s'effectue ce changement ?

Nous savons, par exemple, que la terre était autrefois une masse incandescente ; puis elle s'est refroidie peu à peu ; ensuite sont apparus les plantes et les animaux ; le monde animal s'étant développé, une espèce déterminée de singe fit son apparition, puis, enfin, parut l'homme.

C'est ainsi que s'est développée dans ses grandes lignes la nature.

Nous savons aussi que la vie sociale non plus n'est pas restée figée. Il fut un temps où les hommes vivaient sous le régime du communisme primitif. A cette époque, ils pourvoyaient à leur existence par la chasse primitive, ils erraient dans les forêts et s'y procuraient de la nourriture. Le temps vint où le communisme primitif céda la place au matriarcat ; à cette époque, les hommes subvenaient à leur besoins surtout en se livrant à la culture primitive du sol. Ensuite le matriarcat céda la place au patriarcat, époque à laquelle les hommes pourvoyaient à leur existence principalement par l'élevage. Plus tard, le patriarcat céda la place au régime de l'esclavage ; à cette époque, les hommes pourvoyaient à leur existence par une culture du sol relativement plus développée. Au régime de l'esclavage succéda le servage, lequel fit place au régime bourgeois.

C'est ainsi que s'est développée, dans ses grandes lignes, la vie sociale.

Oui, tout cela est connu... Mais comment ce développement s'est-il opéré : est-ce la conscience qui a suscité le développement de la "nature" et de la "société", ou bien, au contraire, est-ce le développement de la "nature" et de la "société" qui a suscité le développement de la conscience ?

C'est ainsi que la théorie matérialiste pose la question.

D'aucuns affirment que la "nature" et la "vie sociale" ont été précédées par une Idée universelle qui, plus tard s'est trouvée à la base de leur développement, de sorte que l'évolution des phénomènes de la "nature"et de la "vie sociale" est, pour ainsi dire, la forme extérieure, la simple expression du développement de l'Idée universelle.

Telle a été, par exemple, la doctrine des idéalistes, qui, avec le temps, se sont partagés en plusieurs courants.

D'autres affirment que, de tout temps, il a existé dans le monde deux forces négatrices l'une de l'autre, l'idée et la matière, la conscience et l'être, et que, de ce fait, les phénomènes se divisent à leur tour en deux séries — idéale et matérielle —, se niant l'une l'autre en luttant entre elles, de sorte que le développement de la nature et de la société est une lutte constante entre les phénomènes idéaux et matériels.

Telle a été, par exemple, la doctrine des dualistes, qui, avec le temps, de même que les idéalistes, se sont partagés en plusieurs courants.

La théorie matérialiste nie radicalement aussi bien l'idéalisme que le dualisme.

Certes, il existe dans le monde des phénomènes idéaux et matériels, mais cela ne signifie pas du tout qu'ils s'excluent mutuellement. Au contraire, le côté idéal et le côté matériel sont deux formes différentes d'une seule et même nature ou d'une seule et même société ; on ne peut les représenter l'un sans l'autre, ils coexistent, se développent ensemble, et nous n'avons, par conséquent, aucune raison de croire qu'ils s'excluent mutuellement.

Ainsi, ce qu'on appelle le dualisme se révèle inconsistante.

La nature, une et indivisible, exprimée sous deux formes différentes, matérielle et idéale ; la vie sociale, une et indivisible, exprimée sous deux formes différentes, matérielle et : voilà comment nous devons considérer le développement de la nature et de la vie sociale.

Tel est le monisme de la théorie matérialiste.

D'autre part, la théorie matérialiste nie aussi l'idéalisme.

Il est faux de penser que le côté idéal, et, en général, la conscience dans son développement précède le développement du côté matériel. Il n'y avait encore d'êtres vivants que déjà existait une nature dite extérieure, "inanimée". Le premier être vivant n'était doué d'aucune conscience ; il ne possédait qu'une faculté d'irritabilité et de perception embryonnaire. Ensuite se développa peu à peu chez les animaux la faculté de la perception ; elle devint lentement conscience, à mesure que se développaient la structure de leur organisme et leur système nerveux. Si le singe avait toujours marché quatre pattes sans jamais redressé l'échine, son descendant, l'homme, n'aurait pas pu se servir librement de ses poumons ni de ses cordes vocales ; il lui aurait donc été impossible d'user de la parole, ce qui aurait retardé radicalement le développement de sa conscience. Ou encore : si le singe ne s'était pas dressé sur ses pattes de derrière, son descendant, l'homme, aurait été obligé de marcher toujours à quatre pattes, de regarder la terre et d'y puiser ses impressions ; il n'aurait pas eu la possibilité de regarder en haut, ni autour de soi et, par conséquent, il lui aurait été impossible de procurer à son cerveau plus d'impressions que n'en a un quadrupède. Tout cela aurait retardé radicalement le développement de la conscience humaine.

Il s'ensuit que, pour développer la conscience, il faut telle ou telle structure de l'organisme et tel ou tel développement de son système nerveux.

Il s'ensuit que le développement du côté idéal, de la conscience, est précédé par celui du côté matériel, des conditions extérieures : d'abord changent les conditions extérieures, le côté matériel, et ensuite change, en conséquence, la conscience, le côté idéal.

Ainsi l'histoire du développement de la nature sape radicalement ce qu'on appelle l'idéalisme.

Il faut en dire autant de l'histoire du développement de la société humaine.

L'histoire montre que si, à des époques différentes, les hommes ont eu des idées et des désirs différents, c'est parce qu'à des époques différentes les hommes luttaient différemment contre la nature pour pourvoir à leurs besoins, et que, par conséquent, leurs rapports économiques revêtaient un caractère différent. Il fut un temps, où les hommes luttaient contre la nature en commun, sur les bases du communisme primitif ; en ce temps là, leur propriété, elle aussi, était communiste, et c'est pourquoi ils ne distinguaient presque pas le "mien" du "tien" ; leur conscience était communiste. Le temps vint où la distinction entre le "mien" et le "tien" pénétra dans la production ; dés lors, la propriété elle-même prit un caractère privé, individualiste. C'est pourquoi, le sentiment de la propriété privée pénétra dans la conscience des hommes. Et voici enfin le temps, — le temps d'aujourd'hui, — où la production prend de nouveau un caractère social ; par conséquent, la propriété ne tardera pas à prendre, à son tour, un caractère social, — et c'est pourquoi le socialisme pénètre peu à peu dans la conscience des hommes.

Un simple exemple. Imaginez un cordonnier qui possédait un tout petit atelier, mais qui, n'ayant pu soutenir la concurrence avec de grands patrons, a dû fermer son atelier et, supposons-le, s'est fait embaucher dans une fabrique de chaussures à Tiflis, chez Adelkhanov. Il s'est fait embaucher chez Adelkhanov, non pour devenir un ouvrier salarié permanent, mais pour amasser de l'argent, se constituer un petit capital et pouvoir ensuite rouvrir son atelier. Comme on le voit, la situation de ce cordonnier est déjà prolétarienne, mais sa conscience ne l'est pas encore ; elle est entièrement petite-bourgeoise. Autrement dit, la situation petite-bourgeoise de ce cordonnier a déjà disparu, elle n'existe plus, mais sa conscience petite-bourgeoise n'a pas encore disparu, elle est en retard sur sa situation de fait.

Il est évident que là encore, dans la vie sociale, ce sont les conditions extérieures, la situation des hommes, qui changent d'abord, puis, en conséquence, leur conscience.

Revenons cependant à notre cordonnier. Comme nous le savons déjà, il pense amasser de l'argent pour rouvrir son atelier. Le cordonnier prolétarisé travaille donc, et il s'aperçoit qu'il est très difficile d'amasser de l'argent, car son salaire lui suffit à peine pour pourvoir à son existence. Il remarque, en outre, que ce n'est pas chose bien alléchante que d'ouvrir un atelier privé : le loyer du local, les caprices de la clientèle, la concurrence des grands patrons et bien d'autres tracas, tels sont les soucis qui hantent l'esprit de l'artisan. Or, le prolétaire est relativement plus dégagé de tous ces soucis : il n'est inquiété ni par le client, ni par le loyer à payer ; le matin, il se rend à la fabrique ; le soir, il la quitte "le plus tranquillement du monde" et , le samedi, il met aussi tranquillement sa "paie" dans sa poche. C'est alors que

pour la première fois, les rêves petits-bourgeois de notre cordonnier les ailes coupées ; c'est alors que, pour la première fois, des tendances prolétariennes naissent dans son âme.

Le temps passe, et notre cordonnier se rend compte qu'il manque d'argent pour se procurer le strict nécessaire, qu'il a grandement besoin d'une augmentation de salaire. Il s'aperçoit en même temps que ses camarades parlent de syndicats et de grèves. Dés lors, notre cordonnier prend conscience du fait que, pour améliorer sa situation, il faut lutter contre les patrons, et non pas ouvrir un atelier à soi. Il adhère au syndicat, prend part au mouvement gréviste, et épouse bientôt les idées socialistes...

C'est ainsi que le changement de la situation matérielle du cordonnier entraîne, en fin de compte, un changement dans sa conscience : d'abord sa situation matérielle a changé, puis, quelque temps après, c'est sa conscience qui change en conséquence.

Il faut en dire autant des classes et de la société dans son ensemble.

Dans la vie sociale également, ce sont les conditions extérieures qui changent d'abord, les conditions matérielles, puis changent, en conséquence, la pensée des gens, leurs moeurs, leurs coutumes, leur conception du monde.

Voilà pourquoi Marx dit :

Ce n'est pas la conscience des hommes qui détermine leur être ; c'est, au contraire, leur être social qui détermine leur conscience[x].

Si nous appelons contenu le côté matériel, les conditions extérieures, l'être et les autres phénomènes de même nature, alors nous pouvons appeler forme le côté idéal, la conscience et les phénomènes de même nature. D'où la thèse matérialiste bien connue : dans le cours du développement, le contenu précède la forme, la forme retarde sur le contenu.

Et comme selon Marx, le développement économique est la "base matérielle" de la vie sociale, son contenu, tandis que le développement politique et juridique, philosophique et religieux, est la "forme idéologique" de ce contenu, sa "superstructure", Marx tire cette conclusion :

Le changement de la base économique bouleverse plus ou moins rapidement toute l'énorme superstructure[xi].

Cela ne veut point dire, assurément, qu'il faille prêter à Marx l'idée que le contenu est possible sans la forme, comme l'a rêvé Ch. G. (Voir le Nobati, n° 1 : "Critique du monisme"). Le contenu sans la forme est impossible ; cependant, telle ou telle forme, étant donné son retard sur le contenu, ne correspond jamais entièrement à ce dernier, et c'est ainsi que le nouveau contenu est "obligé" de revêtir momentanément l'ancienne forme, ce qui provoque un conflit entre eux. A l'heure actuelle, par exemple, au contenu social de la production ne correspond pas la forme d'appropriation des objets fabriqués : cette forme a un caractère privé, et c'est sur ce terrain que se produit le "conflit" social actuel.

D'autre part, l'idée que la conscience est une forme de l'être ne signifie pas du tout que la conscience, de par sa nature, est aussi de la matière. Seuls pensaient ainsi les matérialistes vulgaires (par exemple Büchner et Moleschott), dont les théories contredisent radicalement le matérialisme de Marx et qu'Engels a justement raillés dans son Ludwig Feuerbach. D'après le matérialisme de Marx, la conscience et l'être, l'idée et la matière, sont deux formes différentes d'un seul et même phénomène, qui porte le nom général de nature ou de société. Donc, l'un n'est pas la négation de l'autre[xii] ; d'autre part, ils ne constituent pas un seul et même phénomène. A la vérité, dans le développement de la nature et de la société, la conscience, c'est-à-dire ce qui s'accomplit dans notre cerveau, est précédée par un changement matériel correspondant, c'est-à-dire par ce qui s'accomplit hors de nous, changement matériel qui, tôt ou tard, sera inévitablement suivi d'un changement idéal correspondant.

Fort bien, nous dira-t-on, peut-être même est-ce exact en ce qui concerne l'histoire de la nature et de la société. Mais de quelle manière naissent, à l'heure actuelle, dans notre esprit, les différentes idées et représentations ? Les conditions dites extérieures existent-elles dans la réalité, ou bien n'y a-t-il de réel que nos représentations de ces conditions extérieures ? Et si les conditions extérieures existent, dans quelle mesure leur perception et leur connaissance, sont-elles possibles ?

A ce propos, la théorie matérialiste affirme que nos représentations, notre "moi" n'existent que pour autant qu'existent les conditions extérieures, génératrices des impressions, de notre "moi". Celui qui dit, sans trop y réfléchir, qu'il n'existe rien en dehors de nos représentations, se voit obligé de nier les conditions extérieures, quelles qu'elles soient, de nier, par conséquent, l'existence d'autres individus, en n'admettant que l'existence de son "moi", ce qui est absurde et contredit radicalement les principes de la science.

Sans aucun doute, les conditions extérieures existent réellement ; ces conditions ont existé avant nous, elles existeront après nous ; leur perception et leur connaissance seront d'autant plus faciles qu'elles agiront avec plus de fréquence et de vigueur sur notre conscience.

Quant à savoir comment surgissent, à l'heure actuelle, dans notre tête, les différentes idées et représentations, nous devons remarquer qu'ici se renouvelle en raccourci ce qui se produit dans l'histoire de la nature et de la société. Ici également, l'objet situé en dehors de nous est antérieur à la représentation que nous nous en faisons ; ici également, notre représentation, la forme, retarde sur l'objet, sur son contenu. Si je regarde et vois un arbre, cela signifie simplement que, bien avant que la représentation de l'arbre ait surgi dans ma tête, existait l'arbre lui-même, qui a fait naître en moi une représentation correspondante...

Tel est, en résumé, le contenu de la théorie matérialiste de Marx.

On conçoit aisément l'importance de la théorie matérialiste pour l'activité pratique des hommes.

Si les conditions économiques changent d'abord, et ensuite, de façon correspondante, la conscience des hommes, il est évident que nous devons rechercher la justification de tel ou

tel idéal, non dans le cerveau des hommes ni dans leur imagination, mais dans le développement de leurs conditions économiques. N'est bon et acceptable que l'idéal qui s'est formé sur la base d'une étude des conditions économiques. Ne sont bons à rien ni acceptables tous les idéals qui ne tiennent pas compte des conditions économiques et qui ne s'appuient pas sur leur développement.

Telle est la première conclusion pratique de la théorie matérialiste.

Si la conscience des hommes, leurs moeurs et leurs coutumes sont déterminées par des conditions extérieures ; si le caractère défectueux des formes juridiques et politiques est conditionné par le contenu économique, il est évident que nous devons travailler à une refonte radicale des rapports économiques pour que changent radicalement les moeurs et les coutumes du peuple, ainsi que son régime politique.

Voici ce que Karl Marx dit à ce propos :

Il n'est pas besoin d'une grande sagacité pour découvrir que le matérialisme... se rattache... au socialisme. Si l'homme tire toute connaissance, sensation, etc..., du monde sensible... ce qui importe donc, c'est d'organiser le monde empirique de telle façon qu'il y fasse l'expérience et y prenne l'habitude de ce qui est véritablement humain, qu'il s'éprouve en qualité d'homme... Si l'homme est non libre au sens matérialiste du mot, c'est-à-dire s'il est libre non par la force négative d'éviter ceci ou cela, mais par la force positive de faire valoir sa vraie individualité, il ne faut pas châtier le crime dans l'individu, mais détruire les foyers antisociaux du crime... Si l'homme est formé par les circonstances, il faut former les circonstances humainement. (Voir Ludwig Feuerbach, annexe : "K. Marx sur le matérialisme français du XVIIIe siècle")[xiii].

Telle est la seconde conclusion pratique de la théorie matérialiste.

Quel est le point de vue des anarchistes sur la théorie matérialiste ? de Marx et d'Engels ?

Si la méthode dialectique remonte à Hegel, la théorie matérialiste développe plus avant la matérialisme de Feuerbach. Les anarchistes le savent fort bien, et ils s'attachent à exploiter les défauts de Hegel et de Feuerbach pour dénigrer le matérialisme dialectique de Marx et d'Engels. En ce qui concerne Hegel et la méthode dialectique, nous avons déjà indiqué que ces subterfuges des anarchistes ne peuvent rien prouver, sino leur propre ignorance. Il faut en dire autant de leurs attaques contre Feuerbach et la théorie matérialiste.
Par exemple, les anarchistes affirment avec un grand aplomb que "Feuerbach était un panthéiste" ; qu'il a "divinisé l'homme" (voir le Nobati, n°7 : D. Delendi) ; que, "selon Feuerbach, l'homme est ce qu'il mange..." ; que Marx aurait tiré de là cette conclusion : "Donc, le principal, le primordial, c'est la situation économique..." (Voir le Nobati, n°6 : Ch. G.)

Le fait est que personne ne conteste le panthéisme de Feuerbach, ni sa déification de l'homme, ni d'autres erreurs analogues. Au contraire, Marx et Engels ont, les premiers, révélé les erreurs de Feuerbach. Néanmoins les anarchistes estiment nécessaire de "dénoncer" une fois de plus les erreurs déjà dénoncées. Pourquoi ? Probablement parce que

en s'en prenant à Feuerbach, ils veulent indirectement dénigrer la théorie matérialiste de Marx et d'Engels. Sans doute, si nous considérons les choses sans parti pris, nous trouverons certainement que chez Feuerbach, à côté de pensées fausses, il y en avait de justes, comme ce fut le cas au cours de l'histoire, pour maints autres savants. Mais les anarchistes n'en continuent pas moins de "dénoncer"...

Nous déclarons, une fois encore, qu'avec de pareils subterfuges, ils ne prouveront rien, sinon leur propre ignorance.

Chose intéressante, les anarchistes (comme nous le verrons plus loin) se sont avisés de critiquer la théorie matérialiste par ouï-dire, sans la connaître le moins du monde. Ce qui fait qu'ils se contredisent souvent l'un l'autre et se démentent mutuellement, et cela, bien entendu, met nos "critiques" dans une situation ridicule. Au dire de M. Tcherkézichvili, par exemple, Marx et Engels auraient détesté la matérialisme moniste ; leur matérialisme aurait été vulgaire, et non moniste :

La grande science des naturalistes, avec son système évolutionniste, son transformisme et son matérialisme moniste, qu'Engels déteste si violemment... évitait la dialectique, etc... (Voir le Nobati, n°4 : V. Tcherkézichvili).

Il s'ensuit que le matérialisme des sciences naturelles approuvé par Tcherkézichvili et que "détestait" Engels, était un matérialisme moniste : par conséquent, il mérite d'être approuvé ; tandis que le matérialisme de Marx et d'Engels n'est pas moniste : dés lors, il ne mérite pas d'être reconnu.

Un autre anarchiste déclare, lui, que le matérialisme de Marx et d'Engels est moniste, et c'est pourquoi il mérite d'être rejeté.

La conception historique de Marx est un atavisme hérité de Hegel. D'une façon générale, le matérialisme moniste d'un objectivisme absolu et, en particulier, le monisme économique de Marx sont impossibles dans la nature et erronés en théorie... Le matérialisme moniste est un dualisme mal déguisé et un compromis entre la métaphysique et la science... (Voir le Nobati, n°6 : Ch. G.)

Il s'ensuit que le matérialisme moniste est inacceptable, que Marx et Engels ne le détestent pas et que, au contraire, ils sont eux-mêmes des matérialistes monistes : il faut donc rejeter le matérialisme moniste.

L'un tire à hue et l'autre à dia ! Allez donc savoir lequel, du premier ou du second, dit la vérité! L'accord ne s'est pas encore fait entre eux quant aux qualités ou aux défauts du matérialisme de Marx ; ils n'ont pas encore compris eux-mêmes s'il est ou non un matérialisme moniste ; ils n'ont pas encore élucidé la question de savoir ce qui est le plus acceptable : le matérialisme vulgaire ou le matérialisme moniste, — mais déjà ils nous assourdissent de leur rodomontades : Vous voyez, nous avons terrassé le marxisme !

Oui, oui, si messieurs les anarchistes continuent avec ce zèle à démolir réciproquement leurs conceptions, l'avenir, n'en doutons pas, leur appartiendra...

Non moins risible est le fait que certains anarchistes "de renom", en dépit de leur "renommée", ne connaissent pas encore les divers courants qui se sont faits jour dans la science. Ils ignorent, figurez-vous, qu'il existe dans la science plusieurs variétés de matérialisme, avec de grandes différences entre elles : il y a, par exemple, un matérialisme vulgaire, qui nie le rôle du côté idéal et son action sur le côté matériel ; mais il y a aussi le matérialisme dit moniste, — la théorie matérialiste de Marx, — qui analyse scientifiquement les rapports réciproques entre le côté idéal et le côté matériel. Or, les anarchistes confondent ces différentes variétés de matérialisme, ils n'aperçoivent même pas les distinctions manifestes qui existent entre elles et déclarent du même coup avec le plus grand aplomb : nous régénérons la science !

Ainsi, par exemple, P. Kropotkine proclame avec beaucoup d'assurance, dans ses écrits "philosophiques", que l'anarchisme communiste s'appuie sur la "philosophie matérialiste moderne" ; cependant, il ne dit pas un mot pour expliquer sur quelle "philosophie matérialiste" s'appuie l'anarchisme communiste : sur le matérialisme vulgaire, moniste ou quelque autre. Il ne sait sans doute pas qu'il existe, entre les courants du matérialisme, une contradiction fondamentale, il ne comprend pas que confondre ces courants l'un avec l'autre, ce n'est pas "régénérer la science", mais faire preuve d'une ignorance pure et simple. (Voir Kropotkine : Science et anarchisme, et aussi l'Anarchie et sa philosophie).

Il faut en dire autant des disciples géorgiens de Kropotkine. Ecoutez :

D'après Engels, et aussi d'après Kautsky, Marx a rendu à l'humanité un éminent service en ce qu'il a..., [entre autres, découvert] la conception matérialiste. Est-ce vrai ? Nous ne le pensons pas, car nous savons... que tous les historiens, savants et philosophes qui s'en tiennent au point de vue suivant lequel le mécanisme social est mis en mouvement par des conditions géographiques, climato-telluriennes, cosmiques, anthropologiques et biologiques, sont tous des matérialistes. (Voir le Nobati, n°2).

Il s'ensuit qu'entre le "matérialisme" d'Aristote et celui de Holbach, ou entre le "matérialisme" de Marx et celui de Moleschott, il n'y a aucune différence ! Belle critique ! Et c'est avec ce bagage de connaissances que ces gens se proposent de rénover la science ! On n'a pas tort de dire : "Cordonnier, pas plus haut que la chaussure !..."

Poursuivons. Nos anarchistes "de renom" ont entendu dire que le matérialisme de Marx était une "théorie du ventre" et ils nous le reprochent, à nous, marxistes :

Suivant Feuerbach, l'homme est ce qu'il mange. Cette formule a produit une effet magique sur Marx ou Engels, [ce qui a fait conclure à Marx que] le principal, le primordial, c'est la situation économique, les rapports de production...

A la suite de quoi, les anarchistes nous font philosophiquement la leçon :

Dire que l'unique moyen pour atteindre ce but [la vie sociale] est le manger et la production économique, serait une erreur... Si, comme le soutient le monisme, c'était surtout le manger

et la situation économique qui déterminaient l'idéologie, certains goinfres seraient des génies. (Voir le Nobati, n°6 : Ch. G.)

Qu'il est donc aisé de réfuter la matérialisme de Marx et d'Engels ! Il suffit d'entendre de la bouche de quelque demoiselle de pensionnat des commérages de rue à l'adresse de Marx et d'Engels ; il suffit de répéter ces commérages de rue avec un aplomb philosophique dans les colonnes d'un Nobati quelconque pour mériter d'emblée le renom de "critique" du marxisme !

Mais dites nous, messieurs, où est quand, sur quelle planète, par quel Marx a-t-il été dit que "le manger détermine l'idéologie" ? Pourquoi ne citez-vous pas une seule phrase ni un seul mot des écrits de Marx pour appuyer vos dires ? Marx a dit, il est vrai, que la situation économique des hommes détermine leur conscience, leur idéologie. Mais qui vous a dit que le et la situation économique sont la même chose ? Ignorez-vous vraiment que ce phénomène physiologique qu'est, par exemple, le manger, se distingue foncièrement de ce phénomène sociologique qu'est, par exemple, la situation économique des hommes ? Confondre ces deux phénomènes différents serait pardonnable, disons, de la part de quelque demoiselle de pensionnat, mais comment a-t-il pu se faire que vous, les "tombeurs de la social-démocratie", les "régénérateurs de la science", vous repreniez si étourdiment l'erreur des demoiselles de pensionnat ?

Et d'ailleurs, comment le manger peut-il déterminer l'idéologie sociale ? Allons, réfléchissez bien à ce que vous dites : le manger, la forme du manger ne changent pas. Autrefois aussi les hommes mangeaient, mastiquaient et digéraient leur nourriture tout comme aujourd'hui, tandis que l'idéologie change constamment. Antique, féodale, bourgeoise, prolétarienne, ce sont bien là les formes qu'affecte l'idéologie. Est-il concevable que ce qui ne change pas détermine ce qui change constamment ?

Poursuivons. Selon les anarchistes, le matérialisme de Marx, "c'est toujours du parallélisme..." Ou encore :

Le matérialisme moniste est un dualisme mal déguisé et un compromis entre la métaphysique et la science... Marx tombe dans le dualisme parce qu'il représente les rapports de production comme une chose matérielle, et les aspirations humaines et la volonté comme une illusion et une utopie qui est sans importance, bien qu'elle existe. (Voir le Nobati, n°6 : Ch. G.)

D'abord, le matérialisme moniste de Marx n'a rien de commun avec l'absurde parallélisme. Du point de vue de ce matérialisme, le côté matériel, le contenu, précède nécessairement le côté idéal, la forme. Le parallélisme, lui, rejette cette façon de voir et déclare péremptoirement que ni le côté matériel, ni le côté idéal ne se précèdent l'un l'autre, que tous deux se développent ensemble, parallèlement.

En second lieu, même si effectivement

Marx représentait les rapports de production comme une chose matérielle, et les aspirations humaines et la volonté comme une illusion et une utopie sans importance,

cela signifierait-il que Marx est un dualiste ? Le dualiste, on le sait, attribue une égale importance au côté idéal et au côté matériel, conçus comme deux principes opposés. Mais si, d'après vous, Marx place plus haut le côté matériel et, au contraire, n'accorde pas d'importance au côté idéal en tant qu' "utopie", où avez-vous été chercher, messieurs les "critiques", le dualisme de Marx ?

Troisièmement, quel lien peut-il y avoir entre le monisme matérialiste et le dualisme, quand un enfant même sait que le monisme part d'un seul principe, — de la nature ou de l'être, ayant une forme matérielle et une forme idéale, — tandis que le dualisme part de deux principes, matériel et idéal, qui, conformément au dualisme, se nient l'un l'autre ?

Quatrièmement, quand donc Marx "a-t-il représenté les aspirations humaines comme une utopie et une illusion" ? Il est vrai que Marx a expliqué "les aspirations humaines et la volonté" par le développement économique, et lorsque les aspirations de certains rêveurs de cabinet ne correspondaient pas à la situation économique, il les qualifiait d'utopies. Est-ce à dire que, selon Marx, les aspirations humaines en général sont utopiques ? Cela aussi a-t-il vraiment besoin d'être expliqué ? N'auriez-vous pas lu les paroles de Marx :

L'humanité ne se pose jamais que des problèmes qu'elle peut résoudre. (Voir la Préface à la Contribution à la critique de l'économie politique)[xiv]

c'est-à-dire que l'humanité, en thèse générale, ne se propose pas de buts utopiques. Il est clair que notre "critique" ou bien ne comprend pas ce dont il parle, ou bien dénature sciemment les faits.

Cinquièmement, qui vous a dit que, selon Marx et Engels, "les aspirations humaines et la volonté sont sans importance" ? Pourquoi n'indiquez-vous pas où ils parlent de cela ? Est-ce que dans le 18 Brumaire de Louis Bonaparte, dans les Luttes de classe en France, dans la Guerre civile en France et dans d'autres brochures, Marx ne parle pas du rôle "des aspirations et de la volonté" ? Alors pourquoi Marx s'est-il attaché à développer dans le sens socialiste "la volonté et les aspirations" des prolétaires, pourquoi a-t-il fait de la propagande parmi eux, s'il n'accordait pas d'importance "aux aspirations et à la volonté" ? Et encore, de quoi parle Engels dans ses articles bien connus de 1891-1894, sinon de "l'importance de la volonté et des aspirations" ? Il est vrai que, suivant Marx, "la volonté et les aspirations" des hommes puisent leur contenu dans les conditions économiques. Est-ce à dire, cependant, qu'elles-mêmes n'exercent aucune influence sur le développement des rapports économiques ? Les anarchistes ont-ils vraiment tant de peine à comprendre cette idée pourtant si simple ?

Encore une "accusation" de messieurs les anarchistes : "On ne peut se représenter la forme sans le contenu..." : aussi ne peut-on dire que "la forme suit le contenu [retarde sur le contenu. K.[xv]]... ils 'coexistent'... Dans le cas contraire, le monisme est une absurdité." (Voir le Nobati, n°1 : Ch. G.)

Voilà encore notre "savant" qui s'embrouille un peu. Que le contenu soit inconcevable sans la forme, c'est juste. Mais il n'en est pas moins juste que la forme existante ne correspond

jamais entièrement au contenu existant : la première retarde sur le second ; le contenu nouveau revêt toujours, dans une certaine mesure, la forme ancienne, ce qui fait qu'entre la forme ancienne et le contenu nouveau il y a toujours conflit. C'est sur ce terrain qu'ont lieu les révolutions, et c'est là qu'apparaît, entre autres, l'esprit révolutionnaire du matérialisme de Marx. Les anarchistes "de renom", eux, ne l'ont pas compris, et la faute, bien entendu, en incombe à eux-mêmes, et non à la théorie matérialiste.

Tel est le point de vue des anarchistes sur la théorie matérialiste de Marx et d'Engels, si tant est que l'on peut appeler cela un point de vue.

III
LE SOCIALISME PROLETARIEN

Nous connaissons maintenant la doctrine de Marx : nous connaissons sa méthode, nous connaissons aussi sa théorie.

Quelles sont les conclusions pratiques à tirer de cette doctrine ?

Quel lien existe entre le matérialisme dialectique et le socialisme prolétarien ?

La méthode dialectique affirme que seule peut être progressiste jusqu'au bout, que seul peut briser le joug de l'esclavage la classe qui grandit de jour en jour, qui va toujours de l'avant et lutte inlassablement pour un avenir meilleur. Nous voyons que la seule classe qui se développe constamment, qui va toujours de l'avant et lutte pour l'avenir, c'est le prolétariat des villes et des campagnes. Nous devons donc servir le prolétariat et fonder sur lui nos espoirs.

Telle est la première conclusion pratique à tirer de la doctrine de Marx.

Mis il y a servir et servir. Bernstein, lui aussi, "sert" le prolétariat quand il lui prêche l'oubli du socialisme. Kropotkine, lui aussi, "sert" le prolétariat quand il lui offre un "socialisme" communautaire éparpillé, privé d'une large base industrielle. Karl Marx, lui aussi, sert le prolétariat quand il l'appelle au socialisme prolétarien qui s'appuie sur la large base de l'industrie moderne.

Que devons-nous faire pour que notre travail profite au prolétariat ?

Comment devons-nous servir le prolétariat ?

La théorie matérialiste affirme que tel ou tel idéal ne peut être vraiment utile au prolétariat que si cet idéal n'est pas contraire au développement économique du pays, que s'il répond en tout point aux exigences de ce développement. Le développement économique du régime capitaliste montre que la production moderne prend un caractère social et que le caractère social de la production nie radicalement la propriété capitaliste existante. Par conséquent, notre tâche principale est de contribuer à abolir la propriété capitaliste et à instaurer la propriété socialiste. Cela signifie que la théorie de Bernstein, qui prêche l'oubli

du socialisme, contredit foncièrement les exigences du développement économique; elle sera préjudiciable au prolétariat.

Le développement économique du régime capitaliste montre ensuite que la production moderne s'étend chaque jour davantage, qu'elle ne tient plus dans le cadre de villes ou de provinces isolées ; qu'elle fait sauter sans cesse ce cadre et s'étend au territoire de l'Etat tout entier. Par conséquent, il nous faut applaudir à l'élargissement de la production et admettre pour base du socialisme futur, non point des villes et des communes isolées, mais le territoire un et indivisible de l'Etat tout entier, territoire qui, dans l'avenir, bien entendu, s'étendra de plus en plus. Cela signifie que la théorie de Kropotkine, qui confine le socialisme futur dans le cadre de villes ou de communes isolées, va à l'encontre d'une extension vigoureuse de la production ; elle sera préjudiciable au prolétariat.

Lutter pour une large vie socialiste, en tant qu'objectif principal, voilà comment nous devons servir le prolétariat.

Telle est la seconde conclusion pratique à tirer de la doctrine de Marx.

Il est clair que le socialisme prolétarien découle directement du matérialisme dialectique.

Qu'est-ce que le socialisme prolétarien ?

Le régime actuel est capitaliste. Cela veut dire que le monde est divisé en deux camps opposés, celui d'une petite poignée de capitalistes et celui de la majorité : les prolétaires. Ces derniers travaillent jour et nuit, mais ils n'en restent pas moins pauvres. Les capitalistes ne travaillent pas, mais ils n'en sont pas moins riches. Cela ne vient pas de ce que les prolétaires manqueraient d'intelligence, tandis que les capitalistes auraient du génie : c'est parce que les capitalistes s'approprient le fruit du travail des prolétaires, parce que les capitalistes exploitent les prolétaires.

Pourquoi sont-ce les capitalistes qui s'approprient le fruit du travail des prolétaires et non pas les prolétaires eux-mêmes ? Pourquoi les capitalistes exploitent-ils les prolétaires et on inversement ?

Parce que le capitalisme repose sur la production marchande : tout prend ici la forme d'une marchandise, partout règne le principe de l'achat et de la vente. Vous pouvez acheter non seulement les objets de consommation, les aliments, mais aussi la force de travail des hommes, leur sang, leur conscience. Les capitalistes savent tout cela, et ils achètent la force de travail des prolétaires, ils les embauchent. Cela signifie qu'ils deviennent les maîtres de la force de travail qu'ils achètent. Les prolétaires, eux, perdent tout droit sur la force de travail qu'ils ont vendue. C'est-à-dire que le produit de cette force de travail n'appartient plus aux prolétaires, mais uniquement aux capitalistes, qui empochent ce produit. Il se peut que la force de travail que vous avez vendue produise pour cent roubles de marchandises par jour, cela ne vous regarde pas et ne vous appartient pas ; cela regarde uniquement les capitalistes et leur appartient ; vous n'avez à toucher que votre salaire journalier, qui suffira peut-être à satisfaire vos besoins immédiats, si, bien entendu, vous menez une vie économe. Bref, les capitalistes achètent la force de travail des prolétaires, ils les embauchent, et c'est pourquoi

ils s'approprient le fruit du travail des prolétaires, c'est pourquoi ce sont eux qui exploitent les prolétaires ; et non inversement.

Mais pourquoi sont-ce les capitalistes, précisément, qui achètent la force de travail des prolétaires ? Pourquoi les capitalistes embauchent-ils les prolétaires, et non inversement ?

Parce que le principe fondamental du régime capitaliste est la propriété privée des instruments et moyens de production. Parce que les fabriques, les usines, la terre et le sous-sol, les chemins de fer, les machines et les autres moyens de production sont devenus la propriété privée d'une petite poignée de capitalistes. Parce que les prolétaires sont privés de tout cela. Voilà pourquoi les capitalistes embauchent les prolétaires pour mettre en marche fabriques et usines, sinon ils ne tireraient aucun profit de leurs instruments et moyens de production. Voilà pourquoi les prolétaires vendent leur force de travail aux capitalistes, car autrement, ils mourraient de faim.

Tous ces faits mettent en lumière le caractère général de la production capitaliste. D'abord, il va de soi que la production capitaliste ne peut être quelque chose d'uni et d'organisé : elle est tout entière morcelée en entreprises privées de tels ou tels capitalistes. En second lieu, il n'est pas moins évident que le but immédiat de cette production morcelée n'est point de satisfaire les besoins de la population, mais de produire des marchandises destinées à la vente en vue d'augmenter les profits des capitalistes. Mais comme tout capitaliste cherche à augmenter ses profits, chacun d'eux s'applique à produire le plus de marchandises possible, ce qui fait que le marché est bien vite saturé, que les prix des marchandises baissent, — et c'est la crise générale qui survient.

Ainsi, les crises, le chômage, les arrêts de la production, l'anarchie de la production, etc... sont le résultat direct du caractère inorganisé de la production capitaliste moderne.

Et si ce régime social inorganisé n'est pas encore détruit pour le moment, s'il résiste encore vigoureusement aux attaques du prolétariat, cela s'explique avant tout par le fait qu'il est défendu par l'Etat capitaliste, par le gouvernement capitaliste.

Tel est le fondement de la société capitaliste.

*
* *

Il ne fait pas de doute que la société future reposera sur une tout autre base.

La société future sera une société socialiste. Cela veut dire avant tout qu'il n'y aura point de classes : il n'y aura ni capitalistes ni prolétaires, et, par suite, pas d'exploitation. Il n'y aura là que des travailleurs unis dans un labeur collectif.

La société future sera une société socialiste. Cela veut dire aussi qu'avec l'exploitation seront supprimés la production marchande, la vente et l'achat. Il n'y aura dons point de place pour les acheteurs et les vendeurs de la force de travail, pour les employeurs et les salariés. Il n'y aura que des travailleurs libres.

La société future sera une société socialiste. Cela veut dire, enfin, qu'avec le travail salarié sera abolie toute propriété privée des instruments et moyens de production ; il n'y aura là ni prolétaires pauvres, ni riches capitalistes, — il n'y aura que des travailleurs possédant en commun toute la terre et le sous-sol, toutes les forêts, toutes les fabriques et usines, tous les chemins de fer, etc...

Comme on le voit, le but principal de la production future consistera à satisfaire directement les besoins de la société, et non à produire des marchandises destinées à la vente en vue d'augmenter les profits des capitalistes. Il n'y aura pas de place pour la production marchande, de lutte pour les profits, etc...

Il est évident aussi que la production future sera organisée sur le mode socialiste : ce sera une production hautement développée qui tiendra compte des besoins de la société et produira exactement la quantité nécessaire à la société. Il n'y aura point de place pour une production éparpillée, ni pour la concurrence, ni pour les crises, ni pour le chômage.

Là où les classes n'existent pas, là où il n'y a ni riches ni pauvres, l'Etat devient inutile, et inutile le pouvoir politique qui opprime les pauvres et défend les riches. Par conséquent, la société capitaliste n'aura pas besoin de maintenir le pouvoir politique.

Voilà pourquoi Karl Marx disait dés 1846 :

La classe laborieuse substituera, dans le cours de son développement, à l'ancienne société civile une association qui exclura les classes et leur antagonisme et il n'y aura plus de pouvoir politique proprement dit... (Voir Misère de la philosophie)[xvi].

Voilà pourquoi Engels disait en 1884 :

Ainsi l'Etat n'a pas existé de tout temps. Il y a eu des sociétés qui s'en sont passé, qui n'avaient pas la moindre idée de l'Etat ni d'un pouvoir d'Etat. A un certain degré du développement économique, impliquant nécessairement la division de la sociétés en classes, l'Etat est devenu... une nécessité, mais devient un obstacle direct à la production. Les classes disparaîtront aussi inéluctablement qu'elles sont apparues. Avec la disparition des classes disparaîtra inéluctablement l'Etat. La société qui réorganisera la production sur la base de l'association libre et égale des producteurs, renverra la machine d'Etat à la place qui lui revient : au musée des antiquités, à côté du rouet et de la hache de bronze. (Voir L'Origine de la famille et de la propriété privée et de l'Etat)[xvii].

D'autre part , il va de soi que pour administrer les affaires publiques, à côté des bureaux locaux où seront concentrés les divers renseignements, la société socialiste aura besoin d'un bureau central de statistique, qui sera chargé de s'informer des besoins de toute la société pour répartir ensuite, d'une façon adéquate, les divers emplois entre les travailleurs. Il faudra aussi convoquer des conférences et surtout des congrès, dont les décisions seront, jusqu'au congrès suivant, absolument obligatoires pour les camarades mis en minorité.

Il est évident enfin que, dans la future société socialiste, le travail libre et fraternel devra entraîner à sa suite une satisfaction non moins fraternelle et complète de tous les besoins. Cela signifie que si la société future demande à chacun de ses membres juste autant qu'il peut en fournir, la société, à son tour, sera tenue de délivrer à chacun la quantité de produits dont il aura besoin. De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins ! telle est la base sur laquelle doit être créé le futur régime collectiviste. Certes, au premier stade du socialisme, quand des éléments non encore habitués au travail se plieront à la vie nouvelle, que les forces productives, elles non plus, ne seront pas suffisamment développées et qu'il existera encore un travail "dur" et un travail "facile", l'application du principe "à chacun selon ses besoins" sera sans doute très difficile : aussi la société sera-t-elle obligée de prendre momentanément une autre voie, une voie moyenne. Mais il est également certain que lorsque la société future aura creusé son lit et que les survivances du capitalisme auront été extirpées, le seul principe répondant à la société socialiste sera le principe mentionné plus haut.

Ainsi Marx disait en 1875 :

Dans une phase supérieure de la société communiste [c'est-à-dire de la société socialiste], quand auront disparu l'asservissante subordination des individus à la division du travail, et, avec elle, l'opposition entre le travail intellectuel et le travail manuel ; quand le travail ne sera pas seulement un moyen de vivre, mais deviendra lui-même le premier besoin vital ; quand, avec le développement multiple des individus, les forces productives se seront accrues, elles aussi, ...alors seulement l'horizon borné du droit bourgeois pourra être définitivement dépassé et la société pourra inscrire sur ses drapeaux : "De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins". (Voir Critique du programme de Gotha)[xviii].

Tel est, dans ses grandes lignes, la tableau de la future société socialiste d'après la théorie de Marx.

Fort bien. Mais la réalisation du socialisme est-elle concevable ? Peut-on supposer que l'homme saura se défaire de ses "habitudes de sauvage" ?

Ou encore : si chacun doit recevoir selon ses besoins, peut-on supposer que le niveau des forces productives de la société socialiste sera suffisant pour le permettre ?

La société socialiste suppose des forces productives suffisamment développées et une conscience socialiste, une éducation socialiste des hommes. Ce qui entrave le développement des forces productives actuelles, c'est la propriété capitaliste existante. Mais si l'on tient compte que dans la société future cette propriété n'existera pas, il est clair que les forces productives décupleront. Il ne faut pas oublier non plus que, dans la société future, les centaines de milliers de parasites actuels ainsi que les chômeurs, s'attelleront à la besogne et viendront grossir les rangs des travailleurs, ce qui contribuera sensiblement au développement des forces productives. En ce qui concerne les conceptions et les sentiments "sauvages" des hommes, ils ne sont pas aussi éternels que d'aucuns le supposent : il fut un temps, celui du communisme primitif, où l'individu ne reconnaissait pas la propriété privée ; puis vint le temps de la production individuelle, où la propriété privée s'empara des sentiments et de l'esprit des hommes ; et voici venir un temps nouveau, celui de la

production socialiste, — faudra-t-il donc s'étonner si les sentiments et l'esprit des hommes se pénètrent de tendances socialistes ? Est-ce que l'être ne détermine pas les "sentiments" et les conceptions des gens ?

Mais où sont les preuves que le régime socialiste sera inévitablement instauré ? Le socialisme suivra-t-il inévitablement le développement du capitalisme d'aujourd'hui ? Autrement dit : d'où tenons-nous que le socialisme prolétarien de Marx est autre chose q'un doux rêve, une fantaisie ? Quelles preuves scientifiques possédons-nous ?

L'histoire montre que la forme de propriété dépend directement de la forme de production, ce qui fait qu'avec le changement de la forme de production, tôt ou tard, la forme de la propriété change inévitablement. Il fut un temps où la propriété avait un caractère communiste, où les forêts et les champs, dans lesquels erraient les hommes primitifs, appartenaient à tout le monde, et non à des particuliers. Pourquoi la propriété communiste existait-elle alors ? Parce que la production était communiste, le travail se faisait en commun, collectivement : on travaillait tous ensemble et l'on ne pouvait se passer l'un de l'autre. Un autre temps est venu, celui de la production petite-bourgeoise, où la propriété a pris un caractère individualiste (privé) et où tout ce qui est nécessaire à l'homme (à l'exception, bien entendu, de l'air, de la lumière du soleil etc...) a été reconnu propriété privée. Pourquoi ce changement s'est-il produit? Parce que la production était devenue individualiste, chacun s'est mis à travailler pour son propre compte, blotti dans son coin. Enfin vient le temps de la grande production capitaliste, où des centaines et des milliers d'ouvriers se réunissent sous le même toit, dans une même fabrique, et accomplissent le travail en commun. Ici, on ne voit plus de travail isolé, à l'ancienne mode, comme au temps où chacun tirait de son côté. Ici, chaque ouvrier et tous les ouvriers de chaque atelier sont étroitement liés par le travail aux camarades de leur atelier et à ceux des autres ateliers. Il suffit qu'un atelier quelconque s'arrête pour que les ouvriers de toute la fabrique restent sans travail. Comme on le voit, le processus de production, le travail, a déjà pris un caractère social, il a acquis un aspect socialiste. Il en est ainsi non seulement dans chaque fabrique, mais encore dans des secteurs entiers et entre les secteurs divers de la production : il suffit que les ouvriers des chemins de fer se mettent en grève pour que la production se trouve dans une situation difficile ; il suffit que la production du pétrole ou du charbon s'arrête pour que, peu de temps après, des fabriques et des usines entières ferment leurs portes. Il est clair qu'ici le processus de production a pris un caractère social, collectiviste. Et comme le caractère privé de l'appropriation ne correspond plus au caractère social de la production, comme le travail collectif d'aujourd'hui doit nécessairement amener la propriété collective, il va de soi que le régime socialiste succèdera au capitalisme aussi inévitablement que le jour succède à la nuit.

C'est ainsi que l'histoire justifie l'inéluctabilité du socialisme prolétarien de Marx.

*
* *

L'histoire nous apprend que la classe ou le groupe social qui joue le rôle principal dans la production sociale et en détient les principales fonctions, doit, avec le temps devenir inévitablement le maître de cette production. Il fut un temps, celui du matriarcat, où les

femmes étaient maîtresses de la production. Comment l'expliquer ? C'est que, dans la production de ce temps-là, dans l'agriculture primitive, les femmes jouaient le rôle principal, elles exerçaient les fonctions principales, alors que les hommes erraient dans les forêts en quête de gibier. Puis vint le temps du patriarcat, où les hommes occupèrent la situation prédominante dans la production. Pourquoi ce changement est-il survenu ? Parce que, dans la production d'alors, dans l'économie fondée sur l'élevage, où les principaux instruments de production étaient le javelot, le lasso, l'arc et la flèche, le rôle principal revenait aux hommes... Vient le temps de la grande production capitaliste, où les prolétaires commencent à tenir le rôle principal dans la production ; où toutes les fonctions principales dans le domaine passent entre leurs mains ; où sans eux la production ne peut exister un seul jour (rappelons-nous les grèves générales) ; où les capitalistes, loin d'être nécessaires à la production, deviennent pour elle un obstacle. Qu'est-ce que cela signifie ? Cela signifie ou bien que toute la vie sociale sera entièrement détruite, ou bien que le prolétariat doit, tôt ou tard, mais inévitablement, devenir le maître de la production moderne, son seul propriétaire, son propriétaire socialiste.

Les crises industrielles d'aujourd'hui, qui sonnent le glas de la propriété capitaliste et posent de front la question : ou bien le capitalisme, ou bien le socialisme, rendent cette conclusion parfaitement évidente, elles font nettement apparaître le parasitisme des capitalistes et le triomphe inévitable du socialisme.

Voilà comment l'histoire justifie encore l'inéluctabilité du socialisme prolétarien de Marx.

Ce n'est point sur du sentimentalisme, ni sur une notion abstraite de "justice", ni sur l'amour du prolétariat, mais sur les principes scientifiques rappelés plus haut que repose le socialisme prolétarien.

Voilà pourquoi le socialisme prolétarien est aussi appelé "socialisme scientifique".

Dés 1877, Engels disait :

Si, pour croire au bouleversement en marche du mode actuel de répartition des produits du travail..., nous n'avions pas de certitude meilleure que la conscience de l'injustice de ce mode de répartition et la conviction de la victoire finale du droit, nous serions bien mal en point et nous pourrions attendre longtemps.

L'essentiel, ici, c'est que

... les forces productives engendrées par le mode de production capitaliste moderne ainsi que le système de répartition des biens qu'il a créé, sont entrées en contradiction flagrante avec ce mode de production lui-même, au point de rendre nécessaire un bouleversement du mode de production et de répartition éliminant toutes les différences de classe, si l'on ne veut pas voir périr toute la société moderne. C'est sur ce fait matériel palpable..., et non dans les idées de tel ou tel théoricien en chambre sur le juste et l'injuste, que se fonde la certitude de la victoire du socialisme moderne. (Voir Anti-Dühring)[xix].

Cela ne signifie certes pas que, dés l'instant où le capitalisme se décompose, on peut instaurer le régime socialiste à tout moment, quand bon nous semblera. Ainsi pensent seulement les anarchistes et autres idéologues petits-bourgeois. L'idéal socialiste n'est pas l'idéal de toutes les classes. C'est l'idéal du prolétariat seulement, et toutes les classes ne sont pas directement intéressées à sa réalisation, mais seulement le prolétariat. Par conséquent, tant que le prolétariat ne forme qu'une faible partie de la société, l'instauration du régime socialiste est impossible. La ruine de l'ancienne forme de production, l'élargissement toujours croissant de la production capitaliste et la prolétarisation de la majorité de la société, telles sont les conditions nécessaires à la réalisation du socialisme. Mais cela ne suffit pas encore. La majeure partie de la société peut-être déjà prolétarisée, sans que toutefois le socialisme se réalise. Car pour réaliser le socialisme, il faut, en outre, que le prolétariat ait une conscience de classe, qu'il se soit rassemblé et qu'il sache prendre en main sa propre cause. Pour arriver à tout cela, il faut ce qu'on appelle la liberté politique, c'est-à-dire la liberté de parole, de la presse, des grèves et des associations, en un mot la liberté de la lutte de classe. Or, la liberté politique n'est pas assurée partout de façon égale. Aussi, les conditions dans lesquelles le prolétariat aura à soutenir sa lutte ne lui sont-elles pas indifférentes : autocratie féodale (Russie), monarchie constitutionnelle (Allemagne), république de grande bourgeoisie (France) ou république démocratique (que réclame la social-démocratie de Russie). La liberté politique est assurée de la façon la meilleure et la plus complète dans une république démocratique, naturellement dans la mesure où elle peut l'être en régime capitaliste. Aussi, tous les partisans du socialisme prolétarien travaillent-ils nécessairement à instaurer une république démocratique, qui est le meilleur "pont" pour passer au socialisme.
Voilà pourquoi le programme marxiste, dans les conditions actuelles, comporte deux parties : un programme maximum, qui s'assigne pour but le socialisme, et un programme minimum, qui se propose de frayer un chemin vers le socialisme par la république démocratique.

*
* *

Comment le prolétariat doit-il agir, dans quelle voie doit-il s'engager pour réaliser consciemment son programme, renverser le capitalisme et construire le socialisme ?

La réponse est claire : le prolétariat ne pourra arriver au socialisme en se réconciliant avec la bourgeoisie. Il doit absolument engager la lutte qui doit être une lutte de classe, la lutte de l'ensemble du prolétariat contre toute la bourgeoisie. Ou bien la bourgeoisie avec son capitalisme, ou bien le prolétariat avec son socialisme ! Voilà sur quelle base doit reposer l'action du prolétariat, sa lutte de classe.

Mais la lutte de classe du prolétariat affecte des formes variées. La lutte de classe, c'est, par exemple, la grève, — partielle ou générale, peu importe. La lutte de classe, c'est, sans aucun doute, le boycottage, le sabotage. La lutte de classe, ce sont encore les manifestations, les démonstrations, la participation aux institutions représentatives, etc..., qu'il s'agisse de parlements nationaux ou d'organes administratifs locaux. Ce sont là les différentes formes d'une seule et même lutte de classe. Nous n'allons pas examiner ici quelle forme de lutte a le plus d'importance pour le prolétariat dans sa lutte de classe. Notons seulement qu'en son temps et lieu, chacune d'elles est certainement nécessaire, comme moyen indispensable de

développer sa conscience et son organisation. Or, la conscience et l'organisation sont aussi nécessaires au prolétariat que l'air qu'il respire. Il convient cependant de remarquer aussi que toutes ces formes de lutte ne sont pour le prolétariat que des moyens préparatoires ; qu'aucune des ces formes, prise isolément, ne constitue un moyen décisif, par lequel le prolétariat serait en mesure d'abattre le capitalisme. Il est impossible d'abattre le capitalisme uniquement par la grève générale : celle-ci peut seulement préparer certaines conditions pour atteindre ce but. On ne conçoit pas que le prolétariat puisse renverser le capitalisme par sa seule participation au parlement : on ne peut à l'aide du parlementarisme que préparer certaines conditions pour renverser le capitalisme.

Quel est donc le moyen décisif par lequel le prolétariat renversera le régime capitaliste?

Ce moyen, c'est la révolution socialiste.

Grèves, boycottages, parlementarisme, manifestations, démonstrations, toutes ces formes de lutte sont bonnes en tant que moyens destinés à préparer et à organiser la prolétariat. Mais aucun de ces moyens n'est suffisant pour supprimer l'inégalité existante. Il faut que tous ces moyens soient réunis en un moyen principal et décisif ; il faut que le prolétariat se lève et lance une attaque décisive contre la bourgeoisie pour détruire le capitalisme de fond en comble. Ce moyen principal et décisif, c'est la révolution socialiste.

On ne saurait considérer la révolution socialiste comme une attaque par surprise et de brève durée. C'est une lutte de longue haleine, au cours de laquelle les masses prolétariennes triomphent de la bourgeoisie et s'emparent de ses positions. Et comme la victoire du prolétariat lui permettra en même temps d'instaurer sa domination sur la bourgeoisie vaincue ; comme, au moment de la collision des classes, la défaite de l'une signifiera la domination de l'autre, le premier stade de la révolution socialiste sera la domination politique du prolétariat sur la bourgeoisie.

La dictature socialiste du prolétariat, la prise du pouvoir par le prolétariat, voilà par quoi doit commencer la révolution socialiste.

Cela veut dire que, tant que la bourgeoisie n'est pas entièrement vaincue, tant que ses richesses n'auront pas été confisquées, le prolétariat devra absolument disposer d'une force militaire ; il devra absolument, comme ce fut le cas pour le prolétariat pendant la Commune, avoir sa propre "garde prolétarienne", à l'aide de laquelle il repoussera les attaques contre-révolutionnaires de la bourgeoisie agonisante.

La dictature socialiste du prolétariat lui est nécessaire pour qu'il puisse, par ce moyen, exproprier la bourgeoisie, lui confisquer la terre, les forêts, les fabriques et les usines, les machines, les chemins de fer, etc...

L'expropriation de la bourgeoisie, voilà ce que doit amener la révolution socialiste.

Tel est le moyen principal et décisif par lequel le prolétariat renversera le régime capitaliste d'aujourd'hui.

Aussi Karl Marx disait-il dés 1847 :

... La première étape dans la révolution ouvrière est la constitution du prolétariat en classe dominante... Le prolétariat se servira de sa suprématie politique pour arracher petit à petit tout le capital à la bourgeoisie, pour centraliser tous les instruments de production dans les mains... du prolétariat organisé en classe dominante... (Voir le Manifeste communiste)[xx].

Telle est la voie que doit suivre le prolétariat s'il veut réaliser le socialisme.

De ce principe général découlent toutes les autres conceptions tactiques. Les grèves, le boycottage, les démonstrations, le parlementarisme n'ont d'importance que dans la mesure où ils contribuent à organiser le prolétariat, à renforcer et à élargir ses organisations en vue d'accomplir la révolution socialiste.

*
* *

Ainsi, la révolution socialiste est nécessaire pour réaliser le socialisme ; et la révolution socialiste doit commencer par la dictature du prolétariat, c'est-à-dire que le prolétariat doit s'emparer du pouvoir politique et s'en servir pour exproprier la bourgeoisie.

Mais, pour tout cela, il faut que le prolétariat soit organisé, groupé, uni ; il faut que de fortes organisations prolétariennes soient créées et qu'elles grandissent sans discontinuer.

Quelles formes doivent prendre les organisations du prolétariat ?

Les organisations de masse les plus répandues sont les syndicats et les coopératives ouvrières (notamment les coopératives de production et de consommation). Le but des syndicats est de lutter (principalement) contre le capital industriel, afin d'améliorer le condition des ouvriers dans le cadre du capitalisme actuel. Le but des coopératives est de lutter (principalement) contre le capital commercial pour augmenter la consommation des ouvriers en réduisant le prix des articles de première nécessité, naturellement dans le cadre de ce même capitalisme. Syndicats et coopératives sont, sans contredit, nécessaires au prolétariat en tant que moyens tendant à organiser la masse prolétarienne. Aussi, du point de vue du socialisme prolétarien de Marx et d'Engels, le prolétariat doit-il se saisir de ces deux formes d'organisation, les consolider et les renforcer, — bien entendu, dans la mesure où les conditions politiques existantes le lui permettent.

Cependant, les syndicats et les coopératives à eux seuls, ne peuvent suffire aux besoins d'organisation du prolétariat en lutte. Cela, parce que les dites organisations ne peuvent sortir du cadre du capitalisme, leur but étant d'améliorer la condition des ouvriers dans ce cadre. Mais les ouvriers veulent se libérer entièrement de l'esclavage capitaliste ; ils veulent briser ce cadre, et pas seulement y évoluer. Par conséquent, il faut encore une autre organisation, qui ralliera autour d'elle les éléments conscients parmi les ouvriers de toutes les professions, fera du prolétariat une classe consciente et s'assignera comme but principal la destruction du régime capitaliste, la préparation de la révolution socialiste.

Cette organisation est le Parti social-démocrate du prolétariat.

Ce parti doit être un parti de classe, absolument indépendant des autres partis. Cela, parce qu'il est le parti de la classe des prolétaires, dont l'affranchissement ne peut être que leur oeuvre.

Ce parti doit être un parti révolutionnaire. Cela, parce que l'affranchissement des ouvriers n'est possible que par la voie révolutionnaire, à l'aide la révolution socialiste.

Ce parti doit être un parti international, dont les portes doivent être ouvertes à tout prolétaire conscient. Cela, parce que l'affranchissement des ouvriers, n'est pas une question nationale, mais sociale, dont la signification est le même aussi bien pour le prolétaire géorgien que pour le prolétaire russe et les prolétaires des autres nations.

Il s'ensuit donc que plus les prolétaires des différentes nations se grouperont étroitement, plus les barrières nationales dressées entre eux seront détruites à fond, et plus fort sera le parti du prolétariat, plus facile l'organisation du prolétariat en une classe indivisible.

Il faut donc, autant que possible, appliquer dans les organisations du prolétariat le principe du centralisme en l'opposant à l'éparpillement fédéraliste, — qu'il s'agisse du parti, des syndicats, ou des coopératives, peu importe.

Il est non moins certain que toutes ces organisations doivent reposer sur une base démocratique, naturellement dans la mesure où les conditions politiques et autres ne s'y opposent pas.

Quels doivent être les rapports entre le parti d'un côté, et les coopératives et les syndicats de l'autre ? Ces derniers doivent-ils être des organisations liées au part ou sans-parti? La solution de ce problème dépend de la question de savoir où et dans quelles conditions le prolétariat doit lutter. Il est hors de doute, en tout cas, que syndicats et coopératives se développent d'autant mieux qu'ils entretiennent des rapports d'amitié plus étroits avec le parti socialiste du prolétariat. Cela parce, que ces deux organisations économiques, si elles ne sont pas proches d'un parti socialiste fort, dégénèrent souvent, oublient les intérêts généraux de classe au profit des intérêts étroitement corporatifs et portent par là un grand préjudice au prolétariat. Aussi est-il nécessaire, dans tous les cas, d'assurer l'influence politique et idéologique du parti sur les syndicats et les coopératives. C'est à cette condition seulement que les dites organisations deviendront une école du socialisme, qui organisera en une classe consciente les groupes disséminés du prolétariat.

Telles sont, dans leurs grandes lignes, les caractéristiques du socialisme prolétarien de Marx et d'Engels.

*
* *

Que pensent du socialisme prolétarien les anarchistes ?

Il faut savoir tout d'abord que le socialisme prolétarien n'est pas simplement une doctrine philosophique. C'est la doctrine des masses prolétariennes, leur étendard : les prolétaires du monde l'honorent et "s'inclinent" devant lui. Par conséquent, Marx et Engels ne sont pas simplement les fondateurs d'une "école" philosophique quelconque : ils sont les chefs vivants du monde prolétarien vivant, qui grandit et se fortifie chaque jour. Quiconque combat cette doctrine, quiconque veut la "renverser", doit tenir exactement compte de tout cela pour ne pas se briser inutilement le crâne dans une lutte inégale. C'est ce que messieurs les anarchistes savent parfaitement. Aussi recourent-ils dans la lutte contre Marx et Engels à une arme tout à fait inusitée et neuve en son genre.

Quelle est donc cette nouvelle arme ? Est-ce une nouvelle analyse de la production capitaliste? Est-ce une réfutation du Capital de Marx ? Non, certes ! Ou peut-être, armés de "faits nouveaux" et d'une méthode "inductive", réfutent-ils "scientifiquement l' "évangile" de la social-démocratie : le Manifeste communiste de Marx et d'Engels ? Encore une fois non. Mais alors, quel est-il, ce moyen extraordinaire ?

C'est l'accusation de "plagiat littéraire" portée contre Marx et Engels ! Pensez donc ! Il paraît que Marx et Engels n'ont rien qui leur appartienne, que le socialisme scientifique est pure invention, et cela parce que le Manifeste communiste de Marx et Engels a été d'un bout à l'autre "volé" dans le Manifeste de Victor Considérant. C'est bien ridicule, évidemment, mais le "chef incomparable" des anarchistes, V. Tcherkézichvili, nous relate avec tant d'aplomb cette plaisante histoire, et le nommé Pierre Ramus, cet "apôtre" écervelé de Tcherkézichvili, ainsi que nos anarchistes du terroir, ressassent avec tant de zèle cette "découverte" qu'il vaut la peine qu'on s'arrête, ne fût-ce qu'instant, à cette "histoire".

Ecoutez donc Tcherkézichvili :

Toute la partie théorique du Manifeste communiste, à savoir le premier et le second chapitres,... a été prise à Victor Considérant. Par conséquent, le Manifeste de Marx et d'Engels — cette bible de la démocratie révolutionnaire légale — n'est qu'une paraphrase maladroite du Manifeste de Victor Considérant. Marx et Engels ne se sont pas seulement approprié le contenu du Manifeste de Considérant, mais... ils lui ont même emprunté certains titres. (Voir le recueil d'articles de Tcherkézichvili, Ramus et Labriola, édité en langue allemande, sous le titre : l'Origine du "Manifeste communiste", p. 10).

Un autre anarchiste, P. Ramus; répète la même chose :

On peut affirmer en tout certitude que leur oeuvre principale [le Manifeste communiste de Marx et d'Engels] est tout bonnement un plagiat effronté, mais au lieu de copier l'original mot à mot, comme le font de vulgaires larrons, ils y ont volé seulement les idées et les théories... (Idem, p. 4).

Nos anarchistes des Nobati, Moucha, Khma[xxi], etc..., répètent la même chose.

Ainsi, à ce qu'il paraît, le socialisme scientifique avec ses fondements théoriques aurait été "volé" dans le Manifeste de Considérant.

Existe-t-il quelque raison pour affirmer cela ?

Qui est Victor Considérant ?

Qui est Karl Marx ?

Victor Considérant, mort en 1893, a été le disciple de l'utopiste Fourier et est demeuré un utopiste incorrigible, qui voyait le "salut de la France" dans la réconciliation des classes.

Karl Marx, mort en 1883, a été un matérialiste, ennemi des utopistes ; il voyait le gage de l'émancipation de l'humanité dans le développement des forces productives et dans la lutte des classes.

Qu'y a-t-il de commun entre eux ?

La base théorique du socialisme scientifique est la théorie matérialiste de Marx et d'Engels. Du point de vue de cette théorie, le développement de la vie sociale est entièrement déterminé par le développement des forces productives. Si le régime des seigneurs terriens et du servage a été suivi du régime bourgeois, la "faute" en incombe au développement des forces productives qui a rendu inévitable la naissance du régime bourgeois. Ou encore : le régime bourgeois actuel sera inévitablement suivi du régime socialiste ; il en sera ainsi parce que le développement des forces productives actuelles l'exige. D'où la nécessité historique d'abattre le capitalisme et d'instaurer le socialisme. D'où encore la thèse marxiste selon laquelle nous devons chercher nos idéals dans l'histoire du développement des forces productives, et non dans le cerveau des hommes.

Telle est la base théorique du Manifeste communiste de Marx et Engels. (Voir le Manifeste communiste, chapitres I et II).

Dans le Manifeste démocratique, Victor Considérant dit-il quelque chose d'analogue ? S'en tient-il à un point de vue matérialiste ?

Nous affirmons que ni Tcherkézichvili, ni Ramus, ni nos "nobatistes" ne citent du Manifeste démocratique de Considérant, une seule déclaration, un seul mot qui soient de nature à confirmer que Considérant était un matérialiste et qu'il fondait l'évolution de la vie sociale sur le développement des forces productives. Au contraire, nous savons fort bien que Considérant est connu dans l'histoire du socialisme comme un idéaliste utopiste. (Voir Paul Louis : Histoire du socialisme en France.)

Qu'est-ce qui incite donc ces singuliers "critiques" à ce vain bavardage ? Pourquoi se mettent-ils à critiquer Marx et Engels, s'ils sont incapables même de distinguer entre l'idéalisme et le matérialisme ? Est-ce donc simplement pour faire rire le monde ?...

La base tactique du socialisme scientifique est la doctrine de la lutte de classe implacable, car c'est l'arme la meilleure entre les mains du prolétariat. La lutte de classe du prolétariat est l'arme qui lui permettra de conquérir le pouvoir politique et d'exproprier ensuite la bourgeoisie pour instaurer le socialisme.

Telle est la base tactique du socialisme scientifique exposé dans le Manifeste de Marx et d'Engels.

Y a-t-il rien d'analogue dans le Manifeste démocratique de Considérant ? Admet-il la lutte de classe comme l'arme meilleure entre les mains du prolétariat ?

Ainsi qu'il ressort des articles de Tcherkézichvili et de Ramus (Voir le recueil mentionné plus haut). le Manifeste de Considérant ne contient pas un mot à ce sujet ; on n'y mentionne la lutte des classes que comme un fait affligeant. Quant à la lutte de classe en tant que moyen d'abattre le capitalisme, voici ce qu'en dit Considérant dans son Manifeste :

Le Capital, le Travail et le Talent sont les trois éléments fondamentaux de la production, les trois sources de la richesse, les trois rouages du mécanisme industriel[xxii]... Les trois classes qui les représentent ont des "intérêts communs" ; leur tâche consiste à faire travailler les machines pour les capitalistes et pour le peuple... Devant elles... se dresse un but immense : organiser l'association des classes dans l'unité nationale... (Voir la brochure de Karl Kautsky : Le "Manifeste communiste" est un plagiat. p. 14, où est cité ce passage du Manifeste de Considérant.)

Toutes les classes, unissez-vous ! Voilà le mot d'ordre que Victor Considérant proclame dans son Manifeste démocratique.

Qu'y a-t-il de commun entre cette tactique de réconciliation des classes et la lutte de classe implacable à laquelle Marx et Engels nous nous convient résolument : Prolétaires de tous les pays, unissez-vous contre toutes les classes antiprolétariennes ?

Evidemment, il n'y a là rien de commun !

Mais alors quelles sottises débitent-ils, ces messieurs Tcherkézichvili et leurs sous-fifres sans cervelle ! Nous croient-ils donc déjà morts ? Nous jugent-ils vraiment incapables de les dégonfler ? !

Enfin, autre circonstance qui ne manque pas d'intérêt. Victor Considérant a vécu jusqu'en 1893. Il avait publié son Manifeste démocratique en 1843. C'est à la fin de 1847 que Marx et Engels ont rédigé leur Manifeste communiste. Depuis lors, celui-ci a été maintes fois réédité dans toutes les langues européennes. Tout le monde sait qu'il a fait époque. Malgré cela, nulle part, jamais, ni Considérant ni ses amis n'ont dit, du vivant de Marx et d'Engels, que ces derniers avaient volé le "socialisme" dans le Manifeste de Considérant. N'est-ce pas étrange, lecteur ?

Qu'est-ce donc qui incite ces parvenus "inductifs"... excusez-moi, ces "savants", à débiter leurs insanités ? Au nom de quoi parlent-ils ? Connaissent-ils mieux le Manifeste de Considérant que son auteur ? Ou croient-ils d'aventure que Victor Considérant et ses partisans n'ont pas lu le Manifeste communiste ?

Mais laissons cela... Laissons cela, puisque les anarchistes eux-mêmes n'accordent pas une attention sérieuse à la campagne don-quichottesque de Ramus-Tcherkézichvili : la fin sans gloire de cette campagne ridicule est bien trop évidente pour qu'on lui prête tant d'attention...

Abordons la critique quant au fond.

*
* *

Les anarchistes sont affligés d'une infirmité : ils aiment beaucoup "critiquer" les partis de leurs adversaires, mais ils ne se donnent pas la peine de se familiariser tant soit peu avec eux. On a vu que les anarchistes en ont usé ainsi en "critiquant" la méthode dialectique et la théorie matérialiste des social-démocrates. (Voir les chapitres I et II). Ils en usent de même lorsqu'ils touchent à la théorie du socialisme scientifique des social-démocrates.

Prenons, par exemple, le fait suivant. Qui ne sait que des divergences de principe existent entre les socialistes-révolutionnaires et le social-démocrates ? Qui ne sait que les premiers nient le marxisme, la théorie matérialiste du marxisme, sa méthode dialectique, son programme, la lutte de classe, alors que les social-démocrates s'appuient entièrement sur le marxisme ? Quiconque a entendu parler, ne fût-ce que d'une oreille, de la polémique entre la Révolioutsionnaïa Rossia, organe des socialistes-révolutionnaires, et l'Iskra, organe des social-démocrates, doit se rendre nettement compte de cette différence de principe. Mais que dire de "critiques" qui n'aperçoivent pas cette différence et clament que les socialistes-révolutionnaires et les social-démocrates sont, les uns et les autres, des marxistes ? C'est ainsi que les anarchistes soutiennent que la Révolioutsionnaïa Rossia et l'Iskra sont, l'une et l'autre des organes marxistes. (Voir le recueil des anarchistes : Pain et liberté, p. 202).

Voilà comment les anarchistes "connaissent" les principes de la social-démocratie !

On voit clairement, après cela, combien leur "critique scientifique" est fondée...

Examinons maintenant cette "critique".

La principale "accusation" des anarchistes, c'est que pour eux les social-démocrates ne seraient pas des socialistes véritables. Vous n'êtes pas des socialistes, vous êtes des ennemis du socialisme, répètent-ils.

Kropotkine écrit à ce sujet :

... Nous en arrivons à d'autres conclusions que la plupart des économistes... de l'école social-démocrate... Nous... allons jusqu'au communisme libertaire, alors que la plupart des socialistes [lisez : y compris les social-démocrates. (J.S.)] vont jusqu'au capitalisme d'Etat et au collectivisme. (Voir Kropotkine : la Science moderne et l'anarchisme, p. 74, 75).

En quoi consistent donc le "capitalisme d'Etat" et le "collectivisme" des social-démocrates ?

Voilà ce qu'écrit Kropotkine :

... Les socialistes allemands affirment que toutes les richesses accumulées doivent être rassemblées dans les mains de l'Etat qui les distribuera aux associations ouvrières, organisera la production et l'échange et suivra de près la vie et le travail de la société. (Voir Kropotkine : Paroles d'un révolté, p. 64).

Et plus loin :

Dans leurs projets... les collectivistes commettent... une double erreur. Ils veulent supprimer le régime capitaliste, et ils gardent en même temps deux institutions qui sont la base de ce régime : le gouvernement représentatif et le travail salarié... (Voir Kropotkine : la Conquête du pain, p. 148). Le collectivisme, on le sait... conserve... le travail salarié. Seulement... le gouvernement représentatif... se met à la place du patron... [Les représentants de ce gouvernement] se réservent le droit d'employer dans l'intérêt de tous la plus-value tirée de la production. En outre, dans ce système, on établit une distinction... entre le travail de l'ouvrier et celui de l'homme qui a fait des études : le travail du manoeuvre, aux yeux du collectiviste, est un travail simple, tandis que l'artisan, l'ingénieur, le savant, etc..., s'occupent de ce que Marx appelle un travail complexe et ils ont droit à un salaire supérieur (Idem, p. 52).

Ainsi les ouvriers recevront les produits qui leur sont nécessaires, non selon leurs besoins, mais "proportionnellement aux services rendus à la société". (Idem, p. 157).

C'est ce que les anarchistes géorgiens répètent, mais avec un plus grand aplomb. Monsieur Bâton surtout se signale par son outrecuidance. Il écrit :

Qu'est-ce que le collectivisme des social-démocrates ? Le collectivisme ou, plus exactement, le capitalisme d'Etat, est fondé sur le principe suivant : chacun doit travailler autant qu'il le veut, ou autant que l'Etat l'aura déterminé, en recevant à titre de récompense la valeur de son travail en marchandises...

Donc, ici,

il faut une assemblée législative... il faut (également) un pouvoir exécutif, c'est-à-dire des ministres, toute sorte d'administrateurs, de gendarmes et d'espions, peut-être aussi une armée, s'il y a trop de mécontents. (Voir le Nobati, n°5, p. 68 et 69).

Telle est la première "accusation" de messieurs les anarchistes contre la social-démocratie.

*
* *

Des raisonnements des anarchistes, il résulte que :
1. Selon les social-démocrates, la société socialiste est, paraît-il, impossible sans un gouvernement qui, en qualité de patron principal, embauchera les ouvriers et aura obligatoirement "des ministres..., des gendarmes, des espions". 2. Dans la société socialiste,

d'après les social-démocrates, la division en travail "dur" et en travail "facile" ne sera, paraît-il, pas abolie ; le principe : "à chacun ses besoins" y sera rejeté, et l'on admettra un autre : "à chacun selon ses mérites".

C'est sur ces deux points que repose l' "accusation" des anarchistes contre la social-démocratie.

Cette "accusation" portée par messieurs les anarchistes a-t-elle quelque fondement ?

Nous affirmons que tout ce que les anarchistes avancent dans ce cas est ou bien le fruit de l'étourderie ou bien un indigne commérage.

Voici les faits.

Dés 1846, Karl Marx disait :

La classe laborieuse substituera, dans le cours de son développement, à l'ancienne société civile une association qui exclura les classes et leur antagonisme, et il n'y aura plus de pouvoir politique proprement dit... (Voir Misère de la philosophie.)[xxiii]

Un an après, Marx et Engels formulaient la même idée dans le Manifeste communiste (Manifeste communiste, chapitre II).

En 1877, Engels écrivait :

Le premier acte dans lequel l'Etat apparaît réellement comme représentant de toute la société, — la prise de possession des moyens de production au nom de la société, — est en même temps son dernier acte propre en tant qu'Etat. L'intervention d'un pouvoir d'Etat dans les rapports sociaux devient superflue dans un domaine après l'autre, et entre naturellement en sommeil... L'Etat n'est pas "aboli", il s'éteint. (Anti-Dühring)[xxiv].

En 1884, Engels écrivait encore :

Ainsi, l'Etat n'a pas existé de tout temps. Il y a eu des sociétés qui s'en sont passé qui n'avaient pas la moindre idée de l'Etat... A un certain degré du développement économique, impliquant nécessairement la division de la société en classes, l'Etat est devenu... une nécessité. Nous approchons maintenant à grands pas d'un degré de développement de la production tel que l'existence de ces classes a non seulement cessé d'être une nécessité, mais devient un obstacle direct à la production. Les classes disparaîtront aussi inéluctablement qu'elles sont apparues. Avec la disparition des classes, disparaîtra inéluctablement l'Etat... La société qui réorganisera la production sur la base d'une association libre et égale des producteurs renverra la machine d'Etat à la place qui lui revient : au musée des antiquités, à côté du rouet et de la hache de bronze. (Voir L'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat)[xxv].

En 1891, Engels reprend la même idée. (Voir l'introduction à la Guerre civile en France.)

Comme on le voit, selon les social-démocrates, la société socialiste est une société où il n'y aura pas de place pour ce qu'on appelle l'Etat, pour le pouvoir politique avec ses ministres, ses gouverneurs, ses gendarmes, ses policiers et ses soldats. La dernière étape de l'existence de l'Etat sera la période de la révolution socialiste, celle où le prolétariat s'emparera du pouvoir d'Etat et créera son gouvernement propre (la dictature), afin d'abolir définitivement la bourgeoisie. Mais, une fois la bourgeoisie supprimée, les classes supprimées et le socialisme consolidé, on n'aura plus besoin d'aucun pouvoir politique, — et ce qu'on appelle l'Etat relèvera du domaine de l'histoire.

Ainsi, l' "accusation" des anarchistes, mentionnée plus haut, n'est qu'un commérage dénué de tout fondement.

En ce qui concerne le second point de l' "accusation", Karl Marx dit ce qui suit :

Dans la phase supérieure de la société communiste [c'est-à-dire de la société socialiste], quand auront disparu l'asservissante subordination des individus à la division du travail et, avec elle l'opposition entre le travail intellectuel et le travail manuel ; quand le travail... deviendra lui-même la première nécessité vitale ; quand, avec le développement multiple des individus les forces productives se seront accrues elles aussi..., alors seulement l'horizon borné du droit bourgeois pourra être définitivement dépassé et la société pourra inscrire sur ses drapeaux : "De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins!" (Critique du programme de Gotha)[xxvi]

Comme on le voit, d'après Marx, la phase supérieure de la société communiste [c'est-à-dire socialiste] est un régime où la division entre travail "dur" et travail "facile" et la contradiction entre travail intellectuel et travail manuel sont complètement abolis, où le travail est égalisé et où règne dans la société le principe véritablement communiste : de chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins. Il n'y a pas de place ici pour le travail salarié.

Il est clair que cette "accusation" aussi est dénuée de tout fondement.

De deux choses l'une : ou bien messieurs les anarchistes n'ont jamais vu les écrits ci-dessus mentionnés de Marx et d'Engels, et ils se livrent à la "critique" par ouï-dire, ou bien ils connaissent les travaux mentionnés de Marx et d'Engels, mais ils mentent sciemment.

Tel est le sort de la première "accusation".

*
* *

La seconde "accusation" des anarchistes consiste à nier le caractère révolutionnaire de la social-démocratie. Vous n'êtes pas des révolutionnaires, vous niez la révolution violente, vous voulez instituer le socialisme uniquement à l'aide de bulletins de vote, nous disent messieurs les anarchistes.

Ecoutez :

... Les social-démocrates... aiment à déclamer sur le thème "révolution", "lutte révolutionnaire", "lutte les armes à la main"... Mais si, dans la simplicité de votre coeur, vous leur demandez des armes, ils vous tendront solennellement un petit bulletin pour voter aux élections... [Ils assurent que] la seule tactique rationnelle qui convienne aux révolutionnaires, c'est le parlementarisme pacifique et légal, avec le serment de fidélité au capitalisme, au pouvoir établi et à l'ensemble du régime bourgeois existant. (Voir le recueil : Pain et liberté, p. 21, 22, 23).

Les anarchistes géorgiens disent la même chose, mais naturellement, avec encore plus d'aplomb. Prenez, par exemple, Bâton. Il écrit :

Toute la social-démocratie... déclare ouvertement que la lutte au moyen du fusil et des armes est une méthode bourgeoise de faire la révolution, et que c'est uniquement par le bulletin de vote, par les élections générales que les partis peuvent conquérir le pouvoir, puis, grâce à la majorité parlementaire et aux lois, transformer la société. (Voir la prise du pouvoir d'Etat, p. 3 et 4).

Voilà ce que messieurs les anarchistes disent des marxistes.

Cette "accusation" repose-t-elle sur quelque fondement ?

Nous soutenons que les anarchistes, cette fois encore témoignent de leur ignorance et de leur passion des commérages.

Voici les faits :

Karl Marx et Friedrich Engels écrivaient, dés la fin de 1847 :

Les communistes ne s'abaissent pas à dissimuler leurs opinions et leurs projets. Ils proclament ouvertement que leurs buts ne peuvent être atteints que par le renversement violent de tout l'ordre social passé. Que les classes dirigeantes tremblent à l'idée d'une révolution communiste ! Les prolétaires n'ont rien à y perdre que leurs chaînes. ils ont un monde à y gagner. Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! (Voir le Manifeste du Parti communiste[xxvii]. Certaines éditions légales ont omis plusieurs mots dans la traduction).

En 1850, dans l'attente d'une nouvelle insurrection en Allemagne, Karl Marx écrivit aux camarades allemands de l'époque :

Ils ne doivent rendre sous aucun prétexte les armes et les munitions... Les ouvriers doivent... s'organiser en garde prolétarienne indépendante, avec des chefs et un état-major général... [C'est ce qu'] ils doivent avoir en vue pendant et après l'insurrection prochaine. (Voir le Procès de Cologne. Adresse de Marx aux communistes)[xxviii].

En 1851, Karl Marx et Friedrich Engels écrivaient :

Une fois l'insurrection commencée, il faut agir avec une extrême résolution et passer à l'offensive. La défensive est la mort de toute insurrection armée... Il faut attaquer l'ennemi à

l'improviste, tant que ses forces sont encore dispersées; il faut obtenir chaque jour des succès nouveaux, fussent-ils minimes... Il faut contraindre l'ennemi à reculer avant qu'il ait pu rassembler ses forces contre vous. En un mot, agissez selon les paroles de Danton, le plus grand maître de la tactique révolutionnaire que nous connaissions : de l'audace encore de l'audace, toujours de l'audace[xxix]. (Révolution et contre-révolution en Allemagne.)

Nous ne pensons pas qu'il soit seulement ici question de "bulletins de vote".

Rappelez-vous enfin l'histoire de la Commune lorsque, se contentant de la victoire de Paris, elle refusa d'attaquer Versailles, ce repaire de la contre-révolution. Que disait alors Marx, selon vous ? Appelait-il les Parisiens aux élections ? Approuvait-il l'insouciance des ouvriers parisiens (tout Paris était aux mains des ouvriers) ? Approuvait-il leur attitude généreuse à l'égard des Versaillais vaincus ? Ecoutez Marx :

De quelle souplesse, de quelle initiative historique, de quelle faculté de sacrifice sont doués ces Parisiens ! Affamés et ruinés pendant six mois... ils se soulèvent sous les baïonnettes prussiennes... L'histoire ne connaît pas encore d'exemple d'une pareille grandeur ! S'ils succombent, seule leur "générosité" en sera la cause ! Il eût fallu marcher aussitôt sur Versailles, après que Vinoy, d'abord, et ensuite les éléments réactionnaires de la garde nationale parisienne se furent enfuis de Paris. Par scrupule de conscience, on laissa passer le moment favorable. On ne voulut pas commencer la guerre civile, comme si cet avorton de Thiers ne l'avait pas déjà commencée en tentant de désarmer Paris ![xxx] (Lettres à Kugelmann).

Ainsi pensaient et agissaient Karl Marx et Friedrich Engels.

Ainsi pensent et agissent les social-démocrates.

Mais les anarchistes n'en répètent pas moins : ce qui intéresse Marx et Engels, ainsi que leurs disciple, ce sont uniquement les bulletins de vote ; ils n'admettent pas l'action révolutionnaire violente !

Comme on le voit, cette "accusation" est, elle aussi, un commérage, qui révèle l'ignorance des anarchistes quant à l'essence du marxisme.

Tel est le sort de la seconde "accusation".

*
* *

La troisième "accusation" des anarchistes consiste à nier le caractère populaire de la social-démocratie et à représenter les social-démocrates comme des bureaucrates ; ils soutiennent que le plan social-démocrate de dictature du prolétariat est la mort de la révolution ; et comme les social-démocrates se prononcent pour une pareille dictature, ils veulent instaurer en fait non pas la dictature du prolétariat, mais leur propre dictature sur le prolétariat.

Ecoutez monsieur Kropotkine :

Nous, anarchistes, nous avons rendu un verdict définitif contre la dictature... Nous savons que toute dictature, si honnêtes que soient ses intentions, mène à la mort de la révolution. Nous savons... que l'idée de la dictature n'est autre chose qu'un produit malfaisant du fétichisme gouvernemental, qui... a toujours cherché à perpétuer l'esclavage. (Voir Kropotkine : Paroles d'un révolté, p. 131)

Les social-démocrates n'admettent pas seulement la dictature révolutionnaire ; ils sont

partisans de la dictature sur le prolétariat... Les ouvriers ne les intéressent que dans la mesure où ils forment une armée disciplinée entre leurs mains... La social-démocratie veut se servir du prolétariat pour prendre possession de l'appareil d'Etat. (Voir : Pain et liberté, p. 62 et 63).

Les anarchistes géorgiens répètent la même chose :

La dictature du prolétariat, dans le sens propre du mot, est absolument impossible, puisque les partisans de la dictature sont des étatistes, et leur dictature ne signifiera point pour l'ensemble du prolétariat, mais l'installation à la tête de la société, de ce même pouvoir représentatif qui existe aujourd'hui. (Voir Bâton : la Prise du pouvoir d'Etat, p. 45).

Les social-démocrates sont pour la dictature, non pas pour aider à l'affranchissement du prolétariat, mais pour... "établir par leur domination un nouvel esclavage". (Voir le Nobati, n°1, p. 5 : Bâton.)

Telle est la troisième "accusation" de messieurs les anarchistes.

Point n'est besoin d'un gros effort pour démasquer cette nouvelle calomnie des anarchistes, dont le but est de mystifier le lecteur.

Nous n'allons pas nous livrer ici à l'examen de la conception complètement erronée de Kropotkine, suivant laquelle toute dictature signifie la mort de la révolution. Nous reviendrons là-dessus quand nous analyserons la tactique des anarchistes. Pour l'instant, nous voulons parler uniquement de cette "accusation".

Dés la fin de 1847, Karl Marx et Friedrich Engels disaient que, pour instaurer le socialisme, le prolétariat doit conquérir la dictature politique, afin de repousser, au moyen de cette dictature, les attaques contre-révolutionnaires de la bourgeoisie et lui enlever les moyens de productions ; ils ajoutaient que cette dictature ne doit pas être celle de quelques personnes, mais la dictature de l'ensemble du prolétariat en tant que classe :

Le prolétariat se servira de sa suprématie politique pour arracher petit à petit tout le capital à la bourgeoisie, pour centraliser tous les instruments de production dans les mains... du prolétariat organisé en classe dominante... (Voir le Manifeste communiste)[xxxi]

Autrement dit, la dictature du prolétariat sera celle que toute la classe du prolétariat exercera sur la bourgeoisie, et non pas la domination de quelques personnes sur le prolétariat.

Par la suite, Marx et Engels reprennent la même pensée dans presque toutes leurs oeuvres, dans le 18 Brumaire de Louis Bonaparte, les Luttes de classe en France, la Guerre civile en France, Révolution et contre-révolution en Allemagne, l'Anti-Dühring, ainsi que dans d'autres récits.

Mais ce n'est pas tout. Pour comprendre comment Marx et Engels concevaient la dictature du prolétariat et à quel point ils considéraient cette dictature comme réalisable, il est fort intéressant de connaître leur jugement sur la Commune de Paris. Le fait est que la dictature du prolétariat se voit accabler de reproches non seulement par les anarchistes, mais aussi par les petits bourgeois des villes, y compris par les bouchers et les mastroquets de toute sorte, — par tous ceux que Marx et Engels appelaient des philistins. Voici ce que dit Engels de la dictature du prolétariat, en s'adressant à ces philistins :

Le philistin allemand[xxxii] été récemment saisi d'une terreur salutaire en entendant prononcer le mot de dictature du prolétariat. Eh bien, messieurs, voulez-vous savoir de quoi cette dictature a l'air ? Regardez la Commune de Paris. C'était la dictature du prolétariat. (Voir la Guerre civile en France. Introduction de Friedrich Engels)[xxxiii].

Comme on le voit, Engels se représentait la dictature du prolétariat sous la forme de la Commune de Paris.

Il est évident qu'il faut la connaître si l'on veut savoir ce qu'est, pour les marxistes, la dictature du prolétariat. Considérons à notre tour la Commune de Paris. S'il se trouve qu'elle a été véritablement la dictature de quelques individus sur le prolétariat, alors, à bas le marxisme, à bas la dictature du prolétariat ! Mais si nous constatons qu'elle a été effectivement une dictature du prolétariat sur la bourgeoisie, alors... alors nous rirons de tout notre coeur des commères anarchistes qui, dans la lutte contre les marxistes, n'ont pas d'autre ressource que d'inventer des commérages.

L'histoire de la Commune de Paris comporte deux périodes : la première, celle où le célèbre "Comité central" dirigeait les affaires à Paris; et la seconde, celle où, les pleins pouvoirs du "Comité central" ayant expiré, la direction des affaires passa à la Commune qui venait d'être élue. Qu'était le "Comité central", de qui était-il composé ? Nous avons sous les yeux l'Histoire populaire et parlementaire de la Commune de Paris, par Arthur Arnould, laquelle, comme le dit l'auteur, répond brièvement à cette question. La lutte ne faisait que commencer quand près de 300.000 ouvriers parisiens, formés en compagnies et bataillons, choisirent des délégués parmi eux. C'est ainsi que fut constitué le "Comité central".

Tous ces citoyens [membres du "Comité central"], produits des élections partielles de leurs compagnies, ou de leurs bataillons, dit Arnould, n'étaient guère connus que du petit groupe qui les avait délégués. Qu'étaient ces hommes, que valaient-ils, qu'allaient-ils faire ?... [C'était] un groupement anonyme, compose presque exclusivement de simples ouvriers, ou de petits employés, dont les noms, pour les trois quarts, n'avaient guère dépassé le cercle de

leur rue ou de leur atelier... La tradition était rompue. Quelque chose d'inattendu venait de se produire dans le monde. Pas un membre des classes gouvernantes n'était là. Une Révolution éclatait qui n'était représentée ni par un avocat, ni par un député, ni par un journaliste, ni par un général. A leur place, un mineur du Creusot, un ouvrier relieur, un cuisinier, etc..., etc... (Voir Histoire populaire et parlementaire de la Commune de Paris, p. 107)[xxxiv].

Arthur Arnould poursuit :

"Nous sommes, [déclaraient les membres du "Comité central",] les organes obscurs, les instruments humbles du peuple attaqué... Serviteurs de la volonté populaire, nous sommes là pour lui servir d'écho, pour la faire triompher. Le peuple veut la Commune, et nous resterons pour faire procéder aux élections de la Commune." Rien de plus, rien de moins. Ces dictateurs ni au-dessus, ni en-dehors de la foule. On sent qu'ils vivent avec elle, en elle, par elle, qu'ils la consultent à chaque seconde, qu'ils l'écoutent et qu'ils redisent ce qu'ils ont entendu, se chargeant seulement de traduire en quelques paroles concises... les résolutions de trois cent mille hommes (Idem, p. 109)[xxxv].

Telle fut la conduite de la Commune de Paris, dans la première période de son existence.

Voilà ce qu'était la Commune de Paris.

Voilà la dictature du prolétariat.

Passons maintenant à la seconde période de la Commune où son "Conseil général" succéda au "Comité central". En parlant de ces deux périodes, qui durèrent deux mois, Arnould s'écrie avec enthousiasme que ce fut une véritable dictature du peuple. Ecoutez-le :

C'est là, c'est dans le grand spectacle qu'offrit ce peuple pendant deux mois, que nous puiserons assez de force et d'espoir pour envisager sans découragement l'avenir... Pendant ces deux mois, il y eut une véritable dictature dans Paris, la plus complète comme la moins contestée..., dictature non d'un homme, mais du peuple — seul maître de la situation... Cette dictature dura plus de deux mois, du 18 mars au 22 mai [1871], sans interruption... Maître et seul maître, car la Commune n'était [en elle-même] qu'un pouvoir moral et n'avait d'autre force matérielle que le consentement universel... des citoyens, il [le peuple] se fut) lui-même sa police et sa magistrature... (Idem, p. 242 et 244)[xxxvi].

C'est ainsi qu'Arthur Arnould, membre de la Commune, et qui prit une part active à ses combats corps à corps, caractérise la Commune de Paris.

C'est ainsi également que la caractérise un autre de ses membres qui, lui aussi, y participa activement, Lissagaray. (Voir son Histoire de la Commune de Paris.)

Le peuple, en tant que "seul maître", la "dictature non d'un seul homme, mais du peuple", voilà ce que fut la Commune de Paris.

"Regardez la Commune de Paris, c'était la dictature du prolétariat !" s'écriait Engels pour la gouverne de philistins.

Voilà donc ce qu'est la dictature du prolétariat dans l'esprit de Marx et d'Engels.

Comme on le voit, messieurs les anarchistes connaissent la dictature du prolétariat, la Commune de Paris, le marxisme qu'ils "critiquent" sans discontinuer, comme vous et moi, cher lecteur, connaissons le chinois.

Il est clair qu'il y a deux sortes de dictatures. Il y a la dictature de la minorité, la dictature d'un petit groupe, la dictature des Trépov et des Ignatiev, dirigée contre le peuple. A la tête d'une pareille dictature se tient ordinairement une camarilla, qui prend des décisions secrètes et étrangle dans un noeud coulant la majorité du peuple.

Les marxistes sont les ennemis d'une telle dictature, ils la combattent avec beaucoup plus de ténacité et d'abnégation que nos braillards d'anarchistes.

Il y a une dictature d'un autre genre, celle de la majorité prolétarienne, la dictature de la masse; elle est dirigée contre la bourgeoisie, contre la minorité. Ici, c'est la masse qui est à la tête de la dictature ; point de place ici pour une camarilla ni pour des décisions secrètes. Tout ici se passe au grand jour, en pleine rue, dans les meetings, — et cela parce que c'est une dictature de la rue, de la masse, une dictature dirigée contre tous les oppresseurs.

Cette dictature, les marxistes la soutiennent "des deux mains", — et cela parce qu'une telle dictature marque le début grandiose de la grande révolution socialiste.

Messieurs les anarchistes ont confondu ces deux dictatures qui s'excluent de mutuellement, et voilà pourquoi ils se trouvent dans une situation ridicule : ils combattent non pas le marxisme, mais leur propre fantaisie ; ils se battent non contre Marx et Engels, mais contre des moulins à vent, comme le fit jadis Don Quichotte, de bienheureuse mémoire...

Tel est le sort de la troisième "accusation".

(A suivre)[xxxvii].

L'Akhali Droéba [le Nouveau Temps],
n°5, 6, 7 et 8 ; 11, 18, 25 décembre 1906
et 1er janvier 1907 ;
Tchvéni Tskhovréba [Notre vie],
n°3, 5, 8 et 9 ; 21, 23, 27
et 28 février 1907 ;
Le Dro [le Temps],
n°21, 22, 23, 26 ;
4, 5, 6 et 10 avril 1907.

Signé : Ko...
Traduit du géorgien.

[i] A la fin de 1905 et au début de 1906, en Géorgie, un partisan de Kropotkine, le fameux anarchiste V. Tcherkézichvili et ses adeptes Mikhako Tsérétéli (Bâton), Chalva Goguélia (Ch. G.), etc..., engagèrent une campagne acharnée contre les social-démocrates. Le groupe faisait paraître à Tiflis les journaux : le Nobat, la Moucha, etc... Les anarchistes n'avaient aucun appui dans le prolétariat, mais ils obtinrent quelques succès parmi les éléments déclassés et petits-bourgeois. Staline, dans une suite d'articles portant le titre général : "Anarchisme ou socialisme ?" se dressa contre eux. Les quatre premiers articles parurent dans l'Akhali Tskhovréba en juin-juillet 1906. L'impression des articles suivants fut interrompue, le journal ayant été interdit. En décembre 1906 et le 1er janvier 1907, les articles parus dans le l'Akhali Tskhovréba furent réimprimés dans l'Akhali Droéba, mais sous une forme légèrement modifiée. La rédaction du journal fit précéder ces articles de la remarque suivante : "Dernièrement, le syndicat des employés nous a demandé de faire paraître des articles sur l'anarchisme, le socialisme et autres questions analogues (Voir l'Akhali Droéba, n°3). Ce voeu a été également formulé par d'autres camarades. Nous accédons volontiers à ce désir ; pour ce qui est de ces articles nous tenons à rappeler qu'une partie d'entre eux a déjà paru dans la presse géorgienne (pour des raisons indépendantes de l'auteur, ces articles n'ont pu être achevés) . Néanmoins, nous avons jugé utile de les publier tous intégralement et nous avons prié l'auteur de les remanier en un style à la portée de tous , ce qu'il a fait volontiers". C'est ainsi qu'ont paru deux variantes des quatre premières parties d' "Anarchisme ou socialisme ?" La suite de cette étude a été publiée dans Tchvéni Tskhovréba* en février 1907 et le Dro** en avril 1907. La première version des articles "Anarchisme ou socialisme ?" publiée dans l'Akhuli Tskhovréba, est donnée en annexe à ce volume. Voir p. 309. (N.R.).

*Tchvéni Tskhovréba [Notre Vie], quotidien bolchévik, parut légalement à Tiflis à partir du 18 février 1907, sous la direction de Staline. Il en fut publié 13 numéros. Le 6 mars 1907, le journal fut interdit "pour tendance extrémiste". (N.R.).

**Le Dro [le Temps], quotidien bolchévik, parut à Tiflis après l'interdiction de Tchvéni Tskhovréba, du 11 mars au 15 avril 1907, sous la direction de Staline. Firent également partie de la rédaction du journal M. Tskhakaïa et M. Davitachvili. Il en fut publié 31 numéros. (N.R.).

[ii] Il s'agit de l'insurrection armée du prolétariat de Moscou en décembre 1905, point culminant de la révolution de 1905-1906. (N.T.).

[iii] Le Nobati [l'Appel], journal hebdomadaire des anarchistes géorgiens, paraissait à Tiflis en 1906. (N.R.).

[iv] Friedrich Engels : Ludwig Feuerbach, dans Karl Marx et Friedrich Engels : Etudes philosophiques, p. 17, Editions sociales, Paris, 1951. (N.T.).

[v] Karl Marx : Le Capital, tome I, p. 29, Editions sociales, Paris, 1948. (N.T.).

[vi] Friedrich Engels : Ludwig Feuerbach, dans Karl Marx et Friedrich Engels : Etudes philosophiques, p. 17-21, Editions sociales, Paris, 1951. (N.T.).

[vii] Friedrich En gels : Anti-Dühring, p. 53, Editions sociales, Paris, 1950. (N.T.).

[viii] Karl Marx : "Préface à la Contribution à la critique de l'économie politique", dans Karl Marx et Friedrich Engels : Etudes philosophiques, p. 73, Editions sociales, Paris, 1951. (N.T.).

[ix] Karl Marx : "Préface à la Contribution à la critique de l'économie politique", dans Karl Marx et Friedrich Engels : Etudes philosophiques, p. 73, Editions sociales, Paris, 1951. (N.T.).

[x] Etudes philosophiques, p. 73. (N.T.).

[xi] Etudes philosophiques, p. 73. (N.T.).
[xii] Cela ne contredit pas du tout la pensée qu'il existe un conflit entre la forme et le contenu. A la vérité, ce conflit existe, non pas entre le contenu et la forme en général, mais entre l'ancienne forme et le nouveau contenu, qui cherche une forme nouvelle et tend vers elle. (J.S.).
[xiii] Karl Marx : la Sainte Famille, chapitre VI , § III, "Bataille critique contre le matérialisme français". Voir "Contribution à l'histoire du matérialisme français", dans Karl Marx et Friedrich Engels : Etudes philosophiques, p. 116, Editions sociales, Paris, 1951. (N.T.).
[xiv] Karl Marx : "Préface à la Contribution à la critique de l'économie politique", dans Karl Marx et Friedrich Engels : Etudes philosophiques, p. 73, Editions sociales, Paris, 1951. (N.T.).
[xv] La série d'articles intitulée : "Anarchisme ou Socialisme ?", a paru sous la signature : "Ko..[ba].", ce qui explique l'initiale : K. (N.T.).
[xvi] Karl Marx : Misère de la philosophie, p. 135, Editions sociales, Paris, 1946. (Expressions soulignées par Staline). (N.T.).
[xvii] Friedrich Engels : L'Origine de la famille et de la propriété privée et de l'Etat
[xviii] Karl Marx et Friedrich Engels : Critique des programmes de Gotha et d'Erfurt, p. 24 et 25, Editions sociales, Paris, 1950. (N.T.).
[xix] Friedrich Engels : Anti-Dühring, p. 188 et 189, Editions sociales, Paris, 1950. (N.T.).
[xx] Karl Marx et Friedrich Engels : Manifeste du Parti communiste, p. 48, Editions sociales, Paris, 1951. (N.T.).
[xxi] La Moucha [l'Ouvrier] et la Khma [la Voix], quotidiens des anarchistes géorgiens, parurent à Tiflis en 1906. (N.R.).
[xxii] Seule la première phrase est tirée textuellement de l'opuscule de Considérant : Principes du socialisme, Manifeste de la Démocratie au XIXe siècle, p. 22, paris, 1847. Pour le reste, Kautsky reproduit la pensée de Considérant qui s'exprime ainsi dans le chapitre II, paragraphe VI, intitulé "intérêt commun des trois classes" : "... qu'on parle de faire travailler les machines POUR les capitalistes ET POUR le peuple et non plus POUR les capitalistes CONTRE le peuple ! Qu'on parle enfin d'organiser l'Association des classes dans l'Unité nationale..." (Idem, p. 25). (N.T.).
[xxiii] Karl Marx : Misère de la philosophie, p. 135, Editions sociales, paris, 1946. (Expressions soulignées par Staline). (N.T.).
[xxiv] Friedrich Engels : Anti-Dühring, p. 319 et 320, Editions sociales, Paris, 1950. (N.T.).
[xxv] Friedrich Engels : L'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat, p. 225, Editions Costes, Paris, 1936. (N.T.).
[xxvi] Karl Marx et Friedrich Engels : Critique des programmes de Gotha et d'Erfurt, p. 24 et 25, Editions sociales, Paris, 1950. (Expressions soulignées par Staline). (N.T.).
[xxvii] Karl Marx et Friedrich Engels : Manifeste du Parti communiste, p. 61, Editions sociales, Paris, 1951. (Expressions soulignées par Staline). (N.T.).
[xxviii] Le Procès de Cologne. Adresse de Marx aux communistes, p. 243 et 244. Editions Costes, Paris, 1939. (N.T.).
[xxix] F. Engels : la Révolution démocratique bourgeoise en Allemagne, p. 290, Editions sociales, Paris, 1951.
[xxx] Lettre à Kugelmann publiée en annexe à Karl Marx : la Guerre civile en France, p. 77, Editions sociales, Pars, 1952. (Expressions soulignées par Staline). (N.T.).
[xxxi] Karl Marx et Friedrich Engels : Manifeste du Parti communiste, p. 48, Editions sociales, Paris, 1951. (N.T.).

[xxxii] Grâce à L'Institut Marx-Engels-Lénine, nous savons aujourd'hui que le manuscrit d'Engels portait "le philistin social-démocrate. Une main inconnue a barré le mot : "social-démocrate" et l'a remplacé par le mot : "allemand". (N.T.).
[xxxiii] Karl Marx : la Guerre civile en France. Introduction de Friedrich Engels, p. 18, Editions sociales, Paris, 1952. (N.T.).
[xxxiv] Arthur Arnould : Histoire populaire et parlementaire de la Commune de Paris, t. II, p. 29 et 30, Bruxelles, 1878. (N.T.).
[xxxv] Idem, t. II, p. 32 et 33. (N.T.).
[xxxvi] Idem, t. III, p. 44, 45, 47. (Expressions soulignées par Staline). (N.T.).
[xxxvii] La suite n'a pas paru dans les journaux, Staline ayant été envoyé à Bakou par le Comité Central au milieu de 1907, afin d'y travailler pour le parti ; quelques mois plus tard, il était arrêté dans cette ville. Les notes relatives aux derniers chapitres d'Anarchisme ou socialisme ? ont disparu au cours d'une perquisition. (N.R.).